



HAL
open science

Transferts de fonds dans les pays du Sud de la Méditerranée : une approche macroéconomique de leurs déterminants et de leurs effets

Imad El Hamma

► **To cite this version:**

Imad El Hamma. Transferts de fonds dans les pays du Sud de la Méditerranée : une approche macroéconomique de leurs déterminants et de leurs effets. Economies et finances. Université Nice Sophia Antipolis; Université Mohammed V-Agdal (Rabat, Maroc; 1993-2014), 2015. Français. NNT : 2015NICE0009 . tel-01654413

HAL Id: tel-01654413

<https://theses.hal.science/tel-01654413>

Submitted on 3 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS
ECOLE DOCTORALE DROIT ET SCIENCES POLITIQUES,
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION (513)



UNIVERSITE MOHAMMED V DE RABAT
Centre D'Etude Doctorale Droit, Economie et Gestion

Groupe de Recherche en Droit, Economie et Gestion CNRS (UMR 7321) (Nice)
Laboratoire de Recherche en Economie Internationale (Rabat)

Thèse en cotutelle en vue de l'obtention du grade de :

Docteur en Sciences Economiques à l'Université Nice Sophia Antipolis
Docteur en Sciences Economiques à l'Université Mohammed V de Rabat

Transferts de fonds dans les pays du Sud de la Méditerranée : une approche macroéconomique de leurs déterminants et de leurs effets

Présentée et soutenue publiquement par

Imad EL HAMMA

Jury

Valérie BERENGER	Professeur des universités - Université de Nice	Directeur de thèse
Claude BERTHOMIEU	Professeur des universités - Université de Nice	Président
Maurice CATIN	Professeur des universités - Université du Sud-Toulon-Var	Rapporteur
Idriss EL ABASSI	Professeur des universités - Université Mohammed V de Rabat	Rapporteur
Lahcen OULHAJ	Professeur des universités - Université Mohammed V de Rabat	Codirecteur de thèse
Said TOUNSI	Professeur des universités - Université Mohammed V de Rabat	Rapporteur

09 Juin 2015

Remerciements

Cette thèse est le résultat d'un travail de recherche qui a duré presque cinq ans. Durant ces années, pleines de moments de réussite et de désillusion, les rencontres que j'ai pu faire ont changé à jamais ma vie tant au niveau personnel que professionnel. Lors de l'écriture de cette toute dernière page de mon manuscrit, mes pensées et ma reconnaissance vont vers tous ceux qui ont contribué à cela.

Mes premiers et mes sincères remerciements vont sans hésitation à Valérie BERENGER, ma directrice de thèse, pour qui j'ai un profond respect ! Merci pour ton accompagnement chaleureux, ta disponibilité et tes précieux conseils tout au long de cette thèse. Je te suis réellement reconnaissant de m'avoir donné confiance en moi, et su m'insuffler la force nécessaire pour continuer lorsque les difficultés s'amoncelaient. Un énorme merci pour t'être battue pour que cette thèse soit possible et pour avoir rendu beaucoup de choses faciles et réalisables.

Je tiens à remercier également mon co-directeur de thèse, Mr. Lahcen. OULHAJ pour avoir accepté de codiriger ma thèse et m'accompagner dans la démarche de cotutelle. Je vous remercie de m'avoir guidé, conseillé et encouragé à faire mes recherches de master 2 à Nice. Merci également pour le coup de pouce décisif du 25 Mars 2008, sans lequel rien n'aurait été possible aujourd'hui.

Un grand merci au Professeur Claude BERTHOMIEU pour son accueil au sein de son laboratoire (ex CEMAFI) et pour tous ses conseils judicieux et sa disponibilité.

Je remercie les membres du jury, les Professeurs : Maurice CATIN, Idriss EL ABASSI et Saïd TOUNSI, d'avoir accepté d'évaluer mon travail de thèse. C'est vraiment un honneur pour moi de vous compter parmi ce jury. Merci de vous être déplacés malgré vos emplois du temps chargés.

J'adresse un merci tout particulier à mon ami ex doctorant Lionel PERSYN pour ses lectures et ses commentaires, et je tiens à lui dire : « tu as bien mérité ton HDI » ! Je remercie également Bahija et mes amis Karim, Aziz I et Farid pour leur précieuse aide durant toutes ces années, ainsi que Moustafa, Rabia, Amélie, Marta, Denis, Nita, Jean-Michel... (Pardon à ceux que j'ai oubliés) pour les bons moments que nous avons partagés.

Je ne peux poursuivre ces remerciements sans penser à mes parents, mes oncles, mes sœurs et mon frère, envers qui j'exprime toute ma gratitude et ma reconnaissance. Je remercie infiniment mes parents pour les valeurs qu'ils m'ont transmises et les sacrifices qu'ils ont consentis pour nous.

Mes derniers remerciements et pas les moindres, je les ai réservés à Ibtissam qui m'a apporté son soutien sans faille et son amour au quotidien ; qui a toujours su me motiver pour achever cette thèse, et trouver les mots pour me remonter le moral. Je lui dédie ce travail. Ibtissam, MERCI d'avoir cru et de continuer à croire en moi ! Bonne chance pour ta thèse !

Sommaire

Sommaire	III
Liste des tableaux	IV
Liste des figures	V
Introduction générale	1
Chapitre 1. Les transferts de fonds des migrants : une source importante de devises	13
Introduction.....	13
Section 1. Les transferts comme la conséquence d'une migration forte.....	15
Section 2. Transferts : définitions et mesures.....	41
Section 3. Propriétés cycliques des transferts de fonds des PSM.....	60
Conclusion	81
Annexes chapitre 1	83
Chapitre 2. Les déterminants des transferts de fonds	87
Introduction.....	87
Section 1. Les déterminants microéconomiques.....	89
Section 2. Les déterminants macroéconomiques.....	106
Section 3. Des déterminants macro-économiques aux motifs individuels : une estimation empirique.....	123
Conclusion	139
Annexes chapitre 2	142
Chapitre 3. Impacts des transferts de fonds sur le bien-être et la croissance	144
Introduction.....	144
Section 1. Transferts de fonds et déterminants de la croissance : les enseignements de la littérature.....	147
Section 2. Transferts de fonds, inégalité de revenus et pauvreté.....	160
Section 3. Transferts de fonds, développement financier et croissance économique.....	196
Conclusion	222
Annexes chapitre 3	226
Conclusion générale	232
Bibliographie	236
Tables des Matières	259

Liste des tableaux

Tableau 1.1. Estimations et projections des flux de transferts de fonds dans les pays en développement	46
Tableau 1.2. Estimations et projections des flux de transferts de fonds dans les pays en développement (Bis)	47
Tableau 1.3. Exemples de canaux de transferts formels	55
Tableau 1.4. Résultats de l'indice de concordance 1985-2010.....	73
Tableau 1.5. Calculs des corrélations entre les transferts reçus et le PIB du pays d'origine.....	75
Tableau 1.6. Calculs des corrélations entre les transferts reçus et le PNB du pays d'accueil	75
Tableau 2.1. Théorie des jeux appliquée aux transferts de fonds	98
Tableau 2.2. Réaction des motifs microéconomiques des envois de fonds aux caractéristiques du migrant et du bénéficiaire	105
Tableau 2.3. Statistiques sur les coûts de transferts (1990-2013)	114
Tableau 2.4. Principaux déterminants macroéconomiques des transferts de fonds des migrants	118
Tableau 2.5. Principaux déterminants macroéconomiques des transferts de fonds (suite).....	119
Tableau 2.6. Principaux déterminants macroéconomiques des transferts de fonds des migrants (suite)	120
Tableau 2.7. Lien entre déterminants macroéconomiques et motifs microéconomiques des transferts de fonds	121
Tableau 2.8. Lien entre déterminants macroéconomiques et motifs microéconomiques des transferts de fonds (suite).....	122
Tableau 2.9. Tests de colinéarité.....	132
Tableau 2.10. Déterminants des transferts de fonds	135
Tableau 2.11. Déterminants des transferts de fonds (suite)	136
Tableau 3.1. Effet non linéaire des transferts de fonds des migrants sur les inégalités de revenu	174
Tableau 3.2. Moyenne du PIB, le coût du passeport et la distance selon les régions.....	176
Tableau 3.3. Effet des transferts sur les inégalités de revenu selon les régions	178
Tableau 3.4. Résumé de la littérature sur les transferts et la pauvreté	186
Tableau 3.5 : Effet spécifique des transferts de fonds sur la pauvreté et l'intensité de la pauvreté	192
Tableau 3.6 : Effet conjoint des transferts de fonds et de l'instabilité des termes de l'échange sur l'incidence, l'intensité de la pauvreté et la sévérité de la pauvreté.....	192
Tableau 3.7. Effet indirect des transferts de fonds sur la croissance économique (canal développement financier).....	214
Tableau 3.8. Effet des transferts de fonds sur l'investissement.....	219

Liste des figures

Figure 1.1. Transferts de fonds, IDE et APD	46
Figure 1.2. Part des transferts dans la valeur des exportations pour 20 pays en développement	48
Figure 1.3. Les transferts couvrent plus de 20% des importations dans 20 pays en développement	48
Figure 1.4. Top de 10 pays receveurs (en volume).....	48
Figure 1.5. Top 10 pays receveurs (en % du PIB)	49
Figure 1.6. Transferts de fonds dans les pays du Sud de la Méditerranée.....	50
Figure 1.7. Les phases du cycle d'affaires selon la méthodologie du NBER.....	64
Figure 1.8. Evolution des composantes cycliques des transferts de fonds et du PIB du pays d'origine	71
Figure 1.9. Evolution des composantes cycliques des transferts de fonds et du PNB du pays d'accueil.....	72
Figure 1.10. Réponse des transferts de fonds reçus par l'Algérie à un choc dans le PIBo et le PNBa	79
Figure 1.11. Réponse des transferts de fonds reçus par l'Égypte à un choc dans le PIBo et PNBa	80
Figure 1.12. Réponse des transferts de fonds reçus par le Maroc à un choc dans le PIBo et PNBa	80
Figure 1.13. Réponse des transferts de fonds reçus par la Tunisie à un choc dans le PIBo et PNBa	80
Figure 2.1. Les déterminants microéconomiques des transferts de fonds des migrants.....	90
Figure 2.2. Les 20 premiers pays bénéficiaires de transferts de fonds (en 2010 ; en millions \$)	108
Figure 2.3. Les 20 pays les plus exportateurs de mains d'œuvre (en millions de migrants)	108
Figure 3.1. Seuil et moyenne de l'indicateur du niveau développement financier par pays (valeurs en log)	216
Figure 3.2. L'effet marginal total (θ) des transferts de fonds sur la croissance économique.....	216
Figure 3.3. Effet marginal des transferts de fonds sur la FBCF/PIB par le biais du développement financier (valeur en log).....	221
Figure 3.4. L'effet marginal total des transferts sur la FBCF/PIB par le biais de développement financier et de la qualité institutionnelle (valeur en log)	221

Introduction générale

Fortement associés à l'histoire de l'humanité et du peuplement, les déplacements de population sont anciens et constituent des vecteurs de changements économiques, politiques et sociaux. Selon l'Organisation des Nations-Unies (ONU), le nombre de migrants internationaux a été multiplié par 3,8 entre 1970 et 2013, passant de 60 à 231 millions. Selon la définition de l'ONU, les migrants désignent les personnes qui résident dans des pays où ils ne sont pas nés. Ainsi, il existe quatre catégories de migrants internationaux : les migrants¹ permanents, les travailleurs migrants, les migrants illégaux et les réfugiés. Généralement alimentés par l'Europe dans les années 50, les flux migratoires ont connu une mutation profonde et proviennent majoritairement des pays en développement. En effet, l'évolution démographique, les opportunités de mobilité ainsi que l'amélioration des moyens de transports et de communication sont des facteurs parmi d'autres expliquant l'accroissement et la mutation observés au cours de ce dernier siècle. En tête des principaux pays pourvoyeurs de migrants figurent la Chine, le Mexique, des pays du sous-continent indien (Bangladesh, Inde, Pakistan et Sri Lanka), l'Égypte, l'Indonésie, les Philippines, la Turquie et les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie).

Les caractéristiques démographiques et économiques actuelles des pays d'accueil et d'origine laissent entendre que la pression migratoire internationale va continuer à s'accroître. Ainsi, la baisse de l'offre de travail due au vieillissement de la population des pays développés et l'excédent de celle des pays en développement créent un déséquilibre sur le marché du travail qui conduit à une forte demande de main d'œuvre dans les pays d'accueil et une forte offre de travail dans les pays d'origine. Ce déséquilibre est accentué par l'écart considérable des salaires entre le Nord et le Sud, en particulier pour la main d'œuvre qualifiée et semi-qualifiée. Le maintien d'un tel déséquilibre implique que les flux migratoires vont continuer à augmenter dans les années à venir et suggère que l'assouplissement ou le durcissement des politiques migratoires pourraient générer des gains ou des pertes en termes de bien-être.

Outre les déplacements de population, les migrations se traduisent également par d'importants flux financiers. Ils représentent l'envoi d'argent aux membres des familles restés

¹ Les immigrés et les émigrants.

dans le pays d'origine. Selon la Banque Mondiale, ces flux financiers sont généralement connus sous les termes de « transferts de fonds », de « remittances » ou encore de « remises » et ils correspondent à la somme des transferts de fonds réalisés par les travailleurs, les compensations des employés et des transferts de migrants. En plus de ces transferts monétaires, certains migrants envoient également des transferts en nature. Il s'agit notamment de biens alimentaires, de vêtements et de bijoux. Contrairement aux flux monétaires, qui déjà font l'objet de nombreuses études, les transferts en nature sont peu étudiés.

Associés à l'accroissement de la population migrante, les transferts de fonds ont connu une augmentation régulière et significative. Malgré la crise financière mondiale, et à l'exception de 2009, les montants envoyés n'ont pas cessé d'augmenter depuis les années 70. Selon les dernières estimations de la Banque Mondiale, entre 1980 et 2014, le montant des transferts de fonds est passé de 25 milliards de dollars américains à plus de 440 milliards de dollars², soit une hausse de 1660%. Toutefois, à l'instar des chiffres relatifs au nombre de migrants, les données officielles sous-estiment certainement le montant réel puisqu'elles ne prennent en considération que les transferts transitant par les voies formelles.

La part des transferts de fonds des migrants à destination des pays en développement a aussi fortement augmenté, passant de 42% des transferts de fonds mondiaux en 1980 à plus de 70% en 2013. Toutefois, à l'échelle des régions des pays en développement, les transferts de fonds sont inégalement répartis. En termes nominaux, en 2013, l'Asie de l'Est est la région qui reçoit le plus de transferts migratoires (33% soit 110,9 milliards de dollars), tandis que l'Afrique subsaharienne est celle qui en reçoit le moins (1,3% soit 4,3 milliards de dollars). Par ailleurs, ces flux financiers privés jouent un rôle important dans l'économie de plusieurs pays et sont pour certains d'entre eux une source essentielle de revenu. Ils sont aujourd'hui aussi importants que les investissements directs étrangers (IDE) et beaucoup plus élevés que l'aide publique au développement (APD). Dans certains cas, le volume des transferts représente plus du quart du produit intérieur brut (PIB) des pays bénéficiaires. A titre d'exemple, les transferts s'élevaient à 47% du PIB du Tadjikistan, 24% en Moldavie, 23% au Lesotho, 20% en Haïti, 19% en Arménie, 16% du Liban, 15% en Jordanie, 9 % en Egypte et 8% au Maroc (Banque Mondiale, 2014).

En raison de leur volume et de leur importance croissante, les remises de fonds ont fait l'objet de beaucoup de débats relatifs aux coûts et aux bénéfices de la migration. Dans un

² Estimation de la Banque Mondiale.

contexte de mondialisation grandissante, ces transferts de fonds représentent des opportunités mais aussi des défis pour les pays d'origine et d'accueil.

Etant donné ces caractéristiques, ce travail de recherche a pour objectif principal d'analyser l'effet des transferts de fonds de migrants sur les pays d'origine, en particulier dans le cas des pays du Sud de la Méditerranée (PSM). En d'autres termes, cette thèse s'intéresse à l'impact de ces transferts sur les économies et le bien-être des pays d'origine. Cette problématique générale se décline autour de trois questions : *Quelle est l'importance quantitative et qualitative des transferts de fonds pour les pays d'origine ? Dans quelle mesure les facteurs socioéconomiques du migrant et les caractéristiques économiques et politiques des pays d'origine et d'accueil impactent-ils le comportement des migrants en matière de transferts ? Comment ces transferts de fonds affectent-ils le bien-être des familles et la croissance des pays d'origine ?*

Ces questions occupent une place importante dans l'agenda des chercheurs académiques, des décideurs politiques et des organisations internationales. En raison de l'absence ou de l'accès à des données plus précises, il est difficile de réaliser un état des lieux de cette problématique complexe. Or, nous pouvons raisonnablement penser que les envois de fonds constituent une source de revenus supplémentaires pour les pays et les familles récipiendaires. Par conséquent, nous pouvons imaginer que leur effet sur l'économie et le bien-être est semblable à celui des IDE et du revenu du travail. Cependant, la littérature théorique et empirique examinant l'effet des transferts de fonds sur l'économie des pays d'origine est assez peu concluante et fait également l'objet de plusieurs débats tant au niveau méthodologique que technique.

En plus de leur impact non négligeable sur la balance des paiements, les transferts de fonds permettent de lisser la consommation des ménages récipiendaires (Ratha, 2003 ; Adams, 2006 ; Mundaca, 2009), de réduire les contraintes financières qui pèsent sur l'accès à la formation du capital humain et physique (Docquier et Rapoport, 2005) et, dans certains cas, de réduire la pauvreté et de favoriser le développement socioéconomique (Adams et Page ; 2005, Bracking et Sachikonye, 2010 ; De la Fuente, 2010 ; Ebeke et Combes, 2011 ; Adams Jr. et Cuecuecha, 2013). Toutefois, ils peuvent également avoir des effets négatifs en abaissant la productivité de ceux qui les reçoivent (aléa moral), augmenter (temporairement) les inégalités entre les ménages avec migrants et ceux sans migrants ainsi que la consommation des produits importés ou encore provoquer l'appréciation du taux de change

réel et la baisse de la compétitivité de l'économie (Adams, 1991 ; Barham et Boucher, 1998 ; Chami et al., 2003 ; Acosta et al., 2007). Il est alors clair, compte tenu de leur ampleur et de leur impact différencié sur les économies des pays d'origine, que les transferts de fonds sont un phénomène complexe dont l'étude est primordiale pour mettre en place des politiques.

La question des transferts de fonds des migrants a fait donc l'objet d'une littérature substantielle, tant au niveau économique que sociologique. Les études relatives aux envois de fonds sont abondantes et couvrent un domaine d'analyse étendu grâce à des travaux adoptant une démarche aussi bien microéconomique que macroéconomique. Certains chercheurs se sont ainsi focalisés à analyser leur réaction vis à vis des chocs macroéconomiques. D'autres s'attachent à identifier leurs déterminants ou à analyser leur effet sur le bien-être et la croissance des pays d'origine.

S'agissant de leur propriété cyclique, les études théoriques et empiriques connaissent depuis quelques années un regain d'intérêt. Les premiers travaux empiriques sur le caractère cyclique des transferts de fonds remontent aux travaux de Sayan (2004). L'auteur montre que les transferts de fonds à destination de la Turquie sont contracycliques (ie. Les migrants turcs augmentent les envois de fonds pendant les périodes de crise ou de ralentissement économique de la Turquie) avec le PIB réel turc et acycliques avec celui de l'Allemagne. A l'aide d'un modèle VAR, Akkoyunlu et Khlodin (2006) confirment le résultat de Sayan (2004) en étudiant l'interaction entre les transferts de fonds des travailleurs turcs et la situation économique en Turquie. De même, sur des données de statistiques descriptives relatives aux pays d'Afrique Sub-Saharienne, Gupta et al. (2009) trouvent que les transferts de fonds sont procycliques (ie. Les envois de fonds augmentent lorsque les conditions de l'activité économique sont favorables) pour la période (1980-96) et contracycliques pour la période (1996-06).

Bien que riche, la littérature relative aux déterminants et à l'impact des transferts de fonds sur l'économie du pays d'origine est dominée par deux approches : une approche microéconomique et une approche macroéconomique. Les auteurs élaborent des modèles formels dont ils testent les hypothèses à partir des données collectées auprès des ménages pour la première et en utilisant des données agrégées pour la seconde. La littérature microéconomique identifie plusieurs motifs expliquant les transferts de fonds. Ainsi, un migrant peut envoyer de l'argent selon des considérations individuelles ou familiales. En d'autres termes, un migrant envoie de l'argent par altruisme (Lucas et Stark, 1985 ;

Funkhouser, 1995 ; Agarwal et Horowitz ; 2002), par intérêt personnel (Cox et Jimenez ; 1992 ; Vanwey, 2004 ; Osili, 2007) ou parce qu'il existe, entre lui et les bénéficiaires des fonds, des arrangements qui prennent la forme de contrats implicites d'échange (Ilahi et Jafarey, 1999 ; Agarwal et Horowitz, 2002), de remboursement de prêt ou de coassurance (Niimi et al., 2008 ; Sana et Massey, 2005 ; Gubert, 2002). De même, la littérature montre également que des facteurs macroéconomiques reflétant les caractéristiques socioéconomiques du pays d'accueil et des pays d'origine peuvent influencer les transferts de fonds. Ainsi, le niveau de revenu des pays d'origine et d'accueil, les taux d'inflation (Lianos, 1997) et d'intérêt (Vargas et Huang, 2006) ainsi que les facteurs politiques affectent les transferts de fonds (Chami al., 2005).

Dans un autre registre, la littérature analysant l'effet des transferts de fonds sur les pays d'origine montre que, lorsque les transferts de fonds sont destinés à financer des investissements productifs (notamment les dépenses d'éducation et de santé), ils peuvent avoir un impact direct et positif sur l'accumulation du capital physique et humain (Rapoport et Docquier, 2005). Ils peuvent également diminuer considérablement le travail des enfants, augmenter le nombre d'inscrits à l'école (Yang, 2005) et améliorer l'accès aux soins et l'état de santé (Ssengonzi et al., 2002). En revanche, ils ont tendance à réduire le taux de participation au marché du travail (Funkhouser, 1995 ; Tiongson, 2001). Les ménages dont l'un des membres est un migrant travaillent moins et perçoivent moins de revenus issus du travail comparé aux autres ménages. Par ailleurs, l'effet des transferts sur les inégalités des revenus reste ambigu (Taylor et al., 2005 ; Durand et al., 2008). Il dépend en particulier la richesse initiale des ménages. Ainsi, si le migrant est issu d'une frange sociale riche, les transferts accroîtront les inégalités. En revanche, si le migrant appartient au segment le plus pauvre, les envois de fonds entraîneront une réduction des inégalités de revenus.

En revanche, les études sur l'effet des transferts sur la pauvreté sont moins hétérogènes et plus concluantes. Elles montrent que les transferts de fonds réduisent la pauvreté en transférant le pouvoir d'achat des émigrés relativement plus riches vers les membres de la famille ou de la communauté relativement plus pauvres (Ratha, 2003 ; Adams Jr., 2006 ; Mundaca, 2009). Enfin, pour l'effet des transferts de fonds sur la croissance économique, les conclusions théoriques et empiriques aboutissent à des résultats très mitigés donnant lieu à la confrontation des visions opposées. Pour certaines, les envois de fonds peuvent stimuler la croissance économique par le biais de l'augmentation du revenu national disponible, l'augmentation de la consommation, la demande globale, la réduction de la

volatilité des revenus, la réduction de la pauvreté, le développement de la productivité du travail, du secteur financier et de l'investissement financier (Stark et al., 1986, 1988 ; Taylor, 1992 ; Taylor et Wyatt, 1996 ; Leon-Ledesma et Piracha, 2004 ; Chami et al., 2009 ; Stark et Lucas, 1988 ; Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009). En revanche, pour d'autres les transferts de fonds ont un effet potentiellement nuisible sur la croissance économique à moyen et à long terme. Ils affecteraient de manière négative la compétitivité, réduiraient la population active en raison du phénomène d'aléa moral qu'ils engendreraient. Ils contribueraient à creuser le déficit extérieur entraînant un déséquilibre de la balance des opérations courantes et une perte de compétitivité (Barajas et al., 2009 ; Kireyev, 2006 ; Luth et Ruiz-Arranz, 2006).

Par ailleurs, lorsque nous analysons de manière attentive cette littérature, nous constatons que très peu d'études, tant théoriques qu'empiriques, associent l'approche microéconomique et macroéconomique pour identifier les déterminants des transferts. Plus précisément, l'identification des différents facteurs peut se faire en observant les facteurs macroéconomiques qui agissent sur les motivations microéconomiques. Le manque de données individuelles et la faible qualité de ces dernières peuvent expliquer, du moins en partie, pourquoi cette démarche est si intéressante. Malgré la disponibilité de données agrégées, nous ne pouvons pas nous prononcer directement sur les motivations microéconomiques parce que ces données nous renseignent uniquement sur les facteurs macroéconomiques. A cet égard, le niveau de richesse dans le pays d'accueil, les taux d'inflation et de change, la qualité institutionnelle et les catastrophes naturelles n'affectent pas de la même façon les transferts de fonds. L'effet de ces éléments est étroitement lié aux motivations des migrants. La nouvelle économie des migrations considère que les transferts de fonds résultent d'une stratégie de maximisation des revenus et de diversification du risque. En d'autres termes, les migrants transfèrent des fonds par altruisme (Lucas et Stark, 1985), par intérêt personnel (Cox et al., 1998 ; Hoddinot, 1994 ; Osili, 2004), par le besoin des familles récipiendaires de s'assurer contre le risque de volatilité des revenus (Lucas, et Stark, 1985 ; Gubert, 2002 ; Niimi et al., 2008), par l'existence de contrats implicites d'échange et de remboursement de prêt (Poirine, 1997 ; Ilahi et Jafarey, 1999) ou par une combinaison de ces facteurs.

De même, la plupart des études traitant de l'impact des transferts sur la pauvreté, sur l'inégalité et sur la croissance économique s'appuient sur des modèles statiques et se focalisent souvent sur l'effet direct ; or, il existe d'autres effets dynamiques et/ou indirects non négligeables ayant autant d'importance que les effets directs. Cela se manifeste

notamment lorsque les transferts d'argent opérés par les migrants exercent incontestablement un effet stabilisateur des revenus lors des grands chocs macroéconomiques empêchant les personnes démunies de sombrer dans la pauvreté. Les transferts de fonds peuvent également réduire l'inégalité du revenu si par exemple les frais de la migration sont à la portée de toutes les franges de la population. Au niveau de la croissance économique, des interconnexions entre les facteurs potentiels de la croissance et les transferts de fonds peuvent exister. Ainsi, certains facteurs qui stimulent la croissance économique peuvent être eux-mêmes influencés par la présence des remises de fonds. Dans ce cas de figure, examiner l'effet des transferts sur la croissance économique sans prendre en considération ces interconnexions peut conduire à des régressions erronées ou à des effets sous-estimés.

Afin de vérifier la validité de ces hypothèses, nous avons choisi d'utiliser des données agrégées relatives aux PSM. Plusieurs raisons expliquent ce choix. Premièrement, les PSM sont connus pour être des pays de tradition migratoire. Selon la formule de Braudel³, la Méditerranée est « un espace mouvement » et de développement humain. Ainsi, depuis des siècles, des millions de personnes se déplacent tout au long de ses rives à la recherche de meilleures opportunités économiques ou pour fuir des guerres ou des conditions climatiques. Selon les statistiques officielles, lesquelles sous-estiment sans doute la réalité du phénomène, si on s'intéresse seulement aux PSM, environ 20 millions de personnes ont migré hors de leur pays d'origine (Ratha et al., 2011). La plupart de ces migrants sont particulièrement pauvres, non qualifiés et ont pour première destination les pays du Nord de la Méditerranée. Deuxièmement, le choix des PSM s'impose en raison de la hausse des rentrées des transferts de fonds pour ces pays au cours des deux dernières décennies. Ces transferts ont été multipliés par deux entre 1990 et 2012 et ont dépassé les 18 milliards de dollars. Enfin, la troisième et dernière motivation ayant expliqué notre choix des PSM comme base pour l'étude des transferts de fonds, réside dans l'importance qu'ils représentent pour ces pays. En effet, comme la plupart des autres régions, ils constituent la source de financement extérieure la plus importante et la plus stable après les IDE.

L'élaboration d'une réponse à notre problématique impose donc un double choix. Elle fait appel en premier lieu à deux corpus de littérature, à savoir la littérature microéconomique et macroéconomique. Elle exige ensuite un examen de l'effet indirect des transferts de fonds. De ce fait, l'originalité de notre étude par rapport aux travaux existants est triple.

³ Citée par Liauzu (1996).

Premièrement, elle réside dans le fait que nous prenons en considération les caractéristiques socioéconomiques des ménages dont est issu le migrant. Deuxièmement, notre étude nous a permis de comparer l'effet direct et indirect et par conséquent de connaître l'effet global. Troisièmement, cette étude adapte au niveau macroéconomique des caractéristiques microéconomiques. Ainsi, afin de mener à bien notre travail, cette problématique nous conduit à structurer notre recherche en trois chapitres.

Le chapitre 1 s'intéresse à la question de l'importance des transferts de fonds pour les pays d'origine. Cette question est amenée de deux façons différentes : la première consiste à analyser les tendances actuelles et futures du volume des transferts et à les comparer avec les autres sources de financement. La seconde est, en revanche, une étude de cas. Elle suggère d'étudier pour le cas de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie, les propriétés cycliques des transferts ainsi que leur réaction vis à vis des chocs macroéconomiques subis par les pays d'accueil et d'origine.

En revanche, comme les transferts de fonds sont la conséquence du processus d'émigration, il nous paraît nécessaire, dans un premier temps, d'analyser les théories de la migration internationale, les caractéristiques des migrants issus des PSM, et les pays dans lesquels ils s'installent. Dans l'ensemble, notre analyse descriptive montre que les migrants originaires de ces pays se déplacent en grande partie vers les régions d'Europe et du Moyen d'Orient. Ils sont très hétérogènes et souvent motivés par des raisons économiques. Les données suggèrent également que ces migrants sont jeunes, moyennement éduqués et de sexe masculin. Toutefois, des différences existent selon le pays d'origine et d'accueil. Par ailleurs, l'augmentation des mouvements migratoires s'est traduite par une hausse non négligeable des transferts de fonds. Ces derniers ont presque doublé durant ces deux dernières décennies. A titre d'exemple, durant la période 1990-2012, les transferts de fonds représentent en moyenne plus de 8% du PIB du Maroc, 6,5% pour l'Égypte, 4,1% pour la Tunisie et 1,5% pour l'Algérie (Banque mondiale, 2014). Néanmoins, les transferts de fonds sont inégalement répartis et sont entravés par de nombreuses barrières (absence de concurrence sur le marché des transferts, coûts très élevés associés aux canaux de transferts informels).

Par ailleurs, l'étude de la cyclicité des transferts de fonds est basée sur l'indice de concordance de Harding et Pagan (2002) et des corrélations croisées tandis que la réaction aux chocs macroéconomiques est déterminée en estimant des fonctions de réponse impulsionnelles. Notre étude de la propriété cyclique des transferts suggère, quant à elle, que

les transferts de fonds sont contracycliques pour l'Algérie et l'Égypte et procycliques pour la Tunisie et le Maroc. Par rapport au cycle d'affaires des pays d'accueil, les transferts de fonds sont procycliques, exception faite de l'Algérie. Les résultats obtenus par l'estimation du VAR confirment une partie des résultats obtenus par les méthodes précédentes. Les différences dans les résultats peuvent s'expliquer par le fait que les méthodes utilisées diffèrent ou par la motivation des envois.

Le chapitre 2 s'inscrit dans le prolongement du chapitre 1. Il s'intéresse aux déterminants des transferts en général et de ceux à destination des PSM. Après une présentation de la littérature théorique et empirique des motivations microéconomiques et des facteurs macroéconomiques des transferts de fonds ainsi que du lien existant entre eux, l'identification des déterminants des transferts de fonds s'est réalisée en deux étapes. La première consiste à identifier les facteurs macroéconomiques qui agissent sur les transferts de fonds. Dans un second étape, en se basant sur le lien entre les motivations microéconomiques et macroéconomiques mis en évidence dans ce chapitre, la seconde a pour but d'inférer les motivations microéconomiques.

A l'aide de données macroéconomiques relatives à dix pays observés entre 1985-2010, les résultats des estimations économétriques montrent que les transferts sont une fonction croissante du niveau d'activité économique du pays d'accueil et sont une fonction décroissante du niveau de vie du pays d'origine. En l'absence d'effet du taux d'intérêt, ces variables tendent à confirmer l'hypothèse que les transferts de fonds seraient motivés par des considérations altruistes. L'analyse empirique indique également que les conditions politiques du pays d'origine et les coûts des transferts jouent un rôle important dans la décision de transferts. Par ailleurs, au-delà de l'identification des motivations des transferts, ces résultats permettent de confirmer le caractère contracyclique des transferts de fonds puisque les transferts de fonds répondent aux fluctuations macroéconomiques du pays d'accueil (lorsque le PIB/habitant du pays d'origine baisse, les transferts augmentent). Ensuite, un système financier développé peut induire des effets rétroactifs positifs via son effet sur les coûts des envois. Enfin, le risque financier et la qualité institutionnelle des pays d'origine affectent considérablement les intentions de retour (absence de transferts pour motifs d'investissement). Or, les crises financières et économiques récentes montrent que les travailleurs installés à l'étranger ont tendance à retourner dans leur pays dans le but d'investir.

Enfin, *le chapitre 3* complète les chapitres 1 et 2. Son objectif est double. Premièrement, il évalue l'effet des envois de fonds sur l'inégalité du revenu et sur la pauvreté. Deuxièmement, compte tenu de leur importance quantitative (volume), qualitative (contra-cycliques), et de leur effet sur l'inégalité de revenu et la pauvreté mis en évidence aux chapitres 1 et 2, il examine l'effet des transferts sur la croissance économique et ses déterminants des pays d'origine.

En ce qui concerne l'inégalité des revenus, la démarche consiste à adapter au niveau macroéconomique des déterminants microéconomiques pour identifier les caractéristiques socioéconomiques du migrant et de sa famille. Celles-ci sont donc approchées à partir de seules données macroéconomiques disponibles et l'estimation est conduite sur 70 pays receveurs de fonds. De même, pour la pauvreté, l'objectif est de vérifier si les transferts de fonds contribuent à la réduire dans les pays qui subissent des chocs macroéconomiques. En d'autres termes, l'étude vérifie si les transferts empêchent les personnes démunies de sombrer dans la pauvreté. L'étude empirique est menée sur un échantillon de 71 pays en développement observés sur la période 1985-2010. Enfin, l'effet des transferts sur la croissance économique est traité en deux volets. Le premier a pour objectif d'évaluer l'effet indirect et conditionnel des transferts sur la croissance économique. Cela consiste notamment à déterminer le rôle du développement financier en tant que canal à travers lequel les transferts de fonds pourraient stimuler la croissance économique. Quant au second volet, il cherche à évaluer l'effet des transferts sur l'investissement présenté par la littérature comme le principal déterminant de la croissance économique. Bien que nos pays d'intérêt soient les PSM, l'étude est menée sur un échantillon élargi de 23 pays sur une période qui s'étend de 1985 à 2011. Le choix d'un échantillon élargi a pour objectif d'augmenter le nombre d'observations afin d'éviter les problèmes liés à une estimation menée à partir d'un nombre trop faible d'observations.

Au niveau théorique, la littérature montre que, lorsque les transferts de fonds sont destinés à financer des investissements productifs (notamment les dépenses d'éducation et de santé), ils peuvent avoir un impact direct et positif sur l'accumulation du capital physique et humain. En revanche, ils affectent négativement la participation au marché du travail. Par ailleurs, l'analyse économétrique montre, quant à elle, que les transferts de fonds n'ont aucun impact direct sur les inégalités de revenu. A l'inverse, l'effet est indirect et conditionné par le milieu socioéconomique de l'émigré et de sa famille. Plus précisément, l'effet dépend du revenu initial de la famille, du coût de la migration et de la distance entre le pays d'origine et

d'accueil. Ainsi, les remises de fonds sont susceptibles d'influencer les inégalités dans les régions où le PIB par habitant est relativement élevé (la région d'Amérique Latine et Caraïbe et la région des PSM). En ce qui concerne la pauvreté, les résultats indiquent que les transferts de fonds ont tendance à agir sur le niveau de la pauvreté. Par ailleurs, s'agissant de l'effet indirect ou conditionnel, les résultats semblent valider l'hypothèse selon laquelle les envois de fonds amortissent les effets négatifs des chocs macroéconomiques et évitent alors à certaines couches de la population défavorisée de ne pas sombrer dans la pauvreté. Cet effet positif indirect ne concerne toutefois pas tous les pays de l'échantillon. Afin d'amortir l'effet négatif et indésirable des chocs macroéconomiques sur la pauvreté (représentés dans notre étude par l'instabilité des termes de l'échange), les transferts de fonds devraient atteindre 1,15 % du PIB.

S'agissant de l'effet des transferts sur la croissance, les estimations empiriques montrent que les transferts de fonds et le système financier sont complémentaires. En d'autres termes, les envois de fonds stimulent la croissance dans les pays disposant d'un système financier suffisamment développé dont l'indice de développement est supérieur ou égal à 10,17⁴. En outre, les transferts de fonds affectent positivement l'investissement à condition que les décideurs soient en mesure de gérer l'économie de façon à limiter tout effet négatif potentiel. Enfin, nos résultats économétriques révèlent que l'accélération de la croissance économique par les transferts de fonds nécessite une affectation efficace de ces flux financiers vers des investissements productifs.

A travers ce travail de recherche, nous avons voulu apporter un autre regard sur la façon dont est évalué l'effet des transferts de fonds sur les pays d'origine, en mettant l'accent sur le lien microéconomique – macroéconomique et en s'intéressant à leur effet indirect. A ce titre, notre double approche a permis d'apporter un nombre d'éclairages et de proposer des alternatives permettant d'évaluer l'effet des transferts de fonds.

A l'issue de ce travail de recherche, nous pourrions alors proposer quelques recommandations aux pays d'origine. Ces derniers devraient mettre en place des politiques visant non seulement à attirer ces flux financiers (la baisse des coûts des envois d'argent, la bancarisation solidaire et l'inclusion financière) mais aussi à canaliser ces flux financiers vers l'investissement notamment la création d'une banque d'investissement de la diaspora.

⁴ Pour notre échantillon, cet indice varie entre -0,04 et 154.

Chapitre 1. Les transferts de fonds des migrants : une source importante de devises

Introduction

Depuis les années soixante, le nombre de migrants internationaux a considérablement augmenté. D'après les chiffres publiés par les Nations-Unies, ce nombre est passé de 60 millions en 1960 à 175 millions en 2000, et à plus de 231 millions en 2013. Les migrants représentent plus de 3% de la population mondiale, et formeraient le cinquième pays le plus peuplé du monde. En outre, les caractéristiques démographiques et économiques des pays d'accueil et d'origine laissent entendre que la pression migratoire internationale va continuer à s'accroître. En effet, la baisse de l'offre de travail due au vieillissement de la population des pays développés, l'expansion de celle des pays d'origine, et l'écart important des salaires entre le Nord et le Sud créent un déséquilibre sur le marché du travail provoquant une forte demande de main d'œuvre dans les pays d'accueil.

Associés à ces flux migratoires, les transferts de fonds envoyés par les expatriés à leurs familles sont d'abord des capitaux privés qui dépassent largement l'aide publique au développement (APD), et représentent actuellement la seconde source de flux d'échanges internationaux après les investissements directs étrangers (IDE). En effet, entre 1980 et 2013, les transferts de fonds sont passés de 25 milliards de dollars américains à plus de 404 milliards de dollars, soit une hausse de 1516% (Banque Mondiale, 2014). Pour certains pays, les envois de fonds constituent une source de financement extérieur deux fois supérieure à l'APD, et qui représentent environ les deux tiers de leurs IDE (Ratha, 2006). A titre d'exemple, en 2008, les transferts de fonds représentaient 45% du PIB au Tadjikistan, 39% au Tonga, 34% au Lesotho, 24% du PIB au Liban, 22% en Jordanie, et 12% au Bangladesh et aux Philippines (Banque Mondiale, 2009). De ce fait, les transferts de fonds et la migration

internationale sont deux phénomènes intrinsèquement liés. Par conséquent, avant d'approfondir l'analyse des caractéristiques des transferts de fonds (motivations et effets), il semble nécessaire, au préalable, d'identifier les raisons qui incitent un travailleur à émigrer, la tendance actuelle et future de ces transferts, ainsi que leurs réactions par rapport aux conditions économiques et sociales des pays d'accueil et d'origine.

La section 1 de ce chapitre présente une revue de la littérature des différents motifs de la migration, et propose des réponses (de manière non exhaustive) développées dans la littérature économique. A cet égard, le développement récent de l'économie de la migration a permis l'émergence de nouvelles explications couvrant un champ très vaste qui concerne aussi bien les pays d'origine que les pays d'accueil, et les migrants eux-mêmes. Trois grandes théories sont à distinguer : les théories structuralistes ou macroéconomiques, les théories à fondements microéconomiques, et les théories intermédiaires qui établissent l'articulation entre les deux niveaux. Ces différentes approches nous conduisent, d'abord, à nous interroger sur la définition d'un migrant international. Ensuite, elles permettent de dresser un état des lieux des flux et des stocks de migrants, tout en accordant une attention particulière aux spécificités de la migration internationale, notamment celle en provenance des Pays du Sud de la Méditerranée (PSM).

La section 2 a pour objectif de poser le cadre d'analyse. Elle expose, d'une part, les multiples définitions ou critères que retiennent les organismes de publication de statistiques pour identifier les flux financiers des migrants, et d'autre part, elle analyse les tendances actuelles et futures du volume des transferts et de leur utilisation. Par ailleurs, la hausse stable et régulière des transferts de fonds nous mène dans la section 3 à nous interroger sur la propriété cyclique de ces derniers. Ainsi, après avoir défini le terme de cycle d'affaires, et exploré les méthodes de comparaison de deux cycles, nous proposons de tester, d'un point de vue empirique, la réaction des flux financiers pour quatre pays des PSM : Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie. Notre approche comporte trois étapes : la première étape consiste à extraire le cycle d'affaires des transferts de fonds, du PIB des pays d'origine et du PNB des pays d'accueil. Dans une seconde étape, nous identifions les éventuels comouvements de ces séries. Pour ce faire, nous utilisons des méthodes statiques telles que l'indice de concordance de Harding et Pagan (2002) et le calcul des corrélations croisées. Enfin, dans la troisième étape, nous tenons compte de la dynamique des transferts, et tentons d'identifier leur réaction aux chocs conjoncturels. Dans cette perspective, nous utilisons la modélisation vectorielle

autorégressive (VAR) et l'estimation de fonctions de réponse impulsionnelle en nous inspirant de l'approche de Bayoumi et Eichengreen (1994).

Section 1. Les transferts comme la conséquence d'une migration forte

Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, la migration et les transferts de fonds des migrants sont deux phénomènes étroitement liés. De ce fait, il semble important de saisir, d'une part, les raisons qui poussent des individus à quitter leur pays d'origine et, d'autre part, de réaliser un état des lieux des flux et des stocks de migrants. Ainsi, la décision de migrer peut s'expliquer par des hypothèses selon lesquelles un individu choisit, en tenant compte des coûts de la migration, de se déplacer vers une zone où le bien-être espéré est plus élevé.

Les raisons qui poussent à l'émigration sont multiples, et vont du contexte économique aux causes socioculturelles. Il se peut aussi que la migration ne soit pas le résultat des facteurs économiques inhérents au pays d'origine, tels qu'un faible revenu, et un taux de chômage élevé, mais plutôt de facteurs attractifs caractérisant les pays d'accueil. Ainsi, plusieurs théories ont tenté d'expliquer les migrations internationales à partir de fondements microéconomiques et macroéconomiques. Par ailleurs, la dynamique de la migration internationale, en particulier en provenance des PSM, a connu ces dernières années des changements au niveau de sa structure et de ses caractéristiques pouvant refléter les changements dans les motivations des transferts

1.1. Les théories générales expliquant la migration

En analysant la littérature existante sur les migrations, nous constatons qu'il n'existe pas une théorie générale sur la migration, mais plutôt des théories partielles qui se sont développées de façon isolée les unes des autres. Ces modèles sont qualifiés de postulats positifs parce qu'ils répondent aux questions relevant de la genèse et des déterminants de la migration. Malgré la diversité de ces modèles, leurs hypothèses contradictoires et les niveaux d'analyse distincts, nous proposons, sans prétendre à l'exhaustivité, trois classifications : les

théories structuralistes ou macroéconomiques, les théories à fondements microéconomiques et les théories intégrées de la migration internationale.

1.1.1 Approche structuraliste ou macroéconomique

L'approche structuraliste est une analyse macroéconomique, qui prend en compte les forces exogènes déterminant la migration des individus. Elle regroupe les théories dont le centre d'intérêt est l'individu considéré de manière individuelle, la communauté ou le pays. Cette approche macroéconomique ou structuraliste comporte trois théories.

1.1.1.1. La théorie macroéconomique néoclassique

A l'origine, la théorie macroéconomique néoclassique de la migration a vu le jour pour analyser les migrations internes, celles du milieu rural vers le milieu urbain. Elle a été développée par Lewis (1954) et Harris et Todaro (1970) qui considéraient que les motifs de déplacement des personnes sont souvent d'ordre économique. Selon ces auteurs, le surplus de travailleurs en milieu rural fournit la main-d'œuvre au secteur industriel en zone urbaine. Ainsi, la différence de salaire incite les individus à se déplacer vers les régions à hauts revenus.

Lewis (1954) transpose ce raisonnement au niveau international pour expliquer la migration. Il montre, ainsi, que les différences de salaires réels entre les pays peuvent provoquer deux sortes de flux à travers lesquels un équilibre s'installe. D'abord, les travailleurs des pays à bas salaire, où la main d'œuvre est abondante, se déplacent vers les pays à hauts salaires, où la main d'œuvre est moins abondante. Ceci permet au capital de se déplacer dans la direction opposée (réallocation du capital grâce aux transferts par exemple). Le déplacement de ces deux facteurs conduit alors à une situation d'équilibre entre l'offre et la demande du travail. Ainsi, la main d'œuvre devient rare dans les pays d'origine et plus dense dans les pays d'accueil. Conformément aux hypothèses du modèle néoclassique, ce processus d'égalisation des prix des facteurs (modèle de Heckscher-Ohlin) conduira à la convergence en matière de croissance des salaires entre les pays d'origine et d'accueil (Harris et Todaro, 1970 ; Todaro et Maruszko, 1987 ; Schiff, 1996). En revanche, dans un tel équilibre et suite à la convergence des salaires, les migrations peuvent enregistrer des ralentissements voire disparaître. Pour les néoclassiques, les migrations internationales sont donc perçues comme des facteurs d'équilibre économique temporaire.

1.1.1.2. Le modèle historico-structurel des systèmes mondiaux

Les critiques adressées aux modèles macroéconomiques néoclassiques ainsi que les racines intellectuelles de l'économie politique marxiste fournissent la base du développement de l'approche historico-structurelle. Le structuralisme marxiste considère que les déterminants de la migration résident dans l'expansion déséquilibrée provoquée par l'intervention du capitalisme dans les pays en développement et non pas par les écarts salariaux comme le proposait l'approche néoclassique. Selon Wallerstein (1976), ce sont les grands événements socio-historiques qui produisent les flux migratoires. En outre, l'approche historico-structurelle stipule qu'il existe un déséquilibre entre les pays développés et sous-développés en matière de pouvoirs politique et économique. Ce déséquilibre se traduit par un accès inégal aux ressources, le système capitaliste ne faisant que renforcer cette inégalité. Au lieu d'engendrer un processus de développement économique, les pays sous-développés sont, de ce fait, stoppés par leurs conditions politico-économiques défavorables.

Toutefois, l'approche historico-structurelle qui a dominé les recherches entre 1970 et 1980 ne constitue pas une véritable théorie. Ses adeptes ont plutôt présenté un ensemble d'idées comme une affirmation explicite des déséquilibres macroéconomiques intrinsèques du processus d'accumulation capitaliste. Ils considèrent la mobilité des personnes comme le résultat de l'intervention du capitalisme dans les pays sous-développés. Néanmoins, cette approche a permis de développer la théorie de la dépendance de André Gunder-Frank (1969). Pour les tenants de cette théorie, la migration est perçue comme une manifestation du capitalisme qui conduit à l'apparition du sous-développement. Elle est non seulement considérée comme une perte pour les pays sous-développés, mais aussi comme une des principales causes de sous-développement.

Ainsi, Wallerstein (1976) montre dans sa théorie des systèmes mondiaux qu'il existe trois niveaux de dépendance distincts : le centre, la proche périphérie (semi-périphérie) et la périphérie. Le rapprochement entre la périphérie et l'économie du capitalisme engendre une fuite (la migration), contredisant le processus d'égalisation des prix des facteurs issu du modèle néoclassique. Ainsi, le capital va suivre lui aussi la main d'œuvre au lieu d'emprunter une direction opposée. Selon cette approche, c'est l'incorporation des structures classiques dans le système global économique et politique qui a bousculé le système traditionnel. Une fois influencée par ce changement et par la perte de son activité traditionnelle, la population rurale entame un exode vers les régions urbaines. L'augmentation de la main d'œuvre dans

les zones urbaines conduit alors à un surplus de main d'œuvre qui n'est pas compensé par la création de nouveaux emplois. Le taux de chômage et le sous-emploi augmentent en milieu urbain. Des familles se trouvent donc marginalisées, même dans des périodes de croissance. Dans ce cas, ce sont les forces structurelles qui obligent les individus à migrer ; la migration n'est pas un choix libre comme le suggère la théorie classique. Au contraire, les individus sont forcés de se déplacer parce que les systèmes classiques de l'économie ont été modifiés par l'intégration du système global économique et politique.

La théorie des systèmes mondiaux tâche de démontrer que les destinations, ainsi que les déplacements des personnes ne résultent pas d'un choix guidé par la rationalité économique. Les migrations seraient davantage déterminées par les liens historiques, culturels et linguistiques créés entre les périphéries et le centre, mais aussi par des procédures administratives et l'accès étendu aux moyens de transport et de communication. Cependant, ce modèle a été largement critiqué en raison de sa nature trop déterministe et rigide. Cette approche ignore le comportement microéconomique des individus, qui sont considérés comme des victimes et doivent s'adapter aux conditions macroéconomiques. Pourtant, l'histoire ainsi que les expériences actuelles des pays des migrants semblent démontrer l'inverse. En effet, ces pays ont pu connaître des périodes de croissance durable malgré – ou grâce à – leur intégration dans le système mondial.

1.1.1.3. La théorie dualiste du marché du travail

Selon Massey et al. (1994), l'approche dualiste du marché du travail a été développée par Piore (1979). Pour l'auteur, la théorie dualiste du marché du travail est une théorie positive. Celle-ci traite les déterminants macroéconomiques de la migration en s'intéressant particulièrement à la structure du marché du travail du pays d'accueil. Pour les partisans de ce modèle, les migrations ne sont pas le résultat d'une défaillance du marché du travail des pays d'origine (fort taux de chômage et faiblesse des salaires), mais sont plutôt liées à des facteurs structurels du marché du travail des pays d'accueil. Ainsi, le développement d'une société industrialisée aurait provoqué une demande accrue et permanente de main d'œuvre mais, concomitamment avec l'élévation du niveau de vie, un désintérêt des populations de ces pays à l'égard des emplois peu qualifiés.

En effet, dans les économies industrialisées, les « locaux » cherchent à obtenir des emplois qualifiés, car un haut niveau de salaire est perçu comme le reflet d'une réussite et d'un statut social de prestige. Ainsi, les emplois peu qualifiés ont tendance à ne plus être

pourvus, créant alors un déséquilibre sur le marché du travail. Pour remédier à ce déséquilibre et afin de pourvoir les postes situés en bas de l'échelle professionnelle, les employeurs, dans leurs recherches de travailleurs peu qualifiés, préfèrent recruter de la main d'œuvre étrangère plutôt que d'opérer un ajustement à la hausse des salaires des emplois peu qualifiés se parant ainsi du risque de devoir réviser à la hausse l'ensemble de la hiérarchie des salaires.

Le salaire ne peut pas être le seul déterminant de la migration. En effet, pour les « locaux », les emplois occupés ne s'apprécient pas seulement par le salaire qu'ils génèrent, mais aussi par le statut social qu'ils confèrent. Ainsi, les emplois dégradants et ceux qui offrent peu de possibilités de promotion restent non pourvus. Afin d'occuper ces emplois, les chefs d'entreprises sont amenés à recruter ceux pour qui le travail représente un moyen de « gagner de l'argent » et, selon Massey et al. (1994), les migrants remplissent parfaitement ce critère. De ce fait, un migrant est souvent motivé par le gain pécuniaire afin d'aider sa famille restée au pays, ou de réaliser des projets d'investissement dans son pays d'origine. S'agissant du statut social, le raisonnement est différent. Un migrant se projette toujours vers sa communauté d'origine et, grâce aux transferts de fonds, il peut atteindre un bien-être supérieur à celui qu'il réaliserait dans son pays d'origine.

Selon Piore (1979), l'existence d'un marché du travail dualiste est un autre élément pouvant aussi expliquer la migration. La structure du marché du travail se segmente en deux secteurs : le premier se caractérise par une forte concentration du capital et des emplois protégés et bien rémunérés ; le second est en revanche caractérisé par une forte densité de main d'œuvre. Dans ce second secteur, les emplois sont précaires et mal rémunérés permettant aux entreprises de licencier facilement et à moindre coût. Ainsi, contrairement à ce dernier secteur, le premier segment attire grâce à son caractère stable la main d'œuvre locale. Il en découle un manque de main d'œuvre dans le second secteur que les entreprises comblent en ayant recours aux travailleurs étrangers. Enfin, selon la théorie dualiste du marché du travail, les perspectives d'évolution démographique peuvent également expliquer une partie de la migration. Le vieillissement de la population, ainsi que la baisse du taux de natalité ont conduit les pays à faire appel aux travailleurs étrangers. D'un point de vue empirique, une étude de Massey et al. (1994) sur les migrants a montré qu'aux Etats-Unis les travailleurs mexicains sont principalement employés dans le second secteur, et perçoivent des salaires d'un niveau inférieur à ceux perçus par des salariés « locaux » ayant les mêmes qualifications. De même, dans leur étude sur les communautés chinoises et cubaines, Portes et Bach (1985) identifient un secteur intermédiaire entre les deux secteurs ; une autre segmentation du marché

du travail avec une composante qui correspond à un ensemble d'entreprises ou enclaves ethniques. Celles-ci jouent un rôle important car elles facilitent l'intégration des migrants sur le marché du travail et offriraient de meilleures opportunités que les emplois du second secteur, bien qu'au début les migrants occupent des emplois mal rémunérés.

Le raisonnement de Piore (1979) sur le recrutement des travailleurs étrangers comme une solution aux besoins structurels du second secteur a été confirmé par l'expérience européenne après la guerre. Certains pays ont instauré un système de recrutement de travailleurs étrangers pour combler le déficit des usines en travailleurs non syndiqués et employés à bas coûts ; c'est le cas du programme *Gastarbeiter* en Allemagne qui visait à alimenter les usines en main d'œuvre bon marché et le programme *Bracero* aux Etats-Unis permettant aux ouvriers mexicains de travailler dans le secteur agricole pour atténuer le déficit de main d'œuvre.

Tandis que les théories que nous venons d'exposer relèvent d'approches statiques de la migration qui ne prennent pas en compte l'aspect dynamique, la théorie de la transition vers la mobilité permet de mieux appréhender cet aspect de la migration et apporte des explications complémentaires.

1.1.1.4. La théorie de la transition vers la mobilité

La théorie de la transition vers la mobilité offre un large champ d'analyse en matière de déterminants de la migration. Elle est considérée comme une théorie dynamique spatio-temporelle expliquant les migrations selon la durée et la destination de celles-ci : interne, externe, migration longue ou circulaire. Zelinsky (1971), chef de file de cette théorie, montre que dans toutes les sociétés, « la transition vers la mobilité » progresse dans le temps avec le développement de la société (économique et démographique). En d'autres termes, les migrations changent de caractéristiques en fonction du processus et du stade de développement. L'auteur montre qu'il existe plusieurs types de migrations, notamment la migration internationale, la migration frontalière, la migration du rural vers l'urbain, la migration entre villes ou intra-urbaine et un ensemble de migrations de courtes durées qualifiées de migrations circulaires (Zlotnik, 2003).

Dans son analyse des phénomènes migratoires, l'auteur prend en compte également les mutations engendrées par la baisse des frais de transferts et de communication permettant aux personnes migrantes le maintien d'un lien avec leur pays d'origine. Cet élément est important

pour notre étude portant sur les motifs des transferts de fonds puisque le degré de rattachement au pays d'origine explique une partie des motifs de transferts.

De même, quelle que soit sa forme, la modernisation peut contribuer à l'évolution de la migration. A titre d'exemple, l'évolution des moyens de communication peut permettre la restructuration de la diaspora et l'augmentation des envois de fonds facilitant l'arrivée d'autres migrants. Dans ce sens, De Haas (2007) affirme que les migrations se font uniquement dans les premières phases de développement de la société. Cependant, l'amélioration des moyens de transport et de communication, le développement de la connaissance (formation), l'envie de saisir les opportunités économiques et le bien-être accru des migrants qui se sont déjà installés dans les pays d'accueil peuvent également motiver d'autres personnes restées au pays à contracter des projets migratoires pouvant offrir de meilleures opportunités économiques et sociales. De même, un niveau faible de développement socio-économique conjugué à un sentiment de privation et d'inégalité globale d'opportunité peut constituer une cause de départ. Cette approche permet, au sens large, de comprendre pourquoi des pays comme le Maroc, la Turquie, le Mexique et les Philippines n'appartiennent pas aux pays les moins développés et sont parmi les principaux pays exportateurs de main d'œuvre (De Haas, 2006).

Cette théorie présente cependant certaines limites. Elle est en effet en grande partie basée sur le postulat de Rostow (1960). Celui-ci suppose que toutes les sociétés passent par les mêmes étapes de développement et qu'il existe une unique direction de changement (trajectoire) qui mène directement et obligatoirement vers la modernisation. Or, en réalité, le lien entre le développement et la migration n'est pas linéaire.

Dans ce sens, De Haas (2007) montre que la relation entre les changements démographiques et la migration est indirecte et non déterminante. En s'appuyant sur des études empiriques, l'auteur démontre que les individus ne migrent pas à cause de la croissance démographique. En particulier, lorsque la croissance économique va dans le même sens que la croissance démographique (le cas des pays du Golfe par exemple), il n'existe pas de croissance des flux d'émigration. De même, selon de Haas, les pays confrontés à un déclin démographique peuvent connaître une forte émigration en raison d'une situation économique et politique défavorable comme c'est le cas dans les pays d'Europe de l'Est. En dépit de ses limites, la théorie de la transition vers la mobilité reste une base de départ pour d'autres théories traitant les déterminants de la migration.

En conclusion, la théorie néoclassique, la théorie des systèmes mondiaux et la théorie dualiste du marché du travail identifient les premiers déterminants macroéconomiques de la migration internationale. Dans leur explication des causes de la migration, ces théories se limitent à la seule prise en considération du marché du travail, d'où la critique qui leur est souvent adressée : elles sont jugées comme des théories simplistes. En revanche, la théorie de la transition vers la mobilité offre une analyse dynamique et explique les mouvements migratoires en fonction du processus de développement d'une société.

Dans le cas de l'approche néoclassique, la migration s'opère dans un contexte de marchés parfaits, de libre circulation des compétences, et le plein emploi des marchés du travail des pays d'origine et des pays d'accueil est atteint par le biais de la migration. Les individus sont prêts à se déplacer dans les régions où ils peuvent maximiser leurs salaires. Selon cette logique, c'est la différence des salaires qui motive les déplacements. Ainsi, l'offre de travail qui décroît dans les pays d'origine et s'accroît dans le pays d'accueil engendre une augmentation des salaires dans les premiers, et une baisse dans les derniers. Par conséquent, un processus d'égalisation des prix des facteurs s'établit et les migrations n'auraient plus lieu d'être, fait qui n'a pourtant pas été confirmé par la réalité.

Par ailleurs, l'approche des systèmes mondiaux et l'approche dualiste du marché du travail admettent que les migrations sont le résultat de contraintes socioéconomiques. Ainsi, selon la théorie historico-structurelle, ce sont les forces internationales qui produisent la migration. Ces forces se manifestent par l'intervention du capitalisme dans les économies non capitalistes. On peut dire que les migrations sont subies et non choisies. Par rapport à l'approche néoclassique qui met en avant la motivation pécuniaire des migrants, l'approche des systèmes mondiaux élargit le champ d'analyse aux liens historiques, culturels ou linguistiques et permet de comprendre la dynamique et la direction de certains flux migratoires⁵. Enfin, la théorie dualiste du marché du travail attribue les causes de la migration à des déterminants plutôt liés aux structures du marché du travail du pays d'installation. Cette théorie permet de mettre en évidence la segmentation du marché de travail et de comprendre par la suite pourquoi les emplois délaissés par les locaux sont acceptés par les migrants.

Bien que ces théories fournissent des éléments intéressants pour comprendre les migrations et les motifs de transferts, elles restent des théories d'ordre macroéconomique à

⁵ La plupart des migrants installés en France et au Royaume-Unis sont venus des anciennes colonies.

caractère singulier. D'autres théories, en revanche, se sont attachées à préciser les déterminants microéconomiques de la migration.

1.1.2. Les modèles microéconomiques de la migration

Les modèles microéconomiques de la migration proposent une analyse basée sur un modèle néoclassique. Selon ce modèle, la décision de migrer constitue une décision individuelle prise par un agent économique rationnel qui cherche à améliorer son propre bien-être. Le migrant se trouve ainsi au centre de l'analyse.

1.1.2.1. Le modèle microéconomique néoclassique

Nous avons vu dans le modèle macroéconomique néoclassique que le déterminant essentiel de la migration est la différence de salaires entre le pays d'accueil et le pays d'origine. Cela suggérerait, théoriquement, que les migrants proviennent des pays pauvres et se dirigent vers des pays riches. Cependant, il s'avère que le modèle macroéconomique néoclassique est incapable de fournir des explications au fait que seules certaines personnes des pays pauvres décident de se déplacer et pas les autres. Ce modèle est ainsi incapable de fournir des explications valables de ces faits stylisés. Cette situation a abouti à l'émergence d'un nouveau modèle néoclassique microéconomique dans les années 1970. Ce dernier a pris en considération dans l'analyse de la migration de nouveaux éléments, notamment, les coûts de la migration et la probabilité de migrer.

Ce modèle microéconomique néoclassique garde toujours comme base le marché du travail mais oriente l'analyse sur le migrant en tant qu'acteur économique rationnel qui cherche à maximiser son bien-être, en se déplaçant vers les endroits où il peut être le plus productif. Le choix de se déplacer est donc fonction du coût d'opportunité reposant sur une évaluation préalable des coûts et des avantages de la migration. Ainsi, plus les avantages ou bénéfices associés à la migration sont importants au regard des coûts, plus la probabilité de migrer sera grande. Les avantages sont fonction du salaire espéré, tandis que les coûts comportent le coût de la migration, la probabilité de trouver un emploi, le temps d'adaptation, l'apprentissage d'une nouvelle langue ainsi que les coûts psychologiques subis par le migrant (Burda, 1995). De plus, le modèle intègre dans son analyse non seulement les calculs en termes de coûts et d'avantages et la probabilité d'intégrer rapidement le marché du travail, mais aussi l'analyse en termes de capital humain développée par Becker dans les années 60 (De Hass, 2007).

La théorie du capital humain permet également de comprendre le caractère sélectif de la migration. En effet, les aptitudes personnelles peuvent expliquer les différences dans l'estimation des coûts et des avantages de la migration. Sans doute, les personnes agissent différemment en fonction de leurs qualifications, compétences, niveau d'études, âge et sexe, soit autant de caractéristiques qui permettent d'établir au préalable les gains escomptés ou le retour sur investissement et, par conséquent, influencent la décision de migrer. L'incorporation dans ce modèle des caractéristiques individuelles donne à celui-ci la possibilité d'expliquer la sélectivité positive ou pourquoi les individus qualifiés ont une propension plus élevée à migrer que les individus non qualifiés (Buga, 2011). En conclusion, le modèle microéconomique néoclassique montre que la décision de migrer résulte d'un libre choix individuel. Il se place dans le cadre d'une information quasi parfaite et suppose que ce choix est influencé par les différences de salaires entre les pays d'origine et d'accueil, les coûts et le risque liés à la migration, les caractéristiques individuelles en termes de capital humain ainsi que par les caractéristiques du marché du travail du pays d'origine.

1.1.2.2. La nouvelle économie de la migration

L'insuffisance du pouvoir explicatif du modèle microéconomique néoclassique a conduit à l'émergence d'autres théories qui cherchent à expliquer les causes de la migration. La théorie la plus récente est la nouvelle économie de la migration développée par Stark et al. (1988). Contrairement à l'approche néoclassique, le point de départ de cette théorie est que l'individu ne constitue pas une unique unité décisionnelle opérant dans un cadre de marchés parfaits mais que la décision de migrer est un choix collectif pris dans un contexte d'incertitude et de marchés imparfaits.

Dans ce modèle, le départ à l'étranger d'un membre de la famille est un choix stratégique et collectif décidé au niveau du ménage ou de la famille dont l'objectif est non seulement d'augmenter le revenu mais aussi de diversifier le risque lié aux défaillances des autres marchés notamment le marché de l'assurance (Stark et Levhari, 1982 ; Massey et al., 1994). Les inégalités de rémunération entre le pays d'origine et d'accueil ne sont pas les seuls motifs de la migration, il est également question du désir de se protéger qui pousse les familles à contracter des projets internes risqués, tels que l'adoption de nouvelles technologies et la création d'entreprises. En outre, l'accès limité au marché du crédit et de l'assurance ou l'absence de mécanismes de protection sociale expliquent, en partie, les motifs de se lancer dans un processus de migration. En effet, la majeure partie du revenu de la famille installée

dans les zones rurales provient de l'agriculture, secteur sensible aux conditions climatiques et aux fluctuations des prix des produits agricoles. Dans un environnement où le marché de l'assurance est trop peu développé, la migration d'un membre de la famille constituerait donc une stratégie économique et sociale pour limiter les risques et les incertitudes. Ainsi, le développement économique d'un pays n'entraîne pas, nécessairement, une baisse de la migration. En effet, la réussite économique locale participe à rendre la migration plus attractive, étant donné que les transferts de fonds envoyés grâce à la migration peuvent être investis avec succès (Massey et al., 1994).

Lorsque le revenu de la personne qui migre ne dépasse pas celui qu'il aurait perçu s'il était resté dans le pays d'origine, le revenu fait l'objet de risques différents et des compensations seront possibles. C'est l'exemple d'une période favorable pour le migrant et défavorable pour sa famille suite à une mauvaise récolte. Souvent, les ménages qui parviennent à augmenter leurs ressources au pays en période de crise en adoptant une telle stratégie de diversification des risques sont ceux qui peuvent financer les coûts de la migration, ce qui creuse les inégalités entre les ménages riches et pauvres. Contrairement à ce que la théorie néoclassique suggère, Zlotnick (2003) montre que le sentiment de privation des ménages pauvres, par rapport aux ménages riches, incite les premiers à contracter des projets migratoires même en l'absence de différence de salaire entre pays.

Au regard des approches précédentes, la nouvelle économie de la migration intègre d'autres variables telles que les caractéristiques socioéconomiques du migrant et de sa famille, le niveau de la production économique, les informations relatives à l'utilisation des transferts, le fonctionnement des marchés et le sentiment de privation entre les ménages riches et pauvres. La prise en considération de la famille dans l'analyse des causes de la migration suggère que le migrant (même à l'étranger) conserve un lien avec son pays d'origine qui explique l'envoi de fonds.

1.1.2.3. Le modèle répulsion-attraction

L'approche répulsion-attraction, développée par Lee (1966), reste parmi les modèles les plus connus dans les études consacrées à la migration. Comme le modèle néoclassique, cette approche admet que la cause de la migration est le produit d'une décision personnelle prise à l'issue d'une analyse en termes de coûts-avantages. L'approche intègre dans l'analyse, outre l'aspect économique, d'autres déterminants comme le contexte politique, la recherche de meilleures conditions de travail et les perspectives d'évolution de carrières. Cette analyse

se distingue des autres approches par le fait qu'elle prend en considération un nombre plus important et plus riche de facteurs pour expliquer la décision de migrer.

La migration est générée à la fois par des déterminants positifs liés aux pays d'accueil et des déterminants négatifs liés aux pays d'origine. Les premiers représentent les avantages comparatifs des pays industrialisés tandis que les seconds se réfèrent à la situation économique, sociale et politique des pays en développement (d'origine). Les deux pays disposent tant de facteurs positifs (facteurs d'attraction) que de facteurs négatifs (forces de répulsion). Plus la différence entre les deux éléments dans les pays d'origine et d'accueil est importante, plus grande est la probabilité de la migration. Par ailleurs, selon Lee (1966), la migration est un processus sélectif au cours duquel les migrants sont choisis en fonction de leurs qualifications parce que leurs comportements évoluent en fonction des différents facteurs d'attraction et de répulsion dans les pays d'origine et d'accueil. Ainsi, dans ce contexte, les individus attirés par les éléments positifs des pays d'accueil sont positivement sélectionnés en fonction de leur niveau de qualification et de leur âge. En revanche, les individus qui quittent leurs pays à cause des forces de répulsion des pays d'origine tendent à être négativement sélectionnés. De plus, les premiers ont une tendance plus importante de migrer volontairement que les seconds (Zlotnik, 2003).

A ce stade, nous pouvons mentionner que les analyses microéconomiques se caractérisent par une absence d'homogénéité dans l'identification des facteurs expliquant les migrations. Dans le modèle microéconomique néoclassique, les candidats à la migration sont en fait des individus sans attache, uniquement motivés par la recherche de leur propre bien-être qu'ils espèrent maximiser. En conséquence, ces individus « égoïstes » n'auraient aucune motivation à envoyer de l'argent. Pourtant, les faits semblent suggérer le contraire.

De manière différente, comme la nouvelle économie de la migration le montre, le choix de la migration résulte d'une décision collective. Le migrant conserve des liens avec sa famille et se déplace, non pas pour maximiser ses revenus mais, pour minimiser les risques et contourner les dysfonctionnements inhérents des différents marchés. Dans les pays en développement, la migration et plus précisément les transferts de fonds des migrants pallient l'absence, ou la défaillance des institutions financières et d'assurance. Dans l'analyse de la nouvelle économie de la migration, les migrations ne s'arrêtent pas au moment de l'égalisation des salaires entre les pays. En revanche, les flux peuvent s'accroître parce que les ménages cherchent à diversifier le risque, ou parce que les investissements effectués dans

des activités locales grâce aux envois de fonds ont réussi. Dans ce contexte, la migration reste la seule solution permettant d'atténuer le risque.

1.1.3. Les théories intégrées des migrations internationales

Les théories intégrées des migrations internationales constituent une approche intermédiaire qui explique les migrations en intégrant à la fois les dimensions microéconomiques et macroéconomiques du phénomène.

1.1.3.1. Approche des sciences politiques

Selon Zolberg (1981), le déplacement des individus à l'échelle internationale est considéré comme un transfert entre les Etats où les politiques en matière de migration régissent les rapports entre l'individu et l'Etat. Selon l'auteur, l'Etat est composé d'une communauté homogène et de frontières sociales reconnues à l'extérieur comme à l'intérieur du pays. Le déplacement des individus représente un transfert de juridiction puisque les migrants ne font plus partie du pays d'origine mais font partie du pays d'accueil. Dans ce cadre les migrations sont considérées comme des exceptions à la règle parce que chaque communauté dispose de capacités auto-reproductives (Zlotnick, 2003).

Ainsi, Zlotnick (2003) insiste sur le fait que l'étude des déterminants des migrations doit prendre en considération son caractère exceptionnel. En effet, le monde actuel est divisé en deux composantes : d'une part, des personnes cherchant à améliorer leurs conditions de vie en se déplaçant vers d'autres pays, et d'autre part des pays veillant à ce que leurs avantages acquis soient maintenus et respectés en procédant aux contrôles de leurs frontières afin de limiter l'accès à leur territoire. Ils peuvent, par exemple, instaurer des politiques migratoires sélectives comme c'est le cas du programme de « travailleurs invités » développé par les Etats-Unis et l'Allemagne. Ce programme permet aux étrangers de séjourner temporairement sans pour autant leur donner la possibilité de demeurer de façon durable dans le pays et de procéder à un regroupement familial ou à une demande de naturalisation (Buga, 2011).

En outre, l'approche inspirée des sciences politiques prend en considération d'autres motifs de la migration largement ignorés par les théories précédentes. Il s'agit notamment des migrations pour raison politique. A la différence des déplacements d'ordre économique où la décision de migrer reste un choix, dans le cas des déplacements de nature politique, les individus sont contraints d'abandonner leur pays d'origine. Dans ce sens, Zolberg (1981)

insiste sur le fait qu'il faut prendre en compte l'aspect politique pour comprendre la direction et la continuité des flux migratoires.

1.1.3.2. L'approche systémique

Avant les années 1980, la littérature théorique analysant les migrations internationales pouvait être renvoyée à deux visions : la théorie néoclassique et la théorie historico-structurale. Toutefois, avec la montée en puissance de la pensée postmoderniste, cette littérature a commencé à s'ouvrir vers d'autres disciplines en proposant des théories plus générales dont l'approche systémique.

L'approche des systèmes de migration, qui a pourtant été développée dans les années 1970 par Akin Mabogunje, n'a connu son utilisation complète qu'en 1992 avec la publication des travaux de la commission de l'UIESP⁶ sur les migrations internationales (Krtitz et al., 1992 , cité par Zlotnik, 2003). Cette approche englobe un nombre important de modèles et d'approches précédemment analysés pour que la migration soit appréhendée comme un système composé de plusieurs pays. Ces derniers sont connectés entre eux par des échanges migratoires dont le fonctionnement et la continuité sont assurés grâce aux réseaux regroupant tous les acteurs de la migration à différents stades de celle-ci. Pour Zlotnik (2003), l'approche systémique est en général basée sur cinq axes: a) l'approche en système considère le pays d'origine et d'accueil comme un espace unique ; b) la migration est un moyen parmi d'autres de rapprocher les pays d'origine et d'accueil. Elle est générée d'une manière interdépendante et favorisée par des facteurs culturels, économiques, politiques et sociaux ; c) au fil des années, la migration peut évoluer et connaître des changements dans le flux et la destination ; d) l'Etat joue un rôle majeur dans le processus de la migration soit à travers ses politiques migratoires ou à travers ses relations politiques et économiques avec d'autres Etats ; et e) la compréhension de la manière dont les déterminants macroéconomiques qui génèrent la migration se transforment en déterminants microéconomiques.

1.1.3.3. L'approche institutionnaliste et la théorie des réseaux

Tandis que la plupart des théories précédentes sont statiques et se focalisent sur le marché du travail, les compétences individuelles, la structure des marchés et les contraintes macroéconomiques pour expliquer les migrations internationales, d'autres, en revanche,

⁶ Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population.

s'intéressent à leur aspect dynamique en proposant des déterminants institutionnels et des explications relatives aux réseaux migratoires.

En effet, la littérature récente analyse la migration non seulement au niveau des causes de celle-ci mais aussi au niveau de sa dynamique et de sa continuité. Ainsi, elle met en évidence le rôle joué par les intermédiaires dans la prise de décision de migrer. Selon cette approche, au début du processus de la migration, le choix de destination est le fruit du hasard, et non pas des conditions de vie et de travail du pays d'accueil. Toutefois, avec les années, et grâce aux réseaux de migrants (amis ou famille) installés dans les pays d'accueil, le choix du pays d'accueil prend une autre dimension bien définie. En effet, ces réseaux constituent un encouragement pour émigrer, et les migrations s'approprient un caractère institutionnel. Un des dérivés de l'approche microéconomique est le modèle institutionnaliste. Celui-ci, montre que la migration est une stratégie qui vise à combler le manque d'institutions des pays d'origine, telles que l'inexistence ou quasi inexistence d'un système de protection sociale permettant de garantir des revenus de remplacement (retraite, chômage), de complément (prestations familiales) ou de soutien (aide sociale aux plus démunis). Lorsque la personne part à l'étranger, elle reste liée à sa famille par des contrats tacites réglementés et des lois formelles et informelles facilitant la mise en œuvre de ses engagements. Dans ce contexte, la migration se substitue à certaines fonctions de l'Etat.

En devenant une institution à part entière, la migration n'est pas plus basée seulement sur les lois qui la définissent, mais elle est désormais axée sur les réseaux de migrants⁷. Ces derniers peuvent maintenir voire étendre les flux migratoires. Ainsi, la présence d'un nombre important de compatriotes déjà présents dans une région ou un pays donné peut influencer les coûts migratoires des futurs arrivants ; les migrants déjà installés sont susceptibles également d'échanger des informations avec leurs proches restés au pays ou encore aider le migrant lors de son arrivée. La présence de compatriotes permet également de diminuer les difficultés d'intégration, car elle procure une aide dans la recherche d'un emploi ou d'un logement. A titre illustratif, Deléchat (2001) met en évidence une corrélation positive entre le niveau des flux migratoires entre deux régions et l'ampleur des flux passés. Ainsi, il suggère que l'ampleur des flux migratoires est influencée par le nombre de migrants déjà présents dans les pays d'immigration. La diminution des coûts des projets migratoires, tant au niveau financier que psychologique, permet le maintien voire l'augmentation des flux migratoires.

⁷ Un réseau de migrants peut se former grâce aux liens familiaux, aux liens d'amitié et grâce à l'appartenance à une même communauté d'origine.

1.1.3.4. La théorie de la causalité cumulative

Alors que la théorie des réseaux, et la théorie institutionnaliste indiquent que les flux migratoires peuvent s'auto-entretenir grâce au développement des réseaux de migrants à l'étranger, Massey et al. (1994) identifient un autre processus permettant le maintien des flux migratoires qu'ils qualifient de «processus de causalité cumulative». Cette théorie de la causalité cumulative, qui à l'origine a été développée par Myrdal (1957), considère que les migrations engendrent des modifications du contexte socioéconomique, qui à son tour influence la décision de migrer provoquant, ainsi, une augmentation des flux migratoires.

Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine des causalités cumulatives. Parmi ces éléments, on peut citer les transferts de fonds des migrants. Ces derniers peuvent creuser les inégalités et provoquer un sentiment de privation auprès des familles n'ayant aucun membre à l'étranger. Ils incitent alors des individus non concernés initialement par la migration à migrer. Dans les premiers stades de la migration, un projet migratoire est coûteux et risqué, et seules les classes moyennes ou aisées peuvent mener une telle entreprise. Le bien-être des familles recevant des transferts de fonds de migrant augmente, en revanche, celui des autres familles sans migrant reste inchangé. Ceci incite ces familles à envoyer un de leur membre à l'étranger pour bénéficier des envois de fonds, et par conséquent, améliorer leur condition de vie (Massey et al., 1994).

L'utilisation des fonds dans le pays d'origine est également un autre facteur qui peut inciter les causalités cumulatives. En effet, les migrants disposant de moyens financiers investissent parfois dans des projets agricoles intensifs en capital. Ainsi, ils réduisent l'offre de travail agricole et, par conséquent, créent un déséquilibre sur le marché du travail des pays d'origine. L'augmentation du chômage qui en découle incite alors à l'émigration. De même, la réussite professionnelle des qualifiés à l'étranger peut inciter d'autres individus dans les pays d'origine à poursuivre des études et à partir à l'étranger. En outre, une installation durable dans les pays d'accueil modifie les mentalités et les pratiques des migrants qui, ultérieurement, peuvent modifier à leur retour la culture de ceux qui sont restés au pays. Leurs compatriotes adoptent, ainsi, dans certains cas, la migration parce qu'elle est perçue comme la voie privilégiée vers la réussite. D'ailleurs, dans certains pays d'origine les individus qui ne cherchent pas à améliorer leur bien-être en migrant, par exemple, sont considérés comme dépourvus de toute initiative et de volonté.

Les approches que nous venons de présenter proposent des modèles plus complets sur la migration internationale. En effet, ils sont souvent la synthèse de plusieurs théories qui fournissent des analyses pluralistes en associant plusieurs facteurs ou déterminants relevant de sphères ou de disciplines différentes. L'approche des sciences politiques introduit l'aspect politique tout en s'intéressant à la migration forcée. La théorie institutionnaliste et le modèle des réseaux de migrants insistent sur la continuité de la migration. Bien que les réseaux de migrants facilitent l'accès à l'information et l'intégration sur le marché du travail dans le pays d'accueil, le migrant doit, néanmoins, parfois faire face à d'autres obstacles comme l'apprentissage d'une autre langue. La présence de ces réseaux dans les pays de destination constitue donc un élément très attractif, car ils permettent de limiter le choc de la migration en abaissant le risque et le coût qu'elle engendre. Enfin, le modèle systémique offre une analyse plus complexe de la migration. Il prend en considération dans l'analyse tous les acteurs de la migration : l'environnement politique, social et économique des pays d'origine et d'accueil et les caractéristiques socio-économiques des migrants eux-mêmes.

L'analyse de la migration est un exercice difficile et complexe car, en plus des structures économiques en jeu, l'ensemble de l'environnement social, culturel et psychologique est susceptible de jouer un rôle considérable dans l'augmentation des flux et des stocks migratoires.

1.2. Tendances des migrations internationales des pays du Sud de la Méditerranée

Afin de mener des politiques migratoires, chaque Etat doit enregistrer l'entrée et la sortie des individus de son territoire mais la comptabilisation des flux des migrations internationales varie d'un pays à l'autre rendant les comparaisons difficiles. En outre, ces statistiques ne tiennent pas compte des migrations illégales. Elles servent toutefois à établir un état des lieux des stocks de migrants.

Selon les statistiques publiées, depuis les années soixante, le nombre de migrants internationaux s'est considérablement accru. Selon les Nations-Unies, la population de migrants internationaux est passée de 77 millions en 1960 à 230 millions en 2013 et, si la tendance se poursuit au même rythme que les vingt dernières années, elle pourrait atteindre

plus de 405 millions en 2050⁸. Plusieurs raisons fondamentales expliquent l'attention accordée par les décideurs politiques à ce phénomène, tout particulièrement en raison des conséquences importantes tant sur le pays de destination que sur celui d'origine. En ce qui concerne les pays de départ, la question des transferts de fonds envoyés par les migrants est un enjeu majeur pour ces pays. Ces transferts constituent une autre source de financement extérieur, et peuvent offrir un soutien à la consommation.

Aussi, avant de commencer l'analyse des transferts de fonds, il est nécessaire de dresser un état des lieux des flux et des stocks de migrants tout en attachant une attention particulière à la qualité des données disponibles.

1.2.1. Définition et sources de données

Avant de décrire les sources de données où sont enregistrés les flux et les stocks de migrants, il nous paraît nécessaire de définir le terme de « migrant ». En effet, une définition précise de ce qu'est « un migrant international » est importante pour deux raisons. D'abord, cela permet d'établir un état des lieux précis sur les stocks et les flux migratoires. Ensuite, cela aide à quantifier les transferts de fonds car cette question a soulevé un vaste débat sur la façon de les mesurer. Parmi les interrogations, il y a celles relatives au fait de savoir s'il faut prendre en considération, uniquement, les sommes envoyées par les personnes non résidentes, résidentes ou bien les deux indistinctement. La section qui suit a pour objet d'apporter des réponses à ces questions.

1.2.1.1. Définition de la migration internationale

Selon Naiditch (2010), un migrant est un individu qui s'installe dans un nouveau pays. D'après cette définition est donc exclue toute personne effectuant une visite touristique ou des déplacements professionnels à l'étranger. Cette définition générale est peu précise, elle est complétée par la juxtaposition de multiples définitions qui associent en général la migration au pays de naissance, à la nationalité, au lieu de résidence, à la durée passée hors du pays de naissance, à la durée du séjour ou au motif du séjour (Bilsborrow et al., 1997). En revanche, selon Parsons et al. (2007), la compréhension de ces définitions devient plus complexe lorsque la citoyenneté d'un individu est différente de celle de son pays de naissance. Ainsi, une personne peut changer de citoyenneté mais pas de lieu de naissance. A titre d'exemple,

⁸ Estimation effectuée par l'Organisation Internationale pour les Migrants (OIM) à partir des données publiées par le Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies (DAES).

lorsque le droit du sol n'est pas reconnu dans un pays, une personne née dans de ce pays de parents étrangers est considérée comme étrangère. Par ailleurs, lorsque la citoyenneté est définie par le lieu de naissance, une personne peut ne pas avoir la nationalité de ses parents uniquement parce qu'elle est née à l'étranger ; c'est par exemple le cas d'un enfant né en France de parents canadiens. Il n'est pas canadien parce qu'il est né à l'étranger, et il n'est pas français parce qu'il est né de parents étrangers. Enfin, une personne peut acquérir la nationalité de son pays de résidence, elle n'est alors plus qualifiée d'émigrée si le terme de migrant est défini en fonction de la nationalité d'une personne.

Dans les pays de l'Union Européenne, des désaccords en matière de définition d'un migrant existent. En effet, certains individus qui sont qualifiés de migrants internationaux dans certains pays ne le sont pas dans d'autres : c'est notamment le cas des étudiants, des personnes en situation irrégulière ou des demandeurs d'asile. Dans la plupart des pays, la durée minimale de séjour est le critère le plus communément retenu pour définir un migrant. Au Royaume-Uni et en Suède, un migrant est une personne étrangère qui a résidé dans le pays depuis plus d'un an. Cette durée est ramenée à six mois en Italie et aux Pays-Bas, contre trois mois en Belgique et en Autriche. D'autres pays, en revanche, choisissent d'autres critères. Ainsi, en Pologne, est considérée comme migrant toute personne disposant d'une carte de séjour permanente ; en France, la distinction entre migrant et non migrant est basée sur le motif d'entrée mentionné sur le visa obtenu (Thierry, 2008).

Les divergences dans la méthode de collecte des données, ainsi que dans la définition d'un migrant rendent les statistiques sur les flux migratoires difficilement comparables entre les pays. En outre, les différences existent non seulement au niveau des définitions, mais aussi au niveau des méthodes de collecte des données. Si les enquêtes restent la principale source de données, elles sont néanmoins peu fiables parce qu'elles sont souvent réalisées à des dates différentes, et sur la base de questionnaires non standardisés. Dans un contexte géopolitique instable, et avec la disparition de certaines frontières ou la création de nouveaux pays, la tâche n'en est devenue que plus complexe. Il faut ajouter à cela le problème de la migration illégale, dont la mesure nécessite des moyens qui ne sont pas accessibles à tous les pays.

En définitive, si les définitions du terme de migrant sont multiples, et varient d'un pays à l'autre, la collecte des données se fait à la fois par les Etats, les organismes internationaux ou par le monde académique qui cherche à mieux cerner l'ampleur des flux.

1.2.1.2. Bases de données de la migration internationale

Les statistiques disponibles concernent, en général, les flux entrants de migrants et le stock de migrants internationaux résidant dans chaque pays. Il est rare d'obtenir des données relatives aux flux sortants. Ainsi, il est difficile de disposer de données cylindrées car les données sont parfois manquantes pour certains pays. C'est ainsi que, dans les bases de données relatives à la migration internationale d'Eurostat, il n'existe aucune information sur les immigrations et émigrations en 2005 pour 7 des 27 pays de l'Union européenne. En outre, les données disponibles pour les autres années sont relativement peu fiables et ne peuvent pas être utilisées pour des comparaisons internationales (Thierry, 2008).

Au niveau international, il existe plusieurs mécanismes permettant de dénombrer les migrations internationales : les registres des communes, les recensements de la population et les données des ministères, mais aussi les données relatives à l'attribution des titres de séjour. Les registres des communes, connus sous le nom de registres de population, concernent plus particulièrement les pays développés. Ils contiennent en général les données sur les arrivées et les départs des migrants internationaux. Toutefois, rares sont les personnes qui se présentent systématiquement aux mairies pour déclarer leur arrivée ou leur départ. En fait, ces registres concernent davantage l'immigration plutôt que l'émigration. Par ailleurs, le recensement des arrivées à partir des enquêtes aux frontières est techniquement difficile à réaliser, et peu de pays se basent exclusivement sur cette méthode pour quantifier les flux entrants et sortants. Les données des ministères nationaux de l'intérieur sur la délivrance des titres de séjour restent une méthode très efficace pour estimer non seulement les flux entrants, mais aussi le stock. Enfin, dans les autres pays qui ne disposent pas de registres de population ou qui n'effectuent pas d'enquêtes aux frontières, les recensements de population ou les enquêtes auprès des ménages restent des méthodes de grande utilité.

D'autres institutions à dimension internationale regroupent des données sur les migrations dans les différents pays du monde. La première base de données est celle des Nations-Unies publiée par la division de la population. Elle croise des données de migrations internationales, et publie un état des lieux sur le stock total de migrants résidant dans chaque pays du monde. La Banque Mondiale (Banque Mondiale, 2011), l'Organisation Internationale des Migrations (OIM) et le Bureau International du Travail mettent à jour chaque année une base de données sur les stocks et les flux des migrants. Enfin, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) dispose d'une base de données complète et

variée sur les stocks et les flux de migrants des pays membres. Cette base de données présente également des statistiques pour d'autres pays hors l'OCDE (OCDE, 2012).

Des équipes de recherche académiques ont également construit des bases de données harmonisées et cohérentes. Elles contiennent, outre les statistiques sur le stock de migrants en fonction des pays de destination, des renseignements sur le pays d'origine ainsi que sur le niveau de qualification des migrants. A titre d'exemple, les bases de données développées par Ratha et Shaw (2007) et celle développée par Parsons et al. (2007) contiennent des données sur les migrations bilatérales. Récemment, des bases de données thématiques ont également vu le jour comme la base de données GMig2 développée par Özden et al. (2011). Cette base de données est l'extension de la version 8 de la base de données du Centre d'Analyse du Commerce Mondial (GTAP)⁹. Elle enregistre, outre les produits de base, les entrées et les sorties de main d'œuvre et des transferts de fonds de 244 pays. Par rapport aux autres sources de données, le volet migration de la base GMig2 peut être mis à jour périodiquement.

Par ailleurs, depuis 1998, les Nations-Unies ont procédé à une harmonisation des données entre pays en proposant une définition commune de la migration internationale. Ainsi, est considéré comme migrant toute personne dont la durée de séjour minimum est d'un an et ce quel que soit le motif de séjour. Dans le même sens, l'Union Européenne a imposé à ses membres l'obligation d'adopter la définition des Nations Unies en matière de migration internationale. De plus, les Etats membres doivent enregistrer le départ et l'arrivée des individus, qu'il s'agisse de ressortissants des pays membres ou de pays tiers.

L'harmonisation des règles de statistiques ainsi que la présence de différentes bases de données représentent un outil précieux pour se rendre compte de l'ampleur et de l'évolution des flux migratoires.

1.2.2. État des lieux des migrations internationales et des PSM

Nous proposons de présenter un état des lieux de la tendance et des caractéristiques des flux migratoires internationaux, et plus particulièrement des pays du Sud de la Méditerranée.

⁹ <https://www.gtap.agecon.purdue.edu/databases>

1.2.2.1. Etat des lieux et tendances de la migration internationale

Le rapport « Etat de la migration dans le monde 2013 : le bien-être des migrants et le développement » publié par les Nations-Unies indique que les migrations internationales sont en augmentation régulière. La migration a été très rapide ces dernières années bien que la part des migrants dans la population mondiale reste inchangée. Les migrations internationales concernent une plus grande variété de groupes ethniques et culturels que par le passé. Actuellement, des personnes qualifiées dont beaucoup de femmes seules ou chefs de famille migrent. Dans le même temps, le nombre de personnes installées à l'étranger en situation irrégulière continue également d'augmenter.

Selon les dernières statistiques des Nations Unies, le nombre de personnes qui se déplacent pour des raisons économiques ou politiques, et de façon permanente ou temporaire est de plus de 215 millions, ce qui représente plus de 3% de la population mondiale (OIM, 2013). Plus de 69% de ces migrants sont originaires des pays du Sud. Parmi ces derniers, plus de 56% vivent dans les pays du Nord, ce qui représente 3,6% à 5,2% de la population du Nord. Dans les pays du Sud, les migrants représentent environ 3% de la population (Carte 1.1, page 37). En plus des migrants légaux, les organisations internationales de migrants comptent entre 25 et 35 millions de migrants en situation irrégulière, ce qui représente environ 15% à 20% de la population migrante (OIM, 2013). D'après une étude menée par le Conseil Norvégien des Réfugiés sur 52 pays, les mouvements de migration internes sont passés de 24,5 millions en 2006 à 26 millions en 2007 et, en 2012, le nombre de réfugiés a atteint plus de 10,5 millions d'individus¹⁰.

En outre, si l'on examine l'évolution du nombre de migrants au fil du temps, on constate : a) qu'entre 2000 et 2010, le nombre de migrants a progressé au rythme d'environ 6 millions de migrants par an, soit un taux de croissance plus important que celui de la population mondiale ; b) une modification des pays d'accueil des migrants et l'apparition de nouvelles destinations comme l'Irlande, la Norvège et le Portugal ; c) que dans les pays de l'OCDE, en 2010 et contrairement à 1990, les flux migratoires en provenance de pays membres ont augmenté beaucoup plus vite que le nombre de migrants originaires de pays en développement ; d) que dans ces pays, les migrations pour motifs familiaux, économiques et culturels (pour mener des études) ont connu une augmentation soutenue par rapport à d'autres formes de migration ; e) que plusieurs pays sont devenus à la fois pays d'origine et de

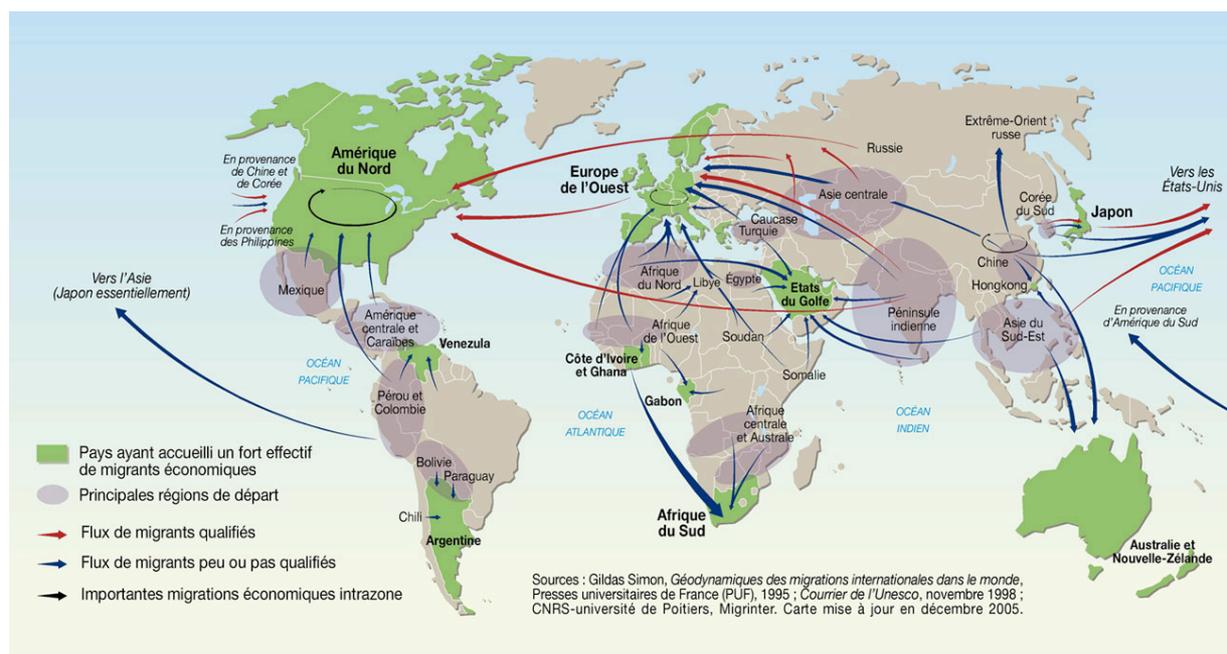
¹⁰ <http://data.unhcr.org/dataviz/>

destination et f) que les flux migratoires restent généralement concentrés dans certains pays, puisque 12% des pays du monde recevraient plus de 75% de tous les flux migratoires (OIM, 2013).

S'agissant des régions de destination, la plupart des mouvements migratoires se dirigent vers les pays du Nord. En termes absolus, la plupart des migrants sont issus des pays du Sud, ce qui n'est pas étonnant étant donné que la population des pays du Sud est plus importante que celle du Nord. Toutefois, en termes relatifs, les populations des pays du Nord ont une probabilité supérieure de migrer. Selon la Banque Mondiale, en 2010, les mouvements de population Sud-Nord ont représenté le flux migratoire le plus important (45 % du total), suivi des mouvements Sud-Sud (35 %), Nord-Nord (17 %) et Nord-Sud (3 %) (OIM, 2013). Pour chacun de ces quatre axes de flux migratoires, les principaux couloirs de migration se présentent comme suit : pour l'axe Nord-Nord, les flux migratoires se dirigent de l'Allemagne vers les Etats-Unis, du Royaume-Uni vers l'Australie et le Canada, de la République de Corée et du Royaume-Uni vers les Etats-Unis ; pour le second axe (Sud-Sud), les principaux mouvements se font de l'Ukraine vers la Fédération de Russie, ensuite de la Fédération de Russie vers l'Ukraine, du Bangladesh vers le Bhoutan, du Kazakhstan vers la Fédération de Russie, et de l'Afghanistan vers le Pakistan sans oublier bien sûr les migrations inter-Afrique ; pour l'axe Sud-Nord, on trouve plus particulièrement les mouvements à destination des Etats-Unis et des pays européens. Le Mexique, les Philippines et l'Inde se dirigent vers les Etats-Unis, les pays du Maghreb vers l'Europe et la Turquie vers l'Allemagne ; enfin, pour l'axe Nord-Sud, les mouvements se réalisent notamment des Etats-Unis vers le Mexique et l'Afrique du Sud, ensuite de l'Allemagne vers la Turquie, du Portugal vers le Brésil, et de l'Italie vers l'Argentine (Cf. Carte 1.1, page 37).

Afin d'établir une classification au niveau des migrants, il existe plusieurs critères tels que le motif du séjour, la qualification du migrant, son sexe, son âge et la durée de son séjour. Pour cette dernière, il existe trois types de séjour possible : *le séjour permanent* qui concerne le regroupement familial ou le travail ; *le séjour temporaire* pour tout type d'emploi, notamment les métiers de la médecine, et *le séjour temporaire d'emploi* pour les emplois à durée limitée tels que les emplois saisonniers et de stagiaires. En ce qui concerne les qualifications et les compétences des migrants, elles concernent toutes les échelles. Les statistiques montrent que sur quatre migrants qualifiés, trois s'installent dans les pays du Nord et les mouvements migratoires restent dominés par des travailleurs non qualifiés qui occupent des emplois délaissés par les locaux.

Carte 1.1. Destinations et flux migratoires



Source : Nation-Unies, Banque Mondiale, 2005

D'un point de vue empirique, plusieurs études ont tenté de quantifier la part des migrants qualifiés par rapport aux non qualifiés. Ainsi, Docquier et Marfouk (2004) montrent que les migrants qualifiés sont originaires des pays de l'Europe et de l'Asie du Sud et de l'Est et, dans une moindre mesure, d'Amérique Latine. Toutefois, la fuite des cerveaux concerne plutôt les pays d'Amérique centrale, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. En outre, lorsque l'on compare la part des personnes qualifiées par rapport à l'ensemble de la population d'origine, on s'aperçoit que la migration des individus hautement qualifiés concerne plus particulièrement les Caraïbes.

Selon la nouvelle base de données DIOCE-E de l'OCDE, les migrations internationales touchent majoritairement des individus peu qualifiés tant au Nord qu'au Sud : 44% des travailleurs sont peu qualifiés, 33% ont un niveau de qualification intermédiaire et seulement 22% sont des travailleurs hautement qualifiés (OIM, 2013). Par ailleurs, la part des femmes dans le total des flux migratoires est passée de 47% en 1960 à 49,6% en 2005 puis à 48% en 2013 (ONU, 2014). La chute enregistrée entre 2005 et 2013 est due à l'augmentation de la migration masculine dans les pays d'Asie entre 1990 et 2013.

En ce qui concerne la classification des migrants selon leur sexe, il existe des différences majeures entre les pays du Sud et du Nord. Dans ces derniers, les migrations touchent plus de

52% des femmes contre 43% dans les pays du Sud (OIM, 2013). Dans les pays du Nord, la migration féminine (Nord-Nord) est plutôt d'ordre économique et touche, de plus en plus, des femmes qualifiées et célibataires. En revanche, dans les pays du Sud, elle est à destination des pays du Nord et le regroupement familial apparaît comme le premier motif, suivi des raisons économiques.

1.2.2.2. Tendances et état des lieux de la migration dans les PSM

Pour les pays du Sud de la Méditerranée, les flux migratoires ont principalement deux destinations : l'Europe occidentale pour les pays du Maghreb et les pays du Moyen-Orient pour les flux en provenance d'Égypte. Pour les pays du Maghreb, la migration internationale n'a connu un saut considérable qu'après la deuxième guerre mondiale, et plus particulièrement entre 1959 et 1973 (Errachid, 1993). En effet, l'accélération des économies européennes et le manque de main d'œuvre active, en raison de la structure démographique de ces pays caractérisés par la baisse du taux de natalité et le vieillissement de la population, a entraîné une augmentation considérable du nombre de migrants maghrébins installés en Europe. Toutefois, après 1973, le nombre d'« embarquements » pour des raisons économiques a enregistré une réelle baisse suite à l'instauration de la nouvelle politique d'immigration. L'objectif de cette politique était la stabilisation, en premier lieu, puis la diminution du nombre de migrants. L'application stricte de cette politique a engendré la suspension temporaire de la forme traditionnelle de la migration et l'accroissement de la migration clandestine et irrégulière. D'ailleurs, l'application stricte de ces mesures a eu comme conséquence le changement de destination des flux migratoires vers les pays arabes.

S'agissant de l'Égypte, la migration internationale a toujours été considérée comme un phénomène démographique et socio-économique conditionnée par des facteurs internes et externes notamment le marché du travail des pays d'accueil et les conditions politiques d'origine (Chocri, 1999). La politique du pays en matière de migration est donc passée par différentes phases qui sont définies en fonction de l'évolution des conditions économiques internationales et des besoins du marché international du travail, en particulier dans la région arabe.

Historiquement, l'Égypte fut d'abord un pays d'immigration, assurant un refuge non négligeable aux populations qui fuyaient les conflits¹¹ (Di Bratolomeo et al., 2010). Toutefois,

¹¹ Voir Shahira Samy, "The Impact of Civil Society on Refugee Politics in Egypt", CARIM Research Reports 2009, http://cadmus.eui.eu/dspace/bitstream/1814/11414/1/CARIM_RR_2009_07.pdf

la migration systématique n'a commencé qu'avec le départ des enseignants des écoles du pays vers l'Irak dans les années 1930. Cette migration s'est propagée à d'autres pays après la révolution de 1952. Après 1967, la baisse de la capacité de l'Etat à fournir des emplois, la croissance de la population, ainsi que le manque de croissance dans les secteurs économiques et technologiques ont motivé l'Egypte à assouplir les restrictions (visa de sortie) sur la migration en général, et celle des travailleurs qualifiés en particulier. Ainsi, avec la nouvelle Constitution de 1971 autorisant la migration permanente et temporaire, et l'épisode de la guerre du Golfe, le pays a connu des flux sans précédent. Selon les estimations de l'Agence Centrale pour la Mobilisation Publique et des Statistiques (CAPMAS), le nombre de migrants égyptiens est passé de 70000 en 1970, à 1,4 million en 1976 et à plus de 3,3 millions en 1983.

En outre, après les années 1990, la migration provisoire est devenue une migration permanente. Bien que les pays du Golfe restent la première destination, de nouvelles destinations sont apparues comme l'Italie et la France.

A l'inverse des flux migratoires vers l'Europe occidentale, le choix des pays arabes comme pays de destination s'inscrit dans un contexte où les lois arabes en matière de droit du travail considèrent l'émigration inter-arabe des travailleurs comme un déplacement de main d'œuvre. De ce point de vue, il ne peut y avoir dans la région arabe de travailleurs migrants, mais une circulation ou un déplacement de ressortissants. Cette définition de la migration a été ratifiée par la convention n°2 sur le déplacement de la main d'œuvre qui fut adoptée lors de la troisième session du congrès des ministres arabes du travail en 1967. Cette convention prévoit d'ailleurs la priorité à l'emploi des travailleurs arabes après les nationaux¹².

Une simple lecture de cette convention, qui régit la mobilité de main d'œuvre inter-arabe, donne l'impression qu'il n'y aurait pas de difficulté à se déplacer entre les pays arabes, et que tout individu aurait la possibilité de trouver un emploi dans les pays demandeurs de main d'œuvre. Cependant, les faits montrent une toute autre situation qui révèle le caractère très restrictif de ce cadre législatif pour plusieurs raisons. D'une part, les conventions ont été établies entre les gouvernements sans consultation des institutions sociales. Elles ont été ratifiées seulement par les pays exportateurs de main d'œuvre sans définir une liste des pays d'immigration. D'autre part, dans la réalité, les législations en matière de droit du travail dans les pays du Golfe ne garantissent aucun traitement favorable aux émigrés originaires des pays

¹² Elmadmad, K.. (2004). Les migrants et leurs droits au Maghreb: Avec une référence spéciale à la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants. Casablanca: La croisée des chemins.

arabes. En fait, en matière d'embauche, les entreprises restent libres d'engager la main d'œuvre qu'elles désirent.

En 2010, selon le rapport « *Migration and Remittances Factbook 2011* » publié par la Banque Mondiale, le stock de migrants originaires des pays du Sud de la Méditerranée s'élève à plus de 8,5 millions d'individus, soit une hausse de plus de 16% par rapport à 2008. Toutefois, lorsque l'on compare ces chiffres avec les statistiques publiées par les Etats, nous constatons d'importants écarts. Ainsi, les statistiques officielles publiées par les Etats évaluent le stock de migrants originaires d'Algérie, d'Egypte, du Maroc et de la Tunisie à plus de 18,5 millions d'individus. Ces écarts reflètent les divergences dans les méthodes de collecte de données selon les organisations internationales et les offices chargés du recensement dans les Etats. Ainsi, la part de la population migrante dans la population totale est de 5,4% pour l'Algérie, 3,2% pour l'Egypte, 8,6% pour le Maroc et de 6,2% pour la Tunisie (Factbook, 2011). Par ailleurs, les caractéristiques et la structure par âge de ces migrants sont associées, en général, à l'ancienneté des flux migratoires et à la durée du séjour. La proportion de migrants de moins de 25 ans représente 45,4% pour les tunisiens, 27,5% pour les marocains et 57,6% pour les algériens. En plus, à l'instar des autres pays africains, l'émigration dans les pays du Sud de la Méditerranée reste une migration de travailleurs non qualifiés, malgré la hausse au cours de ces dernières années du taux de fuite des cerveaux, qui ne dépasse pas les 10% actuellement.

Les migrants des pays du Sud de la Méditerranée représentent au moins 3% de la population totale. Les motifs de départ sont divers, mais une grande partie d'entre eux sont associés à des considérations économiques. Ces expatriés sont à l'origine de transferts de fonds d'un volume considérable à destination de leurs familles, amis et communautés qui sont restés dans leur pays d'origine.

Section 2. Transferts : définitions et mesures

Les fonds envoyés par les migrants à leurs familles restées dans leur pays d'origine correspondent souvent à une multitude de petites transactions. Toutefois, lorsqu'on additionne ces transactions, on s'aperçoit que les envois de fonds constituent l'une des principales sources de devises pour les pays receveurs. Les statistiques concernant ces flux sont reportées

dans la balance des paiements des pays receveurs. Elles montrent que les transferts de fonds sont en augmentation régulière et constante depuis les années quatre-vingt. Toutefois, les flux réels sont, sans doute, beaucoup plus importants que ne l'indiquent les statistiques. En effet, les chiffres de la balance des paiements n'enregistrent que les flux passant par les voies formelles. D'après les estimations de l'OCDE (2012), entre 10% et 50% des flux passent par des circuits informels.

Afin de mieux cerner l'effet des transferts de fonds sur les économies des pays d'origine, il est nécessaire d'analyser, d'abord, leurs tendances, leurs poids, leur utilisation ainsi que leurs canaux de transmission aussi bien formels qu'informels. Cet exercice nécessite de définir, au préalable, les transferts de fonds de migrants.

2.1. Source de données et tendances

Les remises de fonds en provenance des migrants à destination de leurs familles sont considérables et restent difficilement mesurables.

2.1.1. Définitions et sources de données

Les données relatives aux envois de fonds de migrants proviennent principalement des Banques Centrales des pays receveurs et, plus exactement, de leur balance des paiements. Le Fonds Monétaire International (FMI) ainsi que la Banque Mondiale publient également des statistiques annuelles sur ces flux financiers. Elles sont ventilées par région, par pays et publiées dans différents rapports tels que le rapport « Migration and Remittances Factbook » de la Banque Mondiale.

Afin de mesurer ces flux, les Etats comme les institutions internationales distinguent trois composantes : les remises des travailleurs, les indemnisations des employés et les transferts de migrants. Les remises de travailleurs ou « worker's remittances » englobent toutes les sommes courantes envoyées par un migrant dont la durée de séjour dans le pays d'accueil est supérieure ou égale à un an. Selon les critères du FMI, ces transferts sont enregistrés dans la rubrique « transferts courants » de la balance des paiements. La seconde composante, indemnisations des employés ou « employee compensation », comptabilise les traitements de salaires et autres avantages sociaux perçus par les personnes travaillant à l'étranger, mais n'étant pas résidentes. C'est le cas des travailleurs saisonniers et des employés d'ambassades. Selon le manuel de la balance des paiements du FMI, les

indemnités des employés sont enregistrées dans la rubrique « revenu » du compte courant. Enfin, pour la troisième composante intitulée « transferts de migrants » (ou « migrants' transferts » selon la terminologie anglaise), elle désigne les flux financiers émanant des migrants qui changent de résidence. Au niveau de la balance des paiements, les transferts de migrants sont répertoriés dans le compte de capital des secteurs non-gouvernementaux.

Par ailleurs, lorsque nous analysons plus attentivement ces trois composantes, il apparaît que la composante « remises des travailleurs » est la plus proche de ce que l'on appelle communément « transferts de fonds de migrants ». En effet, cette composante correspond aux envois de fonds de migrants qui ont un caractère non permanent, hors marché, sans contrepartie et entre résidents de différentes nations.

Cependant, la littérature sur la migration et les transferts agrège généralement ces trois composantes pour quantifier les transferts de fonds. Barajas et al. (2009) remettent en cause cette méthode de mesure, et montrent que l'intégration de la seconde et la troisième composante dans l'estimation des transferts de fonds de migrants soulève des problèmes. En effet, la composante « employee compensation » inclut deux types de transactions qui ne reflètent pas le comportement des remises de fonds de migrants : la première transaction concerne l'épargne rapatriée au pays après un long séjour à l'étranger. Celle-ci doit être considérée non comme une remise de fonds de migrants, mais plutôt comme un transfert de capital, sauf s'il s'agit de petites sommes envoyées périodiquement. La seconde transaction est liée aux mouvements de capitaux engendrés par le changement de pays de résidence. De ce point de vue, il n'est pas cohérent de considérer le changement de résidence de certains milliardaires, suivi par le déplacement de leur fortune d'un pays à un autre, comme une remise de fonds de migrants, comme ce fut le cas pour le changement de domiciliation de Bill Gates des Etats-Unis vers la Barbade en 2005. Néanmoins, ce déplacement de fortune a été enregistré comme remise de fonds dans la balance des paiements de la Barbade.

De même, l'indemnité d'employés est largement différente de ce que l'on qualifie d'envois de fonds de migrants. En effet, cette composante prend en considération le travail effectué par des non résidents et rémunéré par les résidents ainsi que le travail effectué par les résidents et payé par des non résidents. C'est le cas des salaires versés par des institutions internationales à leurs employés ou les rémunérations des travailleurs saisonniers (travailleurs agricoles saisonniers) qui, conceptuellement, ressemblent aux transferts de fonds de migrants. Bien que ces rémunérations puissent être augmentées par les rémunérations des non résidents,

surtout dans un contexte mondial de sous-traitance impliquant des travailleurs détachés (Chami et al., 2008), les sommes enregistrées dans cette composante sont donc en grande partie des rémunérations (revenu du travail) des travailleurs non résidents et non pas des transferts résidents et non résidents de nations différentes.

C'est souvent le manque de disponibilité des données qui peut justifier l'addition de ces trois composantes pour estimer les envois de fonds de migrants. En effet, certains pays disposent de statistiques sur les trois composantes, alors que d'autres ne disposent que des données relatives à une ou deux composantes.

Par ailleurs, comme les transferts de fonds sont intrinsèquement liés à la migration, les difficultés rencontrées pour définir un migrant se répercutent dès lors qu'il s'agit de mesurer avec précision les envois de fonds. Le choix relatif à la durée minimale de séjour (un an), ainsi que la difficulté d'établir une distinction nette entre transferts de capital et transferts de fonds ne permettent pas d'établir avec exactitude le stock des transferts. Dans son rapport de 2006 intitulé «Les implications économiques des transferts de fonds et de la migration», la Banque Mondiale indique qu'un grand nombre de pays ne dispose pas de bases de données sur les transferts de fonds reçus malgré la disponibilité de statistiques sur les ressortissants à l'étranger. De plus, des divergences dans les statistiques entre pays demeurent dans la mesure où certaines rubriques de la balance des paiements restent parfois non informées. D'ailleurs, selon le même rapport, la distinction entre remises des travailleurs et indemnisation des employés reste arbitraire. L'analyse des transferts et les études comparatives sont, ainsi, difficiles à réaliser en raison de la faible disponibilité des données et de la divergence dans les méthodes de leur collecte et de leur traitement.

Selon le rapport de la Commission Européenne sur la migration et les transferts de fonds de 2004, la plupart des pays de l'Union Européenne disposent de données sur le montant et la destination des transferts de fonds. Cependant, la qualité de ces données soulève de nombreuses discussions. En effet, les données sur les transferts de fonds ne sont pas systématiquement déclarées par tous les pays membres, et seuls certains pays ventilent les envois en fonction du pays de destination. D'ailleurs, dans la plupart des pays, les transferts de fonds ne sont enregistrés que s'ils atteignent un certain seuil minimum. Cela peut conduire à une sous-estimation des flux réels. De même, dans d'autres pays (comme en Pologne, et en Roumanie), les petites opérations sont négligées lorsqu'elles passent par le système bancaire (de Luna Martinez, 2005). Ainsi, l'étude de l'évolution des envois de fonds de migrants dans

le temps devient délicate, notamment, du fait de l'absence d'harmonisation des méthodes de collecte et de traitement des données.

Dans ce sens, afin d'améliorer la collecte de données, la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International ainsi que d'autres institutions internationales ont envisagé, en 2005, de créer des groupes de recherche afin d'harmoniser la définition des « transferts de fonds de migrants », ainsi que les méthodes de collecte des données. Les conclusions de ces groupes de recherche ont été publiées, par le FMI en juin 2009, dans le Manuel de la Balance des Paiements. Ce manuel est désormais considéré comme la référence en matière de migration et de transferts.

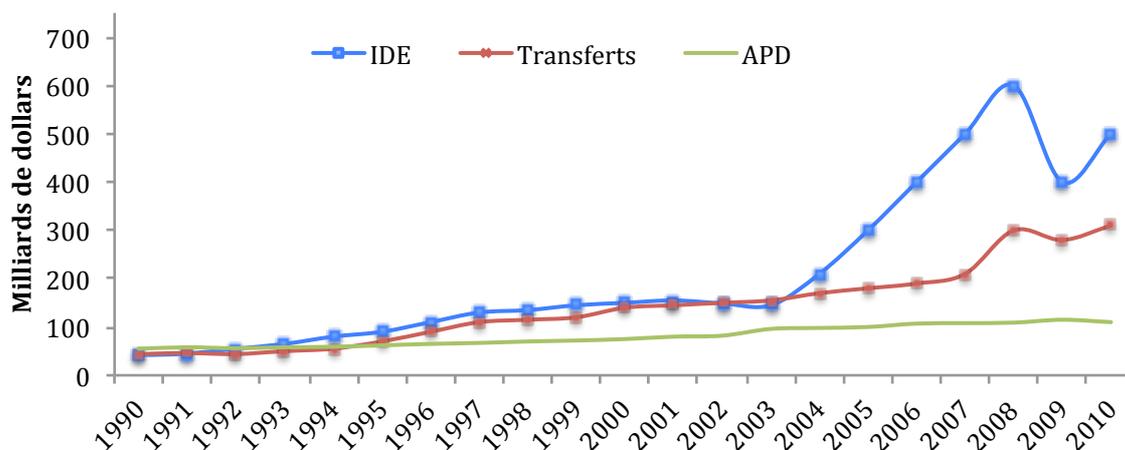
En dépit des limites que nous venons de mentionner sur la qualité des données, nous proposons d'analyser les tendances, et les caractéristiques des transferts de fonds au niveau mondial et au niveau des PSM. Les données utilisées proviennent des bases de données de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International.

2.1.2. Tendances des transferts

Le premier constat qu'il est possible de dégager est que les transferts de fonds constituent pour beaucoup de pays en développement une source non négligeable de devises qui dépassent largement l'APD, ces flux étant du reste en augmentation régulière et constante (figure 1.1). En 2013, selon le Fonds Monétaire International et les Banques Centrales des Etats membres, les remises de fonds de migrants vers les pays en développement totalisent plus de 404 milliards de dollars américain (\$US), et les perspectives d'accroissement pour la période 2014-2016 sont importantes. Entre 2010 et 2013, le taux de croissance moyen annuel a été estimé à plus de 8,4% (Tableaux 1.1 et 1.2). Ainsi, dans les pays en développement, les transferts totaliseraient plus de 436 milliards \$US en 2014, et plus de 516 milliards \$US en 2016. En outre, tous pays confondus (PD et PED), les transferts de fonds ont atteint 542 milliards de dollars en 2013. Ce chiffre¹³ dépasserait les 680 milliards \$US en 2016, selon les projections de la Banque mondiale (2014).

¹³ Ces estimations ont été réalisées par la Banque Mondiale sur la base des perspectives du PIB mondial.

Figure 1.1. Transferts de fonds, IDE et APD



Source : Banque Mondiale, 2013

Tableau 1.1. Estimations et projections des flux de transferts de fonds dans les pays en développement

(En Milliards de dollars)	2010	2011	2012	2013	2014	2015 ¹⁴	2016 ¹⁵
Dans les pays en développement	300	373	392	404	436	473	516
Asie de l'Est et de Pacifique	95	107	107	112	123	135	148
Europe et l'Asie centrale	32	38	39	43	45	49	54
Amérique Latine et Caraïbe	56	59	60	61	66	73	81
MENA	40	42	47	46	49	52	55
Asie du Sud	82	96	108	111	118	127	136
Afrique Subsaharienne	29	31	31	32	35	38	41
Au niveau mondial	453	507	521	542	581	628	681
Pays a revenu faible	24	28	32	34	37	40	44
Pays a revenu moyen	310	345	359	371	399	433	472
pays a revenu élevé	120	133	130	137	145	155	165

Source : Banque Mondiale, 2014

¹⁴ Idem, note précédente

¹⁵ Idem, note précédente.

Tableau 1.2. Estimations et projections des flux de transferts de fonds dans les pays en développement (Bis)

(En taux de croissance, %)	2010	2011	2012	2013	2014	2015 ¹⁶	2016 ¹⁷
Dans les pays en développement	10,3	12,1	4,9	3,3	7,8	8,6	8,9
Asie de l'Est et de Pacifique	20,2	13,0	0,1	4,8	9,0	9,9	10,1
Europe et l'Asie centrale	-0,8	17,0	2,7	10,0	6,7	8,4	9,4
Amérique Latine et Caraïbe	1,1	5,9	0,9	1,9	9,4	10,4	10,6
MENA	18,0	6,5	11,8	-2,0	5,6	6,2	6,3
Asie du Sud	9,4	17,7	12,1	2,3	6,6	7,3	7,5
Afrique Subsaharienne	7,0	6,8	0,1	3,5	8,7	9,1	9,4
Au niveau mondial	8,7	11,7	2,9	3,9	7,3	8,1	8,4
Pays a revenu faible	10,9	19,3	15,2	4,1	8,6	9,5	9,9
Pays a revenu moyen	10,3	11,5	4,1	3,2	7,7	8,5	8,9
Pays a revenu élevé	4,5	10,7	-2,5	5,9	5,7	6,5	6,8

Source : Banque Mondiale, 2014

Comparés à d'autres flux externes (publics ou privés), les transferts représentent une part non négligeable du PIB des pays receveurs. En moyenne, ils représentaient plus de 1% du PIB en 1990, contre plus de 3,5% en 2012 (Banque mondiale, 2013). Par rapport aux exportations et aux importations, ces mêmes flux représentent plus de 15% de la valeur des exportations, et couvrent plus de 12% des importations (Figures 1.2 et 1.3). A titre d'exemple, en 2013, les transferts de fonds dépassent les recettes de services informatiques en Inde ; les recettes générées par le canal de Suez en Egypte et les fonds de migrants représentent plus de 80% des exportations de vêtements au Bangladesh. Enfin, pour le Nigéria, les transferts de fonds représentent 22% des recettes du pétrole (Banque mondiale, 2014).

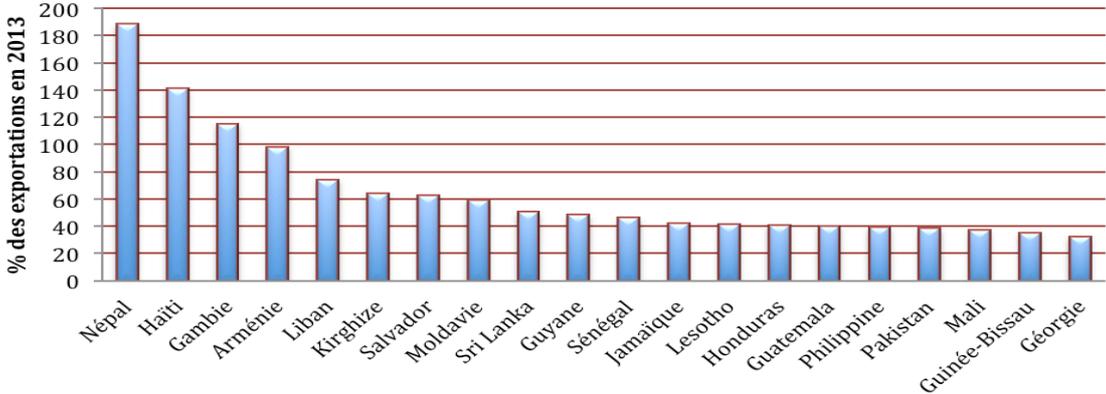
Toujours selon le même rapport de la Banque Mondiale¹⁸ que celui dont sont issues les sources précédentes, l'Inde se positionne comme le premier pays receveur de fonds avec plus de 70 milliards de \$US, suivi par la Chine (60 milliards de \$US), les Philippines, le Mexique, le Nigéria et l'Egypte (Figure 1.4). En outre, sur la période 1995-2010, les premiers pays en développement récipiendaires de fonds sont l'Inde, le Mexique, le Liban et l'Egypte. En 2013, plus de 80% des transferts de fonds dans le monde sont reçus par les 20 premiers pays receveurs, qui restent des pays à faible et moyen revenus.

¹⁶ Idem, note précédente

¹⁷ Idem, note précédente.

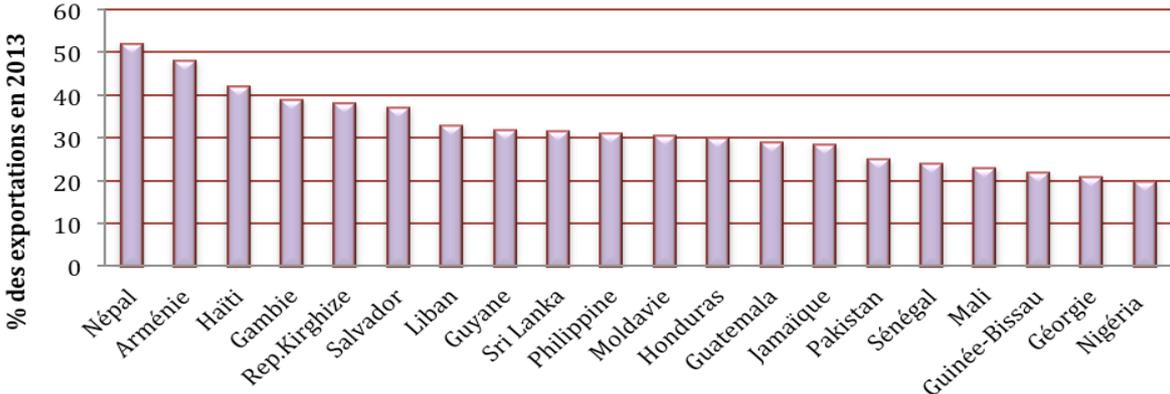
¹⁸ Migration and Development Brief

Figure 1.2. Part des transferts dans la valeur des exportations pour 20 pays en développement



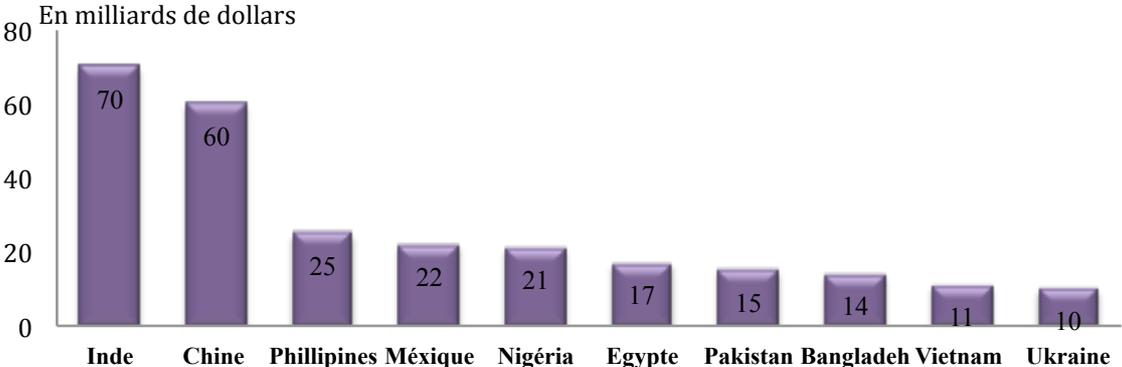
Source : Banque mondiale, 2014

Figure 1.3. Les transferts couvrent plus de 20% des importations dans 20 pays en développement



Source : Banque Mondiale, 2014

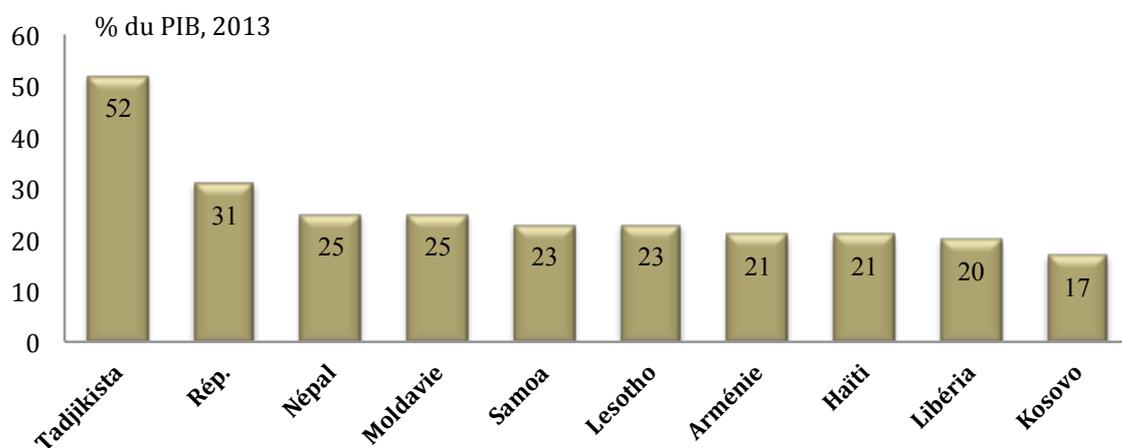
Figure 1.4. Top de 10 pays receivers (en volume)



Source : Banque Mondiale, 2014

En revanche, lorsque l'on rapporte les transferts au PIB des pays receveurs, les données indiquent que sur la période 1995-2010, les envois de fonds ne dépassent pas 1% du PIB dans plus de 150 pays. En revanche, dans les petits pays comme le Tadjikistan, la République Kirghize, le Népal, la Moldavie et les îles de Samoa, la part des remises de fonds par rapport au PIB varie de 23 à 52% (Figure 1.5). Ces pays restent les premiers bénéficiaires en termes relatifs.

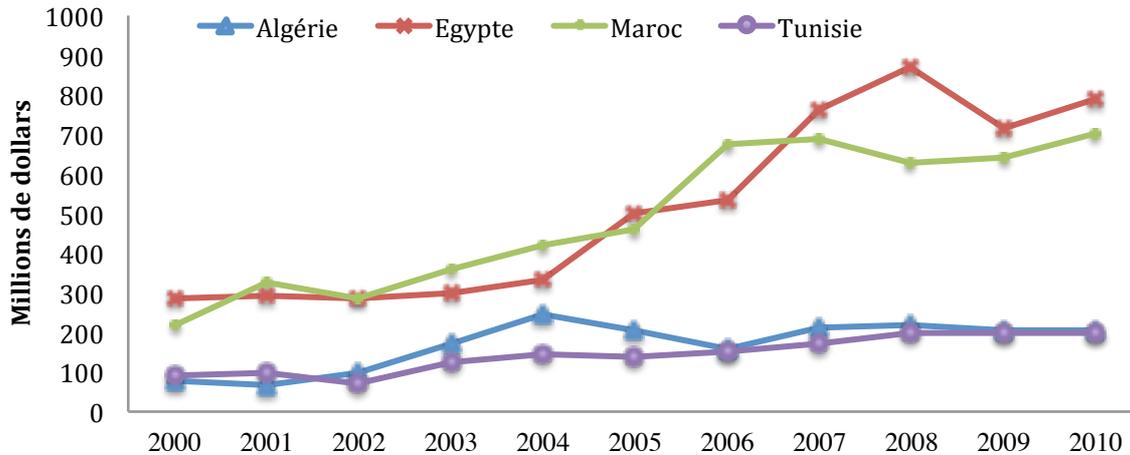
Figure 1.5. Top 10 pays receveurs (en % du PIB)



Source : Banque Mondiale, 2014

Comme pour les autres pays en développement, les transferts de fonds à destination des pays du Sud de la Méditerranée sont considérables. Toujours d'après les données de la Banque Mondiale, ces transferts ont presque doublé durant ces deux dernières décennies. Ainsi, durant la période 1990-2012, les transferts de fonds représentent en moyenne plus de 7% du PIB du Maroc, 6,5% pour l'Égypte, 4,1% pour la Tunisie et 1,5% pour l'Algérie (Banque mondiale, 2013). En volume, les pays de cette région restent parmi les premiers pays récipiendaires de fonds de migrants. Ainsi, en 2010, l'Égypte a reçu plus de 786 millions de \$US, suivie par le Maroc (700 millions de \$US), l'Algérie (203 millions de \$US) et la Tunisie (196 millions de \$US) (Figure 1.6). Pour l'Algérie, les données officielles ne reflètent pas la réalité car une part très importante de ces fonds passe par des voies informelles afin de bénéficier de la prime du marché noir (Mouhoud et al., 2008).

Figure 1.6. Transferts de fonds dans les pays du Sud de la Méditerranée



Source : Banque mondiale, 2013

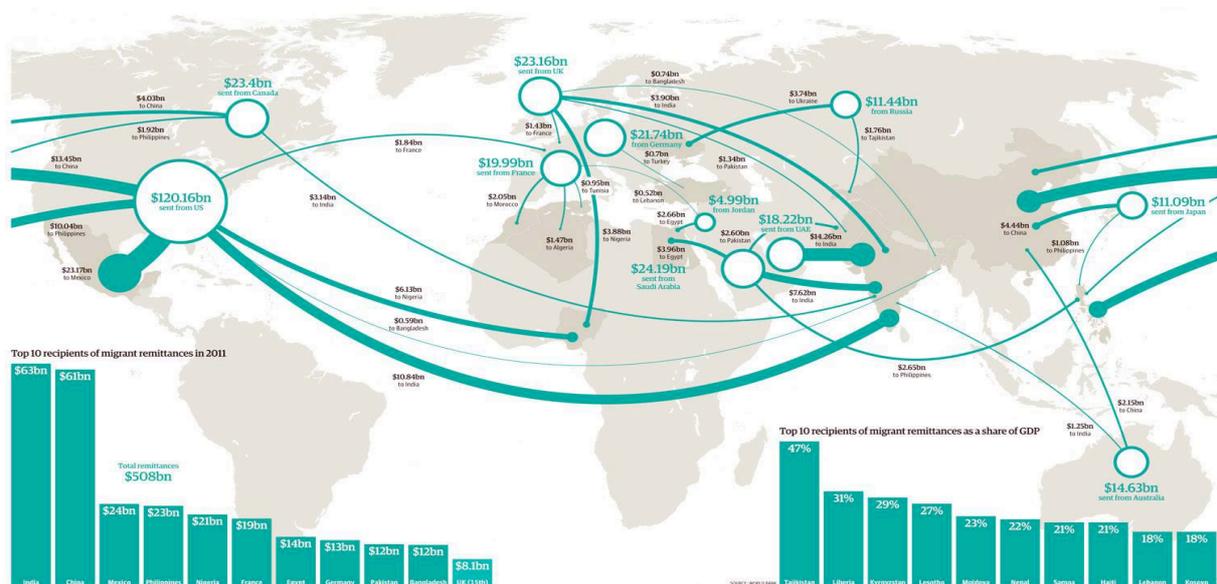
Par ailleurs, les données de la Banque Mondiale et du FMI montrent que les transferts de fonds ont connu une augmentation rapide ces trois dernières décennies. Ils sont passés de 600 millions \$US en 1970, à 50 milliards \$US dans les années 1990, puis à 152 milliards de US\$ en 2005, et à plus de 541 milliards \$US en 2013. Toutefois, ces chiffres peuvent être biaisés et ne reflètent pas la réalité. En effet, la hausse enregistrée peut n'être que le résultat d'une amélioration des méthodes de collecte de données ou de la hausse du nombre de pays déclarants. En 1970, on comptait en effet moins de 4 pays qui publiaient des statistiques sur les transferts contre 89 pays en 1995. Actuellement, plus de 201 pays publient de telles statistiques.

Ainsi, il semble nécessaire d'analyser ces flux en fonction des pays déclarants. En revanche, l'analyse de l'évolution peut demeurer biaisée parce que l'amélioration des méthodes de collectes de données ainsi que le changement dans les modalités d'envois (le passage des voies informelles aux voies formelles) peuvent engendrer également des augmentations dans le volume des rémittances enregistrées. En outre, comme le mentionnent Chami et al. (2003), l'augmentation spectaculaire des transferts de fonds peut aussi être la conséquence d'une forte hausse du nombre de migrants.

Au niveau des pays sources, les statistiques du FMI et de la Banque Mondiale montrent que les principales sources sont les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, l'Allemagne, la Belgique et la Suisse (Carte 1.2). Bien qu'il soit difficile de distinguer les transferts de fonds en fonction des pays d'envois, il s'avère que les pays en développement ont reçu près de 120 milliards de \$US en provenance uniquement des Etats-Unis en 2011. Jusqu'aux années

quatre-vingt, l'Arabie Saoudite était le premier pays source des transferts de fonds. Les estimations concernant les transferts Sud-Sud se situent entre 12% à 30% du montant total des transferts. De même, la Carte 1.2 montre qu'après les Etats-Unis, les autres principaux pays sources sont : le Canada (23,4 milliards de \$US), le Royaume-Uni (23,6 milliards de \$US), l'Allemagne (21,4 milliards de \$US) et la France (19,99 milliards de \$US). Cependant, les chiffres des envois de fonds depuis les Etats-Unis sont discutables. Le chiffre exact pourrait en réalité être inférieur aux montants enregistrés. En effet, comme le siège des sociétés d'envois de fonds se situe aux Etats-Unis, la collecte des données ainsi que la classification sont établies en fonction du pays source, les sommes envoyées via ses sociétés sont ainsi considérées comme provenant des Etats-Unis¹⁹.

Carte 1.2. Les principales sources et destinations des rémittances



Source : Banque Mondiale, 2013

Concernant la volatilité des transferts de fonds, il s'avère que ces flux sont beaucoup moins volatils que les autres flux financiers tels que les IDE, l'APD ou les recettes des exportations (Ratha, 2003). De ce fait, alors que les autres flux financiers ont tendance à diminuer lors des périodes de crise économique, les envois de fonds semblent moins sensibles à l'évolution de la conjoncture et restent plutôt stables. Entre 1995 et 2011, les envois de fonds ont conservé leur tendance à la hausse alors que les autres flux ont diminué dans le contexte des crises économiques de 1997 et 2008. Chami et al. (2008) ont comparé la

¹⁹ Explication tirée de notre entretien avec un responsable de l'Office des Changes du Maroc.

volatilité (mesurée par l'écart-type du ratio désaisonnalisé) des transferts de fonds et celle d'autres flux enregistrés dans la balance des paiements par rapport au PIB et ils ont montré que l'APD, considérée auparavant comme la source la plus stable, est trois fois plus volatile que les transferts de fonds. Les autres flux comme les IDE ou les recettes des exportations sont de 17 à 22 fois plus volatils que les rémittances au cours de la même période.

Par ailleurs, il est nécessaire de souligner que les statistiques que nous venons de présenter ne prennent en considération que les transferts formels, c'est-à-dire les transferts enregistrés par les Banques Centrales. A ces transferts, il faut ajouter les envois de fonds informels qui échappent à tout contrôle. S'il semble difficile d'identifier avec précision leur volume et leur tendance, certaines études empiriques tentent de quantifier ces flux financiers en se basant sur des enquêtes ou en utilisant des données macroéconomiques. Freund et Spatafora (2008) estiment que le montant des envois de fonds passant par des voies informelles varie de 45% à 250% des sommes enregistrées. Les auteurs expliquent que le coût d'envoi, la confiance dans le système financier ainsi que la prime du marché noir peuvent augmenter la part des transferts informels par rapport aux transferts formels. En effet, un système financier développé et accessible (peu coûteux) favorise l'utilisation de canaux formels (comme pour les pays d'Amérique Latine). A l'inverse, les migrants privilégient d'autant plus les canaux informels que le système financier est peu développé ou quasi-inexistant (comme l'Afrique subsaharienne). Les études empiriques de Freund et Spatafora (2008), El Qorchi et al. (2003) et de la Banque Mondiale (2006) montrent que le secteur informel représente environ 50% du secteur formel, et qu'il est surtout présent dans les pays de l'Afrique subsaharienne, du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.

A ce stade, il apparaît que le migrant dispose de deux moyens pour faire parvenir l'argent à sa famille sans préciser quelles sont les options possibles. Le point suivant a pour objectif de décrire les options formelles et informelles qui s'offrent à lui.

2.2. Modalités d'envois et d'utilisations des transferts de fonds de migrants

Une fois son installation et son intégration dans le pays d'accueil réussies, un migrant peut commencer à envoyer de l'argent à sa famille restée dans son pays d'origine. Il peut envoyer cet argent dans le but de soutenir la consommation quotidienne de ses proches, d'entreprendre des projets d'investissement ou de rembourser les frais de la migration. Pour

ce faire, il dispose d'un large choix de dispositifs formels et informels. Ainsi, il peut transférer ces fonds en se rendant lui-même dans son pays d'origine, en faisant appel à un tiers ou en ayant recours à des organismes règlementés tels que des banques, la poste ou les sociétés de transferts de fonds.

2.2.1. Canaux d'envois et de transferts

2.2.1.1. Les dispositifs de transferts formels

Les méthodes de transferts de fonds qualifiées de formelles regroupent la poste, les banques, les bureaux de change, les sociétés de transferts de fonds (Money Gram, Western Union...) et les agences de voyage (Orozco, 2002). Avant de parvenir aux récipiendaires, les remises de fonds passent par plusieurs étapes. Elles sont d'abord versées à l'opérateur chargé du transfert en espèces, par carte de crédit ou débit, par virement bancaire ou par ordre de transfert. Ensuite, l'opérateur chargé du transfert donne l'ordre de livrer les fonds à son agent installé dans le pays d'origine. Celui-ci effectue, alors, le paiement auprès des récipiendaires. Les fonds sont souvent remis en monnaie locale (Ratha, 2006).

Les montants remis à ces opérateurs comportent - outre le montant transféré - le prix du service. Ainsi, en transférant de l'argent, les opérateurs de transferts peuvent retirer deux types de bénéfices additionnels. Le premier est direct, il est relatif au prix ou coût de l'opération et se compose d'une partie forfaitaire et d'une partie variable en fonction du montant envoyé²⁰. Le second bénéfice, qualifié d'indirect, est lié à la commission de change²¹ et aux intérêts dégagés suite à l'investissement des sommes transférées avant de les délivrer aux bénéficiaires. Les études empiriques (Chapitre 2, section 2) montrent que le coût des transferts varie d'une région à l'autre. Il représente en moyenne 13% des montants transférés sachant que les transferts Sud-Sud sont les plus coûteux.

Bien qu'au cours de ces dernières années le marché des transferts de fonds de migrants ait connu un développement rapide, il reste encore segmenté et inefficace, ce qui explique les coûts encore très élevés appliqués par les intermédiaires. Ainsi, le faible degré de concurrence sur le marché permet aux quelques opérateurs présents d'appliquer des frais et des

²⁰ En général, le coût diminue rapidement lorsque le montant augmente mais il reste très élevé (McKenzie, 2006).

²¹ Les opérateurs livrent les sommes envoyées en monnaie locale et y appliquent souvent un taux de change inférieur à celui du marché.

commissions de change très élevés (Solimano, 2003). Ces frais sont dus à des obstacles de plusieurs natures :

- administratifs, car les réglementations en matière d'installation induisent l'achat d'une licence pour ouvrir des agences ;

- juridiques, car les migrants installés de façon illégale dans les pays d'accueil qui ne peuvent pas bénéficier de ce service représentent un manque à gagner pour ces opérateurs ;

- économiques, car le faible volume des transactions rend la rentabilité des investissements peu attractive. Ainsi, le prix des intermédiations est fonction du développement du marché financier et de la volatilité des taux change.

Par ailleurs, des efforts politiques et institutionnels (voir chapitre 2, section 2) ont été engagés au niveau international afin de réduire de moitié les coûts des transferts. Ces mesures devraient permettre d'améliorer l'effet potentiel des transferts sur le développement des pays d'origine, de réduire le volume des envois de fonds informels, de lutter contre le blanchiment d'agent et le financement du terrorisme. A cet effet, en 2004, lors du sommet du G8, les pays membres se sont engagés à abaisser les coûts des transferts et à améliorer les méthodes de transferts. Cet engagement s'est concrétisé par la création d'outils de comparaison des différents services en relation avec les transferts de fonds (par exemple les sites internet), des solutions pratiques telles que la création de divisions sur les transferts dans les banques commerciales, l'utilisation de cartes bancaires dédiées à recevoir de l'argent dans les pays d'origine ou l'utilisation de téléphones portables pour effectuer ou recevoir des fonds. Bohntedt (2007) montre que, depuis 2006, le nombre d'entreprises opérant dans ce secteur n'a cessé d'augmenter, et que les coûts de ces services connaissent des baisses constantes.

Au niveau des canaux formels, plusieurs canaux d'envoi de transferts existent et certains sont plus ou moins utilisés : les transferts de compte à compte, les mandats postaux, les opérations de transfert d'argent. Ces canaux présentent des avantages et des inconvénients qui diffèrent selon les communautés et les pays destinataires. Le tableau 1.3 répertorie de façon non exhaustive les principaux avantages et inconvénients de ces différents canaux.

Tableau 1.3. Exemples de canaux de transferts formels

Type de transfert	Avantages	Inconvénients
<i>Transferts bancaires</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Sécurité et fiabilité du système bancaire 2. Coûts faibles des transferts de montants élevés 3. Large réseau dans les pays expéditeurs 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coûts élevés pour les petits montants 2. Accessibles seulement aux heures d'ouverture des banques 3. L'expéditeur et le destinataire doivent disposer d'un compte bancaire 4. Couverture bancaire faible dans les pays destinataires
<i>Transferts postaux</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coûts faibles par rapport aux autres opérateurs formels 2. Grande accessibilité due à un réseau dense des postes au niveau mondial 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Délais longs et irréguliers 2. Manque de liquidités dans certains pays destinataires
<i>Sociétés spécialisées (Opérateurs de transferts d'argents)</i>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Délai rapide d'exécution (moins de 15 minutes) 2. Sécurité et fiabilité 3. Bonne couverture dans les centres urbains et parfois en zone rurale 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Coûts élevés surtout pour de faibles montants (20 %) 2. Taux de change défavorables 3. Mauvaise couverture en zone rurale pour la majorité

Source : D'après l'auteur à partir de Defoundoux-Fila et al. (2013)

2.2.1.2. Les dispositifs de transferts informels

Un migrant peut également choisir de passer par des canaux informels pour envoyer des fonds à sa famille, ou à sa communauté installée dans le pays d'origine. Contrairement aux canaux formels, les fonds envoyés par les dispositifs informels peuvent être de l'argent en espèce, des biens ou des services tels que le paiement de frais de scolarité, d'assurance ou de billets d'avion. L'individu désirant rapatrier des fonds peut le faire lui-même, par le biais d'amis, de parents ou d'employés de sociétés de transferts. Ils peuvent être effectués également par des marchands individuels, ou des organismes très anciens fondés sur la confiance, l'appartenance religieuse ou communautaire.

Dans les pays du Maghreb, Charef (1999) montre qu'un mode de transfert traditionnel, appelé « le Postier », existait et fonctionnait parfaitement avant l'apparition des systèmes de transferts modernes. Selon l'auteur, « le Postier » est en général un ancien migrant, souvent retraité et qui vit dans le pays d'origine. Il est issu d'une famille riche et son départ à l'étranger est considéré comme une échappatoire à la pression familiale. *«Le postier se déplace entre un ou plusieurs pays ; l'argent lui est remis de main à main, sans aucune*

preuve, ni garantie, c'est la confiance qui règle ses relations avec ses dépositaires. Toujours porteur d'un petit carnet avec des chiffres pêle-mêle, lui seul en détient le secret" (Charef, 1999, p. 113). Selon l'auteur, les personnes qui utilisent ce service sont ceux qui cherchent à éviter les contacts avec la poste et la banque, ou ceux qui ignorent même son existence. Ce système est utilisé également pour contourner les contrôles douaniers et fiscaux. La situation d'immigration crée aussi le besoin d'utiliser ce service, notamment, lorsque le migrant est installé illégalement dans le pays d'accueil. Les banques ou la poste évitent d'offrir leur service à cette catégorie de migrants pour éviter des amendes et/ou pour maintenir leur renommée.

Par ailleurs, lorsque nous analysons les deux modes de transferts formels et informels, nous nous apercevons que le mode de fonctionnement actuel des sociétés de transferts de fonds (formels) est calqué sur un autre système de transferts très ancien appelé « hawala ». En effet, le système de transfert « hendi » en Inde, « hawala²² » au Pakistan et au Bangladesh, est un système de transfert informel, initialement utilisé pour régler les échanges et minimiser le risque de transporter de l'or et des moyens de paiement. Avec le temps, il s'est transformé en méthode informelle de transferts de fonds de migrants qui ne nécessite ni support matériel, ni électronique de fonds.

Selon El-Quorchi (2002), l'envoi d'argent par ce système d'un pays A vers un pays B s'effectue grâce à l'intervention de deux intermédiaires appelés hawaladars. Le migrant remet le fonds à un hawaladar installé dans le pays A contre un code confidentiel qui permet l'identification. Le premier hawaladar (celui du pays A) donne l'ordre au deuxième hawaladar installé dans le pays B de payer le bénéficiaire en monnaie locale moyennant le code d'identification. L'ordre de paiement peut être donné soit par téléphone, fax ou courrier électronique. L'attrait du système hawala s'explique par des raisons économiques et culturelles. Le système est moins coûteux (1% à 2% du montant envoyé), plus pratique et moins bureaucratique. Les hawaladars se rémunèrent en prélevant une commission sur le montant envoyé. Celle-ci est peu élevée comparée aux commissions des canaux formels. Outre ces facteurs économiques, les rapports communautaires, culturels et parentaux entre le migrant, le hawaladar et le bénéficiaire rendent le système plus commode. Il est apprécié par les migrants du fait de sa simplicité et son efficacité. Dans certains cas, les récipiendaires de fonds préfèrent utiliser ce système parce les hawaladars peuvent avancer les fonds sans

²² Hawala signifie en arabe « Télégramme », mais ici il est utilisé pour désigner les transferts informels.

attendre que le migrant ait procédé au paiement dans le pays d'accueil. Cependant, ces transferts de fonds passent par des canaux informels et échappent aux statistiques des transferts.

D'un point de vue empirique, les études montrent que le marché des transferts dans les pays d'origine est généralement dominé par les sociétés de transferts de fonds (Orozco, 2002). Au Mexique, Amuedo-Dorantes et al. (2005) montrent que 70 % des flux d'envois de fonds passent par des canaux formels contre 30% par des voies informelles. Selon ces auteurs 70% des migrants déclarant avoir envoyé formellement des fonds utilisent les services de sociétés de transferts contre 10% pour les virements bancaires. De même, au Salvador, entre 1990 et 1995, la part des transferts de fonds passant par des canaux informels varie de 15 à 20% de l'ensemble des transferts. Pour ce pays, les réformes qui ont été mises en place pour inciter les migrants à utiliser les méthodes formelles ainsi que la baisse des coûts d'envois ont fait chuter considérablement les transferts informels, ce qui explique pour ce pays l'explosion des transferts formels (Freund et Spatafora, 2008).

En revanche, dans les pays d'Afrique subsaharienne, la plupart des transferts de fonds passent par des canaux informels. Ceci s'explique par l'état embryonnaire du système financier et bancaire. Dans la plupart des pays de la région, ces systèmes sont inefficaces ou quasi-inexistants. En outre, en raison de l'absence d'une concurrence postale (le réseau étant déjà très étroit) le coût des transferts par des canaux formels reste très élevé par rapport aux autres régions du monde. Il représente en moyenne plus de 13% et peut atteindre jusqu'à 20% des sommes envoyées (Sander et Maimbo, 2003). Dans ces pays, le recours au secteur informel s'explique aussi par la nature illégale de l'émigration. Pour un migrant en situation irrégulière dans le pays d'accueil, le secteur des transferts informels fournit des services tels que l'absence de contrôle²³, et la possibilité d'envoyer en numéraire ou en nature. Enfin, en contrepartie, ce secteur comporte plus de risques tels que le manque de liquidité chez « le postier » qui oblige le bénéficiaire à faire des allers-retours pour récupérer ses fonds, un risque de détournement des fonds ou l'application de taux de change très défavorables.

Pour les pays du Caucase, la Banque Européenne pour la Construction et le Développement indique que le secteur formel de transferts de fonds est en forte concurrence avec le secteur informel. Ce dernier assure le transfert de plus d'un tiers des sommes envoyées. En Albanie, 43,8% des transferts de fonds est rapatrié par les migrants eux-mêmes,

²³ Par exemple le contrôle fiscal ou sur l'origine des fonds si le migrant veut envoyés des sommes importantes.

36,7% est confié à des amis ou à des intermédiaires et seulement 19% du total des migrants déclarent avoir payé pour envoyer de l'argent au pays (Gedeshi, 2002). Ce constat est confirmé dans une étude plus récente de Milligan (2008). Elle indique que la part des transferts informels en Albanie, Arménie et Moldavie varie de 40 à 80% de l'ensemble des transferts.

Enfin, pour l'Algérie, Mouhoud et al. (2008) expliquent que la faible part des transferts formels s'explique par la prime du marché noir. Les migrants préfèrent rapatrier et échanger eux-mêmes l'argent en monnaie locale sur le marché illégal des changes. Au Maroc, l'argent envoyé ou rapatrié de façon informelle représente 40% à 80% du total des transferts (Banque Mondiale, 2010).

2.2.2. Affectation des transferts de fonds

D'un point de vue théorique, les sommes envoyées (par voies formelles ou informelles) peuvent être destinées soit à la consommation, soit au financement des investissements ou à l'épargne. Toutefois, les études empiriques traitant de leur utilisation sont confrontées à plusieurs difficultés. L'une d'entre elles est la distinction entre « Consommation » et « Investissement ». En effet, dans un contexte où les transferts de fonds peuvent modifier les contraintes budgétaires des ménages récipiendaires, il est difficile d'identifier avec exactitude leurs affectations. Par exemple, l'achat de certains biens durables grâce aux envois devrait-il être classé au titre d'une utilisation privée (consommation), ou d'une utilisation productive (investissement) ? De même, les dépenses d'éducation devraient-elles être considérées comme de l'investissement, ou de la consommation ? A ces interrogations, les études empiriques fournissent des réponses différentes selon la situation ou le pays étudié.

Les études récentes sur la migration et l'économie des transferts utilisent de nouvelles méthodes pour dépasser ces problèmes. La majorité de ces travaux reconnaissent que les transferts de fonds améliorent la consommation quotidienne des ménages récipiendaires et financent les investissements. En revanche, les premières études montraient que les sommes issues des envois de fonds affectées à l'investissement étaient dérisoires. C'est le cas de l'étude de Keely et Saket (1984) sur la Jordanie qui montre que les sommes à destination de ce pays sont affectées aux dépenses de subsistance (nourriture, vêtements, santé et éducation). Chami et al. (2003) constatent que la majeure partie des fonds de migrants est affectée à la

consommation, le reste étant destiné à l'achat du logement et à des investissements non productifs (tels que l'achat de bijoux).

En Europe, l'étude de Glytsos (1993) montrent que les transferts à destination de la Grèce sont utilisés pour la consommation et pour l'achat de logements. L'auteur considère que l'achat ou la construction d'un logement constitue un investissement. En Albanie, Castaldo et Reilly (2007) montrent que les ménages récipiendaires de fonds privilégient l'investissement dans des biens durables à l'achat de biens de consommation. Cependant, en Serbie, les rémittances financent la consommation de produits du quotidien tels que le gaz, l'électricité, le téléphone ou le carburant. Il est rare que ces flux soient affectés aux dépenses de santé, à l'achat de biens durables ou à l'investissement (SECO, 2007). En Afrique, le peu d'études existantes sur l'utilisation des transferts de fonds montrent que 70% des transferts de fonds est affecté à la consommation quotidienne (Sander et Maimbo, 2003). Ils sont d'abord utilisés pour améliorer le bien-être quotidien, puis pour rembourser les frais de la migration et enfin pour réaliser quelques petits investissements divers comme l'achat de terrains à construire, de terres agricoles, de bétail, etc. Adam et al. (2008) contestent ces observations et montrent, dans le cas du Ghana, que les transferts de fonds ne sont pas forcément dépensés dans une optique de consommation mais ils peuvent également servir à financer des investissements (équipements agricoles, équipements industriels).

Par ailleurs, dans les pays d'Amérique Latine, Amuedo-Dorantes et al. (2005) montrent, pour le Mexique, que les transferts de fonds sont utilisés dans plusieurs domaines. Ils financent des dépenses de logements, de santé et d'alimentation. Pour le même pays, en se basant sur les résultats d'une enquête réalisée auprès de 2000 ménages, Airola (2007) montre que les récipiendaires dépensent l'argent reçu pour l'acquisition de biens durables, d'une assurance de santé et de logements. Au Paraguay et en Argentine, les transferts servent à financer la consommation courante, l'accès aux premiers soins et l'éducation. Rares sont les fonds affectés seulement à l'investissement productif (Cerrutti et Parrado, 2007). Enfin, Mouhoud et al. (2009) montrent, pour les pays du Sud de la Méditerranée, que 80% des migrants ont envoyé des fonds pour soutenir la consommation quotidienne de leur famille, 70% admettent qu'ils ont envoyé des fonds pour régler les frais de soins de leurs proches, et 6 à 12% de migrants réalisent des investissements financiers.

En somme, la plupart des études admettent que les transferts de fonds sont destinés à la consommation plutôt qu'à l'investissement. Cela suggère que les transferts de fonds

auraient pour effet de stabiliser la consommation des familles lors d'un choc conjoncturel. Ainsi, ils devraient augmenter lors des phases de ralentissement et diminuer lors des phases d'expansion économique. La section suivante a pour objectif de vérifier cette hypothèse pour le cas de quatre pays du PSM à savoir l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie.

Section 3. Propriétés cycliques des transferts de fonds des PSM

Dans les pays en développement, et plus particulièrement dans les PSM, les envois d'argent effectués par les migrants représentent une source externe de financement incontournable. En effet, ils permettent pour certains pays d'origine de compenser la perte du capital humain induit par la migration (Taghlobi, 2012). En 2012, les transferts de fonds de migrants représentent plus de 28 milliards de dollars américains (Banque mondiale, 2014), soit une hausse de plus de 300% par rapport à 2000, et représentant en moyenne plus de 4% de leur PIB (Banque Mondiale, 2014). Par ailleurs, cette augmentation stable et régulière permet aux transferts d'être moins volatils par rapport à d'autres types de flux financiers notamment les IDE (Varagas-Silva et al., 2009 ; Coiffard, 2011 et Makhlouf, 2013). Toutefois, une augmentation ou une baisse soudaine de ces flux financiers peut avoir des effets déstabilisateurs sur les économies des pays d'origine des migrants. Ainsi, l'examen du caractère cyclique des envois de fonds apparaît nécessaire et permet d'anticiper leur réaction au moment des crises.

La littérature économique se concentre généralement sur deux approches pour décrire la propriété cyclique des transferts de fonds. La première étant le caractère *procyclique* ; les transferts de fonds sont corrélés positivement avec le cycle économique du pays d'origine des migrants. En d'autres termes, les envois de fonds ont tendance à augmenter lorsque les conditions de l'activité économique de celui-ci sont favorables (Ratha, 2003 ; Bugamelli et Paterno, 2008 ; Grable, 2008). Par contre, lorsque cet économie subit un ralentissement dû à une crise financière, politique ou une catastrophe naturelle, et que les envois de fonds ont tendance à augmenter (Ratha, 2006), ces derniers évoluent de manière *contracyclique*. Dans ce cas, les migrants augmentent les envois de fonds pendant les périodes de crise, ou de ralentissement économique du pays d'origine afin de soutenir la consommation des familles restées au pays (Coiffard, 2010). Les économistes supposent que les transferts contracycliques

sont des transferts altruistes. En revanche, dans le cas des transferts procycliques, l'idée de transferts pour motif d'investissement est mise en avant (Sayan, 2006).

Malgré une littérature (théorique et empirique) abondante sur la propriété cyclique des transferts de fonds, le comportement cyclique des transferts de fonds de migrants en provenance de certains pays, comme les PSM, est encore peu exploré. La plupart des études portent sur les pays d'Asie du Sud ou d'Amérique latine. Cette section s'attache à combler ce manque en proposant d'examiner le caractère cyclique des envois de fonds pour l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, et d'étudier, pour chacun de ces pays, la réaction de ces transferts aux différents chocs internes et externes. Cette section est structurée en deux sous-sections. La première explore, d'abord, les méthodes d'extraction et d'évaluation des cycles d'affaires. Ensuite, elle présente une revue de la littérature empirique sur le cycle d'affaires des transferts de fonds. La seconde sous-section (3.2) analyse, d'un point de vue empirique, le comouvement entre les transferts de fonds, le PIB des pays d'origine et le PNB des pays d'accueil pour les quatre pays au cours de la période 1980-2010. La démarche que nous avons suivie comporte trois étapes. La première consiste à analyser le comouvement par l'indice de concordance de Harding et Pagan (2002), la seconde utilise l'approche de la corrélation et la corrélation croisée, et la troisième estime les fonctions de réponse impulsionnelle à partir d'une modélisation autorégressive (VAR).

3.1. Définition, méthodes de comparaison et revue de littérature du cycle d'affaires

Grâce à leur propriété cyclique, les envois de fonds des migrants peuvent se présenter comme un élément d'assurance privée pour le pays récipiendaire. Ainsi, en période de crise, les envois de fonds peuvent alléger la dette publique, atténuer les chocs macroéconomiques, améliorer la consommation privée et réduire certaines formes de pauvreté. Pourtant, dans certains cas, ils peuvent être aussi le canal de transmission des crises économiques des pays d'installation vers les pays d'origine (Stiglitz, 2010). Ainsi les transferts de fonds peuvent engendrer plusieurs difficultés, notamment, du point de vue de la mise en œuvre des politiques économiques ou de la consommation des ménages. Par ailleurs, la conjoncture économique du pays d'origine et du pays d'accueil, ainsi que l'histoire migratoire de ce dernier (destination ancienne ou nouvelle) peuvent influencer le caractère cyclique des transferts de fonds. Ainsi, ceux provenant de nouveaux pays d'immigration ont souvent une

tendance volatile par rapport à ceux reçus des autres pays (Elbadawi et Rocha, 1992 ; Kapur, 2004).

Désormais, les débats engagés sur les transferts de fonds ne se limitent pas aux déterminants et à l'impact de ceux-ci sur les pays d'origine mais concernent un ensemble de questions liées à l'étude de leur tendance. Par ailleurs, comprendre et fournir des explications à cette tendance (soit à la baisse ou à la hausse) reste une tâche difficile. En effet, les transferts de fonds peuvent changer de tendance selon les motivations de l'émigré et l'évolution de l'environnement macroéconomique du pays d'accueil et d'origine. Il existe un certain nombre d'études qui comparent et observent, avec ou sans estimations économétriques, l'évolution des transferts de fonds par rapport aux cycles économiques du pays d'origine et des pays d'accueil (Coiffard, 2011). Toutefois, avant de présenter une revue de la littérature sur la propriété cyclique des transferts de fonds, nous proposons de présenter les principales définitions et mesures du cycle d'affaires.

3.1.1. Définition, méthodes d'extraction et de comparaison de deux cycles d'affaires

Dans ce point, nous présentons la définition du cycle économique ainsi que les méthodes communément utilisées pour extraire un cycle d'affaires.

3.1.1.1. Définition et phases d'un cycle d'affaire

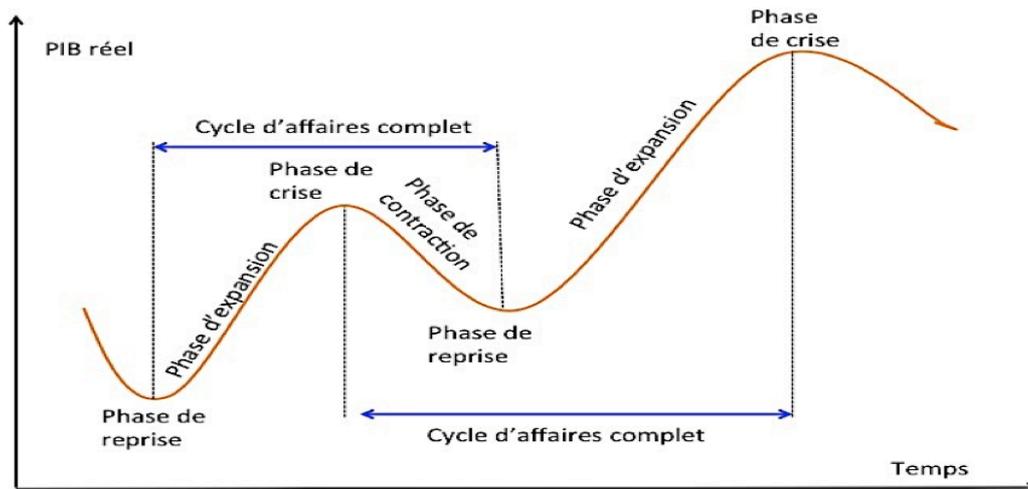
Un cycle d'affaires (ou « business cycles ») est décrit comme l'évolution de l'activité économique comprise entre deux points de conjoncture haute, appelés crises ou pics conjoncturels. La notion de cycle est une notion entièrement artificielle parce qu'elle n'est jamais observée directement. En revanche, il est possible de construire ou d'extraire un facteur commun assimilé au cycle économique. Selon Portier (1994), un cycle d'affaires consiste en l'observation d'une multitude, plus au moins stable, de phases d'expansion et de récession allant, respectivement, d'un creux à un pic et d'un pic à un creux. De même, Abraham-Frois (1995) considère qu'un cycle s'étale sur plusieurs années, et va d'un maximum à un autre maximum, et d'un minimum à un autre minimum. Pour l'auteur, le maximum représente la crise alors que le minimum est la reprise, les périodes intermédiaires étant celles de l'essor et de la dépression. Ces définitions reprennent en fin de compte la définition plus ancienne de Burns et Mitchell (1946), qui reste, à ce jour, la plus précise et la plus utilisée. D'après Diebold et Rudebush (1992), les travaux de Burns et Mitchell (1946)

restent, en effet les travaux les plus significatifs de mise en évidence et de caractérisation du cycle économique. La définition d'un cycle économique selon Burns et Mitchell est la suivante : « *un cycle d'affaires est un ensemble de fluctuations qui affectent l'activité économique générale des pays dans lesquels la production est essentiellement le fait d'entreprises privées : un cycle est constitué d'expansions qui se produisent, à peu près, au même moment dans de nombreuses branches de l'activité économique, expansions qui sont suivies par des récessions, des contractions et des reprises qui affectent elles aussi l'ensemble des activités économiques, les reprises débouchant sur la phase d'expansion du cycle suivant ; cette suite de phases n'est pas parfaitement périodique, mais seulement récurrente ; la durée des cycles des affaires est comprise entre un et dix ou douze ans ; ils ne sont pas divisibles en cycles plus courts de même type dont l'amplitude serait à peu près semblable à la leur* » (Burns et Mitchell, 1946, p 43). Dans la même lignée, Harding et Pagan (2002) formalisent la définition de Burns et Mitchell (1946), et considèrent un cycle d'affaires comme une série Y_t sélectionnée pour représenter l'activité économique globale.

Si du point de vue de la méthodologie ces études donnent des définitions précises du cycle d'affaires, elles ne fournissent aucune piste quant à l'indice de diffusion de la variable Y (que l'on vient de mentionner) qui permettrait de mesurer le plus précisément possible le niveau et l'évolution de l'activité économique. La difficulté de trouver une telle variable réside dans le fait que l'examen, ou la mise en évidence du cycle, passe nécessairement par l'examen non pas d'une série, mais de mouvements simultanés ou quasi simultanés d'un certain nombre de séries (Abraham-Frois, 1995). De ce fait, avant l'émergence du système de la comptabilité nationale et la construction d'un produit intérieur brut, l'obtention d'une variable résumant l'activité économique globale du pays s'avérait délicate. De nos jours, il est désormais acquis que le produit intérieur brut est la variable qui représente le plus fidèlement les évolutions de l'activité économique globale d'un pays.

Après avoir défini l'indice Y qui doit résumer de manière satisfaisante l'activité globale d'un pays, il faut s'accorder sur la question du découpage en phases, qui est primordiale pour la compréhension de la dynamique du cycle d'affaires. Pourtant, seuls les Etats-Unis par le biais du Bureau National de Recherche Economique (NBER) disposent d'une véritable chronologie officielle des phases de l'activité économique. Cette datation permet d'établir la récurrence de l'enchaînement immuable des quatre mouvements ou phases « expansion – récession – contraction – reprise », ce qui est accompli en isolant les points de retournement. Cette physionomie économique peut être illustrée par la figure 1.7

Figure 1.7. Les phases du cycle d'affaires selon la méthodologie du NBER



Source : *Elaboration de l'auteur*

La figure 1.7 montre l'ensemble des phases relatives à un cycle d'affaires hypothétique. Le cycle correspond donc à deux phases ; une phase d'expansion et une phase de contraction économique. Un cycle couvre alors la période allant d'un pic à l'autre, ou d'un creux à l'autre. Le pic est le point le plus élevé dans la phase d'expansion, tandis que le creux est le niveau le plus bas. Un pic est toujours suivi par une phase de récession au cours de laquelle il y a une contraction du niveau de l'activité. Le creux est suivi par une reprise de l'activité jusqu'au sommet suivant. En d'autres termes, un cycle débute par une phase de reprise (resp. crise) qui engendre une phase d'expansion (resp. contraction) de l'activité économique. Cette phase d'expansion (resp. contraction) prend fin comme elle a débuté par un retournement conjoncturel, et plus précisément, par une phase de crise (resp. reprise). Un cycle d'affaires se délimite donc entre deux phases de reprise ou de crise.

3.1.1.2. Techniques d'analyse de la synchronisation des séries temporelles

Après avoir défini ce que l'on entend par la notion de cycle d'affaires, il faut considérer les techniques qui permettent de comparer divers cycles d'affaires. Les techniques permettant d'évaluer la synchronisation internationale se sont multipliées à la suite des travaux de Morgenstern (1959). Il est possible de distinguer deux méthodes au sein de la littérature. La première méthode repose sur les techniques de datation, tandis que la seconde ne nécessite pas une datation préalable.

Les techniques de datation s'inscrivent dans la philosophie des travaux de Burns et Mitchell (1946) et Mitchell (1927), travaux qui reposaient sur le fait que le mouvement du cycle se compose de phases d'expansion et de ralentissement (autrement dit les points de retournements) auxquelles s'intéressent les techniques relatives à cette première méthode. La datation peut se faire par des techniques non paramétriques, ou par des méthodes paramétriques (issues des techniques Hamilton (1989)). En ce qui concerne la méthode non paramétrique, la méthodologie consiste à utiliser un algorithme du type de celui de Bry et Boschan (1971) pour dater l'apparition des pics et des creux d'une série temporelle. Concrètement, la technique consistait à l'origine en une datation de séries mensuelles. Un pic est atteint en t si, dans le cas d'une série considérée en niveau, la valeur à la période t que l'on note X_t vérifie la relation si $X_t \geq X_{t+(-)k}$ avec $k= 1 \dots K$. Le point X_t doit, de ce fait, être supérieur aux $2K$ points qui lui sont attenants. Tout comme la définition d'une récession, il n'existe pas de règles imposant une valeur particulière pour K . Toutefois, Harding et Pagan (2002) préconisent de choisir $K=5$. La condition est analogue dans le cas d'un creux, il faut vérifier si $X_t \leq X_{t+(-)k}$ avec $k= 1 \dots K$. Il faut s'assurer que les pics et les creux se succèdent et s'alternent correctement. C'est pourquoi la procédure de datation doit être telle que si deux extrema de même nature se succèdent (deux maxima ou deux minima), on n'en retienne que la valeur la plus élevée, si les extrema sont des maxima locaux, et la valeur la plus faible des deux, si les extrema sont des minima. Par ailleurs, il faut imposer des contraintes²⁴ au niveau de la durée minimale d'une phase du cycle d'une part, et de la durée totale du cycle d'autre part ; le cycle étant la succession d'une expansion et d'un ralentissement.

S'agissant des techniques paramétriques, elles ont pour origine les travaux de Hamilton (1989) qui utilisent des techniques à base de chaînes de Markov. La méthode consiste à déterminer la dynamique de la variable inobservée²⁵ qui régit les fluctuations de la variable de diffusion, et ensuite à estimer les périodes durant lesquelles la phase était haute ou basse²⁶. Une fois la dynamique de la variable sous-jacente établie, il reste à calculer la

²⁴ Cette contrainte est posée afin d'éviter un trop grand nombre de points de retournement. Harding et Pagan (2002) suggèrent que les phases du cycle soient d'une durée d'au moins cinq mois et que la durée totale d'un cycle soit d'au moins quinze mois.

²⁵ En général binaire.

²⁶ Les travaux pionniers en termes de modèles à changement de régime sont toutefois ceux de Neftçi (1982).

corrélation ou l'évolution de la corrélation entre la probabilité de changement de régime de la variable sous-jacente de chaque série dont on souhaite analyser la synchronisation²⁷.

Le choix d'une méthode paramétrique par rapport à une méthode non paramétrique peut dépendre du type de datation que l'on cherche à entreprendre. Ainsi, pour effectuer une datation des cycles a posteriori, Anas et Ferrara (2002) estiment qu'un modèle non paramétrique est préférable. En effet, il a été montré que l'étape de spécification du modèle est complexe et peut conduire à des résultats inappropriés. En outre, si le modèle n'est pas stable, ajouter une observation aux séries peut radicalement changer la chronologie, ce qui n'est pas souhaitable. En revanche, il apparaît que les modèles paramétriques du type des chaînes de Markov sont préférables à des modèles non paramétriques pour la datation en temps réel. Toujours pour Anas et Ferrara (2002), la détection en temps réel des points de retournement fait face au problème des effets de bord en fin d'échantillon (lorsque des filtres sont utilisés pour retirer la composante tendancielle aux séries) et à la révision des données.

Les méthodes ne nécessitant pas une datation préalable sont notamment l'approche par la coévolution, l'approche par le modèle à facteurs et de simples calculs de corrélation. L'approche par la coévolution repose sur le principe de la cointégration qui est apparu comme une solution aux problèmes causés par la non stationnarité de certaines séries temporelles. Il consiste à chercher s'il existe une communalité des cycles entre les séries du point de vue des relations linéaires entre les matrices. Dans le cas de la synchronisation entre un ensemble de pays ou de variables, la cointégration est un indicateur de comouvement parmi des variables non stationnaires. Plus précisément, deux variables sont coïntégrées si elles partagent une certaine tendance stochastique commune, qui dirige leurs oscillations de long terme et s'il existe au moins une combinaison linéaire de ces variables qui n'a pas de telles oscillations de long terme (Vahid et Engle, 1993). En outre, un indicateur de comouvement parmi des variables stationnaires est la codépendance. Lorsque des variables sont codépendantes, il existe au moins une combinaison linéaire de ces variables qui est une moyenne mobile d'un ordre inférieur aux autres. Dans le cadre de cette méthode, l'attention se porte donc sur des relations linéaires inter-matricielle. La définition de Vahid et Engle (1993) fait référence à une relation faible de coévolution, puisqu'une relation forte stipulerait qu'une combinaison linéaire de codépendance serait nulle, c'est-à-dire que l'élément en résultant serait une constante.

²⁷ Camacho et al. (2008) présentent une description complète des principaux outils de datation paramétrique existants.

Une autre technique ne nécessitant pas de datation préalable est l'approche par le modèle à facteurs de Stock et Watson (1991). L'approche repose sur la décomposition du cycle en une tendance commune et spécifique et consiste à étudier la part de la variance expliquée par le ou les facteurs communs. Ainsi, si le premier facteur explique plus de 50% de la variance totale, on peut admettre qu'il existe un cycle commun entre les variables étudiées. En revanche, si cette variance expliquée est faible, le constat n'est plus valable. Par ailleurs, par rapport à la méthode de la coévolution, qui ne suppose pas l'existence de cycle commun, cette méthode suppose l'existence de ce cycle et cherche à savoir s'il est statistiquement significatif.

3.1.2. Revue de littérature empirique du cycle d'affaires des transferts de fonds

Les études empiriques sur le cycle d'affaires des transferts de fonds de migrants connaissent depuis quelques années un regain d'intérêt. Les premiers travaux empiriques sur le caractère cyclique des transferts de fonds remontent aux études de Sayan (2004). L'auteur observe la volatilité des transferts des migrants turcs et leur comportement cyclique par rapport à la production turque et allemande. Il démontre que les envois de fonds à destination de la Turquie sont contracycliques avec le PIB réel turc et acycliques avec celui de l'Allemagne. Pour la Turquie, les transferts de fonds constituent une source importante de devises et peuvent stimuler la croissance économique en période de crise. A l'aide d'un modèle VAR, Akkoyunlu et Khlodin (2006) confirment ce résultat en étudiant l'interaction entre les transferts de fonds des travailleurs turcs et la situation économique en Turquie et en Allemagne entre 1962 et 2004. Les auteurs montrent également que les envois de fonds sont contracycliques par rapport à l'activité économique du pays d'origine et procycliques par rapport à l'activité économique du pays d'accueil.

Par ailleurs, à partir du calcul des coefficients de cyclicité des transferts de fonds, observés entre 1976-2000, pour 12 pays à faible et à moyen revenu, Sayan (2006) obtient deux résultats contradictoires. Lorsque l'échantillon est analysé en données de panel, les transferts de fonds sont contracycliques. En revanche, l'étude de chaque pays en séries temporelles aboutit à des résultats très différents d'un pays à l'autre. Ainsi, les envois de fonds sont contracycliques pour l'Inde et le Bangladesh, et procycliques pour la Jordanie et le Maroc. Pour les autres pays comme l'Algérie, la Côte d'Ivoire, la République dominicaine, la Jamaïque, le Lesotho, le Pakistan, le Sénégal et la Tunisie, les transferts de fonds sont

acycliques. Dans cette seconde étude, Sayan (2006) définit le cycle comme la déviation de chaque série autour d'une tendance déterministe de forme polynomiale, ou d'une tendance calculée à l'aide du filtre de Hodrick-Prescott. Les coefficients de cyclicité sont calculés à partir des coefficients de corrélation entre le cycle des transferts de fonds et le cycle du PIB du pays d'origine. Dans la même lignée, Neagu et Schiff (2009) analysent la corrélation entre les transferts de fonds et le cycle du PIB pour un panel de 116 pays en développement. Ainsi, ils constatent que les transferts de fonds tendent à être procycliques pour 70% de l'échantillon. Par ailleurs, sur des données de statistiques descriptives relatives aux pays d'Afrique Sub-Saharienne et en divisant la période d'observation en deux, Gupta et al. (2009) trouvent que les transferts de fonds sont procycliques pour la première période (1980-96) et contracycliques pour la deuxième (1996-96).

Pour le Mexique, Vargas-Silva (2008) utilise le filtre de Baxter et King²⁸ pour comparer les transferts de fonds à l'APD entre 1981 et 2006. Ainsi, il trouve que les transferts de fonds et l'APD sont respectivement corrélés négativement et positivement avec le cycle économique du pays. L'auteur montre également, à partir d'un VAR, qu'un choc négatif subi par l'économie mexicaine augmente significativement les envois de fonds. Toujours pour le cas du Mexique, Mandelman et Zlate (2012) montrent, à partir d'un modèle d'équilibre général dynamique et stochastique, que les transferts envoyés depuis les États-Unis sont procycliques. Enfin, pour le Maroc, Makhlouf (2013) utilise plusieurs techniques de filtrage, y compris des non paramétriques, sur des données annuelles et trimestrielles et conclut que les transferts de fonds sont contracycliques, et qu'ils se comportent comme un stabilisateur macroéconomique pendant les crises.

Quels enseignements pouvons nous dégager de cette littérature empirique ? D'une part, malgré leur apport indéniable, la plupart de ces études utilisent des méthodes privilégiant l'aspect statique pour étudier le cycle d'affaires des transferts par rapport aux conditions économiques des pays d'origine et d'accueil. Cet aspect ne permet pas de dégager des résultats plus généraux concernant la réaction des transferts de fonds aux chocs macroéconomiques. D'autre part, peu d'études se sont intéressées aux pays PSM. Or, ces pays restent parmi les plus importants receveurs de transferts de fonds. En raison de ces limites, il peut être utile d'étudier la propriété cyclique des transferts de fonds pour les pays PSM en

²⁸ Le principe de ce filtre ainsi que le filtre de Hodrick et Prescott seront développés dans le point 3.2.

utilisant également l'approche dynamique. Ainsi, nous proposons une étude empirique en trois étapes.

3.2. Estimation du cycle d'affaires des transferts de fonds dans les PSM

Plusieurs modèles empiriques peuvent être utilisés pour étudier le degré de synchronisation entre les variables macroéconomiques. Il s'agit, par exemple, des modèles de changement de régime de Hamilton (1989), de l'indice de concordance de Harding et Pagan (2002), de l'analyse de la corrélation croisée des cycles financiers de Beine et Coulombe (2003) ou de l'analyse dynamique à partir un modèle VAR suivant le raisonnement de Bayoumi et Eichengreen (1994). Pour notre étude empirique, nous considérons ces trois dernières méthodes qui permettent de tenir compte de l'aspect statique et dynamique, et nous proposons une démarche empirique en trois étapes. La première étape consiste à extraire les composantes cycliques des transferts de fonds et de l'activité économique du pays d'origine et des pays d'accueil. Ensuite, nous calculons un indice de concordance de séries temporelles, et des coefficients de corrélation simple et croisée pour comparer le comouvement existant entre le cycle des transferts de fonds et le cycle de nos variables d'intérêt. Enfin, nous utilisons une modélisation VAR pour décrire les interactions dynamiques entre les transferts de fonds et l'activité économique du pays d'origine et d'accueil.

3.2.1. Extraction du cycle d'affaires

Les méthodes employées pour extraire un cycle d'affaires sont basées sur la conception du cycle de croissance introduite par Lucas (1977). L'identification d'un cycle nécessite, au préalable, la décomposition de la série en une composante tendancielle et une composante cyclique. Cette procédure de décomposition peut être effectuée soit en ayant recours à une simple procédure de filtrage, ou à une spécification particulière d'un modèle explicite. Pour notre étude, nous retenons la méthode de filtrage de Hodrick et Prescott (1997).

Le filtre de Hodrick et Prescott²⁹ (1997) (HP) est un filtre couramment utilisé dont l'objectif est de dégager la tendance d'une série donnée. En d'autres termes, le filtre permet de séparer les tendances de long terme, des mouvements à court terme. Par rapport aux autres méthodes et conformément à la définition de Burns et Mitchell (1947), la méthode de Hodrick et Prescott permet d'obtenir des résultats raisonnables car elle permet de calculer des cycles dont la durée varie de un an à dix ans (Van Norden, 2004). Le principe du filtre est que la série représentant le cycle d'affaires (Y_t) soit la résultante de la somme d'une composante tendancielle (g_t) et d'une composante cyclique (c_t). En d'autres termes, il existe une force de rappel entre l'évolution de la série à court terme et sa moyenne de long terme (son trend). En revanche, le filtre de Baxter et King (1998) fait appel au théorème de représentation spectrale qui consiste à décomposer une série Y_t en somme pondérée de fonctions sinusoïdales dont le poids de chaque fréquence est soustrait de la densité spectrale.

Les données de notre échantillon³⁰ sont des données annuelles (1985-2010) qui couvrent quatre PSM (Algérie, Égypte, Maroc et Tunisie). Par ailleurs, nous utilisons respectivement le PIB³¹ et le PNB comme proxy pour décrire le niveau de l'activité du pays d'origine et du pays d'accueil. Le PNB est défini comme la somme du PIB augmenté des revenus du travail et du capital en provenance de l'extérieur dont les transferts. Ce PNB est calculé en appliquant, pour chaque pays d'origine, une moyenne pondérée des PNB des cinq principaux pays d'accueil. Le choix des cinq premiers pays d'accueil³² est basé sur les statistiques fournies par le rapport « *Migration and Remittances Factbook, 2011* » de la Banque Mondiale. Par ailleurs, les transferts de fonds sont estimés en termes réels en déflatant la série de chaque pays par rapport au PIB des États-Unis (Sayan, 2006). Les séries de données relatives à cette étude proviennent de la base de données de la Banque mondiale « *World Development Indicators (WDI)* ». L'utilisation de données annuelles s'explique ici par les contraintes liées à la qualité et à la disponibilité des séries statistiques, notamment, l'absence de données trimestrielles relatives aux transferts de fonds sur une période

²⁹ Le filtre consiste en la minimisation de la fonction suivante : $\sum_{t=1}^N (Y_t - Y_t^T)^2 + \omega \left((Y_t - Y_{t-1}) + (Y_{t-1}^T - Y_{t-2}^T) \right)^2$, où Y_t désigne la série pendant l'année t , Y_t^T est la tendance et ω est un paramètre de lissage.

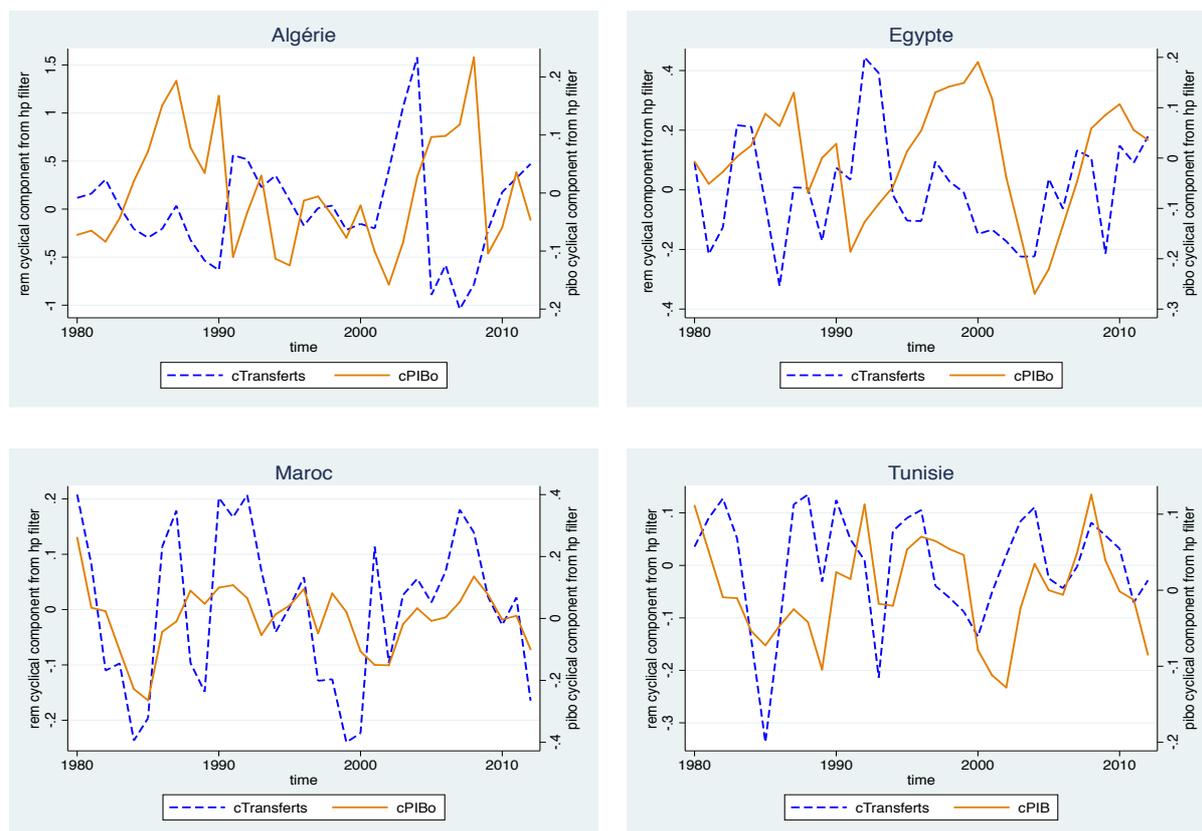
³⁰ Les statistiques descriptives sont détaillées dans l'annexe 1-2.

³¹ Nous avons choisi de ne pas utiliser l'indice de production industrielle comme proxy de l'activité économique du pays d'origine. L'indice est fortement critiqué par Hoffmaister et Roldos (2000) et Kim et Kose (2003) parce qu'il néglige l'importance du secteur agricole et minier. L'économie des pays de notre échantillon repose essentiellement sur l'agriculture, le tourisme et le secteur minier.

³² Les cinq premiers pays de destination des flux migratoires par pays d'origine. L'annexe 1.1 montre les pondérations par pays de destination.

suffisamment longue. Les composantes cycliques des transferts de fonds (cTranferts), du PNB des pays d'accueil (cPIBa) et du PIB du pays d'origine (cPIBo) sont extraites en utilisant le filtre HP, et présentées dans les figures 1.8 et 1.9.

Figure 1.8. Evolution des composantes cycliques des transferts de fonds et du PIB du pays d'origine

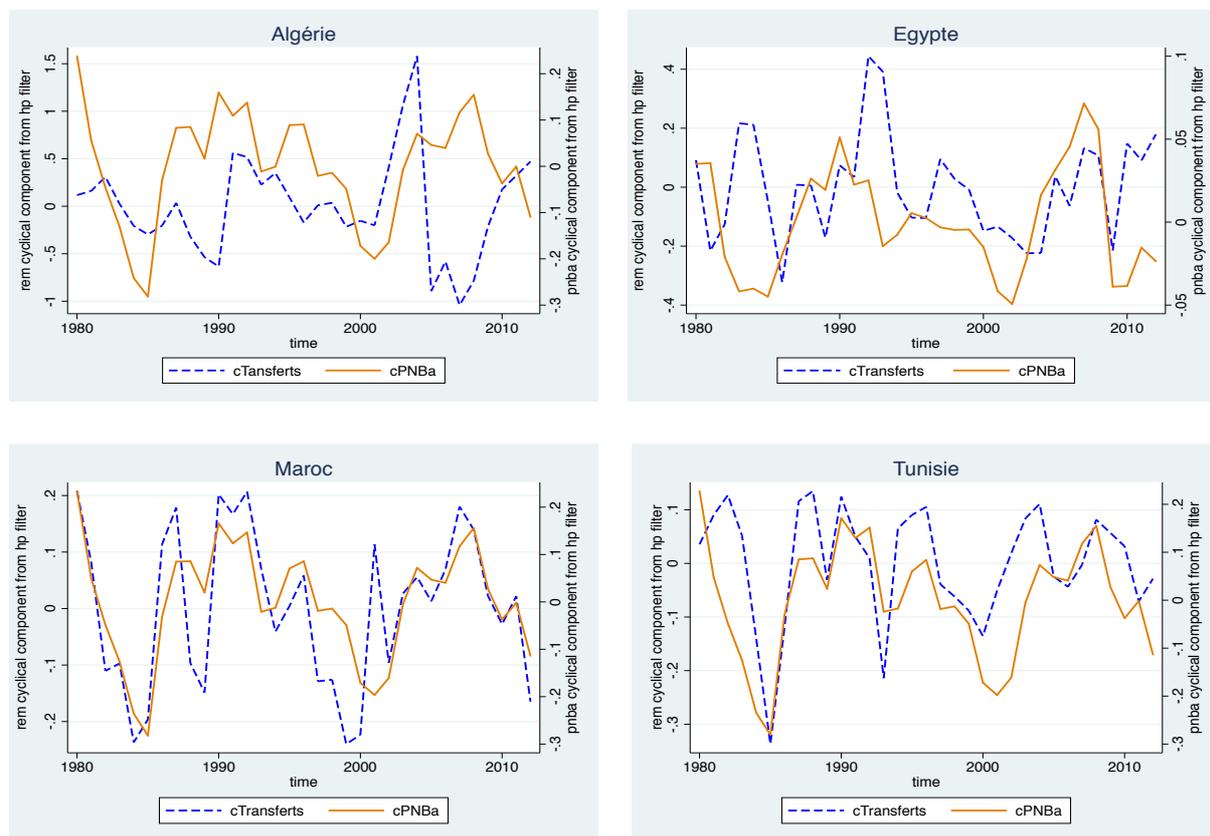


Source : Calcul de l'auteur

La figure 1.8 superpose les séries filtrées des transferts de fonds reçus par le pays ainsi que son PIB. On y observe que la composante cyclique des transferts de fonds est plus volatile que celle du PIB. On y observe que la composante cyclique des transferts de fonds est plus volatile que celle du PIB, et que le degré de synchronisation (comouvement) des deux séries diffère d'un pays à l'autre. En effet, pour l'Algérie et l'Égypte, il est difficile de conclure sur la nature du comouvement parce que la coévolution des deux variables change de signe selon les périodes. En revanche, pour le Maroc et la Tunisie, le profil des fluctuations du cycle du PIB est très proche de celui des transferts de fonds. Si nous nous basons sur ce raisonnement qualitatif, nous ne pouvons pas conclure quant à la propriété cyclique des transferts de fonds par rapport à l'activité du pays d'origine. Par ailleurs, la figure 1.9 superpose la composante cyclique des transferts de fonds et celle du PNB du pays d'accueil. Elle montre que les cycles

du PNB et des transferts sont fortement synchrones pour le Maroc et la Tunisie. En revanche, on notera une coévolution faible et négative entre ces deux variables dans le cas de l'Égypte et de l'Algérie.

Figure 1.9. Evolution des composantes cycliques des transferts de fonds et du PNB du pays d'accueil



Source : Calcul de l'auteur

3.3.2. Approche par l'indice de concordance

Après avoir étudié la stationnarité de la composante cyclique des transferts de fonds, du PIB des pays d'origine et du PNB des pays d'accueil, nous comparons leur concordance au moyen de l'indice de Harding et Pagan (2002)³³.

L'indice de concordance de Harding et Pagan (2002) consiste à dater les points de retournement d'un cycle en assimilant une phase de récession au laps de temps qui sépare un point haut du point bas qui le suit. Ainsi, nous pouvons définir les périodes de récession et

³³ Cette méthode a été appliquée notamment pour analyser la concordance des prix des biens (Cashin et al., 2009) et la concordance des cycles réels dans les pays de l'OCDE.

d'expansion pour une ou plusieurs variables, et déterminer la statistique de concordance qui indique le nombre de périodes où deux séries (par exemple, les transferts et le PIB) se retrouvent dans la même phase du cycle, c'est-à-dire, en phase haute et en phase basse³⁴. Il y a une parfaite concordance entre les deux séries si l'indice vaut 1, et une absence de concordance si l'indice vaut 0. Formellement, l'indice de concordance (IC) entre une série x et y s'écrit sous la forme suivante :

Équation 1.1

$$IC_{xy} = \frac{1}{N} \left[\sum_{t=1}^N (O_{x,t} \times O_{y,t}) + (1 - O_{x,t}) \times (1 - O_{y,t}) \right]$$

Pour une variable donnée, O_x vaut 1 si la série observée est en phase d'expansion et 0 sinon. N est le nombre d'observations. IC_{xy} prend la valeur 1 si x et y sont toujours dans la même phase, c'est-à-dire s'il y a une concordance parfaite. En revanche, lorsque IC_{xy} prend la valeur 0, x et y se retrouvent dans des phases opposées, c'est-à-dire qu'il y a une « anticoncordance » entre les séries. Le Tableau 1.4 présente la valeur de l'indice de concordance entre la composante cyclique des transferts de fonds et la composante cyclique du PIB du pays d'origine et du pays d'accueil sur notre période d'étude. La datation de la série en phase haute et basse est réalisée à partir de la méthode de Bry et Boschan (1971)³⁵ décrite précédemment (cf. Annexe 1.4).

Tableau 1.4. Résultats de l'indice de concordance 1985-2010

Composantes cycliques	Algérie	Égypte	Maroc	Tunisie
Composantes cycliques des transferts et PIB du pays d'origine	0,49*	0,46*	0,82*	0,42*
Composantes cycliques des transferts et PNB des pays d'accueil	0,73*	0,70*	0,84*	0,67*

* indique une significativité de 5%

Source : Calcul de l'auteur

L'analyse de la relation entre le cycle des transferts et celui du PIB des pays d'origine montre une concordance moyenne ne dépassant pas les 50% dans le cas de l'Algérie, l'Égypte

³⁴ L'annexe 1.4 présente les points de retournement des séries étudiées.

³⁵ Nous avons utilisé la boîte à outils GROCEr du logiciel Scilab 5. Etant donné que l'on utilise des séries annuelles alors qu'en général la méthode s'applique à des séries mensuelles ou trimestrielles, nous avons imposé les caractéristiques cycliques suivantes : $M=4$ qui impose une durée minimale entre deux pics consécutifs ; $m=0.03$ impose la durée minimale entre un pic et un creux ; $e=1$ impose en début et en fin de l'échantillon une période minimale avant l'apparition d'un pic ou d'un creux ; $k=2$ représente la longueur de l'intervalle au sein duquel se trouve l'extrema local.

et la Tunisie. Pour ces pays, cela signifie que moins de la moitié des mouvements des deux variables sont similaires. En revanche, la concordance est relativement importante pour le Maroc et montre que plus de 80% des mouvements des deux séries sont similaires. Dans le cas de l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie, la faible concordance ne signifie pas nécessairement, que les cycles des transferts et du PIB sont des phénomènes distincts ou déconnectés. Les résultats obtenus indiquent simplement que les phases de ralentissement et d'expansion des transferts et du PIB ne coïncident pas. En revanche, l'indice de concordance entre la composante cyclique des transferts de fonds et du PNB des pays d'accueil a des valeurs bien plus élevées dans tous les pays de notre échantillon : plus de 70% des mouvements des deux variables sont similaires. Etant donné que l'indice de concordance permet de mesurer seulement la concordance, et non la nature du comouvement (procyclique ou contracyclique), nous complétons notre analyse par des études à caractères quantitatifs que sont les corrélations et les corrélations croisées.

3.2.3 Approche par les corrélations

Pour mener le reste de notre analyse,³⁶ qui consiste à étudier le comouvement des séries qui nous intéressent, nous proposons dans ce qui suit de quantifier la similitude de leurs comouvements. Concrètement, il s'agit de calculer la corrélation entre la composante cyclique des transferts de fonds, la composante cyclique de l'activité économique des pays d'origine et la composante cyclique de l'activité des pays d'accueil. L'interprétation des résultats se fait à partir du signe et de la significativité du coefficient de corrélation. Ainsi, une corrélation significativement positive révèle un comportement identique des composantes cycliques. Dans un tel cas de figure, les transferts sont procycliques avec la variable en question. En revanche, une corrélation significative et négative indique un comportement opposé et, par conséquent, les transferts sont contracycliques par rapport à la composante cyclique de la variable comparée. Par ailleurs, une corrélation non significative ou proche de 0 signifie que les transferts sont acycliques. Nous complétons également l'analyse du comouvement par des calculs de corrélations croisées. Cette approche développée par Agénor et al. (2000), et Rand et Trap (2002)³⁷ consiste à calculer les corrélations entre deux variables dont l'une a été avancée ou décalée d'une ou plusieurs périodes. Les résultats des comouvements s'interprètent quasiment de la même manière que ceux des corrélations instantanées. Dans ce

³⁶ Au préalable, nous avons étudié la stationnarité des composantes cycliques des transferts de fonds, du PIB des pays d'origine et du PNB des pays d'accueil.

³⁷ Citée par Augustin (2013, p. 71).

cas, une corrélation significativement positive (resp. négative) indique que la composante cyclique des transferts de fonds est en retard (resp. avance) d'une période par rapport à celle du PIB ou du PNB.

Tableau 1.5. Calculs des corrélations entre les transferts reçus et le PIB du pays d'origine

	Corrélation croisée : les transferts sont retardés 1, 2 ou 3 périodes			C. Simple	Corrélation croisée : transferts sont avancés 1, 2 ou 3 périodes		
	t-3	t-2	t-1	t	t+1	t+2	t+3
Algérie	0,08	0,04	-0,21	-0,52* ³⁸	-0,46*	-0,36*	-0,13
Égypte	0,33	0,31	0,02	-0,03	-0,24*	-0,27	-0,20
Maroc	0,19	0,40	0,47*	0,55*	0,15	-0,12	-0,15
Tunisie	0,13	0,18	0,32	0,36*	-0,06	-0,19	-0,26

Source : Calcul de l'auteur

Tableau 1.6. Calculs des corrélations entre les transferts reçus et le PNB du pays d'accueil

	Corrélation croisée : les transferts sont retardés 1, 2 ou 3 périodes			C. Simple	Corrélation croisée : transferts sont avancés 1, 2 ou 3 périodes		
	t-3	t-2	t-1	t	t+1	t+2	t+3
Algérie	-0,03	-0,16	-0,06	-0,05	-0,09	0,19	-0,09
Égypte	-0,18	-0,19	-0,06	0,13	0,13	0,35*	0,45*
Maroc	0,11	0,30**	0,55	0,72*	0,27	-0,02	-0,05
Tunisie	-0,17	-0,04	0,31	0,62*	0,38*	0,08	-0,18

Source : Calcul de l'auteur

Le tableau 1.5 présente les corrélations instantanées et croisées des composantes cycliques des transferts de fonds et du PIB. Il montre que la composante cyclique des transferts reçus par l'Algérie se positionne dans des phases opposées par rapport au cycle d'affaire du PIB, avec un coefficient de corrélation instantané de -0,52. De même, pour l'Égypte, la composante cyclique des transferts est significativement et négativement corrélée avec celle du PIB avec un coefficient de corrélation croisé (t+1) de -0,24. Les transferts à destination du Maroc et de la Tunisie sont davantage synchrones avec le cycle de l'activité économique, les coefficients de corrélation respectifs étant de 0,55 et 0,36. Pour des décalages des transferts de fonds d'une ou deux années et à l'exception de l'Égypte, les coefficients de corrélation diminuent et deviennent dans certains cas non significatifs laissant entendre que la

³⁸ * indique une significativité de 5%.

réaction des transferts de fonds au niveau de l'activité du pays d'origine est plutôt instantanée pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

S'agissant de la synchronisation des transferts de fonds avec le niveau de l'activité des pays d'accueil, le tableau 1.6 donne les coefficients de corrélation instantanée et croisée entre la composante cyclique des transferts de fonds et celle du PNB des pays d'accueil. Nous remarquons que le cycle économique des pays où résident les migrants marocains et tunisiens est fortement synchronisé avec les transferts de fonds avec un coefficient respectif de 0,72 et 0,62. Pour l'Algérie, les coefficients de corrélation proches de 0 indiquent l'absence de coévolution instantanée et retardée entre les transferts de fonds et l'activité économique du pays d'accueil. Par ailleurs, pour l'Égypte, le coefficient de corrélation ne devient significatif qu'après une période de deux ans ($t=2$). Cela montre que la réaction des migrants égyptiens n'est pas instantanée, mais intervient après un retard de 2 ans. Les résultats de cette approche confirment en grande partie ceux obtenus par la méthode qualitative (Cf. Figure 1.8 et 1.9). Ainsi, par rapport à l'activité économique du pays d'origine, ils montrent que les transferts de fonds sont contracycliques pour l'Algérie et l'Égypte, et procycliques pour le Maroc et la Tunisie. Du point de vue de l'activité des pays d'accueil, les transferts de fonds sont procycliques pour l'ensemble de l'échantillon à l'exception de l'Algérie. Ces résultats rejoignent les conclusions de Sayan (2006) pour le cas de l'Algérie et de Makhoul (2013) pour le cas du Maroc et montrent qu'il existe une interdépendance entre les transferts de fonds et l'activité économique des pays d'origine et d'accueil. Ainsi, les transferts de fonds peuvent guider les décideurs des pays d'origine dans la mise en œuvre des politiques pour augmenter le volume et la fréquence des transferts.

Cependant, les calculs de corrélation ne prennent en compte que l'aspect statique et ils ne donnent qu'une indication du degré de la liaison linéaire. En d'autres termes, ils ne fournissent que des informations sur le degré de dépendance et l'intensité de la relation linéaire³⁹. Or, une relation non linéaire peut exister entre les transferts de fonds et l'activité économique du pays d'origine/accueil. Il faut également préciser que les calculs de la corrélation ne donnent aucune indication de causalité entre les variables. Pour pallier ce genre de limites, une modélisation par l'approche de Vecteur Autorégressif (VAR) peut être utile.

³⁹ Avec des coefficients de covariance proche de zéro, les calculs de corrélation ne permettent pas d'identifier l'existence de non linéarité des corrélations ni le sens et l'intensité de la dépendance.

3.2.4. Approche par un modèle VAR et fonctions de réponses impulsionnelles

L'objectif est d'analyser la dynamique des transferts afin d'identifier leur réponse aux chocs conjoncturels. Le modèle VAR semble le plus approprié pour prendre en considération de potentiels effets de la causalité et des relations non linéaires éventuelle entre les différentes séries (Joiner, 2001). Les fonctions de réponses impulsionnelles issues d'un modèle VAR permettent de décrire la réaction des transferts de fonds face aux chocs macroéconomiques subis par les pays d'origine et par les pays d'accueil. Elles permettent notamment de prévoir la trajectoire des transferts de fonds en cas de crise économique.

Contrairement à un modèle à équations simultanées, un modèle VAR donne des résultats de meilleure qualité puisque nos trois variables sont supposées endogènes. Dans notre modèle, les envois de fonds sont fonction du revenu de la famille et du PIB du pays d'origine qui est affecté également par les transferts de fonds. Ainsi, nous développons deux modèles VAR pour chaque pays de notre échantillon, soit huit modèles à estimer. L'étude de ces pays porte toujours sur les composantes cycliques des transferts de fonds, les composantes cycliques du PIB du pays d'origine et les composantes cycliques du PNB du pays d'accueil. La forme générale du modèle VAR canonique s'écrit sous la forme suivante :

Équation 1.2

$$X_t = \sum_{i=1}^p B_i X_{t-i} + \varepsilon_t$$

Où X_t , A_t et ε_t représentent respectivement le vecteur des variables expliquées qui dépend du nombre de retards p , la matrice carrée des coefficients à estimer et le vecteur des résidus qui représente à chaque instant t la valeur X_t non expliquée par son comportement passé. Pour notre étude, les deux modèles VAR à estimer pour chaque pays sont les suivants :

Équation 1.3

$$(1) \begin{cases} cRem_t = \alpha_1 + \sum_i^p a_{1i} cRem_{t-p} + \sum_i^p b_{1i} cPIB_{t-p} + \varepsilon_{t,1} \\ cPIB_t = \alpha_2 + \sum_i^p a_{2i} cPIB_{t-n} + \sum_i^n b_{2i} cRem_{t-n} + \varepsilon_{t,2} \end{cases}$$

Équation 1.4

$$(2) \begin{cases} cRem_t = \alpha_1 + \sum_i^p a_{1i} cRem_{t-p} + \sum_i^p b_{1i} cPNB_{t-p} + \varepsilon_{t,1} \\ cPNB_t = \alpha_2 + \sum_i^p a_{2i} cPNB_{t-n} + \sum_i^p b_{2i} cRem_{t-n} + \varepsilon_{t,2} \end{cases}$$

Avec p et n les retards et $\text{var}(\varepsilon_{t,1}) = \sigma_{\varepsilon_1}^2$, $\text{var}(\varepsilon_{t,2}) = \sigma_{\varepsilon_2}^2$ et $\text{cov}(\varepsilon_{t,1}, \varepsilon_{t,2}) = k \neq 0$

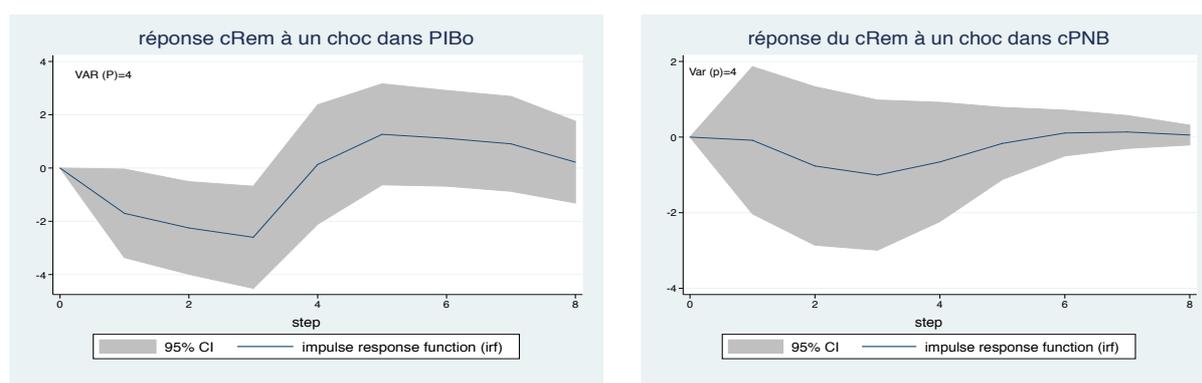
cRem, cPIBo et cPNBa sont respectivement la composante cyclique des transferts de fonds, la composante cyclique du PIB des pays d'origine et la composante cyclique du PNB des pays d'accueil. Le nombre de retards p de chaque modèle VAR est déterminé en appliquant les critères d'information AIC et BIC. Après l'estimation des modèles VAR et les tests de spécifications usuels, nous estimons les fonctions de réponses impulsionnelles.

Les figures 1.10 à 1.13 retracent respectivement la réponse des transferts de fonds reçus par l'Algérie, l'Égypte, le Maroc et la Tunisie à un choc sur les résidus des PIB du pays d'origine et du PNB des pays d'accueil. L'ampleur du choc est égale à l'écart-type des erreurs de la variable et les réponses sont estimées sur une période de 8 ans. En effet, un choc positif sur le PIB des pays d'origine se traduit par un effet négatif et instantané sur les transferts de fonds reçus et qui s'amortit au bout de trois années pour l'Algérie (Figure 1.10), une année pour l'Égypte (Figure 1.11), deux années pour le Maroc (Figure 1.12) et quatre années dans le cas de la Tunisie (Figure 1.13) avant de retrouver sa valeur d'équilibre. En réalité, ces effets s'accroissent au cours de la première année, et s'estompent au bout de deux ans en devenant non significatifs. Ainsi, nous constatons que les transferts de fonds ont tendance à diminuer lorsque le pays d'origine connaît une phase d'expansion économique, et à augmenter lorsque l'activité économique subit un ralentissement. Ces résultats confirment le caractère contracyclique des transferts à destination de l'Algérie et de l'Égypte que nous aurions mis en évidence par l'approche de la corrélation croisée. En revanche, des résultats contradictoires sont obtenus pour le Maroc et la Tunisie. Par l'approche de la corrélation, les transferts sont procycliques alors qu'ils sont contracycliques par l'approche VAR. Les résultats contradictoires pour le cas du Maroc et de la Tunisie peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs. Tout d'abord, il existe une différence entre les deux approches : la première analyse l'effet statique, c'est-à-dire, la corrélation entre un point A et un point B, alors que la seconde s'intéresse à l'effet dynamique qui prend en considération les relations du présent et du passé (les retards). Ainsi, des transferts procycliques peuvent devenir, au cours du temps,

contracycliques parce que les migrants changent de motivations. En d'autres termes, les migrants restent sensibles aux variations extrêmes des conditions socioéconomiques de leurs familles restées au pays, particulièrement en périodes de crise économique.

Par ailleurs, un choc positif sur le PNB des pays d'accueil se traduit par un effet positif et instantané sur le volume des transferts pour le Maroc (Figure 1.12) et la Tunisie (Figure 1.13). Ces résultats sont compatibles avec ceux obtenus par l'approche de la corrélation confirmant que les transferts de fonds sont procycliques avec l'activité économique des pays d'accueil. En d'autres termes, une amélioration des conditions économiques des pays d'accueil permet une amélioration des conditions économique des migrants qui se traduit par une augmentation des envois de fonds. En revanche, pour l'Égypte, l'effet est négatif, et ne devient positif qu'après une période de deux ans (Figure 1.11). Ceci peut être expliqué par le fait que les migrants égyptiens changent de motivations, ce qui conduit à un effet mitigé. Enfin, pour l'Algérie, l'effet d'un choc sur l'activité économique des pays d'accueil est quasiment nul (Figure 1.10). Dans ce pays, il semblerait que les transferts de fonds ne soient pas conditionnés par la situation économique des pays d'accueil. Ces résultats sont compatibles avec l'approche par la corrélation montrant que les transferts de fonds sont acycliques par rapport aux conditions économiques des pays d'accueil.

Figure 1.10. Réponse des transferts de fonds reçus par l'Algérie à un choc dans le PIBo et le PNBa

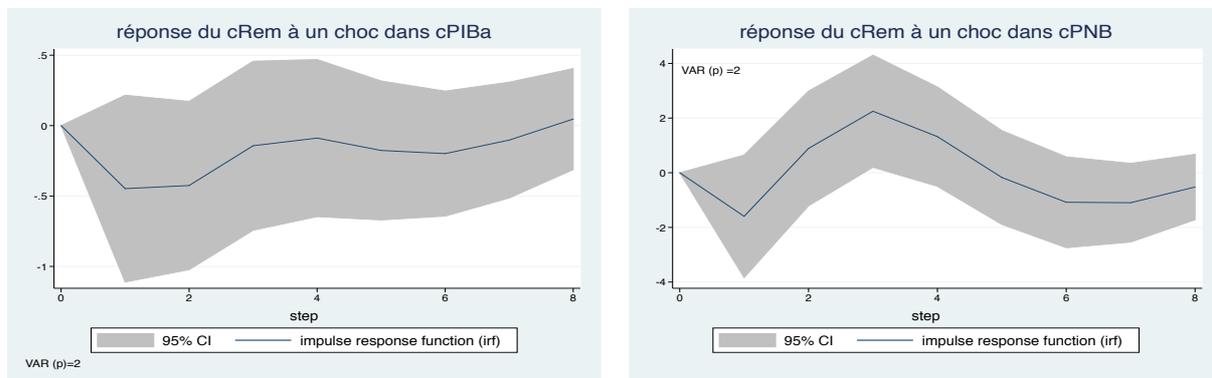


Note : cPIBo : composante cyclique PIB du pays d'origine (activité économique de l'Algérie)

cPNBa : composante cyclique du PNB du pays d'accueil (activité économique des pays d'accueil)

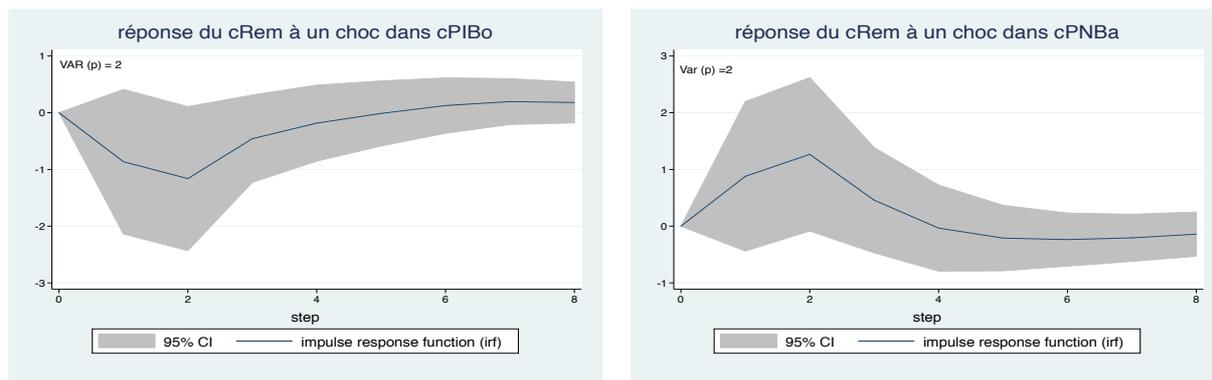
Source : Calcul de l'auteur

Figure 1.11. Réponse des transferts de fonds reçus par l'Égypte à un choc dans le PIBo et PNBa



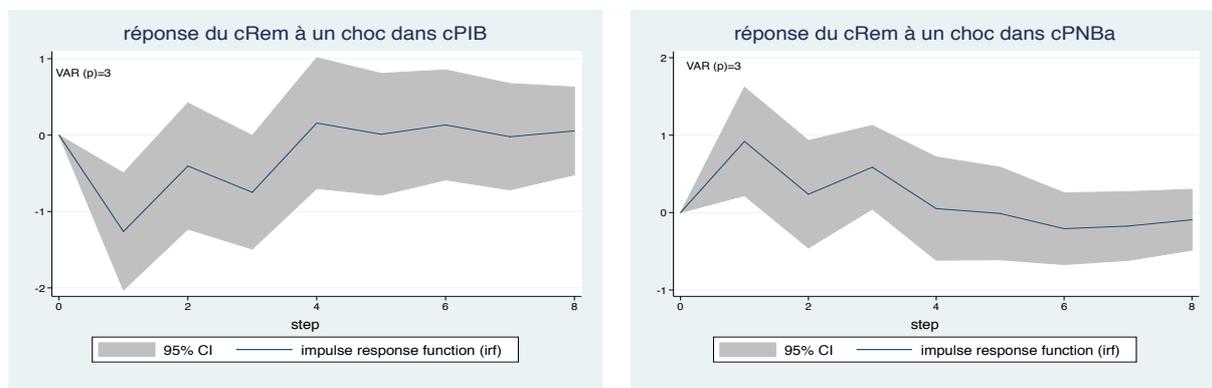
Source : Calcul de l'auteur

Figure 1.12. Réponse des transferts de fonds reçus par le Maroc à un choc dans le PIBo et PNBa



Source : Calcul de l'auteur

Figure 1.13. Réponse des transferts de fonds reçus par la Tunisie à un choc dans le PIBo et PNBa



Source : calcul de l'auteur

Conclusion

Dans un premier temps, l'objectif de ce chapitre est de présenter un état des lieux des migrations et des transferts de fonds dans le monde, et en particulier dans les PSM. Dans un second temps, il s'intéresse aux propriétés cycliques des transferts en analysant leur réaction vis à vis des chocs macroéconomiques subits par les pays d'origine et d'accueil.

L'examen de la littérature sur les motifs de la migration et de ces tendances nous a permis de montrer que les migrations sont anciennes, et ne cessent de prendre de l'importance. Dans l'ensemble, ils nous renseignent sur le fait que les migrants du PSM se déplacent en grande partie vers les régions d'Europe et du Moyen d'Orient. L'analyse quantitative nous a également permis de montrer que ces migrants sont de manière générale jeunes, moyennement éduqués et de sexe masculin. Cependant, des différences au niveau des caractéristiques des migrants existent selon le pays d'origine et d'accueil. S'agissant des motifs de la migration, les raisons invoquées par la littérature sont multiples, non renouvelées, et mettent en avant la différence de salaires et la recherche des meilleures opportunités économiques. Les conflits politiques, les catastrophes ainsi que les facteurs socioculturels jouent également un rôle important.

Par ailleurs, l'augmentation des ces flux migratoires observés a engendré une augmentation importante des transferts de fonds de migrants. Répartis de manière très inégale entre les pays d'origine, ces transferts bénéficient essentiellement aux régions d'Amérique Latine et d'Asie du Sud. Cependant, les transferts de fonds réalisés par les migrants originaires des PSM constituent une source de revenu non négligeable. Ils dépassent largement l'APD, et représentent actuellement la seconde source de flux d'échanges internationaux après les IDE. Or, le manque d'infrastructures financières adaptées, la quasi absence de la concurrence sur le marché des transferts de fonds, et les coûts élevés associés à ces transferts conduisent de nombreux migrants à recourir aux canaux informels. Les sommes transitant par ces canaux informels échappant au contrôle représentent entre 36 à 83% des transferts formels.

Compte tenu du rôle particulier qu'ils occupent dans les PSM, nous avons accordé une attention particulière à l'étude de la propriété cyclique dans le cas de l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie. Nos résultats indiquent une forte synchronisation entre les séries étudiées. Dans ces pays, l'analyse par l'indice de concordance montre, qu'en moyenne, 42%

des mouvements des cycles du PIB et des transferts sont similaires, ce qui constitue une valeur relativement modérée. En revanche, les comouvements des cycles d'affaires de l'activité économique du pays d'accueil et des transferts sont plus synchronisés, avec un indice de concordance supérieur à 70%.

Par ailleurs, l'approche par la corrélation indique que les transferts de fonds ne présentent pas les mêmes caractéristiques cycliques pour nos quatre pays. En effet, par rapport au cycle d'affaires du pays d'origine, les transferts de fonds sont contracycliques pour l'Algérie et l'Égypte, et procycliques pour la Tunisie et le Maroc. Par rapport au cycle d'affaires des pays d'accueil, les transferts de fonds sont procycliques pour tous ces pays à l'exception de l'Algérie. Les résultats que nous avons obtenus par la modélisation VAR confirment en partie les résultats obtenus par les méthodes précédentes. Les différences peuvent s'expliquer par les méthodes utilisées, ou par le changement des motivations des envois. En effet, plusieurs motivations de transferts de nature différente peuvent coexister; un migrant peut envoyer de l'argent par altruisme et/ou par intérêt personnel. Ainsi, la réaction des transferts de fonds aux conditions économiques dépend des motivations de transferts. Le chapitre 2 examine ces motivations en tentant notamment d'établir un lien entre les motivations microéconomiques et les déterminants macroéconomiques.

Annexes chapitre 1

Annexe 1.1. Choix des pays d'accueil et leur pondération

Pays d'origine	Pays d'accueil (pondération)
Algérie	France (2) ; Belgique (1) ; Italie (1), Espagne (1) ; Arabie Saoudite (1)
Egypte	Etats-Unis (2) ; Arabie Saoudite (2) ; Royaume-Uni (1) ; France (1), Émirats Arabes. Unis (1).
Maroc	France (2), Italie (2), Belgique (2), Espagne (2), Pays-Bas (1)
Tunisie	France (3), Italie (2), Belgique (1), Arabie Saoudite (1), Belgique (1)

Annexe 1.2. Statistiques descriptives

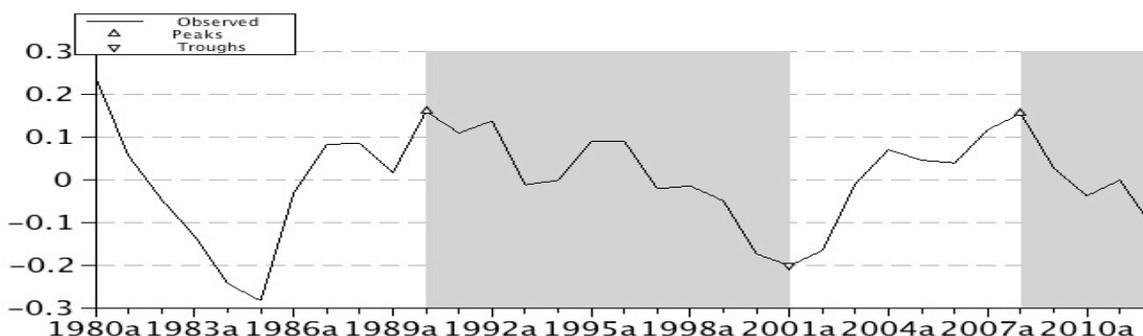
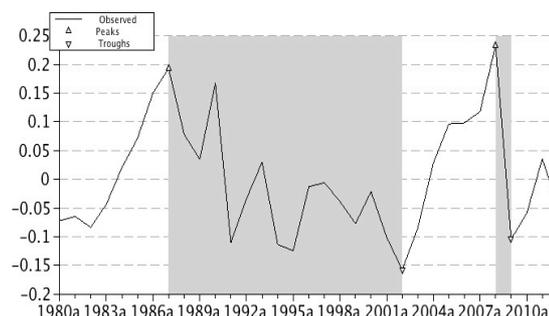
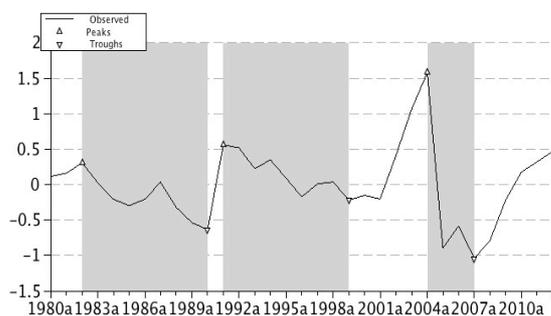
Périodes d'observation (annuelle)		Obs.	Moyenne	E. type	Min	Max
		33	-	-	1980	2012
Algérie	Transferts	33	-9.66711	1.079416	-11.9033	-8.456282
	PIB	33	24.94176	0.4918658	24.4553	26.05012
	PNB	33	27.62426	0.5263992	26.6814	28.38223
Egypte	Transferts	33	-7.50665	0.4490693	-8.26566	-6.738712
	PIB	33	24.90874	0.6931823	23.85495	26.29478
	PNB	33	28.62018	0.522215	27.7316	29.36945
Maroc	Transferts	33	-8.10525	0.2529411	-8.51452	-7.66629
	PIB	33	24.2650	0.6292923	23.2689	25.32052
	PNB	33	27.5292	0.5332103	26.5825	28.29512
Tunisie	Transferts	33	-9.25054	0.2161266	-9.68346	-8.877626
	PIB	33	23.63158	0.6030535	22.81926	24.56131
	PNB	33	27.81925	0.5281931	26.8798	28.57475

Annexe 1.3. Etudes de stationnarité

Pays	Variables	ADF	PP	KPSS	Commentaires ⁴⁰
Algérie	C_Rem	I (0)	I (0)	I (0)	Sans constante et sans trend
	C_PIBo	I (0)	I (0)	I (0)	Avec constante et trend
	C_PNBa	I (0)	I (0)	I (0)	Sans constante et sans trend
Egypte	C_Rem	I (0)	I (0)	I (0)	Avec constante et sans trend
	C_PIBo	I (0)	I (0)	I (0)	Sans constante et sans trend
	C_PNBa	I (0)	I (0)	I (0)	Sans constante et sans trend
Maroc	C_Rem	I (0)	I (0)	I (0)	avec constante et sans trend
	C_PIBo	I (0)	I (0)	I (0)	avec constante et sans trend
	C_PNBa	I (0)	I (0)	I (0)	Avec constante et trend
Tunisie	C_Rem	I (0)	I (0)	I (0)	Sans constante et sans trend
	C_PIBo	I (0)	I (0)	I (0)	Avec constante et sans trend
	C_PNBa	I (0)	I (0)	I (0)	Sans constante et sans trend

Annexe 1.4. Points de retournement de la composante cyclique des séries étudiées

Annexe 1.4.1. Points de retournement de la composante cyclique du PIB, PNB et Transferts de fonds pour l'Algérie

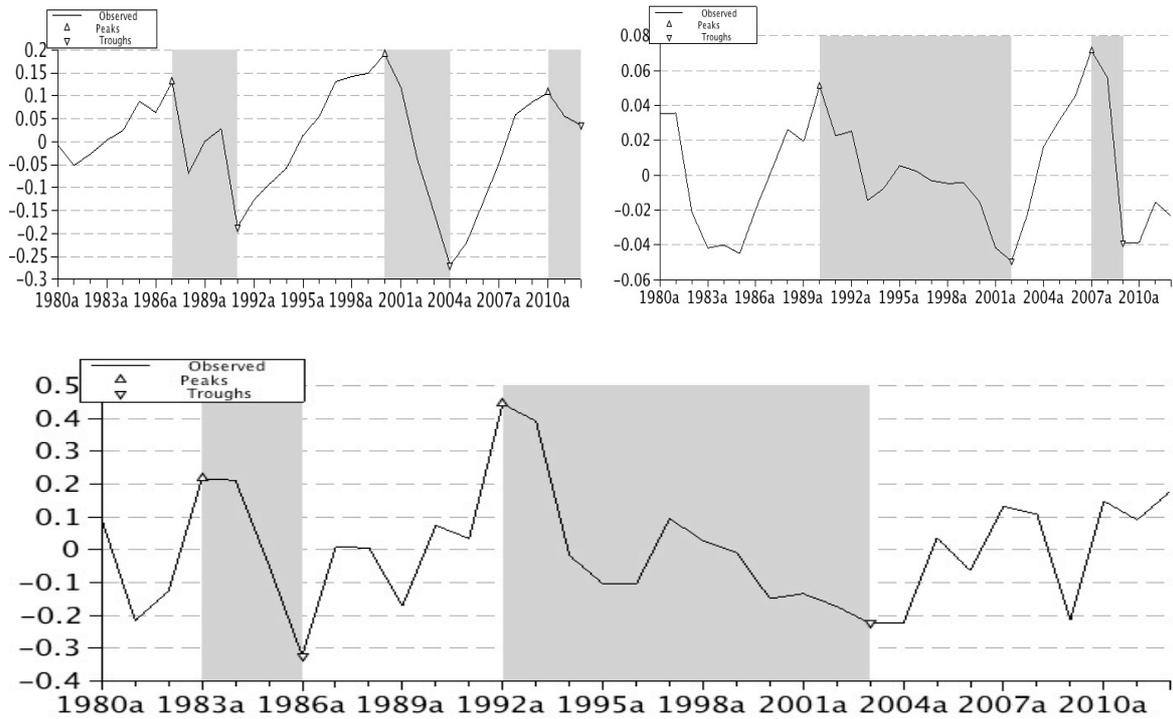


⁴⁰ ADF : test de stationnarité de Dickey-Fuller augmenté ; PP : test de stationnarité de Phillips-Perron ; KPSS : test de stationnarité de test Kwiatkowski, Phillips, Schmidt, Shin.

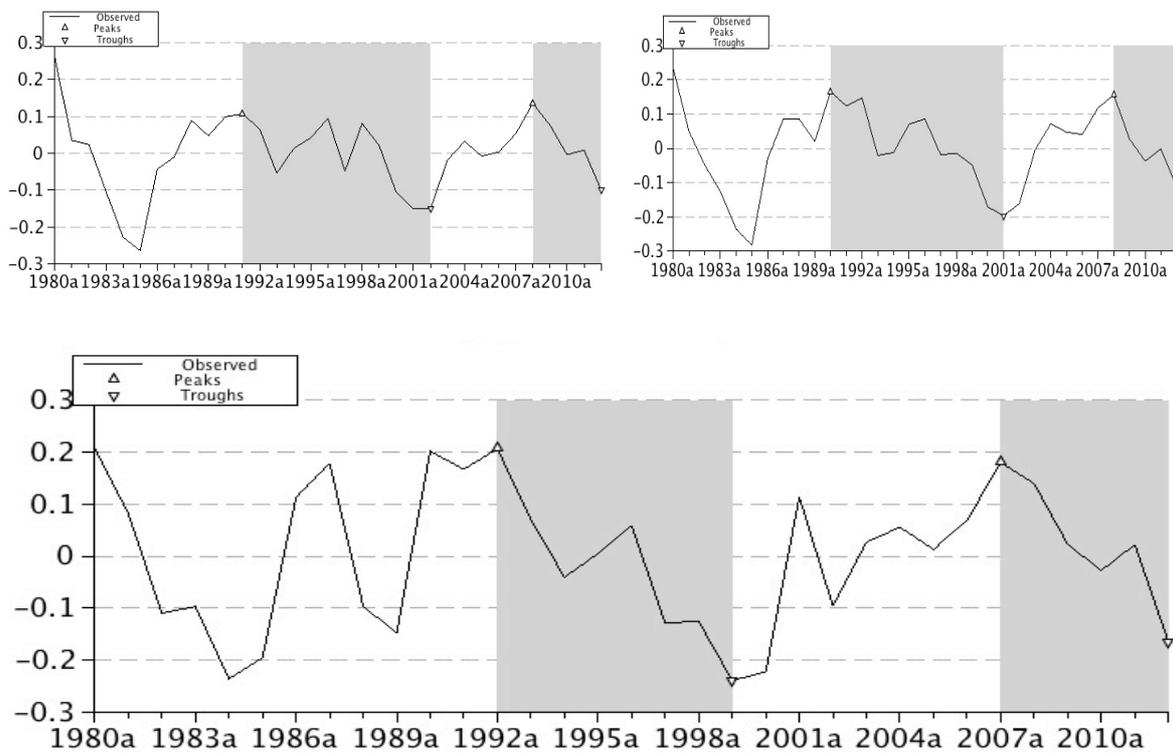
C_Rem : composante cyclique des transferts de fonds ; C_PIBo : composante cyclique du PIB des pays d'origine ; C_PNBa : composante cyclique du PNB du pays d'accueil.

I(0) : intégré d'ordre 0.

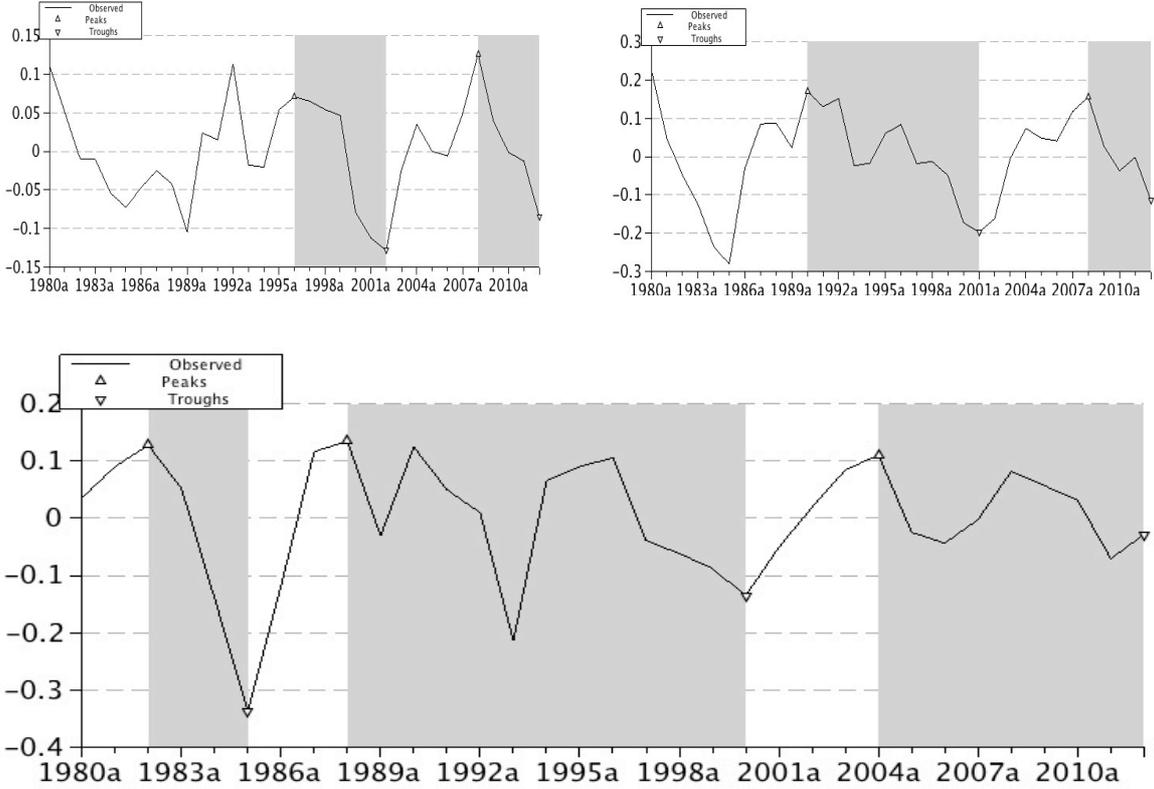
Annexe 1.4.2. Points de retournement de la composante cyclique du PIB, PNB et Transferts de fonds pour l’Egypte



Annexe 1.4.3. Points de retournement de la composante cyclique du PIB, PNB et Transferts de fonds pour le Maroc



Annexe 1.4.4. Points de retournement de la composante cyclique des PIB, PNB et transferts de fonds pour la Tunisie



Chapitre 2. Les déterminants des transferts de fonds

Introduction

La littérature sur les déterminants des transferts de fonds de migrants est relativement étendue. Divers modèles théoriques ont été développés pour expliquer les motivations sous-jacentes aux transferts, et de nombreuses études empiriques ont tenté de tester leur validité. Le débat sur les déterminants des transferts de fonds est dominé par deux approches : une approche microéconomique et une approche macroéconomique. Au niveau microéconomique, deux modèles théoriques sont à distinguer : le modèle privilégiant les motivations individuelles dites « motifs individuels », et le modèle mettant l'accent sur les motivations familiales dites « motifs collectifs ou familiaux ». Lucas et Stark (1985) ont été les premiers à élaborer des modèles formels pour analyser les déterminants microéconomiques des envois de fonds. A partir de données renseignées auprès de ménages botswanais, les auteurs ont montré que plusieurs motivations, non exclusives les unes des autres, peuvent expliquer les transferts. Ils ont ainsi qualifié leur modèle d'altruisme tempéré.

Au niveau macroéconomique, les études utilisent des données agrégées pour analyser les facteurs macroéconomiques qui influencent l'envoi de fonds des migrants. Ceci fournit un ensemble de déterminants macroéconomiques potentiels, tels que le taux d'intérêt, le taux de change, l'instabilité politique et économique, les conditions d'investissement et le niveau d'activité économique dans les pays d'accueil et de départ (El-Sakka et McNabb, 1999 ; Faini, 1994 ; Glytsos, 1997 ; Higgins et al, 2004). Ainsi, les études macroéconomiques portant sur les déterminants des transferts prennent en considération la situation économique, le niveau de développement économique, le marché du travail et le système financier dans les pays d'accueil et d'origine. Elles montrent, par exemple, que les montants envoyés devraient augmenter avec une amélioration de l'activité économique et la baisse du taux de chômage dans le pays d'accueil. En effet, cette reprise pourrait entraîner une hausse de l'offre de

l'emploi pour les émigrés et leurs rémunérations. En revanche, l'effet de la situation économique du pays d'origine sur la décision d'envoyer de l'argent reste ambigu. Par exemple, la hausse des prix dans le pays d'origine pourrait jouer en faveur des montants transférés lorsque la situation socioéconomique de la famille restée au pays est prise en compte par l'émigré. D'autres facteurs macroéconomiques peuvent également influencer les transferts de fonds. Il s'agit, par exemple, du différentiel de taux d'intérêt, et de la différence de taux de change entre le marché de change officiel et le marché informel.

Bien que la littérature sur les déterminants microéconomiques des transferts de fonds soit abondante, il en existe peu d'études examinant les motifs des transferts des migrants en provenance de certaines régions telles que la région du Sud de la Méditerranée. Ceci est dû, en général, au manque et à l'inaccessibilité aux données individuelles. Pourtant, récemment la Banque Mondiale a initié un projet reposant sur la construction de questionnaires harmonisés sur les migrations et les transferts pour un certain nombre de pays d'Afrique Subsaharienne. Ces bases de données sont accessibles⁴¹ aux chercheurs (Banque Mondiale, 2011). Il est regrettable qu'un tel projet n'ait, pour l'heure, pas encore été étendu aux PSM.

Par ailleurs, la littérature théorique et empirique sur les déterminants des transferts permet d'établir un lien entre les motivations microéconomiques et les déterminants macroéconomiques. A cet égard, le niveau de revenu du pays d'accueil, les taux d'inflation et de change, la qualité institutionnelle et les catastrophes naturelles n'affectent pas de la même façon les transferts de fonds. L'effet est étroitement lié aux motivations du migrant. Lorsque celui-ci est motivé par des considérations altruistes, la hausse du revenu du pays d'accueil, de l'inflation dans les pays d'origine et la présence de catastrophes naturelles influencent positivement les transferts envoyés. En revanche, si le migrant est motivé par son intérêt personnel, le différentiel de rendements des actifs (taux d'intérêt) dans le pays d'origine et le pays d'accueil aura une incidence décisive sur sa décision à investir.

Ce chapitre s'inscrit dans cette démarche et propose donc d'étudier, pour les PSM, les motivations microéconomiques des transferts de fonds, uniquement à partir des données agrégées disponibles. Pour cela, ce chapitre s'organise en trois sections. Dans la section 1, nous présentons une revue de la littérature théorique et empirique sur les motivations microéconomiques des transferts. La section 2 traite des déterminants macroéconomiques. A

⁴¹ <http://go.worldbank.org/092X1CHHD0>

l'issue de cette section, nous tenterons d'établir une articulation entre les déterminants microéconomiques et macroéconomique permettant d'inférer les motivations microéconomiques à partir de l'étude des seuls déterminants macroéconomiques. En d'autres termes, en l'absence d'accès à des données renseignées au niveau des ménages et/ou des individus, nous tenterons d'identifier les motifs microéconomiques à partir déterminants macroéconomiques. Enfin, dans la section 3, nous présentons notre démarche et nos résultats empiriques.

Section 1. Les déterminants microéconomiques

Plusieurs facteurs peuvent expliquer les transferts de fonds envoyés par un migrant à sa famille ou à sa communauté restée dans le pays d'origine. Les déterminants peuvent être communs aux motifs des flux migratoires parce que la migration et les transferts de fonds sont deux phénomènes intrinsèquement liés⁴². Néanmoins, certains travaux empiriques⁴³ récents montrent que les raisons qui incitent à l'émigration ne suffisent pas à justifier les transferts de fonds. De ce fait, si les motifs des transferts de fonds et la migration étaient les mêmes, les travaux de recherche sur la migration, plus abondants et plus anciens, devraient cerner le phénomène des transferts de fonds des migrants.

Par ailleurs, la nécessité de distinguer les causes des deux phénomènes séparément est évoquée dans la littérature théorique. C'est ainsi que la nouvelle économie de la migration et des transferts propose d'étudier uniquement les déterminants des envois de fonds. En d'autres termes, l'étude des motifs des transferts doit être séparée de l'étude des déterminants de la migration. Ainsi, les motivations microéconomiques sont observées au niveau de l'envoyeur comme au niveau du récipiendaire. Les flux financiers en provenance d'un migrant dépendent de ses capacités financières (son revenu et son épargne), de sa volonté de rapatrier ses économies dans son pays d'origine, de la nature de la migration (temporaire ou définitive), de sa situation familiale (célibataire, marié, avec ou sans enfants) et des effets de réseaux⁴⁴.

⁴² Chaque phénomène est à la fois la cause et la conséquence de l'autre.

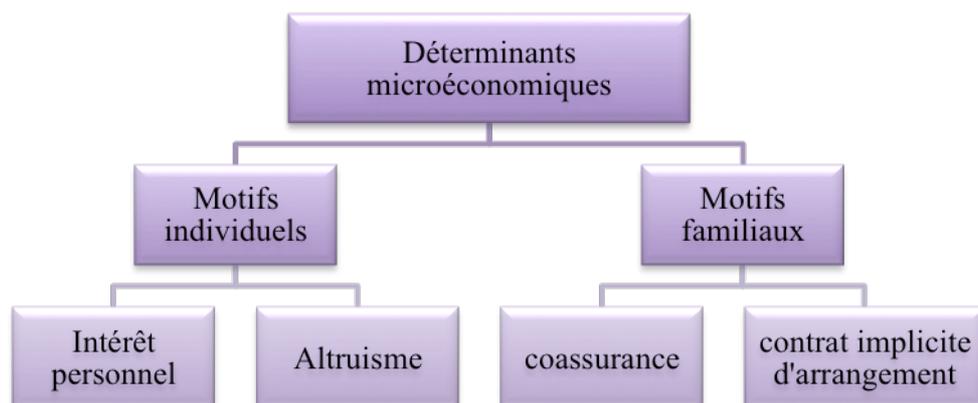
⁴³ Les travaux de Funkhouser (1995).

⁴⁴ La notion de réseau s'attache à prendre en considération si le migrant s'expatrie seul ou avec sa famille et s'il conserve des liens avec les membres de sa communauté.

La décision de transférer peut également revêtir des aspects bien plus complexes ; le transfert de fonds pourrait être le résultat d'un contrat implicite entre l'émigré et sa famille. De ce point de vue, les fonds reçus par la famille sont considérés comme le remboursement d'un prêt informel et implicite contracté par l'émigré avant son départ. Dans certains cas, la migration est considérée également comme un choix stratégique de diversification des risques (assurance).

Les travaux pionniers de Stark et Lucas (1985) ont donné lieu à une littérature abondante sur les motifs des transferts de fonds des migrants. Traditionnellement, les études distinguent deux sortes de modèles théoriques : des modèles raisonnant au niveau individuel et d'autres au niveau de la famille du migrant dans sa globalité (Figure 2.1, voir aussi Drapier et al., 1997).

Figure 2.1. Les déterminants microéconomiques des transferts de fonds des migrants



Source : Elaboration de l'auteur

1.1. Les motifs individuels

Un migrant peut envoyer de l'argent à sa famille restée dans le pays d'origine pour plusieurs raisons. Il se peut qu'il envoie de l'argent par altruisme, cela suppose que sa satisfaction ou son bien-être dépend du bien-être de ceux restés au pays. Cependant, il peut être guidé par la recherche de son intérêt personnel. L'argent envoyé sert donc à acheter des services auprès des bénéficiaires. Enfin, l'émigré peut transférer des fonds dans un but stratégique pour maintenir ou augmenter (indirectement) son niveau de vie dans le pays d'accueil.

1.1.1. Le motif altruiste

L'altruisme constitue l'explication la plus intuitive des transferts de fonds des migrants. Ce concept apparaît pour la première fois dans les travaux de Becker (1974). L'auteur démontre que les différentes relations entre les individus, dont celles relevant de l'altruisme, peuvent être intégrées dans la théorie économique. Depuis lors, cette hypothèse considère que l'utilité d'un individu altruiste intègre comme argument non seulement sa consommation personnelle, mais également le bien-être des individus dont il se préoccupe. Ces derniers peuvent être les membres des générations qui le précèdent ou le suivent. Dans le cas d'envoi de fonds internationaux, l'altruisme se réfère donc au souci qu'ont les émigrés du bien-être de leur famille restée dans le pays d'origine (OCDE, 2005)⁴⁵.

La nouvelle économie de la migration et des transferts identifie deux formes d'altruisme : l'altruisme unilatéral et l'altruisme mutuel. L'altruisme est qualifié d'unilatéral lorsque l'utilité de l'émigré dépend de sa propre consommation et de celle de ses proches. L'altruisme unilatéral de l'émigré est mesuré par le degré d'attachement à sa famille. Lorsque la famille est également altruiste envers lui, alors l'altruisme est dit mutuel. Dans ce cas, le bien-être du bénéficiaire des fonds dépend également de celle de l'émigré. Ainsi, l'utilité du récipiendaire est une fonction décroissante du revenu de l'émigré.

Pour modéliser ce comportement, nous reprenons le modèle d'altruisme de Stark (1985), et la démarche de Rapoport et Docquier (2006). Nous considérons deux unités de décision : le migrant (m) et le ménage bénéficiaire des transferts de fonds (b) qui peut être constitué d'un ou plusieurs individus. Ainsi, U , T , C et R sont respectivement la fonction d'utilité, le transfert reçu par le ménage, la consommation et le revenu initial. L'utilité de chaque agent (U_i , $i = m, b$) dépend de sa satisfaction $V(C_i)$, avec $V' > 0$ et $V'' < 0$. L'utilité peut être exprimée comme une moyenne pondérée de ces deux éléments avec $0 < \beta_i < 1/2$ (altruisme mutuel). Ainsi, l'utilité du migrant et du récipiendaire peuvent être formulées de la manière suivante :

Équation 2.1

$$U_m(C_m, C_b) = (1 - \beta_m)V_m(C_m) + \beta_m U_b(C_b, C_m)$$

⁴⁵ OCDE (2005) : Migrations, transferts de fonds et développement, Paris, OCDE, 2005, page 17

Équation 2.2

$$U_b(C_b, C_m) = (1 - \beta_b)V_b(C_b) + \beta_b U_m(C_m, C_b)$$

En substituant 2.2 dans 2.1, on obtient:

$$U_m(C_m, C_b) = (1 - \beta_m)V_m(C_m) + \beta_m [(1 - \beta_b)V_b(C_b) + \beta_b U_m(C_m, C_b)]$$

$$U_m(C_m, C_b)[1 - \beta_m \beta_b] = (1 - \beta_m)V_m(C_m) + \beta_m(1 - \beta_b)V_b(C_b)$$

Donc

$$U_m(C_m, C_b) = \frac{(1 - \beta_m)}{(1 - \beta_m \beta_b)} V_m(C_m) + \frac{\beta_m(1 - \beta_b)}{(1 - \beta_m \beta_b)} V_b(C_b)$$

En supposant que les niveaux de consommation du migrant et du bénéficiaire sont déterminés à partir de leur revenu disponible, respectivement $(R_m - T)$ et $(R_b + T)$, il en résulte que la fonction d'utilité finale du migrant s'exprime comme suit :

Équation 2.3

$$U_m(C_m, C_b) = (1 - \gamma_m)V_m(R_m - T) + \gamma_m V_b(R_b + T)$$

$$\text{avec, } 0 \leq \gamma_m = \frac{\beta_m(1 - \beta_b)}{(1 - \beta_m \beta_b)} \leq \frac{1}{2} \text{ et } 0 \leq \gamma_b = \frac{\beta_b(1 - \beta_m)}{(1 - \beta_b \beta_m)} \leq \frac{1}{2}$$

La maximisation de l'utilité finale (équation 2.3) par rapport à T permet d'obtenir :

$$-(1 - \gamma_m) \frac{\partial V}{\partial C_m} + \gamma_m \frac{\partial V}{\partial C_b} \leq 0 \text{ avec l'égalité pour } T > 0$$

En excluant la possibilité de transferts négatifs et avec $V(.) = \ln(.)$, le montant des transferts qui maximise l'utilité jointe du migrant et du ménage resté dans le pays d'origine :

Équation 2.4

$$T^* = \text{Max} \{ \gamma_m R_m - (1 - \gamma_m) R_b, 0 \}$$

$$\text{Avec, } \frac{\partial T^*}{\partial R_m} > 0, \frac{\partial T^*}{\partial R_b} < 0, \frac{\partial T^*}{\partial \gamma_m} > 0, \text{ et enfin } \frac{\partial T^*}{\partial \gamma_b} < 0$$

Dans le cas de transferts altruistes, le niveau ainsi que la probabilité d'envoyer des fonds (appréciée par la fréquence des transferts par mois ou par an) sont proportionnels au revenu du migrant (Funkhouser, 1995 ; Naufal, 2008) et à son degré d'altruisme (Rapoport et

Docquier, 2006). En revanche, ils diminuent au fur et à mesure que les liens entre le migrant et le récipiendaire se distendent (Stark, 1991). Lowell et de la Graza (2000) confirment ce résultat en étudiant les transferts de fonds en provenance des Etats-Unis et à destination des pays d'Amérique Latine. Ainsi, le nombre d'années vécues à l'étranger influence de manière négative le degré d'altruisme et les montants transférés. Funkhouser (1995) montre que la fréquence des transferts de fonds et les sommes envoyées sont une fonction croissante des intentions de retour de l'émigré et une fonction décroissante du nombre de migrants originaires de la même famille.

Lorsque le motif de transfert relève de l'altruisme pur, les montants envoyés ne devraient pas augmenter avec les revenus des récipiendaires puisque nous devrions observer une substitution entre les transferts privés et les transferts publics⁴⁶. En d'autres termes, si un ménage reçoit des aides publiques importantes (son revenu augmente), il recevra moins de transferts. Cette relation de substitution a été établie par Barro (1974) à partir de l'hypothèse de l'équivalence ricardienne.

L'hypothèse des transferts altruistes a été validée par plusieurs études empiriques. A partir de l'exploitation de données d'enquête des ménages du Salvador en 1987 et du Nicaragua en 1989, Funkhouser (1995) montre, d'une part, que les migrants qui occupent un emploi ont une probabilité plus élevée d'envoyer des fonds comparés aux migrants qui n'ont pas d'emploi. D'autre part, le niveau d'études du migrant a une incidence négative sur la probabilité d'envoyer des fonds mais positive sur les montants transférés. Selon Funkhouser (1995), le revenu joue également un rôle important dans la décision d'envoyer des fonds ; plus son niveau est élevé, plus les montants reçus par les familles sont importants. Cependant, plus les migrants issus du même ménage sont nombreux, plus la probabilité d'effectuer un transfert ainsi que le montant transféré par migrant est faible, ce qui valide l'hypothèse de comportement altruiste. Les conclusions de Funkhouser (1995) ont été confirmées par la suite par les études de Naufal (2008) sur le Nicaragua et Agarwal et Horowitz (2002) pour la Guyane⁴⁷. Ces travaux montrent que les transferts de fonds sont négativement corrélés avec le nombre d'émigrés issus d'une même famille. Enfin, en étudiant l'effet de l'instauration du système public de retraite sur les envois de fonds privés en Afrique du Sud (de 1989 à 1993), Jensen (2003) démontre que les transferts publics ne se substituent pas aux transferts privés. Ainsi, il conclut que les émigrés envoient des fonds selon des considérations altruistes.

⁴⁶ Les aides financières versées par l'Etat ou les collectivités.

⁴⁷ L'étude Agarwal et Horowitz (2002) a été menée sur des données d'enquête de ménages entre 1992 et 1993.

Malgré ces évidences empiriques, le motif altruiste ne peut toutefois pas expliquer à lui seul l'existence des transferts. Une explication complémentaire réside dans l'intérêt personnel du migrant. Il s'agit des motifs d'échange et d'investissement.

1.1.2. Echange de services et investissement

Outre l'altruisme, l'émigré peut envoyer de l'argent en espérant en retirer une contrepartie immédiate ou différée. La satisfaction de l'émigré égoïste, à l'opposé de l'émigré altruiste, dépend seulement de son propre niveau de bien-être.

Les transferts de fonds pour motifs personnels sont effectués par le migrant dans le but de réaliser des investissements (tels que l'acquisition des biens immobiliers ou financiers⁴⁸), et/ou d'acheter des services auprès de sa famille restée dans le pays d'origine. Dans ce dernier cas, l'objectif du migrant est d'assurer un héritage, ou s'assurer que sa famille s'occupera d'un autre de ses membres, tels que des parents âgés ou des enfants (Germenji et al., 2001 ; Cox et al., 2004 ; Secondi, 1997).

Lorsque le migrant envoie de l'argent pour obtenir une quantité de service (S) auprès des bénéficiaires, la fonction d'utilité s'écrit de la manière suivante : $V_i = (C_m, S)$, $i = m, b$ avec $\frac{\partial V_m}{\partial S} > 0$ et $\frac{\partial V_b}{\partial S} < 0$. Lorsque le transfert atteint le montant minimum requis, le bénéficiaire acceptera de fournir le service (S) si et seulement si :

$$V_b(R_b + T, S) \geq V_b(R_b, 0)$$

$$\text{avec, } T = (S, R_b)$$

En dérivant cette fonction d'utilité par rapport au revenu initial (R_b) et par rapport au niveau des services rendus (T) on obtient :

$$\begin{aligned} & \text{Équation 2.5} \\ \frac{\partial T}{\partial R_b} = & - \frac{\frac{\partial V_b(R_b + T, S)}{\partial C_b} - \frac{\partial V_b(R_b, 0)}{\partial C_b}}{\frac{\partial V_b(R_b + T, S)}{\partial C_b}} > 0 \\ & < 0 \end{aligned}$$

⁴⁸ C'est le cas par exemple des émigrés grecs installés en Allemagne, aux Etats-Unis et en Australie (Glytsos, 1997).

Équation 2.6

$$\frac{\partial T}{\partial S} = - \frac{\frac{\partial V_b(R_b + T, S)}{\partial S}}{\frac{\partial V_b(R_b + T, S)}{\partial C_b}} > 0$$

D'après l'équation 2.6, les montants envoyés devraient augmenter avec les services. Contrairement au motif altruiste, la relation entre les transferts de fonds et le niveau de revenu du bénéficiaire est ambiguë. En effet, le signe de $\partial T/\partial R_h$ dépend de l'effet des services demandés (S) sur l'utilité marginale de la consommation. Ainsi, lorsque le récipiendaire voit son revenu augmenter, il peut fournir des services de meilleures qualités, et donc les facturer plus chers. Si le migrant accepte la hausse du prix du service, les transferts devraient de ce fait augmenter. En revanche, si le migrant refuse la hausse et réduit sa demande de service en conséquence, les transferts devraient baisser. La relation négative entre le revenu du récipiendaire et les transferts de fonds a été confirmée par Cox (1987). Selon l'auteur, la relation négative s'explique par le fait que lorsque le revenu du récipiendaire augmente, son utilité marginale diminue, et par conséquent il exige plus de transferts pour la même quantité de services. Pour Cox (1987), le prix du service, qui doit se situer entre le prix du marché de ces services et le coût d'opportunité, dépend à la fois des rapports de force, et de la faculté de négociation des deux parties. Ainsi, des facteurs tels que la hausse du chômage dans le pays d'origine ou la baisse du revenu du récipiendaire peuvent renforcer le pouvoir de négociation de l'émigré. En revanche, tous les éléments permettant au récipiendaire d'augmenter son pouvoir de négociation comme la baisse du taux de chômage dans le pays d'origine, la hausse de son revenu, et/ou la hausse de transferts publics auront un effet positif sur les montants reçus.

De la même manière pour le cas du Pérou, Cox et Jimenez (1992) mettent en évidence l'existence d'un effet de substitution entre les transferts privés et les transferts publics, mais cet effet n'est pas aussi important que les modèles de transferts altruistes le prévoient. Les auteurs montrent également que les remises de fonds entre générations peuvent être justifiées en partie par des motivations d'échange. Ils expliquent ce résultat par le fait que le modèle altruiste est basé sur une substitution parfaite entre le revenu et les transferts. En testant les motivations de transferts entre ascendants et descendants pour le cas du Pérou, Cox et al. (1998) affirment que les transferts sont d'abord une fonction croissante, puis décroissante du revenu du bénéficiaire. Ce résultat corrobore l'hypothèse d'échange, et contredit celle d'altruisme fort.

Dans le cas des transferts pour motif d'investissement, les explications de ce comportement rejoignent celles des déterminants de la migration avancées par la nouvelle économie de la migration. En effet, dans le pays d'origine, l'imperfection et l'insuffisance des marchés de capitaux ne permettent pas à un porteur de projet d'investir. Pour contourner ces obstacles, l'individu émigre et envoie de l'argent. Dans ce cas, les montants envoyés augmentent avec le revenu de l'émigré. Ce type de transferts reflète souvent une migration temporaire.

Dans le but de distinguer les motivations altruistes des motivations d'investissement, certaines études exploitent les caractéristiques économiques et sociales des ménages receveurs. Ainsi, Massey et Basem (1992) croisent les données socioéconomiques des ménages du Mexique, et démontrent que l'épargne et l'envoi de fonds sont étroitement liés aux spécificités du pays d'origine. Pour les migrants mexicains, une économie locale développée et dynamique favorise l'investissement, et par conséquent l'envoi de fonds. Par ailleurs, d'autres études mettent en évidence la coexistence des différents motifs que sont l'altruisme, l'échange de service et l'investissement. Ainsi, pour la Thaïlande, Vanwey (2004) montre que ces motivations sont étroitement liées à la richesse de la famille restée au pays. En effet, les transferts à destination des familles pauvres seraient motivés par des considérations altruistes, tandis que l'échange de services et l'investissement expliqueraient les transferts à destination des familles riches. Mitra (2004) parvient à des conclusions similaires. Il montre que les envois de fonds des migrants s'assimilent à une récompense ; ils seraient ainsi le résultat d'un échange et non pas de considérations altruistes.

Enfin, dans le cas du Nigeria, Osili (2007) étudie un échantillon composé de migrants installés aux Etats-Unis et de leurs familles restées dans le pays d'origine. Il montre que l'altruisme expliquerait les transferts de fonds envoyés de manière régulière, alors que l'épargne rapatriée refléterait plutôt le motif d'investissement. Selon l'auteur, les envois de fonds réguliers augmentent avec le revenu du migrant, son niveau de qualification et la taille de la famille restée au pays mais diminuent avec la richesse de la famille récipiendaire. Cependant, l'épargne rapatriée dans le pays de départ augmente avec le revenu de l'émigré et diminue avec la taille de sa famille restée au pays.

Dans le cas des transferts pour motif d'échange de services et d'investissement, les migrants cherchent à accroître leurs revenus dans le pays d'origine. Or, certains auteurs avancent d'autres explications des envois de fonds qui permettraient aux émigrés de

préservé, voire d'augmenter, leurs revenus dans le pays d'accueil. Il s'agit des transferts pour motif stratégique.

1.1.3. Le motif stratégique

D'après Stark (1985), fondateur de la nouvelle théorie de la migration, un migrant qualifié peut envoyer de l'argent à sa famille et aux membres de sa communauté pour des raisons stratégiques. En effet, dans une situation d'asymétrie d'information sur la productivité individuelle des candidats à l'embauche issus de l'étranger, les employeurs des pays d'accueil appliquent une discrimination statistique⁴⁹, et rémunèrent les travailleurs migrants en fonction de la productivité moyenne de leur groupe d'appartenance. Ainsi, pour préserver leurs intérêts, les migrants optent pour une stratégie qui consiste à recomposer leur groupe d'appartenance afin que seuls les plus productifs migrent. Dans ce modèle, plusieurs cas de figurent s'opposent et nous les présentons à l'aide de la théorie du jeu (Cf. tableau 2.1). En effet, des migrants qualifiés travaillant à l'étranger sont incités à envoyer de l'argent aux candidats à l'émigration non qualifiés (non productifs) pour les encourager à rester dans le pays d'origine. Les envois de fonds deviennent donc l'outil pour mettre en place cette stratégie ; ils correspondent aux transferts du scénario 2 (tableau 2.1). Pour que les travailleurs non qualifiés restés dans les pays d'origine acceptent de coopérer, il faut que leur revenu augmenté des transferts reçus soit supérieur au revenu qu'ils auraient pu percevoir s'ils avaient migré.

Stark et Wang (2002) étendent la démonstration des transferts stratégiques à la situation où la productivité est entièrement observable sur le marché du travail du pays d'accueil. Dans ce cas, les auteurs supposent que les employeurs des pays d'accueil disposent des informations nécessaires sur les qualifications des migrants et sur la composition du marché du travail (rapport des qualifiés/non qualifiés). Ils considèrent également que la rémunération des migrants qualifiés est proportionnelle au nombre de migrants non qualifiés. Ainsi, par le biais des transferts de fonds, les migrants qualifiés installés dans les pays d'accueil peuvent modifier ce rapport (qualifiés/non qualifiés). D'une part, les migrants qualifiés peuvent aider financièrement les non qualifiés à s'installer dans le pays d'accueil pour modifier à la hausse ce rapport. Les envois de fonds servent alors à financer les coûts de la migration et permettent d'inciter les migrants non qualifiés à émigrer en compensant la

⁴⁹ Du moins pendant une certaine période

perte de salaire due à l'émigration (Tableau 2.1, Scénario 1). D'autre part, les qualifiés peuvent envoyer des fonds aux non qualifiés pour les inciter à rester dans le pays d'origine et ainsi préserver ce rapport (Tableau 2.1, Scénario 2). Dans ce cas, les auteurs supposent que les employeurs des pays d'accueil rémunèrent les migrants selon leur appartenance communautaire. Plus la communauté est composée de migrants qualifiés, plus les rémunérations sont importantes.

Tableau 2.1. Théorie des jeux appliquée aux transferts de fonds

Joueur 2	Joueur 1	Travailleurs non qualifié ⁵⁰	
	Stratégies	Migration	Rester dans le pays
Migrants qualifiés ⁵¹	Migration	Scénario 1	Scénario 2
	Rester dans le pays	Scénario 3	Absence de transferts

Source : D'après l'auteur

Les transferts de fonds pour motif stratégique s'appuient sur des hypothèses certes fortes mais discutables. D'une part, elles supposent que le temps nécessaire pour détecter les capacités individuelles et les compétences personnelles est relativement long. D'autre part, elles considèrent que les employeurs disposent de connaissances sociologiques et anthropologiques leur permettant d'identifier clairement les différents groupes de migrants. Toutefois, Docquier et Rapoport (1997) remettent en cause ces hypothèses. Ils montrent que la capacité d'identifier la productivité en fonction du groupe d'appartenance n'est pas acquise par les employeurs, et que les non qualifiés peuvent ne pas coopérer et être tentés par la migration (scénario 3).

Les envois de fonds seraient ainsi le résultat de décisions personnelles. Néanmoins, pour certains auteurs, les transferts de fonds sont l'aboutissement d'interactions familiales et sociales. En effet, lorsqu'un candidat à l'émigration construit son projet migratoire, il sollicite souvent sa famille ou son entourage afin d'obtenir un soutien financier. Dans ce cas, le projet migratoire implique un arrangement entre le migrant et sa famille prenant la forme d'un contrat familial implicite de remboursement de prêt ou d'assurance.

⁵⁰ Encore dans le pays d'origine.

⁵¹ Déjà installés dans le pays d'accueil.

1.2. Les motifs familiaux

Dans la réalité, les arrangements réalisés par un candidat à l'émigration au sein de la cellule familiale sont particulièrement complexes, mais plus équilibrés que l'altruisme pur et le simple intérêt personnel. C'est ainsi que la nouvelle économie de la migration considère que la décision de migrer et d'envoyer des fonds s'inscrit dans un cadre familial. La migration et les transferts de fonds relèvent alors de stratégies ayant pour objectif la diversification des risques et la redistribution des revenus.

1.2.1. Le contrat familial implicite de remboursement de prêt

L'existence d'un contrat plus ou moins implicite et informel entre le migrant et sa famille constitue un autre motif mis en évidence par la littérature. Il s'agit des transferts destinés à rembourser un prêt contracté afin de financer la migration (Ilahi et Jafarey, 1999 ; Durand et al., 1996). Cette explication est particulièrement adaptée lorsque les candidats à la migration ne disposent pas des fonds nécessaires pour financer la migration ou lorsque le marché du crédit est défaillant ou inexistant.

Dans ce modèle, le migrant n'est plus considéré comme un individu qui prend ses décisions de manière indépendante mais il agit dans un cadre familial. Ce dernier remplace le marché du crédit et finance les coûts de la migration, notamment les coûts liés aux transports, à la liquidation de biens immobiliers, à la recherche d'un nouveau logement et d'un nouvel emploi. Le contrat implicite entre le migrant et sa famille ayant une dimension inter-temporelle permet donc de dépasser les imperfections du marché du crédit.

Un autre type de contrat implicite est basé sur l'idée que les parents investissent dans l'éducation de leur enfant dans l'espoir de recevoir ultérieurement des transferts de fonds de ce dernier. Ainsi, les transferts envoyés par le migrant sont considérés comme le remboursement des investissements en matière de capital humain qu'il a reçus (Porine, 1997 ; Agarwal et Horowitz, 2002). Pour les parents, l'acquisition d'un niveau d'éducation relativement élevé est considérée comme une condition sine qua non pour réussir la migration. Il permet aux enfants d'intégrer facilement le pays d'accueil, de trouver un emploi et de maximiser leur revenu.

Dans le cas des transferts pour remboursement de prêt, l'effet d'une augmentation du revenu du migrant sur les transferts est positif. En effet, les montants initiaux dépensés par les

familles sont d'autant plus importants que le revenu espéré du migrant à l'étranger est élevé (Rapoport et Docquier, 2006). De même, à l'aide d'une simulation différenciant famille proche et famille élargie, et d'un modèle à trois étapes (migration, transferts et retour) où la famille élargie finance le coût migratoire, Ilahi et Jafrarey (1999) montrent que le migrant doit rembourser le prêt à sa famille élargie tout en rendant d'autres services ; le revenu restant à l'émigré est alors affecté à sa consommation, à l'épargne et aux transferts de fonds vers sa famille proche. Les auteurs trouvent que les montants envoyés par le migrant à sa famille proche sont proportionnels à son revenu. Plus son revenu augmente, plus la part du remboursement du prêt dans son revenu global est faible, plus le transfert à sa famille proche est élevé.

En revanche, la relation entre le revenu du bénéficiaire et les montants reçus est ambiguë. Tout comme le cas d'échange de services, il est possible que les montants transférés pour remboursement de prêt augmentent avec le revenu du bénéficiaire. C'est ce que montrent Cox et al. (1998) pour les pays en développement où le fonctionnement imparfait du marché du crédit ne permet pas aux individus d'emprunter et d'épargner. Selon les auteurs, la hausse du revenu du bénéficiaire renforce son pouvoir de négociation, et donc les montants exigés comme retour sur investissement. De même, l'effet du niveau de richesse de la famille sur les transferts de fonds reste également indéterminé (Rapoport et Docquier, 2006). Par rapport aux familles riches, les familles pauvres ont plus d'intérêt à émigrer puisque le différentiel de revenu entre le pays d'origine et d'accueil est important. Cependant, les contraintes budgétaires qui pèsent sur ces familles rendent le financement d'un projet migratoire optimal plus difficile. Ainsi, les transferts reçus sont d'abord croissants avec la richesse de la famille, puis décroissants. Ces résultats sont illustrés dans les études empiriques relatives aux transferts de fonds et aux inégalités (voir chapitre 3, section 2.1).

Enfin, il faut noter que, contrairement aux transferts relevant d'un échange de services, la hausse du chômage dans le pays d'origine aura un effet positif sur les transferts de fonds ; les migrants investissent dans l'éducation de ceux restés dans le pays d'origine. Pour eux, un haut niveau d'étude et de qualification procure une assurance contre le chômage dans le pays d'origine et d'accueil (Stark et Bloom, 1985).

Afin de distinguer les envois de fonds comme retour sur investissement des autres types de transferts, des études utilisent des variables comme la durée, la fréquence d'envoi et l'utilisation finale des transferts. Dans ce sens, Poirine (1997) démontre la continuité

temporelle des transferts de fonds lorsqu'il s'agit de remboursement des dépenses d'éducation. Pour l'auteur, un migrant, après avoir honoré son contrat, continue d'envoyer des fonds pour financer l'éducation de la seconde génération, notamment celle de ses enfants. Ces derniers enverront de l'argent pour rembourser leurs parents⁵² une fois qu'ils auront émigré à leur tour de sorte que les transferts se maintiennent indéfiniment. En outre, Poirine (1997) constate qu'après avoir financé l'éducation, les transferts de fonds alimentent en général la consommation quotidienne.

Le seul contrat implicite de remboursement de prêt ne permet pas de justifier l'existence de transferts de fonds. En effet, dans certains cas, le migrant ne doit pas rembourser un prêt mais il continue d'envoyer des fonds. C'est l'existence d'autre contrat implicite qui permet de justifier la continuité des transferts ; il s'agit du contrat implicite d'assurance et de coassurance.

1.2.2. Le contrat familial implicite d'assurance et de coassurance

Les transferts de fonds des migrants pourraient également s'expliquer par la volonté de la famille de s'assurer contre les risques (Niimi et al., 2008 ; Sana et Massey, 2005 ; Gubert, 2002 ; Kaufman et Lindauer, 1986 ; Lucas et Stark, 1985). En présence de marchés du crédit et d'assurance imparfaits dans les pays d'origine, des familles peuvent décider d'envoyer certains de leurs membres à l'étranger dans le but de recevoir des transferts qui offrent un gage de sécurité lorsque le revenu de la famille subit des chocs négatifs et inattendus liés à des mauvaises conditions climatiques locales (maladie et sécheresse par exemple).

Dans le contrat implicite d'assurance, la migration est donc considérée non comme un moyen de réaliser des investissements mais comme un moyen de diversification des risques. Dans ce cas de figure, la cellule familiale fonctionne comme une compagnie d'assurance, les coûts liés à la migration représenteraient la prime d'assurance et les transferts s'identifieraient à des indemnités d'assurance (Coate et Ravallion, 1993 ; Rosenzweig, 1986 ; Stark et Levhari, 1982). Dans les pays en développement, ce sont les zones rurales qui subissent souvent les fluctuations du revenu et, en l'absence de dispositifs de gestion des risques, les familles sont obligées de s'auto-assurer par le biais d'une dispersion géographique de leurs

⁵² Les parents rentrent au pays d'origine pour leurs vieux jours.

membres. L'objectif de ce contrat est de réduire l'incertitude plutôt que d'augmenter le revenu familial.

Le niveau des transferts de fonds issus du contrat implicite d'assurance est le résultat de plusieurs arrangements contractuels. D'une part, il dépend de la capacité de négociation de la famille et de l'émigré ; les transferts augmentant en même temps qu'augmente le pouvoir de négociation de la famille (Stark et Lucas, 1988). D'autre part, les sommes envoyées seront d'autant plus importantes que la famille est riche, le marché du travail étranger est instable et que les membres de la famille sont solidaires. Au contraire, elles seront d'autant plus faibles que le marché de l'assurance est accessible et peu coûteux.

Sur le plan empirique, les études traitant de l'altruisme ou l'intérêt personnel s'intéressent également aux envois de fonds comme un moyen de diversification du risque. Ainsi, sur un échantillon de 5109 ménages péruviens observés entre 1985 et 1986, Cox et al. (1998) montrent que les transferts privés sont complémentaires aux transferts publics et qu'ils sont principalement envoyés aux individus sans emploi ou malades. Pour les auteurs, cela favorise l'hypothèse selon laquelle les transferts jouent le rôle de contrat d'assurance. De même, pour les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale (EECA), Naiditch (2009) montre que le manque de transferts publics en matière de protection sociale est compensé par des transferts privés.

A partir de données d'enquêtes ghanéennes sur la période 2003-2004, Mazzucato (2009) montre qu'il existe des contrats d'assurance informels entre l'émigré et sa famille restée dans le pays d'origine. Le migrant envoie de l'argent à ses parents lors de l'occurrence de certains risques non prévisibles notamment pour faire face à des urgences sanitaires et aux funérailles. L'auteur montre également que des transferts pour motif d'assurance peuvent coexister avec des transferts de nature altruiste ou d'échange de services. De même, à l'aide d'un modèle principal-agent⁵³ et sur des données maliennes observées en 1997, Gubert (2002) constate que la migration est motivée par le souci de diversifier les risques et que les transferts de fonds sont positivement corrélés avec le choc subi par les familles. Pour l'auteur, les envois de fonds servent à soutenir les familles en cas de chocs de revenu et à adopter de nouvelles techniques de production. Dans les communes de la Sierra dominicaine, de la Brière et al. (2002) étudient pour 400 ménages répartis aléatoirement la relation entre le

⁵³ Le modèle principal-agent décrit les relations d'échanges entre deux agents : le principal et l'agent. Les termes de l'échange sont définis par un contrat qui est à l'initiative du principal. L'agent peut refuser ou accepter le contrat qui lui est proposé et, dans le second cas, il agira de manière à maximiser son utilité.

niveau des transferts de fonds et l'ampleur des chocs sur les revenus des r cipients⁵⁴. Les auteurs trouvent que l'assurance est la motivation des transferts des femmes tandis que pour les hommes migrants, les transferts pour assurance sont envoyés seulement lorsqu'ils sont les seuls migrants de leur famille.

Au Salvador, en utilisant des données de panel observées entre 1997 et 2001, Halliday (2008) montre également que les chocs dans le secteur agricole sont suivis à la fois par des migrations masculines et une augmentation des heures de travail aux Etats-Unis. Les rémunérations issues des heures supplémentaires sont principalement destinées à amortir le choc agricole négatif. Yang et Chio (2007) confirment ces résultats pour le cas des Philippines et de la Thaïlande à savoir que les transferts augmentent en cas d'un choc négatif sur le revenu des ménages r ceveurs. En outre, au Sud de l'Inde, Rosenzweig et Stark (1989)  tudient la population locale entre 1975 et 1979 et démontrent qu'il existe des combinaisons mariage-migration pour réduire le risque lié à la consommation quotidienne : les familles préfèrent un(e)  poux(se) installé(e)   l'étranger pour augmenter indirectement leur revenu. Ainsi, lorsque le revenu de la famille subit un choc négatif, les familles peuvent compter sur l'aide de leur fille ou de leur fils.

Enfin, dans leur étude consacrée aux migrants maghrébins, d'Afrique subsaharienne et turcs installés en France, Moitti et al. (2009) montrent que l'altruisme et l'assurance expliquent les envois de fonds dans toutes les communautés. En revanche, il existe d'autres déterminants notamment historiques comme le nombre d'années passées à l'étranger et subjectifs comme le degré d'attachement au pays d'origine qui influencent les motivations de transferts.

Pour mettre en œuvre ces contrats de remboursement de prêt et d'assurance, les familles disposent de plusieurs moyens de nature informelle pour s'assurer de leur respect parmi lesquels figure un caractère inter-temporel des transferts. Cela correspond à l'existence d'un altruisme mutuel entre le migrant et sa famille qui peut procurer une assurance aux deux parties : tant que le migrant dispose d'un emploi et d'un revenu suffisant dans le pays d'accueil, c'est à lui qu'incombe d'assurer sa famille contre le risque. En revanche, si ses conditions se détériorent (perte d'emploi par exemple), il peut alors compter à son tour sur l'aide familiale (Stark et Lucas, 1988). Un autre moyen que les parents peuvent utiliser pour s'assurer du respect du contrat relève des informations dont ils disposent sur les membres de

⁵⁴ Dans cette étude, le choc de revenus est mesuré par le nombre de jours non travaillés pour cause de maladie.

leur famille candidats à l'émigration. Par exemple, le fait de savoir qu'un de leurs membres est par nature égoïste va les conduire à favoriser la migration d'un autre membre, plus altruiste et, de ce fait, davantage susceptible d'honorer le contrat. Enfin, les familles peuvent également exploiter chez le migrant son désir de retourner dans son pays d'origine et exercer des pressions pour l'inciter à respecter ses engagements. Les pressions peuvent prendre la forme de menaces notamment la possibilité pour l'émigré de perdre son prestige auprès de sa communauté d'origine ou bien son droit à l'héritage.

Dans la littérature de la migration et des transferts, l'héritage a tout particulièrement fait l'objet de plusieurs études théoriques et empiriques. En effet, il permet non seulement de garantir les transferts de fonds, mais aussi d'influencer directement le niveau de l'héritage. Ainsi, de la Brière et al. (2002) montrent que, si un migrant envoie de l'argent pour investir dans son héritage, il enverra des fonds en fonction de son revenu, de la richesse de ses parents et de la probabilité d'hériter qui est mesurée par l'âge des parents et le nombre de frères et sœurs. En revanche, Rapoport et Docquier (2006) montrent que l'effet du nombre d'héritiers sur le montant transféré est ambigu. D'une part, plus le nombre d'héritiers est important, plus la concurrence est rude entre les héritiers et plus les sommes envoyées par chaque héritier seraient importantes, chaque héritier voulant obtenir la part la plus élevée de l'héritage. D'autre part, un nombre important d'héritiers peut également conduire à la baisse des transferts de fonds, notamment si l'héritage n'atteint pas une taille suffisante pour être partagé. Enfin, au Kenya, à l'aide d'une enquête menée auprès des ménages en 1988, Hoddinott (1994) montre que le comportement des migrants en matière de transferts dépend de la quantité d'information dont ils disposent quant aux revenus de leurs parents. En d'autres termes, les parents aisés pouvant offrir des récompenses importantes en termes d'héritage sont ceux qui bénéficient des transferts les plus élevés. Ce constat confirme l'étude de Bernheim et al. (1985) qui montrent que les parents riches et aisés reçoivent plus d'attention et plus de transferts que leurs équivalents pauvres.

Tableau 2.2. Réaction des motifs microéconomiques des envois de fonds aux caractéristiques du migrant et du bénéficiaire

Variables	Altruisme	Contrat implicite d'arrangement
<i>Caractéristiques du migrant :</i>		
• Emploi qualifié	+	+
• Enfants à charge	+	-
• Moins de charges	+	+
• Stabilité du revenu	+	-
<i>Caractéristiques des ménages récipiendaires :</i>		
• Nombre de migrants	-	+
• Richesse et biens	-	+
• Age du chef de ménage	+	+
• Stabilité du revenu	-	-

Note : + et – indiquent respectivement que la variable associée agit positivement ou négativement sur les transferts

Source : D'après l'auteur

En résumé, l'analyse des différents déterminants microéconomiques des transferts nous a permis d'identifier les particularités des différents motifs. Ainsi, le tableau 2.2 résume la réaction des motifs microéconomiques des envois de fonds aux caractéristiques du migrant et du bénéficiaire. Ainsi, dans le cas des transferts altruistes, il semblerait qu'aucune corrélation positive n'existe entre les envois de fonds et la richesse du récipiendaire. En revanche, dans le cas de remboursement de prêts ou d'échange de services, les transferts de fonds augmentent avec le niveau du revenu. De même, il est également possible que la richesse d'un ménage influence positivement les remises lorsqu'il s'agit des transferts effectués dans la perspective d'obtenir un héritage plus tard. Par ailleurs, l'analyse permet de constater que différentes motivations peuvent coexister, par exemple l'altruisme peut-être conjugué au remboursement de prêt (Cox et Jimenez, 1996). Ainsi, les envois de fonds de migrants peuvent être le résultat d'une combinaison de plusieurs motifs microéconomiques.

Bien que les études empiriques sur les déterminants microéconomiques des transferts soient abondantes, elles ne parviennent pas à faire ressortir une motivation en particulier. Cependant, elles se rejoignent sur le fait que les différentes explications des transferts de fonds coexistent et sont généralement liées. Par ailleurs, nous devons mentionner qu'il existe

d'autres études s'intéressant uniquement aux déterminants macroéconomiques. Selon ces études, les facteurs macroéconomiques reflètent les conditions économiques, sociales et politiques du pays d'origine et d'accueil. Ce sont ces facteurs qui méritent d'être analysés.

Section 2. Les déterminants macroéconomiques

Les transferts de fonds ont sans doute des bienfaits économiques et sociaux pour les pays qui les reçoivent. Cependant, afin de tirer profit de cette manne financière, une analyse préalable de ses déterminants est nécessaire.

Dans la section précédente, nous avons montré qu'un migrant peut envoyer de l'argent à sa famille par altruisme, par intérêt personnel ou pour honorer ses engagements auprès de sa famille ou de sa communauté. Ces motivations microéconomiques sont identifiées à partir de modèles reposant sur des hypothèses relatives au comportement du migrant et de ses bénéficiaires, qu'il faut ensuite valider à partir de données d'enquêtes. Les résultats qui en découlent sont souvent spécifiques au contexte du pays. En revanche, en l'absence de données individuelles, les motivations microéconomiques peuvent être déterminées à partir des études reposant sur des données agrégées.

Les motivations des transferts dépendent des caractéristiques socioéconomiques de l'émigré et de sa famille (tableau 2.2). Celles-ci sont également fonction des caractéristiques démographiques, économiques et institutionnelles des pays d'accueil et d'origine (marché du travail, taux d'inflation, taux de change, différentiel du taux d'intérêt, stabilité politique et politiques migratoires). Ainsi, dans le cas des transferts altruistes, les variables influençant positivement le revenu du migrant et négativement celui de sa famille auront un effet positif sur les transferts de fonds. A cet égard, une amélioration des conditions économiques du pays d'accueil ou une baisse de celle du pays d'origine, accompagnée d'une augmentation des transferts de fonds, pourraient être également un indicateur de transferts altruistes.

Par ailleurs, si les motivations microéconomiques ont déjà donné lieu à de nombreuses études théoriques et empiriques, peu d'études se sont intéressées aux déterminants macroéconomiques. A cet égard, cette section s'attache à identifier les principaux déterminants macroéconomiques en analysant les principaux résultats de ces études.

2.1. Les déterminants démographiques et économiques

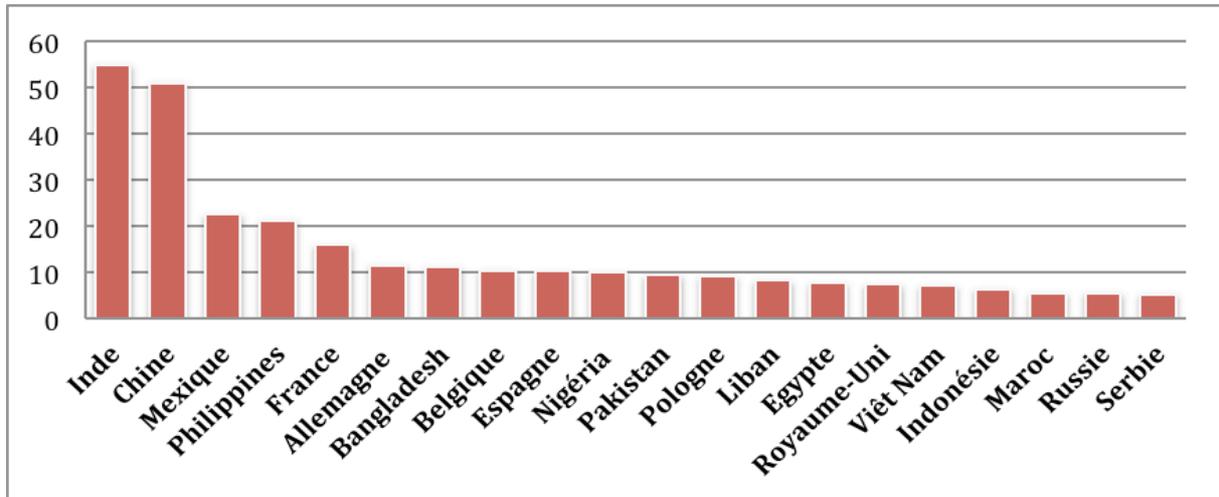
Les motivations ainsi que le volume des transferts de fonds peuvent être influencés par plusieurs facteurs liés notamment aux caractéristiques démographiques et économiques du pays d'origine et du pays d'accueil.

2.1.1. Les déterminants démographiques

Il existe aujourd'hui un consensus dans la littérature sur le rôle des caractéristiques sociodémographiques des migrants dans les transferts de fonds, en particulier pour les pays en développement. Néanmoins, ces caractéristiques sont souvent déterminées par leurs stocks et non pas par leurs profils socioéconomiques (sexe et qualification) (Docquier et Marfouq, 2004). En effet, le stock de migrants est probablement le déterminant le plus important des transferts de fonds (Niimi et al., 2008). Ainsi, les pays qui exportent un grand nombre de migrants reçoivent en moyenne plus de fonds que les autres (Freund et Spatafora, 2008 ; Lueth et Ruiz-Arranz, 2006, Frankel, 2011). Dans ce sens, le rapport⁵⁵ de la Banque Mondiale sur la migration et les transferts de fonds montre que parmi les vingt principaux pays receveurs de transferts de fonds, onze sont les premiers expéditeurs de main d'œuvre (Figures 2.2 et 2.3). Pour les pays de l'OCDE, Freund et Spatafora (2008) montrent qu'une augmentation de 1% du stock de migrants engendrerait une augmentation de 0,7% des montants transférés. Toutefois, la prise en compte d'autres facteurs explicatifs notamment le niveau du développement financier et la dollarisation réduit la valeur de cette élasticité à 0,6 au lieu de 0,7. Enfin, pour la communauté des Etats d'Amérique Latine et des Caraïbes, Niimi et al. (2008) montrent que les pays des Caraïbes reçoivent plus de transferts de fonds (en pourcentage du PIB et par habitant) que les pays des autres régions. Le taux élevé de l'émigration expliquerait ce constat : il est de 15% pour les pays des Caraïbes contre 8% pour les pays d'Amérique Centrale et 1% pour les pays d'Amérique Latine.

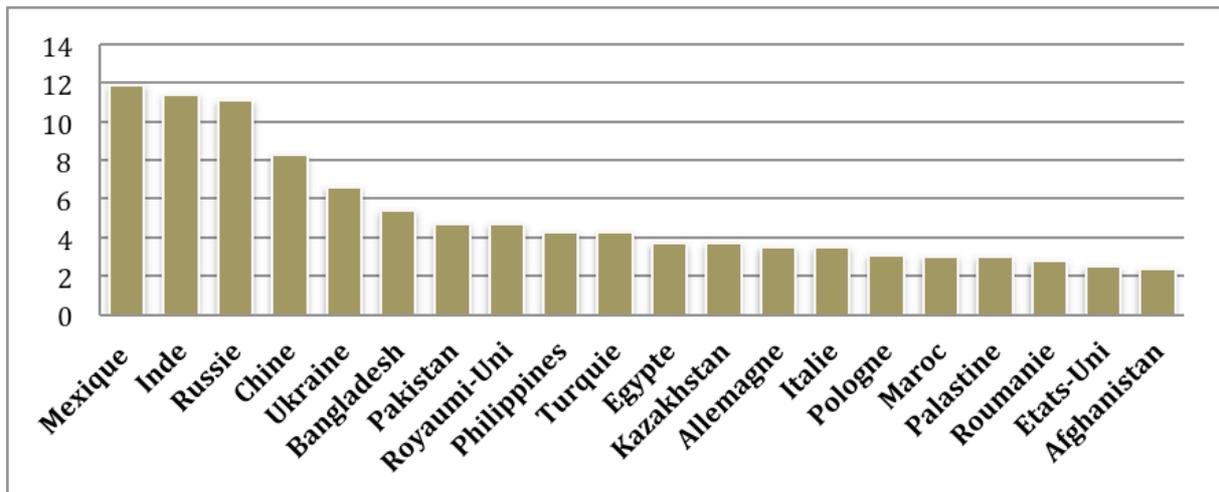
⁵⁵ Migration and Remittances Factbook (2011). Seconde édition.

Figure 2.2. Les 20 premiers pays bénéficiaires de transferts de fonds (en 2010 ; en millions \$)



Source : Migration and Remittances Factbook, 2011

Figure 2.3. Les 20 pays les plus exportateurs de mains d'œuvre (en millions de migrants)



Source : Migration and Remittances Factbook, 2011

En parallèle, d'autres caractéristiques des migrants peuvent être également des déterminants importants des transferts de fonds. Il s'agit par exemple du niveau de qualification (instruction) du migrant, du nombre d'années vécues à l'étranger et du niveau de la migration féminine.

Si les migrants d'un pays sont qualifiés, ils percevront des salaires plus élevés et pourront alors envoyer davantage à leur famille. Toutefois, la nouvelle économie de la migration et des transferts n'aboutit pas à des conclusions aussi tranchées et les estimations

empiriques sont souvent contradictoires (Faini, 2006 ; Adams, 2009). Rodriguez et Horton (1995) étudient le cas des migrants des Philippines et montrent que le niveau de qualification n'a pas d'effet sur les transferts de fonds. Il est possible que les migrants qualifiés soient issus de familles aisées ou riches et que les incitations à envoyer de l'argent soient plus faibles (Niimi et al., 2008). Dans ce cas, la migration n'est plus un projet collectif répondant à des causes familiales, mais correspondrait plutôt à un projet professionnel. D'ailleurs, un niveau élevé de revenu d'un migrant qualifié lui permet plus facilement de bénéficier du regroupement familial et donc de supprimer l'origine même des transferts. De même, lorsqu'un migrant passe plus de temps à l'étranger, il est probable qu'il perde les liens avec sa famille et sa communauté et, en conséquence, qu'il diminue les envois de fonds (Banerjee, 1984 ; Funkhouser, 1995) ; c'est précisément cette situation que Glytsos (1997) qualifie de Syndrome d'Installation Définitif⁵⁶. Enfin, Niimi et al. (2008) montrent que la migration féminine peut influencer négativement les transferts de fonds. Pour les auteurs, la participation des femmes au marché du travail est faible dans les pays d'origine et elle le sera sûrement encore plus dans les pays d'accueil. Aussi, un niveau élevé de migration féminine montre que la famille entière a migré et qu'il n'y a plus alors de raison d'envoyer de fonds.

En conclusion, les caractéristiques de la diaspora d'un pays déterminent en grande partie le volume des transferts. Les montants envoyés dans un pays dépendent fortement du nombre de ses émigrés travaillant à l'étranger. Ce constat change lorsque les observations concernent les niveaux relatifs des transferts ou lorsque l'on prend en considération d'autres variables explicatives telles que le développement financier ou la gouvernance du pays d'origine.

2.1.2. Les déterminants économiques

La plupart des travaux qui traitent des déterminants des transferts de fonds se focalisent sur les motifs animant les individus et non pas sur les facteurs macroéconomiques. Certes, les transferts de fonds traduisent les considérations microéconomiques sous-jacentes évoquées dans la section précédente. Il est néanmoins légitime d'admettre qu'un certain nombre de facteurs économiques reflétant la situation économique et le marché d'emploi dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil soient susceptibles d'affecter les transferts de fonds.

⁵⁶ Syndrome d'installation définitif (permanent settlement syndrome) signifie que le migrant, après un long séjour dans le pays d'accueil, décide de s'y installer avec sa famille.

Les transferts de fonds envoyés par un migrant dépendent de son revenu et de celui de sa famille, du taux de change bilatéral, des taux de chômage respectifs et du taux de l'inflation. De fait, le PIB du pays d'accueil reflète le niveau du revenu du migrant et toute amélioration de celui-ci ou de la conjoncture économique du pays d'accueil pourrait entraîner une hausse des envois de fonds. En revanche, l'effet du niveau de revenu de la famille (mesuré par le PIB par habitant du pays d'origine) sur les transferts est ambigu. Ainsi, les transferts de fonds peuvent augmenter (respectivement baisser) avec le niveau de revenu de la famille si le migrant est motivé par l'investissement (respectivement l'altruisme). De même, nous considérons qu'un taux d'inflation élevé dans le pays d'origine associé à une hausse dans les transferts de fonds peut refléter un comportement altruiste. Cependant, si l'inflation est associée à une baisse des transferts, le motif d'envoi sera l'investissement.

L'appréciation et la dépréciation du taux de change peuvent, sans doute, nous renseigner sur les motifs des transferts de fonds. Ainsi, la dépréciation de la monnaie du pays d'origine par rapport à celle du pays d'accueil se traduit par un effet de richesse et par un effet de substitution. L'effet de richesse est lié à la hausse de la valeur d'une unité monétaire (pouvoir d'achat) tandis que l'effet de substitution reflète le comportement de l'émigré qui commence à envoyer moins en termes nominaux tout en conservant un montant réel constant. Dans certains pays, la prime du marché noir (informel) (qui correspond à la différence entre le taux de change officiel et le taux de change sur le marché informel) a un effet sur les transferts envoyés puisqu'elle représente en partie le coût relatif des canaux de transmission officiel par rapport aux canaux informels. Les déterminants macroéconomiques que nous venons de mentionner seront analysés de manière plus approfondie dans la section 3.1.

Sur le plan empirique, de nombreuses études mettent en évidence les relations entre les variables économiques et les transferts de fonds. Certaines tentent de montrer que les facteurs économiques influencent les motivations des envois de fonds, d'autres en revanche réfutent ce lien et affirment que les facteurs économiques n'ont aucun effet sur les motivations de transferts de fonds.

Les premières études traitant des déterminants économiques des transferts remontent aux travaux de Chandavarkar (1980). L'auteur analyse, sans recourir à des estimations empiriques, les envois de fonds à destination de la Yougoslavie, de la Turquie, du Portugal, du Yémen, du Pakistan et de l'Inde entre 1973 et 1977 et montre que le taux de change a un effet positif sur les envois de fonds. De même, Russel (1986) démontre que, outre le stock et

la composition de la migration, le PIB du pays d'origine, le différentiel du taux d'intérêt ainsi que le taux de change affectent significativement les motivations d'envoi de fonds.

Pour les migrants turcs observés entre 1987 et 2001, Sayan (2004) montre que les envois de fonds sont influencés par les conditions économiques du pays d'origine alors que les conditions économiques du pays d'accueil n'ont aucune influence. Dans le prolongement des travaux de Sayan (2004), Aydas et al. (2005) soulignent qu'au cours des périodes 1965-1999 et 1979-1993 les migrants turcs, notamment ceux installés en Allemagne, ont envoyé des fonds pour préserver le niveau de la consommation de leur famille et réaliser des investissements. Du reste, ce dernier motif n'a acquis de l'importance que depuis 1980. Ainsi, les travaux d'Aydas et al. (2005) permettent de comprendre les différences dans les résultats de Sayan (2004) et Straubhaar (1986). Pour ce dernier, les envois de fonds à destination de la Turquie servent à soutenir la consommation quotidienne ; l'auteur trouve du reste que les transferts de fonds ne sont pas sensibles aux différentes mesures incitatives engagées par le gouvernement. Ils ne sont également affectés ni par les variations du taux de change, ni par les augmentations réelles dans le rendement des dépôts. Selon cette étude, les motivations des transferts des migrants turcs ont évolué : elles sont passées de l'altruisme à des motifs d'investissement.

A l'instar de la Turquie, la Grèce a fait également l'objet de nombreuses études cherchant à identifier les déterminants macroéconomiques des transferts. Katseli et Glytsos (1986) trouvent que le taux d'intérêt, le taux d'inflation et le niveau de revenu du migrant influencent les envois de fonds. De même, Lianos (1997) confirme les résultats précédents en montrant que le taux d'inflation, le taux de change, le taux de chômage et le stock migratoire sont des variables macroéconomiques susceptibles d'influencer les remises de fonds⁵⁷.

En Egypte, Whaba (1991) explique que la prime du marché noir est très importante et qu'elle a un impact considérable sur les modalités d'envoi des fonds bien qu'elle n'ait aucune incidence sur le montant des transferts. El-Sakka et McNabb (1999) réfutent ce résultat et démontre que la prime du marché noir et le différentiel⁵⁸ de taux d'intérêt affectent les montants transférés. Selon les auteurs, les motivations de transferts chez les migrants égyptiens sont dominées par l'investissement plutôt que l'altruisme (les transferts augmentent avec le taux d'intérêt du pays d'origine). Pour le Maroc, à partir d'un modèle empirique,

⁵⁷ Les conclusions sont issues d'une étude sur les transferts en provenance d'Allemagne, de Belgique et de Suède

⁵⁸ Taux d'intérêt du pays d'origine soustrait du taux d'intérêt du pays d'accueil.

Bouhga-Hagbe (2004) modélise, entre deux périodes, le comportement qui doit maximiser son utilité en allouant son revenu à la consommation, aux transferts de fonds et à l'accumulation d'actifs y compris non immobilier dans le pays d'accueil. L'auteur montre que la situation économique du Maroc est susceptible d'affecter les envois de fonds à long terme (en période de sécheresse par exemple). Enfin, si pour l'Inde et le Pakistan la situation des pays d'accueil et d'installation sont d'importants déterminants macroéconomiques des envois de fonds (Gupta, 2005 et Shahbaz, 2009), il s'avère que pour la Roumanie et pour le Mexique seule la situation économique du pays d'installation est déterminante (Duval, 2009).

Selon cette littérature, l'effet de certains facteurs économiques (le PIB par habitant du pays d'accueil et pays du d'origine, les taux de chômage, le taux d'intérêt et le taux d'inflation) sur les motivations et les montants transférés est a priori déterminé (Vargas et Huang, 2006). En revanche, l'effet d'autres déterminants tels que le taux de change reste ambigu. En effet, certaines études montrent que la relation entre le taux de change et les motivations des transferts de fonds est non significative (Straubhaar, 1986 ; Aydas et , 2005). En revanche, d'autres montrent qu'elle est significative (Faini, 1994 ; Shahbaz et Aamir, 2011) et dépendante d'autres déterminants institutionnels.

2.2. Les déterminants institutionnels

Les motivations microéconomiques, qu'elles relèvent de l'altruisme ou de l'échange de services, ainsi que les déterminants macroéconomiques (taux de change, taux d'inflation et situation économique du pays d'origine et d'accueil) ne peuvent pas à eux seuls expliquer les transferts de fonds. Il existe, en effet, des déterminants que l'on qualifie d'institutionnels et qui sont susceptibles d'influencer les motivations des transferts de fonds. Ils sont liés au niveau de développement du système financier et à la stabilité politique. En effet, le développement des infrastructures bancaires, la compétitivité des banques du pays d'origine par rapport à celles du pays d'accueil, ainsi que le développement d'une plateforme financière constituent autant d'incitations pour attirer les transferts de fonds. Les conditions politiques jouent également un rôle important que ce soit au niveau de l'émigré ou au niveau du receveur de fonds. Du côté du receveur, les transferts de fonds peuvent aider les familles à subvenir à leurs besoins dans les périodes de guerre ou d'instabilité politique (Lindley, 2009). Du côté du migrant, un système politique stable dans le pays d'origine, qui garantit les droits de propriété, peut encourager l'envoi de fonds pour le motif d'investissement.

2.2.1. Le niveau de développement du système financier

Le lien transfert-finance a récemment suscité beaucoup d'intérêt auprès des chercheurs spécialistes de la migration et de la macroéconomie des transferts. Ainsi, plusieurs travaux tentent d'identifier l'impact du développement du secteur financier du pays d'origine sur les remises de fonds. En effet, les travaux de la Banque Mondiale⁵⁹ sur les implications des transferts et de la migration publiés en 2006 et ceux du FMI⁶⁰ sur la réglementation des canaux des transferts de 2005 montrent que le développement du système financier influence positivement les envois de fonds transitant par des canaux informels. Ces rapports mentionnent que le coût d'envoi, le risque lié aux envois de fonds, l'extension sur le territoire des réseaux bancaires, postaux et les agences de transfert d'argent peuvent augmenter ou diminuer les envois de fonds des migrants. Cependant, comme le soulignent Bettin et al. (2012), les travaux de la Banque Mondiale comportent plusieurs limites. Tout d'abord, les estimations risquent d'être biaisées par le problème d'endogénéité des variables et de la causalité inverse. Ensuite, l'approche macroéconomique ne permet pas à elle seule de connaître avec précision par quel canal le développement du secteur financier affecte la décision de l'émigré à transférer des fonds, que ce soit au niveau des montants ou au niveau de la continuité temporelle.

Bettin et al. (2012) contournent ces deux limites et examinent dans quelle mesure le niveau de développement financier dans le pays d'origine influence la décision du migrant à transférer de l'argent. Pour ce faire, les auteurs proposent un modèle microéconomique⁶¹ qui permet de prendre en considération les trois scénarios possibles relatifs au comportement d'un migrant : le premier est celui d'un migrant qui n'envoie pas de fonds, le second décrit un migrant qui souhaite envoyer des fonds et le dernier est celui d'un migrant qui envoie effectivement des fonds. Le choix d'un modèle microéconomique est justifié par le fait qu'il permet d'une part d'éliminer le problème d'endogénéité et, d'autre part, de traiter de manière distincte les différentes options qui s'offrent au migrant. Cela permet aux auteurs d'identifier les canaux par lesquels le système financier influence la décision d'envoyer des fonds. Selon les résultats de cette étude, ces canaux sont multiples et, a priori, ambigus. Tout d'abord, le

⁵⁹ Banque Mondiale (2006), "Global Economic Prospects. Economic Implications of Remittances and Migration", No. 34320, World Bank Publication.

⁶⁰ FMI (2005), "Regulatory Frameworks For Hawala and Other Remittance Systems", Monetary and Financial Systems Dept. Washington, pp. 1-7.

⁶¹ Modèle de double obstacle notre traduction du « double-hurdle model ».

développement du secteur financier est susceptible de renforcer la confiance de l'émigré dans son pays d'origine et de l'inciter à transférer de l'argent pour réaliser des investissements. Ensuite, dans les pays où le secteur financier est suffisamment bien développé, les remises de fonds peuvent compléter le crédit bancaire et même servir de garanties pour pouvoir accéder aux crédits bancaires. Enfin, un secteur financier plus développé dans le pays d'origine devrait : a) réduire le nombre de ménages privés des envois en raison des commissions exorbitantes pratiquées, ce qui rejoint en ce sens les conclusions de Freund et Spatafora (2008), b) se substituer au marché du crédit qui ne fonctionne pas correctement et dont l'accès est très limité et c) conduire à une baisse des coûts des transferts d'argent ce qui pourrait augmenter les montants envoyés par chaque migrant.

Par ailleurs, l'étude de Freund et Spatafora (2008) relative aux coûts des transferts et menée sur des économies à faible et moyen revenu entre 1995 et 2002, montre que les coûts élevés associés aux envois de fonds réduisent considérablement le montant des transferts reçus. En effet, en juillet 2009 au sommet du G8 de L'Aquila (Italie), les chefs d'Etats ont reconnu l'impact négatif des coûts sur les envois de fonds de migrants. Ils se sont engagés à réduire ces coûts de moitié d'ici 2015⁶².

Tableau 2.3. Statistiques sur les coûts de transferts (1990-2013)

Région	Total de transferts (million \$U.S)	Stock de migrants en 2000 (10 ³)	Commission entre 2012 et 2013 (%)	Commission sur le taux de change en 2013 (%)
Asie de l'Est et Pacifique	31157	852	7.65	0.14
Europe et Asie centrale	28867	4207	11.45	0.13
Moyen-Orient et Af. du Nord	27132	2776	8,70	0.18
Amérique du Nord	38659	4207	08,79	0.11
Asie du Sud	92039	11800	06,80	0.17
Afrique subsaharienne	22179	2380	12.55	0.22
Total	240033	23200	08.09	0.16

Source : Elaboré par l'auteur à partir du WDI et Remittances Prices⁶³

Beck et Martinez Peria (2011) exploitent la nouvelle base de données de la Banque Mondiale et montrent que le coût moyen est de 10,2% des montants envoyés. Cependant, il existe une forte hétérogénéité dans les coûts lorsque l'on compare le même envoi entre les

⁶² Paragraphe 143, page 49 de la déclaration du sommet G8 de L'Aquila 2009.

http://www.g8italia2009.it/static/G8_Allegato/G8_Declaration_08_07_09_final,0.pdf

⁶³ <http://remittanceprices.worldbank.org/>

mêmes⁶⁴ pays ou entre les régions (Cf. Tableau 2.3). En outre, les auteurs montrent que les couloirs de transferts les plus coûteux appartiennent à la région de l'Afrique sub-saharienne : Tanzanie - Kenya, Tanzanie - Rwanda, Tanzanie - Ouganda et Ghana - Nigeria, avec un coût moyen de 45 dollars pour chaque transaction de 200 dollars (22% des montants envoyés). Les couloirs les moins coûteux sont Arabie Saoudite - Pakistan, Arabie Saoudite - Népal, Emirats Arabes Unis - Pakistan et Etats-Unis - Inde, avec un coût moyen de 5,5 dollars pour l'envoi de 200 dollars. Ainsi, d'après cette étude, les coûts les plus bas sont appliqués dans les couloirs qui se caractérisent par un grand nombre de migrants et par une concurrence élevée entre les opérateurs de transferts de fonds.

Lueth et Ruiz-Arranz (2006) utilisent des données bilatérales pour onze pays d'accueil et seize pays d'origine pour démontrer que la distance a un effet négatif sur les envois de fonds. Pourtant, d'autres études montrent que les coûts d'envois de fonds ne sont pas fonction de la distance géographique. Hernández (2005) explique, par exemple que, pour transférer 200 dollars des Etats-Unis vers la Colombie, le coût d'envoi est de 17 dollars pour une distance géographique entre les deux capitales de 3845 Kilomètres. En revanche, le transfert d'un montant équivalent des Etats-Unis vers le Mexique coûte seulement 3 dollars, pour une distance quasi équivalente de 3038 kilomètres. Enfin, le coût de ce transfert entre les Etats-Unis et les Philippines est de 4 dollars pour une distance de 13.794 Kilomètres. Le coût des transferts ne croît donc pas avec la distance mais dépend davantage du niveau du système bancaire du pays destinataire. Freund et Spatafora (2008) démontrent que le manque de profondeur du marché financier du pays d'origine et l'instabilité du taux de change ont un impact négatif sur les coûts d'envoi. Ainsi, toute politique cherchant à moderniser, développer le secteur financier et à limiter l'instabilité du taux de change contribuera à réduire sans doute le coût des transferts. Enfin, Freund et Spatafora (2008) affirment que les coûts ont également une incidence sur la nature des canaux d'envois utilisés. Toute augmentation des coûts de transferts a pour effet d'inciter l'utilisation des moyens informels. Ce constat est validé par la corrélation négative entre les remises dans la balance des paiements et le compte ENO (erreurs Nettes et Omissions⁶⁵) et la corrélation positive entre le ENO et le Stock de migrants à l'étranger (Coiffard, 2011).

⁶⁴ Le coût des transferts des Etats-Unis vers la Colombie n'a rien de comparable avec celui de la Colombie vers les Etats-Unis.

⁶⁵ Les erreurs et omissions nettes constituent une catégorie résiduelle nécessaire pour veiller à ce que toutes les entrées de débit et de crédit de l'état de la balance des paiements soient égales à zéro. Dans la présentation des Statistiques Financières Internationales, cela équivaut à la différence entre les réserves et les éléments connexes

2.2.2. Stabilité politique

Rares sont les études qui traitent le lien direct entre les transferts de fonds des migrants et la stabilité politique du pays d'origine. Toutefois, beaucoup d'économistes et politologues montrent que la stabilité politique est une condition nécessaire à la performance économique. En effet, l'instabilité politique peut conduire à une baisse de la productivité, à une diminution du nombre de travailleurs et à une chute des investissements et, par conséquent, à un ralentissement de la croissance économique.

La littérature économique de la migration et des transferts montre que le différentiel de revenu entre le pays d'origine et le pays d'accueil détermine en grande partie les afflux des envois de fonds (El-Sakka et McNabb, 1999 ; Chami , 2005 ; Wahba, 1991). Bien que le lien transferts-instabilité politique ait été assez peu exploré, il est possible que l'instabilité politique ait un certain effet sur les envois de fonds à travers son impact sur la croissance économique. Ainsi, Comeau (2003) cherche à identifier une relation éventuelle entre l'environnement sociopolitique et les conditions économiques dans treize pays d'Amérique Latine⁶⁶ et huit pays de l'Asie de l'Est⁶⁷ entre 1972 et 1989. Selon cette étude, l'instabilité politique affecterait négativement la croissance économique. De même, en s'inspirant de l'étude de Ul-Hanque et Mathieson (1998)⁶⁸ et en utilisant des variables qui relèvent de l'ordre public (criminalité, émeutes, manifestations, grèves...) ainsi que de la gouvernance, Bussière et Mulder (2000) vérifient si l'instabilité politique affecte la vulnérabilité économique au Mexique en 1994 et en Corée du Sud en 1997. Les auteurs montrent que dans les pays où les fondamentaux économiques sont solides, les éléments relatifs à l'instabilité politique n'ont aucun effet sur l'activité économique. En revanche, dans les pays qui ne présentent pas des fondamentaux économiques solides, les facteurs de crise politique affectent considérablement l'économie. La stabilité politique pourrait ainsi être un déterminant important des envois de fonds. A cet égard, Wahba (1991) s'intéresse au cas de l'Égypte et trouve que la stabilité politique, la cohérence dans les politiques gouvernementales et l'intermédiation financière affectent de manière significative les flux des envois de fonds. Aydas et al. (2005) étudient les déterminants des transferts à destination de la Turquie entre

et la somme des balances des comptes courants, de capital et financiers. Les données sont en dollars américains courants. <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/BN.KAC.EOMS.CD>

⁶⁶ Mexique, Costa Rica, Honduras, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Equateur, Paraguay, Pérou, Venezuela et Uruguay.

⁶⁷ Indonésie, Japon, Corée du Sud, Malaisie, Philippines, Singapour, Taïwan et la Thaïlande.

⁶⁸ Cité par Agbegha (2006).

1979 et 1993 et trouvent que le revenu de l'émigré, de sa famille, la prime du marché de change informel et le taux d'inflation affectent négativement les transferts. En revanche, la stabilité politique, économique et du taux change ont une incidence positive. De ce fait, des conditions politiques instables dans les pays d'origine accompagnées par un coût d'installation et un risque élevés créeraient des incertitudes et exerceraient un effet désincitatif sur les décisions d'investissement.

Au-delà des facteurs démographiques, économiques et institutionnels, la littérature empirique récente considère que les facteurs naturels notamment les catastrophes naturelles et les périodes de sécheresse influent positivement sur les transferts de fonds (Lim et Morshed, 2014 ; Yang, 2008 ; Mohapatra et al., 2012). Selon ces travaux, les envois de fonds auraient une fonction d'assurance pour les ménages contre les chocs naturels (cf. section 1.2). Ils représenteraient un moyen pour les ménages de se prémunir du risque ex-ante en leur fournissant les ressources financières nécessaires pour faire face aux chocs futurs (Mohapatra et al., 2009).

L'examen des facteurs économiques, démographiques, institutionnels et naturels dans le pays d'origine et d'accueil révèle l'existence de déterminants clés des transferts de fonds. Il s'avère que la situation économique des deux pays est décisive. Elle est d'autant plus déterminante que le pays d'origine est fortement dépendant des transferts. En effet, le niveau élevé du revenu de la famille restée au pays semble avoir un impact négatif sur ces transferts. Ainsi, les tableaux 2.4, 2.5 et 2.6, qui s'inspirent de la littérature, résument l'effet potentiel de chaque déterminant macroéconomique. Le signe (+) désigne qu'une variable a un effet positif sur les transferts. Les tableaux 2.5 et 2.6 résument les résultats des études effectuées sur des pays dont le rapport transferts/PIB est relativement élevé. Nous pouvons ainsi observer que les indicateurs relatifs à la conjoncture économique fournissent, en général, des résultats homogènes alors que les déterminants institutionnels n'ont un effet positif que dans le cas où les pays sont fortement dépendants des envois de fonds.

Tableau 2.4. Principaux déterminants macroéconomiques des transferts de fonds des migrants

	Straubhaar (1986)	Elbadawi et Rocha (1992)	El Sakka et McNabb (1999)	Huang et Vargas Silvia (2006)	Aydas et al. (2005)	Gupta (2005)
Pays d'étude	Turquie	A. N. E. S ⁶⁹ .	Egypte	Mexique	Turquie	Inde
Déterminants						
Stock de migrants à l'étranger		+			NS ⁷⁰	
Niveau de revenu (PA ⁷¹)		+		+	+	+
Possibilité d'être actif (PA)	+			+		
Salaire (PA)	+		NS			
Différentiel de taux d'intérêt	NS		-		+	
Niveau de revenu (PO ⁷²)				NS	-	
Taux de chômage (PO)						
Crédit au secteur bancaire (PO)						
Inflation (PO)		-	+	NS	-	
Institutions						
Marché noir (PO)	-	-	-		-	
Ouverture commerciale (PO)						
Stabilité politique	-				-	
Taux de change (surévaluation)	NS			NS	NS	

Note : Les cases vides signifient que la variable n'est pas prise en compte dans l'étude.

Source : Tableau complété par l'auteur à partir de Mouhoud et al. (2008)

⁶⁹ Afrique du Nord et Europe de l'Est

⁷⁰ Non significatif

⁷¹ PA : Pays d'accueil

⁷² PO : Pays d'origine

Tableau 2.5. Principaux déterminants macroéconomiques des transferts de fonds (suite).

	Mouhoud et al. (2008)	Schrooten (2005)	Karpowicz (2005)	Ponce et al. (2008)	Singh et al. (2009)
Pays d'étude	Bassin méd.	Pays en Transition	Cap vert	Salvador	Afrique sub.
Déterminants					
Stock de migrants à l'étranger					+/NS
Niveau de revenu (PA ⁷³)	+			-	
Possibilité d'être actif ⁷⁴ (PA)	NS	+			
Salaire (PA)			+	+	
Différentiel de taux d'intérêt	-/+	NS			+
Niveau de revenu (PO ⁷⁵)	-/+	+		+	+
Taux de chômage (PO)		+			
Crédit au secteur bancaire (PO)		-			
Inflation (PO)	-	-	-	+	-
Institutions			NS		
Marché noir (PO)					+
Ouverture commerciale (PO)					
Stabilité politique		-(guerre)		-	
Taux de change (surévaluation)	-/+	(NS)	(NS)	NS	-(dual) et -

Source : Tableau complété par l'auteur à partir de Mouhoud et al. (2008)

⁷³ PA : Pays d'accueil

⁷⁴ Apte à travailler

⁷⁵ PO : Pays d'origine

Tableau 2.6. Principaux déterminants macroéconomiques des transferts de fonds des migrants (suite)

	Lin (2011)	Singh et al. (2011)	Fonchamyno (2012)	Adenutsi (2013)	Lim et Morshed (2014)
Pays d'étude	Tonga	Afrique Sub.	Afrique Sub.	Afrique Sub.	155 Pays en développement
Déterminants					
Stock de migrants à l'étranger		+			+
Niveau de revenu (PA ⁷⁶)		-		+	+
Possibilité d'être actif					
Salaire (PA)	-	-	-		
Différentiel de taux d'intérêt		-	+	+ ⁷⁷	
Niveau de revenu (PO ⁷⁸)	+	-	+	-	-
Taux de chômage (PO)					
Crédit au secteur bancaire (PO)		+	+	-	+
Inflation (PO)	+	+		+	
Institutions		+	+	+/-	
Marché noir (PO)		+	NS	+	
Ouverture commerciale (PO)					
Stabilité politique				- ⁷⁹	
Taux de change (surévaluation)	-			+(PA)	

Source : D'après l'auteur

En conclusion, la littérature sur les déterminants des transferts de fonds est basée sur deux approches : une approche microéconomique et une approche macroéconomique. Dans la première, les études s'appuient sur l'élaboration de modèles de décision reposant sur la formulation d'hypothèses. Celles-ci reflètent les motivations des migrants qu'il s'agit de valider en ayant recours à des données d'enquêtes de ménages. Cette démarche est d'autant

⁷⁶ PA : Pays d'accueil.

⁷⁷ Le taux d'intérêt.

⁷⁸ PO : Pays d'origine.

⁷⁹ L'auteur a employé une variable muette pour capturer l'effet des événements du 11 septembre 2001.

plus difficile que les données sont parfois indisponibles ou inaccessibles. En revanche, dans l'approche macroéconomique, les études examinent des données agrégées pour capturer les différents facteurs susceptibles d'influencer les transferts de fonds comme le niveau des revenus dans le pays d'origine et d'accueil, les taux de chômage et d'inflation et les conditions politiques.

Tableau 2.7. Lien entre déterminants macroéconomiques et motifs microéconomiques des transferts de fonds

	Motifs individuels	Motifs familiaux	
	Altruisme	Echange de service	Investissement
Revenu dans le pays d'accueil	+	+	+
Revenu dans le pays d'origine	-	+	+
Inflation pays d'origine	+	-	
Différentiel du taux d'intérêt			+/-
Taux de change	+	+	-
Qualité institutionnelle	+		-
Catastrophes naturelles	+	+/-	-
Chômage	+	-	

Source : Complété par l'auteur à partir de Mouhoud et al (2008)

Cependant, en nous inspirant des travaux de Mouhoud et al. (2008) et de la littérature présentée dans la section 1 et 2, nous pouvons établir une articulation permettant d'inférer les motivations microéconomiques à partir de l'étude des seuls déterminants macroéconomiques. En effet, les résultats de la littérature sur les déterminants macroéconomiques (tableaux 2.4, 2.5 et 2.6), les résultats des études microéconomiques traitées dans la première section de ce chapitre, ainsi que le tableau 2.7 nous permettent de synthétiser le lien entre les motivations microéconomiques et les déterminants macroéconomiques. Ainsi, nous avons élaboré le tableau 2.8 permettant de prédire les motivations microéconomiques (individuelles ou familiales) à partir des principaux déterminants macroéconomiques. A cet égard, lorsque le migrant est motivé par des considérations altruistes, le revenu du pays d'accueil, les taux d'inflation et de change, la qualité institutionnelle et les catastrophes naturelles influencent positivement les transferts envoyés. En revanche, si le migrant est motivé par son intérêt personnel, le différentiel de rendements des actifs (taux d'intérêt) entre le pays d'origine et le

pays d'accueil aura un impact décisif sur sa décision d'investir. Cette variable ne reflète aucunement les autres motivations.

Tableau 2.8. Lien entre déterminants macroéconomiques et motifs microéconomiques des transferts de fonds (suite)

Variables Explicatives	Altruisme pur	Intérêt perso. pur	Coassurance	Remb. de prêt	Echange de service	Motifs stratégiques
Revenu du Migrant	+	+	ND	+	+	+
Qualification du migrant	ND ⁸⁰	ND	ND	-	+	+
Revenu du récipiendaire	-	+	ND	+/-	+/-	-
Détérioration du revenu du récipiendaire	+	ND	+	ND	ND	+
Détérioration du revenu du migrant	NS	ND	+	ND	ND	ND
Incitation de retour	+	+	ND	ND	ND	ND
Stock de migrants	-	ND	ND	ND	ND	ND
Distance géographique	+	-	ND	ND	ND	-
Durée passée dans le PA ⁸¹	-	ND	ND	ND	ND	-
Taux d'inflation PO	+	ND	ND	ND	ND	+/-
Différentiel du taux d'intérêt	ND	+	ND	ND	ND	+/-
Catastrophes naturelles PO	+	ND	+	ND	-	+/-
Qualité institutionnelle	+	ND	ND	ND	ND	ND

Source : Elaboration de l'auteur.

⁸⁰ Effet non déterminé.

⁸¹ Pays d'accueil.

Section 3. Des déterminants macro-économiques aux motifs individuels : une estimation empirique

Les études traitant des déterminants des transferts de fonds sont abondantes. Toutefois, à l'exception du Maroc et de l'Égypte, peu d'études s'intéressent aux pays du Sud de la Méditerranée. Le faible nombre d'études sur l'identification des motivations microéconomiques s'explique par la quasi-absence de données d'enquêtes, mais aussi lorsqu'elles existent, par leur accès très limité aux chercheurs. La Banque Mondiale a récemment initié un projet reposant sur la construction de questionnaires harmonisés sur les migrations et les transferts pour un certain nombre de pays de l'Afrique Subsaharienne. Ces bases de données sont accessibles aux chercheurs. Il est regrettable qu'un tel projet n'ait toujours pas été étendu aux PSM. Pour contourner cet obstacle, cette section propose d'identifier les différentes motivations microéconomiques à partir de l'analyse des seuls déterminants macroéconomiques. Pour ce faire, l'identification est menée en deux étapes. D'abord, nous identifions les déterminants macroéconomiques qui agissent sur les transferts de fonds de migrants en provenance des PSM. Ensuite, en nous basant sur les relations mises en évidence entre les motifs microéconomiques et les déterminants macroéconomiques (tableau 2.8), nous inférons les motivations microéconomiques à partir de nos résultats.

3.1. Modélisation des déterminants des transferts

L'analyse empirique menée dans ce chapitre est réalisée à partir des données macroéconomiques issues de la base de données de la Banque Mondiale. Cependant, avant d'exposer en détail cette analyse et les résultats obtenus, il convient de souligner que ces derniers doivent être interprétés avec prudence et ne peuvent donner lieu à aucune généralisation.

3.1.1. Présentation du modèle et des variables

Nous présentons successivement le modèle, les données et la démarche méthodologique.

3.1.1.1. Présentation du modèle.

Afin d'identifier les déterminants des transferts de fonds, nous suivons la démarche de Adams Jr. (2009)⁸² et utilisons un modèle macroéconomique en données de panel. Plusieurs raisons justifient ce choix. D'abord, l'utilisation de données de panel permet d'exploiter des données plus riches, et d'obtenir des résultats de meilleure qualité et plus fiables par rapport à une estimation en séries temporelles. Ensuite, le choix d'un modèle macroéconomique plutôt qu'un modèle microéconomique réside dans la difficulté d'obtenir des données individuelles pour un large panel de pays. Enfin, l'interprétation des résultats issus des études microéconomiques est souvent très spécifique au pays étudié.

En outre, notre démarche se distingue des études précédentes par le fait que le modèle cherche à expliquer également les montants transférés. En d'autres termes, il prend en considération les coûts des transferts. Comme nous le montrerons dans le troisième chapitre, l'effet significatif et positif des transferts de fonds sur le bien-être des bénéficiaires dépend entre autres du niveau des transferts. Ces derniers sont relativement sensibles aux coûts financiers appliqués par les opérateurs de transferts. Le coût, qui représente environ 10,2% des montants envoyés, est composé d'un coût minimum fixe et d'un coût variable fonction des montants envoyés. Il inclut le prix payé par le migrant et une commission de change pour convertir les fonds en monnaie locale. La commission perçue par les agences de transferts reflète les coûts d'exploitation, le degré de la concurrence sur le marché des transferts dans le pays d'origine et d'accueil, la marge du bénéficiaire et le stock de migrants (voir chapitres 1 et 2, section 2.2 et également Orozco, 2009).

Bien que l'omission des coûts de transferts lors de l'estimation des transferts de fonds puisse aboutir à des régressions fallacieuses, leur intégration s'avère difficile voire généralement impossible. En effet, ni la Banque Mondiale ni les opérateurs de transferts d'argent ne disposent d'une base de données complète sur l'évolution des coûts des transferts

⁸² L'étude est menée sur 76 pays à faible et moyen revenu entre 1995 et 2000.

au-delà de 3 ans⁸³. Afin de dépasser ce problème, nous nous appuyons sur la démarche de Freund et Spatafora (2008)⁸⁴. En effet, à partir d'une estimation menée sur 104 pays observés entre 1995 et 2003 et en présence des variables de contrôle (stock de migrants et niveau de revenu par habitant), les auteurs identifient un ensemble de variables susceptibles d'influencer le coût des transferts. Ils montrent que le développement financier, le risque financier, la concentration bancaire, le risque de change et la dollarisation présentent l'effet attendu et sont significatifs. A cet égard, selon Freund et Spatafora (2008), toute mesure visant à accroître la concurrence entre les prestataires de service et le développement financier d'une part et à réduire la volatilité des taux de change d'autre part, peut conduire à une baisse significative des coûts des transferts et par conséquent augmenter les envois de fonds. Ainsi, notre modèle⁸⁵ de base est spécifié par l'équation 2.7 :

Équation 2.7

$$Trsf_{it} = \alpha_i + \lambda_t + \partial_0 + \partial_1 DevpFin_{it} + \partial_2 RisqFin_{it} + \partial_3 ConBanc_{it} + \sum_1^3 \phi X_{jit} + \varepsilon_{it}$$

expression dans laquelle $i = 1.., N$ désigne les pays⁸⁶ et $t = 1.., T$ est relative à l'année de l'observation (1985-2010). $Trsf_{it}$ représente les transferts de fonds par habitant reçus par le pays i au cours de l'année t . $DevpFin$, $RisqFin$ et $ConBan$ sont nos variables d'intérêt et désignent respectivement le développement financier, le risque financier et la concentration bancaire des pays d'origine. La matrice X_{jit} regroupe l'ensemble des variables de contrôle reflétant les caractéristiques économique, financière et politique du pays d'origine et d'accueil. Les paramètres α_i , λ_t , ε_{it} sont respectivement l'effet spécifique, l'effet temporel et le terme d'erreur.

En partant de l'équation 2.7, nous transformons nos variables en logarithmes, afin de réduire l'asymétrie de leur distribution. Après substitution des caractéristiques économiques, financières et politiques par leurs déterminants, le modèle final s'écrit comme suit :

⁸³ Le service Remittances Prices Worldwide de la Banque mondiale renseigne seulement sur le niveau du coût appliqué durant ces trois dernières années.

⁸⁴ Freund, C. and N. Spatafora (2008) "Remittances, Transaction Costs, and Informality." *Journal of Development Economics*, 86, 356-366

⁸⁵ Dans notre modèle, nous n'incluons pas la variable dollarisation du fait que les économies de notre échantillon ne sont pas dollarisées.

⁸⁶ L'échantillon se compose de l'Algérie, de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban, de l'Iran, d'Israël, du Maroc, de la Syrie, de la Tunisie et de la Turquie.

Équation 2.8

$$\begin{aligned} Trsf_{it} = & \alpha_i + \lambda_i + \beta_0 + \beta_1 DevpFin_{it} + \beta_2 RisqFin_{it} + \beta_3 ConBanc_{it} \\ & + \beta_4 RevPO_{it} + \beta_5 RevPA_{it} + \beta_6 Tauxint_{it} \\ & + \beta_7 TauxChg_{it} + \beta_8 Inf + \varepsilon_{it} \end{aligned}$$

Avec β_0 la constante et *RevPO*, *Tauxint*, *Tauxchg*, *Inf*, respectivement le revenu moyen par habitant du pays d'origine du migrant, le taux d'intérêt, le taux de change et le niveau d'inflation dans le pays d'origine tandis que *RevPA* est le revenu moyen par habitant dans le pays d'accueil.

3.1.1.2. Présentation des variables et des sources de données

La présentation des variables contribuant à estimer notre modèle 2.8 est organisée selon leur nature et leur importance.

Transferts de fonds par habitant

D'après l'équation 2.8, la variable dépendante correspond aux transferts de fonds des migrants internationaux par habitant et les données ont été extraites de la base de données de la Banque Mondiale (World Development Indicators, 2012). Les transferts⁸⁷ correspondent à la somme des envois de fonds des migrants étrangers résidant dans le pays d'accueil depuis plus d'un an, la rémunération des employés saisonniers de moins de six mois et les transferts nets de richesse de migrants quittant un pays donné pour s'installer dans un autre.

La variable du développement financier, du risque financier et de la concentration bancaire

Le développement financier, le risque financier et la concentration bancaire sont les variables qui doivent permettre de représenter et d'approcher en tant que « proxy » les coûts des transferts. Pour le développement financier, nous avons utilisé quatre indicateurs : le ratio des crédits domestiques accordés au secteur privé par rapport au PIB, le ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire rapporté au PIB, le ratio des réserves liquides bancaires par rapport aux actifs bancaires et le ratio de la capitalisation boursière par rapport au PIB. Les trois premiers indicateurs sont relatifs au développement du secteur bancaire et le

⁸⁷ Bien que la base de données de la Banque Mondiale fournisse des statistiques sur les transferts sur une période suffisamment longue, elle ne renseigne que sur les fonds transitant uniquement par des voies formelles ce qui sous estime de fait le véritable volume des envois réalisés. Pour plus de détails voir chapitre 1 section 2.

dernier mesure le développement du marché des capitaux. Il est a priori difficile de savoir si cette variable a un impact positif ou négatif sur les transferts. De fait, un système financier très développé est susceptible d'être plus sophistiqué ; il offre de meilleurs services mais à des coûts très élevés tandis qu'un système financier moins développé peut être plus efficace et être en mesure de fournir des services à des prix compétitifs. A l'inverse, un risque d'affaire et financier élevé associé au risque de transferts, au risque de change et au risque souverain peut dissuader des sociétés de transferts d'argent de s'installer dans le pays et décourager les initiatives des migrants en matière d'investissements productifs.

Selon Freund et Spatafora (2008), le risque financier évalue la capacité d'un pays à honorer ses engagements financiers et commerciaux. Il est représenté par les éléments suivants : la dette extérieure en pourcentage du PIB, le service de la dette rapporté aux exportations des biens et des services, le solde de la balance courante en pourcentage des exportations de biens et services, la liquidité pour couvrir un mois d'importation et la stabilité du taux de change. Les données du risque financier proviennent de l'International Country Risk Guide⁸⁸ (ICRG). Enfin, selon le paradigme « Structure-Comportement-Performance », un marché bancaire fortement concentré est synonyme d'un pouvoir de marché pour les banques, ce qui augmenterait le taux d'intérêt (Boyd et De Nicolo, 2005), le coût des services bancaires en général et ceux liés aux envois de fonds en particulier. En revanche, Allen et Gale (2000, 2004) montrent qu'un système bancaire moins concentré est beaucoup plus exposé aux risques financiers et aux crises systémiques. La concentration bancaire est mesurée par le rapport entre les actifs détenus par les trois plus grandes banques et le total des actifs détenus par toutes les banques commerciales, la base de données de cette variable provient des World Development Indicators (2012).

Le revenu par habitant du pays d'accueil et du pays d'origine

Un consensus existe dans la littérature économique des transferts quant à l'impact de l'activité économique du pays d'accueil et du pays d'origine⁸⁹. Cette activité peut être mesurée par plusieurs variables dont le PIB par habitant et le taux de chômage (Raju et al., 2011). En effet, les statistiques descriptives des transferts confirment que le niveau de l'activité économique du pays d'accueil influence positivement les transferts de fonds (Swamy, 1981, Elbadawi et Rocha, 1992 ; Lianos, 1997). Elles montrent que les transferts de

⁸⁸ <http://www.prsgroup.com/ICRG.aspx>

⁸⁹ Le PIB par habitant des pays d'origine et le PIB par habitant du pays d'accueil sont utilisés comme proxy de l'activité économique des pays d'origine et d'accueil.

fonds en provenance des pays riches de l'OCDE et d'Arabie Saoudite représentent 65,47% du montant global des transferts envoyés en 2009 (Factbook, 2011). Toutefois, l'activité économique du pays d'origine a également une incidence sur les transferts et influence en grande partie la motivation du migrant. Dans notre étude empirique, l'activité économique du pays d'accueil et du pays d'origine est mesurée par le PIB/habitant en parité du pouvoir d'achat (PPA). En ce qui concerne les pays d'accueil, nous retenons la moyenne du PIB/habitant des cinq premiers pays receveurs de flux migratoires. Les données relatives à cette variable sont disponibles dans la base de données du Fonds Monétaire International (Factbook, 2011).

Le recours au PIB par habitant en PPA fournit une estimation acceptable des écarts de niveau de vie parce qu'il prend en considération les biens non-échangeables ; lorsqu'un migrant effectue des transferts, il convertit son argent en termes de biens et services achetés dans le pays d'origine (Schiopu et Siegfried, 2006). Si le signe du coefficient associé au PIB par habitant du pays d'accueil est significativement positif et que le signe associé au PIB par habitant du pays d'origine est significativement négatif, cela signifie que les envois de fonds augmentent lors des périodes de ralentissement de l'activité économique du pays d'origine et suggère que le migrant est de type altruiste (Chami et al., 2005). Par ailleurs, il faut signaler que certaines études empiriques utilisent le différentiel de revenu du pays d'origine et d'accueil pour mesurer l'effet de la situation économique du pays d'accueil et d'origine sur les envois de fonds. C'est le cas des études d'Orozco (2002), de Freund et Spatafora (2008) et de Thorsten et Martinez (2009). La méthode de calcul ainsi que la source de données relatives à ces variables sont détaillées dans l'annexe 2.4.

Le taux de change réel

Le taux de change bilatéral entre le pays d'origine et le pays d'accueil joue un rôle important dans les motivations des transferts. Nous avons vu précédemment que deux effets opposés peuvent apparaître à la suite d'une dépréciation du taux de change (l'effet de richesse et l'effet de substitution). La dépréciation ou la dévaluation de la monnaie réduit le prix des biens et services dans la monnaie étrangère, ce qui permet à un migrant d'acheter davantage de produits étrangers plutôt que des produits nationaux. Ensuite, un migrant peut acquérir une aisance financière lorsque son revenu dans la monnaie locale augmente, ce qui l'encourage à acheter davantage de biens (y compris des biens immobiliers) et des services dans le pays d'origine. Bouhga-Hagbe (2004) souligne ainsi qu'une dépréciation temporaire peut

augmenter les envois de fonds. Toutefois, à long terme, la dépréciation pourrait réduire la confiance des migrants dans l'économie. Il est important de signaler que les dépréciations significatives des monnaies nationales dans un régime de changes flottants ont également joué un rôle clé dans l'augmentation spectaculaire des envois de fonds. Comme d'autres variables de notre modèle, le taux de change peut être endogène aux transferts (des transferts importants peuvent conduire à une monnaie plus forte). Par ailleurs, la construction de cette variable est inspirée du travail de Bouoiyour et al. (2004). Le taux de change réel bilatéral est défini comme le rapport des prix à la consommation du pays d'origine et du pays d'accueil multiplié par le taux de change nominal de la monnaie du pays d'origine contre la monnaie du pays d'accueil. Les données relatives aux taux de change nominaux et aux prix à la consommation proviennent de la base IFS data online. La source de données ainsi que la méthode de calcul sont exposées dans l'annexe 2.4.

L'inflation

L'objectif de l'utilisation du taux d'inflation est de capturer l'instabilité macroéconomique. L'effet attendu de l'inflation sur les transferts de fonds est a priori indéterminé. En effet, l'instabilité de l'environnement macroéconomique peut créer des incitations à émigrer à l'étranger et un taux d'inflation élevé peut aussi avoir un effet sur les envois de fonds parce qu'une conjoncture inflationniste associée à une incertitude quant à l'évolution des prix futurs peut se traduire par une baisse du rendement de l'argent envoyé. Dans ce cas, l'effet de l'inflation sur les transferts serait négatif.

Le taux d'intérêt

Parmi les variables de contrôle, le taux d'intérêt est souvent utilisé comme proxy des opportunités d'investissement ou du rendement des actifs financiers placés dans le pays d'origine. L'effet de cette variable sur les transferts de fonds dépend de la motivation du migrant. Si celui-ci est motivé par des considérations d'investissement, le niveau des envois est corrélé positivement avec le rendement des actifs financiers. Par conséquent, les montants envoyés vers les pays d'origine seront positivement corrélés avec le taux d'intérêt réel du pays d'origine.

La qualité institutionnelle

Lorsque le migrant envoie des fonds pour motif d'investissement, les fonds transférés auront les caractéristiques des investissements directs étrangers. Ils dépendent de l'évolution des variables structurelles du pays d'origine dont la qualité institutionnelle. Elle fait référence

à la qualité du processus politique et à la qualité de l'environnement institutionnel reflétant l'ensemble des institutions législatives et exécutives, les institutions judiciaires, les capacités administratives, les pratiques de gestion des affaires publiques (corruption, droits politiques, poids de la réglementation), l'existence ou non de lois protégeant la propriété privée, le degré d'observance de la Loi en général par les acteurs et les contraintes imposées aux dirigeants politiques par les dispositifs de contrôle et d'équilibre des pouvoirs.

Ainsi, l'environnement politique est un élément clé dans la décision d'investissement du migrant (Wahba, 1991). Un migrant non désireux de subir des pertes de rentabilité engendrées par des perturbations politiques ou par des obstacles bureaucratiques préférera investir dans le pays d'accueil qui ne présente pas d'instabilité. L'avenir du pays d'origine doit être suffisamment prévisible pour que les migrants puissent évaluer la rentabilité des projets en comparaison avec d'autres destinations possibles. La stabilité économique ne peut pas être garantie dans un climat de tension politique. Le coefficient associé à la qualité institutionnelle devrait donc être positif dans les pays politiquement stables. Les données relatives à cette variable sont issues la base ICRG (tableau N° 3B).

3.1.2. Tests économétriques et méthodologie

Avant de procéder à l'estimation de notre modèle (équation 2.8), plusieurs tests doivent être effectués sur l'ensemble de nos variables. D'abord, nous commençons par les tests usuels préalable à l'estimation de notre modèle en ayant recours aux tests de stationnarité, de colinéarité, d'endogénéité et le test de Hausman. Ensuite, l'estimation est complétée par des tests de validation des résultats. Il s'agit notamment des tests de validité des instruments de Ramsey Reset, et les tests de normalité des erreurs.

3.1.2.1. Tests économétriques

Les tests de stationnarité

Les tests de première génération et les tests de deuxième génération sont nos principaux tests afin de vérifier la stationnarité des variables utilisées dans notre modèle. Les tests de 1^{re} génération sur données de panel sont basés sur les tests de Levin et Lin (1992), Im et al. (2003), Maddala et Wu (1999) et Hadri (2000). S'agissant des tests de racine unitaire, Hurlin et Mignon (2006) montrent que la configuration de l'hétérogénéité du modèle employé pour ces tests est la plus cruciale. Pour avoir une distribution la plus simple possible, les

auteurs indiquent qu'il faut émettre des postulats concernant l'existence de constantes spécifiques à chaque individu. Nous parlons ici d'un modèle à effets individuels quelle que soit la spécificité (aléatoire ou fixe). D'après Hurlin et Mignon (2006), ce modèle reflète une hétérogénéité de la catégorie moyenne mais qui garde les postulats d'homogénéité des autres paramètres du modèle et en particulier celle de la racine autorégressive. Les tests de première génération de Levin et Lin (1992) concernent plus particulièrement ce type de modélisation. Toutefois, au fil du temps et lors des applications macroéconomiques, il est apparu que cette vision de l'hétérogénéité affectée seulement aux effets individuels ou aux tendances déterministes était peu envisageable (Hurlin et Mignon, 2006). Par ailleurs, les auteurs montrent que le problème d'hétérogénéité d'une série a permis aux tests de stationnarité sur panels hétérogènes de voir le jour⁹⁰. Ces tests admettent non seulement une hétérogénéité de la racine unitaire mais aussi la présence même d'une racine unitaire dans le panel. Depuis, ces tests de racine unitaire ont donné lieu à une deuxième génération de tests qui contestent l'hypothèse formulée par la première génération selon laquelle il existe une indépendance interindividuelle des résidus. La seconde génération de tests propose de prendre en considération toutes les formes possibles de dépendances entre individus. Comme il est indiqué dans le tableau de tests de stationnarité en annexe 2.2, l'ensemble des variables utilisées dans l'équation 2.8 sont stationnaires. Toutefois, il nous semble important de signaler que nous n'avons pas pu appliquer les tests de première génération de K.S Im, M. H. Pesaran et Y. Shin (1997) parce que notre base de données est non cylindrée. Seul le test de M. H. Pesaran (2003)⁹¹ a pu être réalisé.

Les tests d'endogénéité

Selon le théorème de Gauss-Markov⁹² d'un estimateur BLUE⁹³, toute variable dans la liste des variables explicatives qui n'est pas indépendante du terme d'erreur est endogène. Ainsi, l'utilisation d'une variable endogène dans une équation économétrique peut aboutir à des estimateurs biaisés. Pour résoudre ce problème, la méthode des doubles moindres carrés (DMC) propose d'instrumenter cette variable par une autre ou une combinaison de variables, qui lui est fortement corrélée, tout en étant indépendante du terme d'erreur. Pour détecter une

⁹⁰ Ces tests ont été proposés par Im, Person et Shin (1997) et Maddala et Wu (1999).

⁹¹ Les tests de la deuxième génération sont programmés dans le logiciel STATA 12.

⁹² Le théorème de Gauss-Markov énonce que si les erreurs sont indépendantes, d'espérance nulle et homoscédastiques, l'estimateur des MCO est un estimateur efficace dans la classe des estimateurs linéaires et sans biais. On dit qu'il est BLUE

⁹³ Best Linear Unbiased Estimator.

éventuelle endogénéité, nous avons effectué les tests de Nakamura Nakamura⁹⁴ sur l'ensemble des variables. Les résultats indiquent que la variable taux de change réel et la variable inflation sont des variables endogènes dans l'équation 2.8.

Les tests de colinéarité

Afin de détecter une éventuelle colinéarité entre les variables explicatives, un test de colinéarité a été appliqué. Les estimations de ce test⁹⁵ sont présentées dans le tableau 2.9.

Tableau 2.9. Tests de colinéarité

Variables	VIF	SQRT VIF	Tolerance	Squared
Revenu pays d'origine	1.09	1.04	0.9163	0.0837
Revenu pays d'origine	1.51	1.23	0.6629	0.3371
Taux d'intérêt	2.05	1.43	0.4864	0.5136
Taux de change	1.28	1.13	0.7800	0.2200
Inflation	1.98	1.41	0.5060	0.4940
Développement financier	2.42	1.56	0.4129	0.5871
Qualité institutionnelle	1.82	1.35	0.5509	0.4491
Risque financier	1.74	1.32	0.5755	0.4245
Concentration bancaire	1.16	1.08	0.8615	0.1385

Source : Calcul de l'auteur à partir du logiciel STATA

Pour que l'hypothèse d'absence de colinéarité des variables explicatives soit vérifiée, il faut que la valeur de Variance de Facteur d'Inflation⁹⁶ (VIF) ne dépasse pas 10. En d'autres termes, lorsque le test VIF est supérieur à 10, la variable associée à cette valeur peut être source de colinéarité. Les résultats du tableau 2.9 indiquent qu'aucune variable ne peut être source de colinéarité.

Le test de Hausman

Le test de Hausman (1978) est un test de spécification des effets individuels permettant de distinguer les effets fixes et aléatoires. En d'autres termes, Ce test consiste à

⁹⁴ Le test de Nakamura Nakamura (1998) ou test d'endogénéité est réalisé comme suit : la variable soupçonnée être endogène est régressée sur toutes les variables exogènes du modèle. Ensuite, nous récupérons les résidus issus de cette estimation et nous les incluons dans le modèle de base dans la liste des variables explicatives. Si le coefficient associé à ces résidus est statistiquement significatif alors la variable en question est endogène (Kpodar, 2006).

⁹⁵ Les tests été effectué à l'aide du logiciel STATA 12

⁹⁶ Notre traduction du terme «Variance Inflation Factor ».

vérifier l'hypothèse de la corrélation entre les effets individuels et les variables explicatives. La procédure du test consiste à effectuer la régression sur le modèle à effet fixe et sur le modèle à effet aléatoire et à comparer les résultats à partir du test de précision de Hausman. Si la probabilité de ce test ne dépasse pas 10%, c'est le modèle à effet fixe qui est valide. En revanche, lorsque la probabilité est supérieure à 10%, le test ne permet pas de conclure. Dans ce cas, pour différencier les deux modèles, les variations intra et interindividuelles des variables peuvent être utilisées. Lorsque la variation intra-individuelle est supérieure à la variation interindividuelle, le modèle à effet fixe est alors plus adapté que le modèle à effet aléatoire. Les résultats des tests sont détaillés dans les tableaux et nous conduisent à retenir le modèle à effets fixes.

Test de normalité des résidus

La normalité des erreurs issues d'un modèle économétrique est une condition sine qua non pour pouvoir effectuer les tests de Student sur les paramètres du modèle. Le test de normalité des résidus⁹⁷ est basé sur la notion de Skewness (l'asymétrie de la distribution) et de Kurtosis (l'aplatissement-épaisseur des queues de distribution). Ce test est utile notamment lorsque l'hétéroscédasticité des résidus est présente dans un modèle. Dans ce cas, elle est détectée à partir du graphique de la distribution par des queues de probabilité plus épaisses (distribution leptokurtique) que les queues de la loi normale (Bourbonnais, 2003). Les résultats de ce test sont détaillés dans l'annexe 2.3 et indiquent que pour les quatre modèles l'hypothèse de normalité des résidus est acceptée.

3.1.2.2. Démarche méthodologique

Notre démarche méthodologique s'inspire des travaux de Singh et al. (2010), Freund et Spatafora (2008) et Adams Jr. (2009). Pour l'estimation de notre modèle, nous avons choisi la méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC). Le choix de cette dernière est justifié par le fait qu'elle permet de traiter le problème d'endogénéité des variables explicatives (comme ici le taux de change et l'inflation) et la causalité inverse (les transferts peuvent affecter le niveau général des prix et le taux de change nominal) (Singh et al., 2010). Cependant, la fiabilité des estimations en DMC repose sur le bon choix des variables instrumentales dans le modèle, celles-ci devant être fortement corrélées avec la variable endogène et être totalement indépendantes des termes de l'erreur (Beji, 2009). Afin d'instrumenter les variables

⁹⁷ Test de C. M. Jarque et A. K. Bera (1987).

suspectées d'être endogènes, deux options sont disponibles : la première consiste à instrumentaliser chaque variable endogène par sa valeur retardée d'au moins une année ou d'une décennie (Imai et al., 2014 ; Bettin et Zazzaro, 2011 ; Kpodar, 2006). La seconde méthode consiste à rechercher une variable qui affecte la variable endogène mais qui n'ait aucune relation avec la variable dépendante. A titre d'illustration, Adams Jr. (2009) montre que la meilleure façon d'instrumenter le niveau de la qualification serait la distance entre le pays d'accueil et le pays d'origine. Pour l'auteur, toutes choses égales par ailleurs, lorsque le pays d'accueil est proche géographiquement du pays d'origine, on s'attend à ce que des migrants de faible niveau de qualification s'y installent. Ceci s'explique par le fait que les coûts de la migration sont relativement faibles. C'est le cas des migrants marocains en Espagne et en Italie et des migrants égyptiens en Arabie Saoudite. Adams Jr. (2009) utilise également la langue comme un instrument du niveau de qualification. Pour l'auteur, si le pays d'origine et le pays d'accueil utilisent la même langue, les migrants hautement qualifiés ont tendance à s'installer dans ce dernier. Toutefois, ce raisonnement n'est pas toujours valable. A titre d'exemple, les migrants égyptiens sont fortement installés dans les pays du Golfe et en Libye et la majorité d'entre eux ne sont pas qualifiés. Le même raisonnement s'applique aussi pour la Tunisie-Libye, le Maroc-France et l'Algérie-France. Pour instrumenter le stock de migrants et la pauvreté par exemple, des études utilisent respectivement la population totale dans le pays d'origine et le pourcentage de la population résidant en zone urbaine.

2.2. Présentation des résultats et interprétations

2.2.1. Présentation des résultats

Dans nos estimations, nous avons choisi d'instrumenter les variables endogènes que sont l'inflation et le taux de change réel par leurs valeurs retardées d'au moins une période. Ce choix est justifié par le fait qu'il est difficile de trouver des variables qui expliquent seulement nos variables endogènes. Afin de vérifier la qualité de nos résultats, nous estimons notre modèle par la Méthode des Moindres Carrées Ordinaires avec effets spécifiques par pays (MCO-EF). Les résultats des estimations par les MCO et par les DMC sont présentés dans le tableau 2.10 et 2.11.

Tableau 2.10. Déterminants des transferts de fonds

Variables dépendantes	Signe Attendu	Variable indépendante : Log (Transferts/Habitant)			
		1		2	
		MCO	DMC	MCO	DMC
Revenu pays d'origine (log)	(+) ou (-)	-0,3975 (0,05)***	-0,4486 (0,10)***	-0,2066 (0,06)***	-0,2076 (0,06)***
Revenu pays d'accueil (log)	(+)	0,6073 (0,08)***	0,6654 (0,11)***	0,3768 (0,08)***	0,4000 (0,12)***
Taux de change (log)	(+) ou (-)	0,0570 (0,05)	0,0557 (0,56)	0,0914 (0,04)*	0,0550 (0,15)*
Taux d'intérêt (log)	(+)	-0,1939 (0,16)	-0,6197 (-0,51)	-0,0334 (0,11)	0,1084 (0,11)
Inflation	(+) ou (-)	0,0443 (0,10)	0,4686 (1,12)		
Qualité institutionnelle	(+) ou (-)	-0,1881 (0,04)***	-0,1536 (0,08)***	-0,2030 (-5,02)***	-0,1894 (0,04)***
Développement financier ⁹⁸ et ⁹⁹ (log)	(+) ou (-)			0,4529 (0,07)***	0,5397 (0,09)***
Risque Financier (log)	(+) ou (-)				
Concentration bancaire (log)	(+) ou (-)				
Constante		-0,1196 (0,08)	0,0048 (0,26)	-0,769 (0,08)	-0,0137 (0,11)
Test de Hausman p-value		63,45 (0,000)		4,43 (0,079)	
Test normalité des résidus p-value		1,90 (0, 386)		4,34 (0,114)	
Test de Wald p-value			186,00 (0,000)		178,57 (0,000)
Observations		245	235	245	235
R ²		0,29	0,26	0,38	0,44

Note : ***, **, * indique une significativité à 1%, 5% et 10%, respectivement. L'écart-type est entre parenthèses. Le test de Hausman correspond à la statistique du test de Hausman. Le test Jarque-Bera ou le test de normalité des résidus teste si les résidus suivent la loi normale centrée réduite. Le test de Wald est la statistique du test de significativité conjointe des variables explicatives : l'hypothèse nulle est la non-significativité conjointe des variables explicatives.

⁹⁸ Ratio des crédits domestiques accordés au secteur privé rapporté en pourcentage du PIB.

⁹⁹ Des résultats comparables ont été obtenus en utilisant les autres indicateurs de développement financier : le ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire rapporté au PIB. Le ratio des réserves liquides bancaires par rapport aux actifs bancaires et le ratio de la capitalisation boursière par rapport au PIB.

Tableau 2.11. Déterminants des transferts de fonds (suite)

Variables dépendantes	Signe Attendu	Variable indépendante : Log (Transferts/Habitant)			
		3		4	
		MCO	DMC	MCO	DMC
Revenu pays d'origine (log)	(+) ou (-)	-0,4393 (0,06)***	-0,5100 (0,07)***	-0,1449 (0,06)***	-0,0992 (0,09)***
Revenu pays d'accueil (log)	(+)	0,7187 (0,12)***	0,7381 (0,13)***	0,4415 (0,15)***	0,4129 (0,14)***
Taux de change (log)	(+) ou (-)	0,1812 (0,05)***	0,3286 (0,12)**	0,1512 (0,04)	0,2343 (0,14)*
Taux d'intérêt (log)	(+)	-0,1814 (0,19)	-0,4338 (0,29)	0,0203 (0,61)	0,1084 (0,94)
Inflation	(+) ou (-)	-0,0558 (0,16)	0,2782 (0,32)	0,1600 (0,75)	0,7288 (0,37)
Qualité institutionnelle	(+) ou (-)	-0,2754 (0,27)***	-0,2363 (0,07)***	-0,2043 (0,02)***	-0,2661 (0,05)***
Développement financier¹⁰⁰ (log)	(+) ou (-)			0,5444 (0,15)***	0,8505 (0,18)***
Risque Financier (log)	(+) ou (-)	-0,1240 (0,09)	-0,7991 (0,09)	-0,3048 (0,07)**	-0,2189 (0,09)**
Concentration bancaire (log)	(+) ou (-)	-0,2703 (-3,84)***	-0,2316 (0,07)***	-0,2472 (-3,58)	-0,1864 (0,07)
Constante		-0,1211 (0,10)	0,1338 (0,10)	-0,7690 (0,11)	0,1914 (0,10)
Test de Hausman p-value		207,05 (0,000)		4,43 (0,079)	
Test de normalité des résidus p-value		2,90 (0,351)		4,34 (0,114)	
Test de Wald p-value		-	186,00 (0,000)	-	165,22 (0,000)
Observation		180	235	180	168
R²		0,38	0,26	0,41	0,43

Note : ***, **, * indique une significativité à 1%, 5% et 10%, respectivement. Les p-value sont entre parenthèses. Le test de Hausman correspond à la statistique du test de Hausman. Le test Jarque-Bera ou le test de normalité des résidus teste si les résidus suivent la loi normale centrée réduite. Le test de Wald est la statistique du test de significativité conjointe des variables explicatives : l'hypothèse nulle est la non-significativité conjointe des variables explicatives.

2.2.3. Discussion et interprétations des résultats

Le tableau 2.10 et le tableau 2.11 présentent les résultats des estimations de l'équation 2.8 sous quatre scénarios. Le premier scénario (colonne 1) consiste à estimer les déterminants des transferts sans nos variables d'intérêt, c'est-à-dire sans intégrer les variables qui peuvent

¹⁰⁰ Des résultats comparables ont été obtenus en utilisant les autres indicateurs de développement financier : le ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire rapporté au PIB. Le ratio des réserves liquides bancaires par rapport aux actifs bancaires et le ratio de la capitalisation boursière par rapport au PIB.

influencer le coût de transfert. Ensuite, dans le second et le troisième scénario nous intégrons respectivement le développement et le risque financier. Enfin, dans le quatrième scénario, nous estimons le modèle intégral.

Par ailleurs, dans chaque scénario, deux estimations sont présentées : la première utilisant la méthode des MCO et la seconde utilisant la méthode des DMC. Cependant, nous ne nous intéresserons qu'aux résultats obtenus par la méthode DMC qui est plus robuste et efficace. Par souci de clarté dans la présentation des résultats, nous proposons l'approche itérative suivante. Nous commentons d'abord les résultats de la première hypothèse qui est formulée sans nos variables d'intérêt à savoir le développement financier, le risque financier et la concentration bancaire ensuite nous incluons respectivement chacune de ces variables¹⁰¹.

A l'exception de la variable taux d'intérêt et de la variable inflation, tous les coefficients estimés sont statistiquement significatifs, bien qu'à des seuils de confiance différents, et ce quelle que soit la méthode d'estimation utilisée. Conformément à nos attentes, la variable approximant le poids économique du pays d'accueil (PIB/habitant) influence positivement les transferts de fonds, tandis que le poids économique du pays d'origine a un impact négatif sur les envois de fonds. Cela signifie que les envois de fonds augmentent pendant les périodes de ralentissement de l'activité économique du pays d'origine. Toutefois, lorsque la situation économique s'améliore (le revenu de la famille) ou lorsque le revenu du migrant baisse, le volume des transferts diminue. Ces résultats sont compatibles avec les études de Orozco (2002), Chami et al. (2005), Freund et Spatafora (2008) et de Thorsten et Martinez (2011).

S'agissant des motivations microéconomiques, le signe négatif associé au niveau de revenu du pays d'origine permet d'écarter les motifs familiaux et l'intérêt personnel. En effet, si les fonds relèvent du motif d'assurance, une diminution du revenu de la famille dans le pays d'origine devrait se traduire par une baisse des transferts de fonds parce que le migrant perçoit cette baisse comme le signal d'une mauvaise utilisation. Ensuite, dans le cas des motifs guidés par l'intérêt personnel, le migrant envoie plus de fonds lorsque le revenu de la famille augmente afin de sécuriser un héritage ou pour s'assurer de la gestion de ses actifs par les membres de la famille. Ainsi, selon nos prédictions (Tableau 2.8), un effet positif et

¹⁰¹ Pour prendre en considération la sensibilité de nos variables d'intérêt (développement financier, risque financier et concentration bancaire) aux variables de contrôle (le PIB/habitant des pays d'accueil, le PIB/habitant du pays d'origine, l'inflation, le taux d'intérêt ...), nous avons suivi la démarche de Levine et al. (2000) et estimé notre modèle avec le minimum de variables.

significatif du revenu du pays d'accueil ainsi qu'un effet significatif et négatif du revenu du pays d'origine conjugués à un effet non significatif du taux d'intérêt et de l'inflation suggèrent que les motivations altruistes prédominent. Dans ce cas, lorsque le revenu de la famille diminue, le migrant a tendance à augmenter le volume des transferts afin d'assurer à sa famille le même niveau de revenu (effet contracyclique). Ce résultat est confirmé par le signe positif du coefficient associé au taux de change. En effet, lorsque le motif de l'envoi est l'altruisme, l'appréciation de la monnaie locale oblige le migrant à augmenter le volume des transferts afin que sa famille maintienne le même niveau de revenu. En revanche, dans le cas d'une dépréciation de la monnaie locale, le migrant peut baisser ses transferts puisque la famille conserve le même revenu nominal (Mouhoud et al., 2008). Cependant, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Tout d'abord, l'altruisme peut dissimuler d'autres motivations que nous ne pouvons pas détecter à partir de nos résultats (Gonzalez-koing, 2005). Ensuite, comme le PIB par habitant des pays d'accueil correspond à l'agrégation des revenus des migrants et des natifs, il ne permet pas de cerner précisément les motivations des migrants. A cet égard, il serait souhaitable d'avoir des données relatives aux revenus des migrants dans chaque pays d'accueil, leur nombre ainsi que leur niveau de qualification. Or, une telle base de données n'est pas disponible pour notre échantillon de pays. Ensuite, il est intéressant de signaler que la significativité¹⁰² du coefficient associé au taux de change réel est subordonnée à la présence dans le modèle de la variable développement financier ce qui confirme les résultats de Straubhaar (1996), Aydas, Nayapti et Matin-Ozcan (2005).

Enfin, pour les variables d'intérêt, le coefficient associé au développement financier est positif et statistiquement significatif dans les scénarios 2 et 4. Pour nos pays, le développement financier a un impact positif et significatif sur les transferts de fonds. Ceci corrobore à nouveau nos hypothèses théoriques et confirme les conclusions de Singh et al. (2010) et de Freund et Spatafora (2005). Selon ces résultats, le développement financier renforcerait la confiance de l'émigré dans son pays d'origine à travers sa confiance dans le système financier. Un système financier suffisamment développé dans les pays d'origine devrait améliorer et faciliter le processus de transfert d'argent des migrants en réduisant les frais associés et augmenter ainsi le volume ou la part des envois des fonds transférés par des voies formelles. Le développement du système financier permet également sous certaines conditions de garantir l'accès aux crédits bancaires. Concernant le risque financier, nos résultats montrent qu'une augmentation du risque financier dans les pays d'origine influence

¹⁰² Avec des seuils de confiance différents

négativement les transferts migratoires. Ce résultat est conforme à nos attentes puisque le volume des envois de fonds chute dans un contexte d'instabilité économique et financière. Un migrant désirant investir dans son pays d'origine est toujours orienté par un objectif d'optimisation de rentabilité et de minimisation des coûts. Ces derniers sont positivement corrélés avec le risque financier que représente un pays. L'autre constat, non moins important, est que le risque politique est statistiquement significatif et exerce un effet négatif sur les envois de fonds. Ainsi, la stabilité politique est une condition préalable à la bonne marche des activités économiques. Dans un contexte d'instabilité politique, les migrants préféreraient se tourner vers les pays d'accueil où la probabilité de leurs gains serait plus élevée et moins risquée. Le renforcement de la stabilité gouvernementale, l'amélioration des conditions socioéconomiques et la réduction des conflits internes, externes et ethniques pourraient permettre de diminuer le risque politique et ainsi augmenter les envois de fonds. Cependant, nous pouvons constater que cet effet est renforcé par le degré de la concentration bancaire. Celle-ci agit négativement sur les transferts de fonds, comme l'indique son coefficient négatif et significatif à 5%. L'effet négatif de la concentration bancaire sur les transferts de fonds dans les PSM confirme les prédictions théoriques et peut être expliqué par le fait que la concentration bancaire, dans ces pays, est perçue par les migrants « investisseurs » comme un obstacle au développement du secteur bancaire et non comme une garantie contre la faillite des banques et les crises systémiques (Allen et Gale, 2000, 2004).

Conclusion

Ce chapitre a eu pour objectif d'examiner les déterminants des transferts des migrants en provenance des PSM. L'identification a été menée à partir des données macroéconomiques relatives à un échantillon de dix pays observés entre 1985 et 2010. Pour ce faire, nous avons examiné la littérature relative aux déterminants des transferts. La littérature microéconomique a permis d'identifier plusieurs motifs expliquant les transferts de fonds. Ainsi, un migrant peut envoyer de l'argent selon des considérations individuelles ou familiales. En d'autres termes, un migrant envoie de l'argent par altruisme, par intérêt personnel ou parce qu'il existe, entre lui et les récipiendaires de fonds, des arrangements qui prennent la forme de contrats implicites d'échange, de remboursement de prêt ou de coassurance. De même, la littérature montre également que des facteurs macroéconomiques reflétant les caractéristiques socioéconomiques des pays d'accueil et d'origine peuvent influencer les transferts de fonds.

Ainsi, le niveau de revenu des pays d'origine et d'accueil, les taux d'inflation et d'intérêt, ainsi que les facteurs politiques affectent les transferts de fonds.

Eu égard de cette littérature, nous avons mis en évidence le lien qui existe entre les motifs microéconomiques et les déterminants macroéconomiques. Ainsi, lorsqu'un migrant est motivé par des considérations altruistes, le revenu du pays d'accueil, les taux d'inflation et de change, la qualité institutionnelle et les catastrophes naturelles influencent positivement les transferts envoyés. En revanche, si le migrant est motivé par son intérêt personnel, le différentiel de rendements des actifs (taux d'intérêt) entre le pays d'origine et le pays d'accueil aura un impact décisif sur sa décision d'investir.

Compte tenu du manque et/ou de l'inaccessibilité aux données individuelles pour l'ensemble de notre échantillon, l'étude empirique des motivations microéconomiques des transferts dans les PSM a été donc menée uniquement à l'aide des données macroéconomiques disponibles. Dans un premier temps, il a été nécessaire recenser les déterminants macroéconomiques qui agissent sur les transferts de fonds. L'étape suivante a consisté à sélectionner, puis à tester empiriquement ces différents facteurs macroéconomiques qui influencent les transferts de fonds dans les PSM. Enfin, dans un troisième temps, en nous basant sur notre synthèse de la littérature, nous avons pu inférer à partir de nos résultats les motivations microéconomiques sous-jacentes aux transferts de fonds.

Nos résultats montrent que les transferts sont une fonction croissante du niveau de vie ou de l'activité économique du pays d'accueil, et une fonction décroissante du niveau de vie ou de l'activité du pays d'origine. En l'absence d'effet associé au taux d'intérêt, ces variables semblent confirmer l'hypothèse que les transferts de fonds seraient motivés par des considérations altruistes. L'investigation économétrique a également permis de mettre en lumière l'importance d'autres facteurs tels que les coûts des transferts, le développement financier et le risque financier sans oublier les facteurs politiques.

Au-delà de l'identification des motivations des transferts, ces résultats permettent de dégager d'autres conclusions. Tout d'abord, ils confirment le caractère contracyclique des transferts de fonds. En effet, les transferts de fonds répondent aux fluctuations macroéconomiques du pays d'accueil (lorsque le PIB/habitant du pays d'origine baisse, les transferts augmentent). Ensuite, ils montrent qu'un système financier développé peut induire des effets rétroactifs positifs via son effet sur les coûts des envois. Enfin, ils suggèrent que le risque financier et la qualité institutionnelle des pays d'origine affectent considérablement les

intentions de retour, suggérées par l'absence de transferts pour motifs d'investissement. Or, les crises financières et économiques récentes montrent que les travailleurs installés à l'étranger ont tendance à retourner dans leur pays d'origine pour y investir.

Pour conclure, il convient de signaler les limites de notre étude. Comme les envoyeurs de fonds et les récipiendaires vivent dans des pays différents, les transferts migratoires ont lieu dans un cadre d'asymétrie d'information. Les récipiendaires peuvent alors adopter des comportements opportunistes et afficher une détérioration de leurs conditions de vie pour que le migrant envoie davantage d'argent. Dans le cas inverse, il est fréquent qu'un émigré accepte une détérioration de ses conditions de vie pour transférer un montant plus élevé afin de maintenir son statut social. Ce comportement pourrait biaiser nos conclusions. Bien que l'investigation macroéconomique permette de fournir des indications sur les motivations microéconomiques qui prédominent, celles-ci mériteraient d'être confirmées par l'exploitation des données d'enquête individuelles propres à chacun des pays.

Annexes chapitre 2

Annexe 2.1. Statistiques descriptives

Variables (log)	Moyenne	Ecart-type	Maximum	Minimum	N. d'obser.
Transferts/PIB	0.1431233	1.24252	-1.368058	9.731847	246
Développ. Financier	0.1500433	1.133567	-1.562505	3.938056	246
Qualité Institutionnelle	-0.3704239	1.455316	-8.353121	1.918301	246
Risque Financier	-0.153732	1.219882	-2.192808	5.591902	246
PIB/H du pays d'accueil	-0.2052249	1.265516	-4.710623	1.92477	246
PIB/H du pays d'origine	0.135131	1.598405	-9.170725	1.617963	246
Taux d'intérêt	-0.4320892	0.6009616	-2.374671	4.076612	246
Taux de change réel	0.0722765	1.784043	-3.856541	12.20241	246
Inflation	-0.213345	0.8691642	-1.395743	9.309061	246
Concentration Bancaire	0.11909	1.261609	-2.221464	3.724632	180

Annexe 2.2. Etudes de la stationnarité des variables

Variables ¹⁰³	Spécification du Modèles	Pesaran
Transferts/PIB	Modèle sans tendance	1,962 (0,975)
	Modèle avec tendance	0,088 (0,535)*
PIB/Habitant du pays d'origine	Modèle sans tendance	-0,962 (0,168)
	Modèle avec tendance	-3,847 (0,000)***
PIB/Habitant du pays d'accueil	Modèle sans tendance	0,912 (0,819)
	Modèle avec tendance	-2,009 (0,022)**
Taux de change réel	Modèle sans tendance	-1,068 (0,143)
	Modèle avec tendance	-0,933 (0,175)**
Taux d'intérêt	Modèle sans tendance	-2,267 (0,012)*
	Modèle avec tendance	-2,210 (0,014)
Inflation	Modèle sans tendance	-1,914 (0,028)**
	Modèle avec tendance	-0,395 (0,346)
Développement Financier	Modèle sans tendance	1,501 (0,933)*
	Modèle avec tendance	0,178 (0,571)
Qualité Institutionnelle	Modèle sans tendance	0,281 (0,611)*
	Modèle avec tendance	-1,536 (0,062)
Risque Financier	Modèle sans tendance	-0,605 (0,273)
	Modèle avec tendance	-3,740 (0,000)***
Concentration Bancaire	Modèle sans tendance	0,701 (0,758)
	Modèle avec tendance	2,936 (0,998)*

¹⁰³ Les p-value sont entre parenthèses. Toutes les variables sont exprimées en logarithme

Annexe 2.3. Test de normalité des résidus

Skewness/Kurtosis tests for Normality						
Variable	Obs	Pr (Skewness)	Pr (Kurtosis)	adj	joint chi2 (2)	Prob>chi2
resid_DMC1	245	0.8291	0.1748		1.90	0.3861
resdi_DMC2	245	0.0963	0.2139		4.34	0.1140
resdi_DMC3	180	0.3045	0.3150		2.09	0.3517
resid_DMC4	180	0.2431	0.0970		4.17	0.1243

Annexe 2.4. Méthode de calcul des variables et sources de données

Variables	Définition	Sources
Transferts/PIB	La somme des remises des travailleurs et indemnités des employés (en dollar courant).	Banque Mondiale (WDI, 2014)
Développement Financier	Ratio des crédits domestiques accordés au secteur privé par rapport au PIB. Ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire rapporté au PIB. Ratio des réserves liquides bancaires par rapport aux actifs bancaires. Ratio de la capitalisation boursière par rapport au PIB	Banque Mondiale (WDI, 2014)
Qualité Institutionnelle	Indice de risque politique établi par ICRG.	International Country Guide (ICRG ; Political Risk Services).
Risque Financier	Indice de risque financier établi par ICRG	International Country Guide (ICRG ; Financial Risk Services).
PIB/Habitant du pays d'accueil	Moyenne pondérée du PIB des 5 premiers pays d'installation	WDI (2014), Factbook (2013)
PIB	PIB nominal exprimé en dollar constant	WDI (2014)
Taux d'intérêt	Taux d'intérêt de dépôt nominal	WDI (2014)
Taux de change réel	Le taux de change effectif nominal (mesure de la valeur de la monnaie par rapport à une moyenne pondérée de plusieurs devises étrangères) divisé par le déflateur de prix. $\frac{USD \text{ } CPI_i}{LCU_i \text{ } CPI_{us}}$	WDI (2014)
Inflation	CPI inflation	WDI (2014)
Concentration Bancaire	Le degré de la concentration bancaire est la part (en fraction) des actifs détenus par les trois la plus grandes banques commerciales	WDI (2014)

Chapitre 3. Impacts des transferts de fonds sur le bien-être et la croissance

Introduction

Après avoir identifié les déterminants des envois de fonds, le présent chapitre a pour objectif d'étudier leur l'impact sur les pays d'origine. L'examen de l'impact des transferts de fonds nécessite d'explorer les canaux par le biais desquels ils pourraient influencer le pays d'origine. En effet, l'argent envoyé par les émigrés à leur famille peut influencer la répartition du revenu, la pauvreté et le bien-être individuel. Il peut également avoir un impact sur l'équilibre extérieur du pays à travers l'effet sur le taux de change et sur la balance des opérations courantes. Les transferts affectent aussi la productivité des facteurs, la croissance économique et la situation économique en général.

En ce qui concerne la répartition du revenu, la littérature n'est pas parvenue à déterminer de manière décisive l'effet des transferts. Deux approches sont en général empruntées quelle que soit la méthode employée. La première approche¹⁰⁴ consiste à comparer la distribution des revenus avec et sans transferts tandis que la seconde¹⁰⁵ se fonde sur la décomposition des inégalités selon les sources du revenu. Ainsi, pour certains auteurs notamment Mckenzie et Rapoport (2007) et Adams et Page (2003), les transferts augmentent les inégalités parce que seules les familles aisées peuvent s'acquitter des frais migratoires et espérer, en contrepartie, recevoir des fonds. En revanche, pour d'autres notamment Taylor et al. (2005) et Durand et al. (2008), les transferts de fonds augmenteraient les inégalités mais seulement au début du processus migratoire. Par la suite, avec la généralisation de l'information et les économies d'échelle des coûts liées à la migration, les transferts de fonds

¹⁰⁴Barham et Boucher (1998), Oberai et Singh (1980) et Knowles et Anker (1981).

¹⁰⁵Acosta et al. (2008), Docquier et al. (2007), Chauvet et Mesplé-Somps (2007), Gonzalez-Konig et Woden (2005), Adams et Alderman (1992), Stark et al. (1986, 1988) et Adams Jr., (1989, 1991).

réduiraient les inégalités de revenus. Ainsi, à terme, les transferts pourraient atteindre toutes les couches de la population (riches, moyennes et pauvres).

Quant à l'effet des transferts sur la pauvreté, les études empiriques sont également assez peu concluantes mais elles se rejoignent sur l'idée selon laquelle les transferts de fonds influencent le bien-être. En contribuant directement au budget des ménages, ils permettent de lisser la consommation (Ratha, 2003 ; Adams Jr., 2006 ; Mundaca, 2009) et de réduire les contraintes financières qui pèsent sur l'accès à la formation du capital humain et physique (Rapoport et Docquier, 2005).

Enfin, du point de vue de la croissance économique, les conclusions des études théoriques et empiriques aboutissent également à des résultats très mitigés donnant lieu à la confrontation des trois visions opposées. Selon la thèse optimiste qualifiée de « développementiste », les envois de fonds peuvent stimuler la croissance économique par le biais de l'augmentation du revenu national disponible, l'augmentation de la consommation, la demande globale, la réduction de la volatilité des revenus, la réduction de la pauvreté, le développement de la productivité du travail, du secteur financier et de l'investissement financier (Stark et al., 1986, 1988 ; Taylor, 1992 ; Taylor et Wyatt, 1996 ; Leon-Ledesma et Piracha, 2004 ; Chami et al., 2009 ; Stark et Lucas, 1988 ; Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009). En revanche, d'autres études qui renouent avec la thèse « pessimiste » remettent en cause l'idée selon laquelle les transferts de fonds auraient un effet comparable aux IDE. Elles soutiennent que les transferts ont un effet potentiellement nuisible sur la croissance économique à moyen et à long terme. Selon cette thèse, ils affecteraient de manière négative la compétitivité, réduiraient la population active en raison du phénomène d'aléa moral qu'ils engendreraient. Ils contribueraient à creuser le déficit extérieur entraînant un déséquilibre de la balance des opérations courantes et une perte de compétitivité (Barajas et al., 2009 ; Kireyev, 2006 ; Luth et Ruiz-Arranz, 2006). Enfin, une troisième catégorie d'études ou thèse dite neutre avance l'idée de la neutralité des transferts. Selon ces études, les transferts de fonds représentent des sources complémentaires de revenu qui sont surtout utilisées pour lisser la consommation des ménages. En conséquence, les transferts de fonds n'auraient aucun effet sur la croissance économique (León-Ledesma et Piracha, 2004 ; Chami et al., 2009 ; FMI, 2005).

L'analyse de l'impact des transferts de fonds ne peut cependant être réduite à ces trois visions. En effet, les études théoriques et empiriques examinant l'impact des transferts sur les pays d'origine font l'objet de plusieurs critiques d'ordre méthodologique ou technique. Elles

s'appuient sur des modèles statiques et se focalisent souvent sur l'effet direct ; or, il existe d'autres effets dynamiques et indirects non négligeables. Du point de vue du bien-être (inégalité de revenus et pauvreté), il peut y avoir des effets indirects ayant autant d'importance que les effets directs. Cela se manifeste notamment lorsque les transferts jouent le rôle de stabilisateur des revenus ou d'assurance lors d'importants chocs macroéconomiques. De fait, au niveau de la croissance économique, des interconnexions entre les facteurs potentiels de la croissance et les transferts de fonds existent. Ainsi, certaines variables qui stimulent la croissance économique peuvent être influencées par la présence des remises de fonds. Dans ce cas de figure, l'omission de ces facteurs peut conduire à des régressions erronées ou à sous-estimer l'effet des envois de fonds sur la croissance économique. Afin de bien cerner l'effet des transferts de fonds sur les pays d'origine, il est donc primordial d'identifier, dans un premier temps, à travers quel canal (direct ou indirect) les envois de fonds peuvent exercer leurs effets. Ainsi, à partir de données agrégées, ce chapitre se propose d'étudier l'effet indirect des envois de fonds sur les pays d'origine.

Dans cette perspective, ce chapitre s'organise en trois sections. Dans la section 1, nous présentons une revue de littérature théorique et empirique relative à l'effet des transferts sur le capital humain, sur l'offre de travail et sur l'investissement domestique. Dans la section 2, nous proposons d'évaluer les effets des transferts de fonds sur les inégalités de revenu d'une part et la pauvreté d'autre part. Les estimations ont été menées à partir d'un panel de 75 pays sur la période 1980-2010 pour la première étude et, à partir d'un panel de 70 pays sur la période 1985-2010 pour la seconde étude. La section 3 aborde de manière théorique la question du lien entre transferts et croissance économique en attachant une attention particulière aux différents canaux de transmission des transferts de fonds que sont la pauvreté, la volatilité de la consommation et l'investissement. Ensuite, toujours en utilisant des données agrégées, nous évaluons leurs effets indirects sur la croissance économique à partir de canal du développement financier et de l'investissement.

Section 1. Transferts de fonds et déterminants de la croissance : les enseignements de la littérature

Dans cette section, nous présentons une revue de la littérature théorique concernant l'effet des transferts de fonds sur les déterminants de la croissance notamment le capital physique et humain, la participation au marché du travail et l'investissement domestique.

1.1. Transferts de fonds et capital physique et humain

Les transferts de fonds constituent un apport financier non négligeable pour les familles récipiendaires. Ils sont destinés à la consommation ou à l'investissement, permettant d'accumuler du capital physique et du capital humain.

1.1.1. Transferts de fonds et accumulation du capital physique

Au-delà de la consommation finale, les transferts de fonds peuvent financer des investissements productifs privés réalisés par les familles récipiendaires, par les associations de diasporas et par les migrants eux-mêmes lors de leur retour. Ils peuvent, sous certaines conditions, influencer indirectement les investissements directs étrangers.

1.1.1.1. L'impact des transferts sur l'investissement privé

Lorsque le marché du crédit du pays d'origine est inefficace et qu'il ne remplit pas ses fonctions en termes de satisfaction des besoins des agents économiques notamment des ménages les plus pauvres, les transferts peuvent se présenter comme une solution alternative et financer les investissements en capital physique. En effet, les sommes envoyées ont tendance à alléger les contraintes financières et à augmenter les investissements productifs locaux. Toutefois, le financement des investissements n'est pas automatique et dépend considérablement des motivations de l'émigré. Ainsi, les sommes envoyées financent en général la consommation quotidienne dans le cas d'un migrant altruiste et l'investissement dans le cas d'un échange de services. Par ailleurs, les investissements productifs peuvent augmenter même en l'absence de transferts réels. En effet, les familles dont l'un des membres

est à l'étranger seraient incitées de plus en plus à s'engager dans des investissements risqués. Pour elles, les transferts de fonds futurs leur garantiraient une couverture en cas d'échec (Stark, 1991).

En outre, l'effet des envois de fonds sur l'investissement et sur la croissance économique ne dépend pas seulement des motivations de l'émigré mais aussi des caractéristiques du pays d'origine et de la communauté récipiendaire. De fait, en premier lieu, un investissement n'est réalisable que s'il existe des opportunités d'investissement productif. Or, dans les pays d'origine, l'absence de telles opportunités pousse les membres de la société à émigrer. Ainsi, toute défaillance des services publics, de l'infrastructure ou encore l'absence de transparence des institutions nuisent à la productivité des transferts. En second lieu, lorsque les ménages récipiendaires considèrent les transferts comme un salaire permanent, ils auront tendance à consommer plutôt qu'à investir. De même, pour les familles restées au pays, la méconnaissance et le faible accès aux intermédiaires financiers peuvent affecter à la baisse la rentabilité des sommes investies (Chami et al., 2008). Par ailleurs, la migration peut réduire le volume des investissements dans les pays caractérisés par une forte émigration de la main d'œuvre qualifiée. Cela réduit d'autant l'incitation à investir car pour les investisseurs la main d'œuvre restée au pays n'est pas suffisamment qualifiée et il n'est pas certain qu'elle restera dans le pays d'origine une fois formée ; la culture d'émigration pouvant l'inciter à partir.

Ainsi, plusieurs travaux ont tenté d'évaluer l'effet des envois de fonds sur l'investissement en capital physique. Pour l'Afrique du Sud, Lucas (1987) trouve que les remises de fonds augmentent la productivité rurale. L'auteur démontre que, dans un premier temps, la productivité baisse suite au départ de la main d'œuvre ; cependant, cette tendance s'inverse rapidement grâce aux investissements réalisés à partir des transferts reçus. Dans le même sens, Lucas (2005) démontre que les transferts de fonds favorisent les investissements au Maroc, au Pakistan, et en Inde.

Par ailleurs, en se basant sur des données d'enquêtes relatives aux Philippines, à la Thaïlande et au Vietnam, Paris et al. (2009) montrent qu'il n'existe aucune différence dans la productivité des exploitations agricoles avant et après la migration. Le résultat s'expliquerait par le fait que les transferts de fonds auraient permis de compenser la perte de la main d'œuvre par l'achat de matériel agricole. Dans ce cas, les transferts allègent les contraintes financières qui pèsent sur les agriculteurs en termes d'investissements productifs. De même,

Léon-Ledesma et Piracha (2004) exploitent des données de panel de 11 pays en transition d'Europe de l'Est entre 1990 et 1999 et démontrent que les envois de fonds améliorent directement et indirectement la productivité à travers l'augmentation des investissements.

Lorsque les études théoriques et empiriques intègrent dans leurs analyses la migration de retour, les fonds rapatriés de façon définitive ne font qu'amplifier l'investissement parce que l'épargne accumulée au cours des années passées à l'étranger est souvent investie dans des projets productifs. Ainsi, dans certains pays, la migration est devenue une clé pour ouvrir les portes de l'entrepreneuriat et représente une stratégie adoptée par les futurs entrepreneurs pour surmonter les contraintes financières et de liquidité afin de réaliser leurs projets. En effet, au Mexique, Massey et Parrado (1998) démontrent que les revenus issus du travail des migrants aux Etats-Unis constituent environ 21% du capital initial des entreprises créées. Woodruff et Zenteno (2007) confirment ces résultats à partir de données sur la migration interne. Ils démontrent que la migration est étroitement liée à un haut niveau d'investissement et de profit. Pour l'Egypte, Wahba (2004) montre que la migration internationale permet d'accumuler à la fois le capital et le savoir-faire. Pour l'auteure, l'expatrié parvient à accumuler un capital et un savoir-faire et ce à des niveaux impossibles à atteindre s'il était resté dans son pays. De même, plusieurs études démontrent que les capitaux accumulés à l'étranger et rapatriés dans les pays d'origine jouent un rôle déterminant dans la création d'une classe d'entrepreneurs (Ilahi (1999) pour le Pakistan ; Black et Tiemoko (2003) pour le Ghana ; Dustmann et Kirchamp (2002) pour la Turquie ; Mesnard et Ravallion (2001) et Mesnard (2004) pour la Tunisie).

Quelle que soit la phase de leur utilisation (pendant la migration ou après le retour des migrants), les transferts envoyés ou rapatriés définitivement ont donc un impact positif sur l'investissement privé. Il est également fortement probable que dans certains cas les transferts de fonds puissent favoriser l'investissement public et les investissements directs étrangers.

1.1.1.2. L'impact des transferts sur l'investissement public et les IDE

Selon la Banque Mondiale (2005), le nombre d'associations de migrants installées dans les pays d'accueil ainsi que leurs objectifs ne cessent de se diversifier. En effet, à partir de leurs seules ressources, les migrants créent des fonds communs pour financer de manière collective des investissements publics dans leurs pays d'origine. Initialement, les projets financés par ces associations concernent de petits projets tels que la rénovation des écoles, des lieux de cultes ou la création de centres de soins. Toutefois, au fil des années, le financement

visé de plus en plus des projets créateurs d'emplois et générateurs de revenus. Il s'agit par exemple de la construction de nouvelles écoles, de routes et de réseaux d'électricité. Dans certains pays, les associations de migrants suppléent les pouvoirs publics pour la création de grands projets d'infrastructure économique et d'activités génératrices de revenus. Par exemple, dans le cas du Mexique, il existe un nombre important d'associations d'émigrés mexicains installés aux Etats-Unis. Dans les villes de *San Fernando* et de *Jalisco*, les associations « *Mesillas* et *Temastian* » installées à Los Angeles financent, pour la première, la création de puits pour améliorer le système d'irrigation et la rénovation des hôpitaux, et, pour la seconde, l'achat de matériel chirurgical et l'installation de pompes à eau (Alarcon, 2000).

Par ailleurs, les pouvoirs publics au Mexique dans la région de Zacatecas ont récemment mis en place des mesures politiques visant à augmenter l'ampleur et l'efficacité de ce type de projets (Zamora, 2005). Ils proposent entre autres d'être actionnaires des travaux entrepris par les associations de migrants en allouant des fonds publics supplémentaires. C'est le cas du projet baptisé « 3 dollars contre 1 »¹⁰⁶.

Au-delà de leur impact sur les investissements publics, les transferts de fonds peuvent influencer les IDE. En effet, à travers leurs activités liées aux envois de fonds, les banques des pays d'accueil peuvent être à l'origine d'une rentabilité importante (Ratha, 2003). Ainsi, le volume du marché des transferts et son potentiel en termes de clients poussent certaines banques étrangères à investir auprès de banques nationales. C'est le cas de la Bank of America qui a racheté en 2002 la filiale mexicaine de la banque Santander, et la Banque Citigroup qui a acquis la banque mexicaine de Banamex¹⁰⁷ en 2001. Si l'effet immédiat des transferts de fonds est d'alléger la contrainte financière des ménages en termes de consommation finale, les transferts peuvent aussi faire l'objet d'autres opérations économiques telles que l'épargne ou l'investissement. Du reste, ce dernier objectif ne concerne pas seulement les investissements matériels (construction, acquisition de logement ou création d'entreprises) mais aussi des investissements sous forme de capital humain.

¹⁰⁶ Pour chaque dollar investi par les migrants mexicains dans des projets d'intérêt public, trois dollars sont injectés par les gouvernements locaux, régionaux et fédéraux.

¹⁰⁷ Banco Nacional de Mexico

1.1.2. Transferts de fonds et capital humain

L'effet net de la migration et des transferts de fonds sur l'accumulation de capital humain est a priori difficile à quantifier. D'une part, les transferts peuvent aider les familles à surmonter les contraintes financières qui les empêchent d'investir en capital humain. D'autre part, la migration d'un membre de la famille (père ou mère) peut avoir des effets perturbateurs sur la vie familiale engendrant des effets néfastes sur l'ensemble de la famille et/ou sur la scolarité des enfants en particulier. De même, si l'éducation est moins valorisée dans le pays d'accueil ou si les migrants travaillent dans des professions nécessitant une scolarité limitée, la probabilité de scolariser l'enfant d'un migrant sera d'autant plus faible que l'éducation est peu valorisée dans le pays d'accueil ou que les emplois auxquels ont accès les migrants exigent une scolarité limitée. Enfin, l'impact des transferts sur l'investissement en capital humain peut dépendre du type de migration (provisoire ou permanente) et de la catégorie socioprofessionnelle de l'émigré. Ainsi, dans ce point, nous cherchons à examiner l'impact des transferts de fonds sur le capital humain à travers le canal de l'éducation et de la santé.

1.1.2.1. Transferts et éducation

Parmi les nombreuses questions soulevées par la littérature relative aux transferts de fonds, celle liée à leur effet sur l'éducation revêt un intérêt particulier. Leur contribution à la baisse du travail des enfants, et plus particulièrement à leur scolarisation, sera en effet plus ou moins positive selon plusieurs facteurs. Malgré la multitude de travaux traitant de cette question, le débat reste ouvert et au moins deux visions coexistent. La première approche considère que les transferts de fonds ont un effet positif et non négligeable sur l'éducation. Elle explique qu'en relaxant les contraintes financières qui pèsent sur les familles à revenu modeste, les sommes reçues augmentent l'investissement dans l'éducation et font reculer le travail des enfants (Rapoport et Docquier, 2005). Cependant, tout en reconnaissant l'effet potentiel des transferts de fonds sur les contraintes de liquidité, la seconde approche estime que la migration d'un membre de la famille peut avoir des effets négatifs sur la scolarisation des enfants.

D'un point de vue empirique, les travaux microéconomiques se concentrent généralement sur les pays d'Amérique Latine et d'Asie du Sud. A partir d'un échantillon de 8387 ménages salvadoriens, Cox-Edwards et Ureta (2003) estiment une fonction de survie afin de déterminer le risque de décrochage scolaire suivant les caractéristiques familiales. Les

auteurs trouvent que les transferts, le niveau d'instruction des parents ainsi que le revenu de la famille ont un effet positif sur la scolarisation des enfants. Cependant, les envois de fonds auraient un effet plus important que les autres sources de revenus. Pour Cox-Edwards et Ureta (2003), l'ampleur de cet effet diffère selon le lieu de résidence des ménages. En milieu urbain, l'effet des envois de fonds sur le taux d'inscription est 10 fois supérieur à celui des autres revenus tandis que dans les zones rurales il est seulement de l'ordre de 2,6 fois supérieur. Ainsi, quel que soit le montant reçu, les envois de fonds réduiraient considérablement la probabilité qu'un élève abandonne sa scolarité avant la sixième. Il faut toutefois signaler que les résultats de cette étude ne découlent pas d'une estimation empirique mais sont basés sur des statistiques descriptives. Dans le même sens, Yang (2005) montre qu'aux Philippines, l'augmentation des envois de fonds survenue à la suite de la crise financière asiatique aurait permis une augmentation du taux de scolarisation des enfants.

Au Mexique, Lopez-Cordova (2004) montre que les transferts contribuent non seulement à faire baisser la mortalité infantile mais améliorent également la scolarisation et l'alphabétisation des enfants. De même, Hanson et Woodruff (2003) étudient les régions rurales mexicaines et montrent qu'il existe une corrélation positive entre le niveau de scolarité et le nombre des membres d'une famille ayant migré. Ce constat est compatible avec l'idée selon laquelle l'envoi de fonds des migrants augmente le revenu de la famille et, par conséquent le taux de scolarité des enfants.

Au Salvador, Acosta (2006) s'intéresse aux familles récipiendaires de fonds vivant en milieu rural et montre que l'effet sur la scolarité des enfants dépend plutôt du nombre de frères et sœurs. L'auteur constate que si l'enfant a des frères et sœurs âgés de moins de 5 ans, sa chance d'être scolarisé sera minime. L'auteur explique ce constat par le fait que les enfants les plus âgés contribuent à la prise en charge des plus jeunes. En revanche, un enfant ayant des frères et sœurs de plus de 15 ans a plus de chance d'être scolarisé. Dans ce pays, on a constaté qu'il existe au sein des ménages des économies d'échelles quant aux frais d'éducation. A partir d'une autre étude microéconomique, Acosta et al. (2008) obtiennent des résultats similaires sur un échantillon de 11953 ménages observés entre 1992 et 2000. Selon cette étude, la probabilité qu'un enfant âgé de plus de 15 ans soit inscrit à l'école est deux fois supérieure chez les familles récipiendaires de fonds par rapport à celles qui n'en reçoivent pas. Cependant, ce résultat n'est pas significatif pour les enfants de 15 à 17 ans.

Toujours pour le cas de pays d'Amérique Latine, Lopez-Cordova et Olmedo (2006)¹⁰⁸ testent sur des données d'enquêtes de 2400 ménages mexicains la sensibilité des indices de scolarisation¹⁰⁹ aux transferts de fonds. Les auteurs trouvent que les ménages bénéficiant de ces transferts enregistrent des valeurs élevées de ces indices comparés aux autres ménages sans transferts. Ainsi, les envois de fonds améliorent significativement et positivement les taux de scolarisation. Ces résultats confirment les conclusions de Borraz (2005). En revanche, pour McKenzie et al. (2006), les envois de fonds n'ont d'effet ni sur le niveau de scolarité ni sur la fréquentation scolaire des filles de 16 ans à 18 ans, et des garçons de 12 ans à 18 ans. Les auteurs attribuent ce résultat aux effets néfastes de la migration se manifestant par l'absence d'encadrement et d'autorité parentale. Par ailleurs, Acosta et al. (2008) constatent que les envois de fonds sont associés à une hausse du niveau d'éducation dans six pays sur dix (Nicaragua, Guatemala, Honduras, Équateur, Haïti et le Salvador), l'effet étant plus important pour les enfants dont les mères ont un faible niveau d'éducation. Cependant, pour l'Égypte, Elbadawi et Roushdi (2010) trouvent que les transferts de fonds ont un effet positif sur la fréquentation scolaire des garçons plutôt que des filles contribuant de fait à creuser les inégalités de genre. Cet effet est d'ailleurs particulièrement important chez les garçons proches de l'âge de scolarisation universitaire. Pour les filles, l'impact ne devient significatif que pour la tranche d'âge de 15 à 17 ans. Selon une étude plus récente menée sur le cas de l'Égypte, Koska et al. (2013) montrent que le taux de scolarité des enfants de familles bénéficiant de fonds est supérieur à celui des enfants des familles n'en bénéficiant pas.

Bien que la majorité des études que nous venons de présenter semblent indiquer que les envois de fonds ont plutôt un effet positif sur l'éducation, d'autres, en revanche, démontrent que les remises de fonds peuvent avoir des conséquences négatives sur la scolarisation des enfants. En effet, l'argument souvent mis en avant est que la migration perturbe la vie familiale en général, et celle de l'enfant en particulier. Ainsi, Mansuri (2006) montre que, malgré l'effet positif des transferts sur le taux d'inscription des filles au Pakistan, l'absence d'autorité parentale a un impact négatif sur la scolarité des enfants. La mise en perspective de ce type d'effet est également confirmée par d'autres études dont celles de Hanson et Woodruff (2003), Lopez-Cordova (2004) et McKenzie et Rapoport (2010).

¹⁰⁸ Cités par Kalaj (2013).

¹⁰⁹ L'indice dimensionnel de la durée moyenne de scolarisation et l'indice de parité entre les sexes.

Pour conclure, il ressort de ces études que l'impact des envois de fonds sur l'éducation est a priori non tranché. La littérature montre que la nature de cet effet varie en fonction des caractéristiques socio-économiques des familles, de l'âge de l'enfant et du lieu de résidence. Ces études mériteraient certains approfondissements afin d'identifier s'il existe une tendance commune à travers les groupes d'âge, les individus de même sexe, et des effets différenciés selon les zones rurales et urbaines.

1.1.2.2. Transferts de fonds et santé

La littérature économique sur le lien entre les migrations internationales et la santé est récente. Elle renvoie à deux grands domaines de recherche. Certains analysent l'impact direct des migrations et des envois de fonds sur l'état de santé ; d'autres, en revanche, questionnent l'impact des migrations et des transferts de fonds sur l'accès aux soins.

1.1.2.2.1. Les transferts de fonds et l'état de santé

A notre connaissance, peu de travaux examinent l'impact de la migration et des envois de fonds sur l'état de santé. Toutefois, la majorité des études existantes se concentrent sur la mortalité infantile. En effet, Ssengonzi et al. (2002) étudient les effets de la migration des femmes sur les chances de survie de l'enfant au Sénégal et en Ouganda. Les auteurs constatent que l'exode rural vers les zones urbaines accroît considérablement les chances de survie d'un enfant. Pour le Mexique, Kanaiaupuni et Donato (1999) étudient la population rurale dans cinq régions du Mexique et trouvent qu'à court terme, la migration perturbe la vie familiale (effet négatif sur la santé des enfants) mais cette tendance est inversée à long terme grâce aux «Migradollar». Pour les auteurs, les envois de fonds améliorent ainsi la santé des nourrissons mais l'effet dépend de la position de la famille dans le processus de migration, c'est-à-dire, de l'histoire migratoire de la famille (récente ou ancienne). Lopez-Cordova (2004) confirme ce résultat et démontre que les envois de fonds réduisent considérablement la mortalité infantile.

Sur des données d'enquête fournissant des informations notamment sur la fertilité, les pratiques contraceptives, le poids à la naissance, la mortalité et la migration en milieu rural mexicain, Hildebrandt et McKenzie (2005) trouvent que au sein des familles ayant un membre à l'étranger, le taux de la mortalité infantile est inférieur de 3,7% par rapport à la moyenne nationale, tandis que le poids à la naissance et la probabilité de recevoir des soins de santé préventifs (tels que les visites chez le médecin et les vaccinations) sont supérieurs à la moyenne.

Suivant le même raisonnement et en utilisant un échantillon de ménages provenant du Guatemala et du Nicaragua présentant des caractéristiques démographiques et socio-économiques similaires, Fajnzylber et Lopez (2007) mesurent l'effet des envois de fonds sur les indicateurs anthropométriques de l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans (émaciation et insuffisance pondérale). Selon cette étude, les enfants de ménages ne bénéficiant pas de remises de fonds seraient dans une situation nutritionnelle plus fragile que les autres enfants. L'écart apparaît d'autant plus marqué pour les enfants issus des ménages situés dans le premier quintile de la distribution de revenus. Enfin, sur des données de panel de 109 pays en développement, Chauvet et al. (2008) analysent l'impact respectif de l'aide publique au développement et des envois de fonds sur le développement humain mesuré par le taux de mortalité infantile. Les résultats soutiennent l'idée selon laquelle les transferts ont tendance à améliorer sensiblement la santé des enfants. Toutefois, la fuite des cerveaux notamment du personnel médical, mesurée par le taux d'expatriation des médecins et des infirmiers, a un impact négatif sur la santé. En conséquence, l'impact net de la migration et des transferts sur le développement humain reste mitigé, bien que les transferts semblent être particulièrement bénéfiques sur la santé des enfants des ménages situés dans le bas de l'échelle de la distribution des revenus.

1.1.2.2.2. Les transferts de fonds et l'accès aux soins

Une augmentation des dépenses de santé de la part des bénéficiaires de fonds peut sans doute exercer des externalités positives pour l'ensemble des familles, y compris celles qui ne bénéficient pas de ces fonds. En effet, afin de satisfaire une demande accrue, les prestataires de services s'installent dans les communautés où les remises de fonds sont concentrées. Ainsi, les non bénéficiaires de fonds auront un accès facilité aux services de santé.

Dans une étude sur la région du Kerala en Inde, Zachariah et al. (2001) constatent que les remises de fonds augmentent considérablement l'utilisation des installations hospitalières pour traiter les maladies et que cela engendre une multiplication par trois de l'utilisation des hôpitaux privés pour l'accouchement.

Par ailleurs, à partir de données individuelles relatives à une enquête auprès des ménages en 1995 au Guatemala, Lindstrom et Munoz-Franco (2006) montrent comment la migration influence la probabilité d'utilisation des services de soins formels. Ainsi, les auteurs

identifient trois voies par lesquelles l'état de santé des familles se trouve amélioré : l'assimilation, la diffusion et les transferts de fonds influencent le choix des services de santé dans les zones rurales. Ainsi, la migration et les transferts sont associés à une plus grande probabilité d'utilisation des soins prénataux formels. Enfin, sur la base d'une étude économétrique relative aux données de 1996 de deux municipalités au Mexique (Tepoztlan et Morelos), Reanne et al. (2009) concluent que seuls les ménages couverts par le programme « *Seguro Popular* »¹¹⁰ et les ménages recevant des fonds accèdent aux soins formels.

En résumé, les remises de fonds des expatriés à leurs familles restées au pays peuvent contribuer à la formation de capital humain (santé et éducation). Ainsi, l'économie du pays d'origine peut en tirer des bénéfices. Toutefois, Chami et al. (2008) montrent que, si les envois de fonds peuvent modifier l'investissement domestique, ils peuvent aussi affecter négativement et indirectement la productivité des facteurs notamment créant des distorsions sur le marché du travail.

1.2. Transferts de fonds, participation au marché du travail et investissement domestique

Au-delà de leurs effets sur le capital humain et physique, les remises de fonds peuvent changer la participation des bénéficiaires au marché du travail et favoriser le processus d'accumulation du capital physique (investissement domestique).

1.2.1. L'effet des transferts sur la participation au marché du travail

Bien que la plupart des économistes s'accordent à reconnaître les effets potentiellement positifs des transferts sur la santé et l'éducation, d'autres en revanche soulignent les distorsions créées par l'existence des transferts sur le marché du travail. En effet, toute augmentation de la richesse des bénéficiaires pourrait entraîner un effet de dépendance et créer un phénomène d'aléa moral. Les envois de fonds peuvent inciter les bénéficiaires à réduire leurs efforts ou leur temps consacré au travail. L'effet de dépendance

¹¹⁰*Seguro Popular* est un programme d'assurance populaire destiné à fournir des services de santé à toutes les personnes qui sont enregistrées dans le système de protection sociale. Le programme œuvre avec des opérateurs privés et publics en matière de santé et il est présent dans les états de la République Mexicaine. <http://www.seguropopular.org/>

et le phénomène de l'aléa moral ont été analysés d'un point de vue empirique sans toutefois parvenir à des résultats tranchés.

En effet, au Nicaragua à partir de données d'enquêtes longitudinales, Funkhouser (1995) constate que les migrations internationales et les transferts ont tendance à réduire le taux de participation au marché du travail. Les ménages dont l'un des membres est un migrant travaillent moins et perçoivent moins de revenus issus du travail comparé aux autres ménages. En analysant le rendement des familles récipiendaires de fonds aux Philippines, Rodriguez et Tiongson (2001) mettent également en évidence une corrélation négative entre la participation au marché de travail et les remises de fonds. De même, pour le Mexique, Airola (2005) identifie une relation négative entre l'offre du travail et le revenu issu des transferts. Des résultats similaires ont été obtenus par Cox-Edwards et Ureta (2003). Les auteurs comparent des pays à faible et à forte migration et concluent que la migration génère deux effets contradictoires sur l'offre du travail à travers les transferts : il est positif pour les femmes et négatif pour les hommes.

Par ailleurs, Amuedo-Dorantes et Pozo (2006) constatent que l'augmentation des envois de fonds internationaux est associée pour les hommes à un déclin de l'emploi dans le secteur formel et à une augmentation du travail dans le secteur informel. Selon les auteurs, la perception des envois de fonds aurait pour effet d'inciter les hommes mexicains à privilégier la flexibilité des emplois informels. L'offre globale de main-d'œuvre a également tendance à diminuer pour les femmes avec les envois de fonds, mais seulement dans les zones rurales. A la différence des hommes, les envois de fonds représentent pour les femmes en milieu rural un moyen d'échapper à des emplois mal payés dans le secteur informel. Acosta (2006) utilise des techniques de sélection et démontre que les envois de fonds diminuent la participation des enfants et des femmes adultes au marché du travail tandis que l'effet est non significatif pour les hommes.

Drinkwater et al. (2009) examinent entre 1976 et 2003 la relation entre les transferts, les migrations internationales et les imperfections du marché du travail et du capital. Ils montrent que les transferts produisent deux effets simultanés et contradictoires. D'un côté, ils atténuent les contraintes financières qui empêchent les entreprises de créer de l'emploi mais de l'autre côté, ils contribuent à diminuer la propension à accepter un emploi. Les résultats empiriques obtenus confirment que le second effet l'emporte sur le premier. Ce constat valide les observations de Chiquiar et Hanson (2005) qui démontrent que les ménages récipiendaires

de fonds consacrent moins de temps au travail par rapport aux autres familles qui n'en bénéficient pas. Enfin, dans une étude sur des données tunisiennes, Mesnard (2004) analyse l'impact de la migration internationale et des envois de fonds sur le choix professionnel des migrants de retour au pays. L'auteur constate que ces derniers préfèrent le statut d'auto-entrepreneur lorsque le montant de l'épargne à l'étranger est important. De fait, pour toute augmentation de 1000 dinars tunisiens rapatriés, la probabilité qu'un migrant de retour se dirige vers le statut d'auto-entrepreneur est de 18%.

L'effet négatif des transferts de fonds sur le marché du travail en particulier et sur les familles récipiendaires en général est attribué par certains auteurs à l'information imparfaite entre le migrant émetteur de fonds et le receveur des fonds. Afin de se garantir un flux permanent de rémittances, le receveur serait incité à dissimuler sa richesse et sa situation socioéconomique à l'émigré. Toutefois, Azam et Gubert (2006) démontrent que les familles restées au pays ne reçoivent des transferts réels que lorsque le revenu issu de leur activité principale se situe au-dessous d'un certain seuil. Pour ces auteurs, les ménages auraient alors tendance à réduire leur offre de travail afin de continuer à bénéficier de ces fonds.

1.2.2. L'effet des transferts sur l'investissement domestique

Si l'effet des envois de fonds sur l'éducation, sur la santé et sur la participation au marché du travail a fait l'objet de plusieurs travaux théoriques et empiriques, la littérature concernant le lien potentiel entre les transferts de fonds et l'accumulation du capital physique est moins développée. Ainsi, malgré les travaux microéconomiques de Plaza et al. (2011), d'Osili (2007), de Woodruff et Zenteno (2001) et d'Adams Jr. et al. (2008), la relation entre les envois de fonds et l'investissement n'est pas encore établie.

Sur le plan macroéconomique, les transferts de fonds pourraient réduire les contraintes financières relatives aux crédits et atténuer la volatilité de la consommation. Ils favoriseraient la croissance économique en créant un environnement favorable aux investissements. Au Maroc, les transferts de fonds augmentent considérablement la liquidité détenue par les banques commerciales (EL Hamma et Ejbari, 2013). Cependant, l'effet n'est pas direct et dépend de facteurs conjoncturels et structurels relatifs aux pays d'origine. Ainsi, pour Singh et al. (2011), l'effet des envois de fonds serait plus important lorsque le pays d'origine est peu développé financièrement. Par ailleurs, à partir de données sur la région MENA collectées entre 1975 et 2006, Eltayyeb et Sidiropoulos (2010) montrent que les transferts de fonds augmentent la solvabilité du pays et facilitent l'accès aux marchés financiers internationaux.

Selon les auteurs, les transferts font baisser la prime de risque exigée de la part des entreprises pour réaliser des investissements. De même, sur des données de panel de 79 pays receveurs de fonds, Bjuggren et al. (2010) étudient l'effet direct et indirect des transferts de fonds sur les pays d'origine. Les auteurs trouvent que l'effet positif indirect passe essentiellement par le canal du développement financier et la qualité institutionnelle et que ces deux variables interagissent indirectement avec les envois de fonds. En d'autres termes, lorsque le pays d'origine est caractérisé par un faible niveau de développement financier ou que la qualité de ses institutions est insuffisante, les transferts de fonds accroissent l'investissement.

Sur un échantillon de 36 pays d'Afrique Subsaharienne observés entre 1990-2008, Lartey (2013) utilise trois spécifications empiriques dynamiques afin de déterminer l'effet des envois de fonds sur le volume d'investissement. Prenant en considération trois indicateurs de développement du système financier, Lartey (2013) estime trois modèles avec ou sans investissements directs étrangers. Il en découle que le coefficient associé aux transferts est positif et fortement significatif, ce qui indique que les investissements et les transferts de fonds peuvent stimuler la croissance économique. Des résultats semblables ont été obtenus par Molina (2006) qui utilise la méthode des doubles moindres carrés généralisés à effet fixes et effets aléatoires sur un échantillon de dix pays africains observés entre 1970 et 2003. Les transferts fonds affichent un coefficient significatif et positif supérieur à 0,35.

Enfin, sur un échantillon de 24 pays exportateurs de main d'œuvre au cours de la période 1990-2008 présentant un ratio de dépendance élevé (mesuré par le ratio « Envois de fonds /importations en pourcentage de PIB »), Coiffard (2011) estime la relation entre les envois de fonds, la dépendance à l'extérieur et l'investissement. Les résultats obtenus indiquent que les envois de fonds ont un effet positif et significatif sur l'investissement. Toutefois, l'impact marginal diminue avec la hausse de la dépendance des pays.

En résumé, il ressort de cette section que, lorsqu'ils sont destinés à des investissements productifs (frais d'éducation et dépenses de santé), les envois de fonds peuvent avoir un impact direct sur l'accumulation du capital physique et humain. Les études empiriques se rejoignent sur ce constat et montrent aussi que les remises de fonds diminuent considérablement le travail des enfants et augmentent le nombre d'inscrits à l'école (12 à 18 ans). Quant à la santé, les capitaux envoyés facilitent l'accès aux soins et améliorent l'état de santé. L'effet est concrétisé par une forte demande de services de soins qui encourage les prestataires de services à se délocaliser. En ce qui concerne le marché du travail, les envois de

fonds peuvent abaisser la participation à celui-ci. Cependant, il est important de signaler que, lorsque les bénéficiaires des fonds conservent leur emploi, les sommes reçues deviennent une source additionnelle de revenu qui peut contribuer au bien-être et à la formation de capital humain et physique. Ces fonds peuvent également modifier la position du ménage dans la hiérarchie des revenus et favoriser par conséquent l'investissement domestique et la croissance.

Bien qu'instructives, ces études théoriques et empiriques présentent quelques limites d'ordre méthodologique. L'analyse porte essentiellement sur l'effet direct des transferts de fonds. Or, les transferts de fonds peuvent avoir des effets indirects ou conditionnés ayant autant d'importance que les effets directs. Cela se manifeste lorsque les transferts agissent sur les fondamentaux économiques en affectant d'autres facteurs économiques. A titre d'illustration, ils peuvent atténuer l'effet des chocs macroéconomiques ou empêcher les personnes démunies de sombrer dans la pauvreté en agissant sur le revenu. Pour y remédier nous proposons dans les deux sections qui suivent d'examiner cet effet indirect ou conditionnel sur l'inégalité de revenus, la pauvreté et la croissance économique.

Section 2. Transferts de fonds, inégalité de revenus et pauvreté

L'objectif de cette section est d'évaluer dans quelle mesure les transferts de fonds affectent les inégalités des revenus et de la pauvreté dans les pays d'origine. Nous portons une attention toute particulière à leur effet indirect.

2.1. Effet des envois de fonds sur les inégalités des revenus : un effet conditionnel

Bien que les envois de fonds aient un effet positif et significatif sur le capital humain et physique, leur impact sur les inégalités de revenu aboutit en général à des résultats contradictoires. Certaines études suggèrent que les envois de fonds contribuent à réduire les inégalités de revenus (Ahlburg, 1996 ; Acosta et al., 2008). D'autres en revanche aboutissent à des résultats mitigés concluant parfois à une augmentation des inégalités (Anyanwu, 2011 ;

Ebeke et le Goff, 2010, Adger, 1999 ; Rodriguez, 1998 ; Leones et Feldman, 1998 ; Barham et Boucher, 1998 ; Kimhi, 1995).

2.1.1. Une revue de littérature théorique et empirique

Dans cette revue de la littérature, nous présentons, successivement, dans un premier temps les travaux s'intéressant à l'effet direct des transferts de fonds sur les inégalités des revenus pour ensuite nous intéresser plus en détail aux travaux analysant l'effet indirect. Dans cette perspective, nous retenons un découpage selon l'approche suivie (théorique ou empirique) et selon la nature des données utilisées (individuelles ou agrégées). Ce découpage de la littérature s'avère nécessaire afin de permettre à une analyse plus fine de l'effet des remises de fonds sur l'inégalité du revenu.

En effet, les transferts de fonds peuvent avoir un effet direct et indirect sur les inégalités des revenus. L'effet direct (positif ou négatif) se manifeste lorsque les envois de fonds affectent directement la répartition du revenu¹¹¹. Toutefois, cet effet dépend de la sélection des migrants, c'est-à-dire de « *qui* » migre. Si le migrant est issu d'une frange sociale riche, les transferts accroîtront les inégalités. En revanche, si le migrant appartient au segment le plus pauvre, les envois de fonds entraîneront une réduction des inégalités de revenus. De ce fait, l'effet des envois de fonds des migrants sur les inégalités de revenus dépendrait en grande partie du statut socioéconomique de l'émigré. En effet, l'absence de marchés de capitaux parfaits dans la plupart des pays en développement ne permet pas aux plus pauvres d'accéder au marché du crédit et de financer les coûts de la migration. Or, ces derniers jouent un rôle crucial, ils permettent de déterminer le seuil de revenu permettant la migration.

Dans ce sens l'économie de la migration montre que l'accès à la migration n'est pas possible pour les couches sociales les plus pauvres, il est réservé aux classes moyennes et riches car elles seules peuvent acquitter les frais migratoires. Selon l'économie de la migration, comme les riches n'y ont pas d'intérêt, seules donc les familles appartenant à la classe moyenne cherchent à envoyer l'un de leur membre à l'étranger et contractent un projet migratoire pour bénéficier par la suite des envois de fonds. A ce stade, les inégalités s'accroissent puis, au fur et à mesure que le réseau migratoire se développe, que les informations sur la migration deviennent disponibles et que le risque associé à la migration

¹¹¹ Généralement mesurée par l'indice de Gini.

diminue¹¹², la migration devient accessible à tous et les inégalités peuvent diminuer. Dans ce cas, on devrait s'attendre à une courbe prenant l'allure d'un U inversé entre migration et envois de fonds d'une part et l'inégalité du revenu d'autre part.

Plusieurs études théoriques mettent en évidence l'effet direct des transferts de fonds sur les inégalités des revenus. A cet égard, Jones (1998) montre que l'impact des envois de fonds sur les inégalités dépend du « *stade*¹¹³ » ou (*stages*) de la migration. L'auteur identifie ainsi trois phases ou étapes de la migration : dans la première étape dite « *étape innovante*¹¹⁴ » ou (*innovative stage*), seules les personnes les plus avantagées qualitativement (niveau élevé d'étude) et les plus aisées financièrement peuvent migrer. Au cours de cette étape, les envois de fonds entraîneront une augmentation des inégalités de revenus. La deuxième étape qualifiée de « *stade pionnier* » ou (*early adopter stage*) est celle au cours de laquelle des personnes issues des segments inférieurs de la répartition des revenus commencent à émigrer et, en conséquence, les envois de fonds deviennent une source de réduction des inégalités. Enfin au cours de la troisième et dernière étape dite de « *later adopter stage* », les envois de fonds deviennent à nouveau une source d'inégalités puisque l'accumulation au fil du temps des envois de fonds par les familles de migrants contribue à creuser les écarts de revenu et/ou de richesse entre les familles récipiendaires et non récipiendaires de fonds.

En utilisant un modèle empirique sur des données individuelles, Stark et al. (1986) examinent la relation entre les inégalités de revenu, les transferts de fonds et les migrations dans deux villages mexicains dont les traditions et l'histoire des migrations diffèrent. Les auteurs utilisent la décomposition de l'indice de Gini avec et sans transferts et démontrent que les inégalités sont plus présentes dans le village n'ayant pas une tradition migratoire vers les Etats-Unis tandis que l'inverse est vrai pour l'autre village où la migration en direction des Etats-Unis a une longue histoire. Ce constat confirme, a priori, la théorie du stock migratoire qui vient d'être exposée. Plus les émigrés issus d'un même village sont nombreux, plus les envois de fonds ont un impact égalisateur. Ces résultats sont confirmés par les études plus récentes de Taylor et al. (2005). Utilisant des données issues de l'enquête auprès des ménages de 2003 au Mexique, les auteurs démontrent que la relation entre les transferts et les inégalités des revenus présente l'allure d'une courbe en cloche. Selon ces auteurs, les envois de fonds en provenance de l'étranger augmentent les inégalités tandis que les transferts issus

¹¹² Notamment le risque lié au départ et à l'installation des migrants dans les pays d'accueil.

¹¹³ Notre traduction du terme anglais « stage »

¹¹⁴ Idem note précédente.

de la migration interne au sein du pays les réduisent. Selon Taylor et al. (2005), les deux catégories de transferts ont pourtant un impact égalisateur sur la distribution de revenu dans les régions de forte migration. De même, en exploitant les données de 70000 ménages mexicains, McKenzie et Rapoport (2007) montrent également la présence d'une relation en U inversé entre les transferts et les inégalités de revenu. Ils constatent que les inégalités diminuent avec la migration lorsque le réseau migratoire est développé et se creusent si ce réseau n'existe pas ou s'il est restreint. Cependant, en utilisant la même méthode mais sur des données de ménages yougoslaves, Milanovic (1987) trouve que les envois de fonds augmentent les inégalités dans les zones rurales.

Par ailleurs, au niveau macroéconomique, la plupart des études empiriques traitent des données de panels de pays. Ainsi, sans prendre en considération le problème de l'endogénéité de la migration, Adams et Page (2003) montrent pour les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient¹¹⁵, que les remises de fonds n'ont aucun effet sur les inégalités des revenus. Les auteurs expliquent l'absence d'effet par le fait que les envois de fonds sont destinés à tous les segments de la population qu'il s'agisse des riches, de la classe moyenne et des pauvres. En revanche, Acosta et al. (2008) obtiennent des résultats opposés pour les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes. Pour les auteurs les transferts de fonds ont tendance à réduire les inégalités mais dans de faibles proportions. Toujours pour le cas des pays d'Amérique Latine et en suivant une démarche différente qui consiste à calculer l'indice de Gini en présence et en l'absence de transferts, Canales (2008) montre que les envois de fonds n'ont aucun impact sur les inégalités. L'auteur explique ce résultat par le fait que, malgré leur volume important, les envois de fonds ont tendance à être dissous en une infinité de petites transactions quotidiennes qui certes améliorent les conditions de vie mais qui ne permettent pas aux ménages de changer leur rang dans la hiérarchie de revenus.

S'il est important de comprendre dans quelle mesure les transferts de fonds peuvent affecter directement les inégalités des revenus, il est également essentiel, comme le soulignent les récentes études, de comprendre comment ils peuvent avoir un impact indirect à long terme sur l'accumulation d'actifs créateurs de richesse et un impact à court terme sur les autres sources de revenus. En effet, toujours dans un contexte de marchés de crédits imparfaits, Chiodi et al. (2010) étudient, pour une zone rurale très pauvre du Mexique, la relation existante entre, d'une part le marché de capitaux et les transferts et, entre les transferts et le

¹¹⁵ Observés entre 1980 et 2000

risque imparfait, d'autre part. Les auteurs constatent que les transferts peuvent améliorer les conditions financières des familles restées au pays et diminuer par conséquent les incertitudes sur leurs revenus futurs. Les transferts agissent sur la production en finançant directement des investissements, ils ont de ce fait un impact positif indirect sur le revenu. Toutefois, les envois de fonds peuvent entraîner une diminution de l'offre de travail et impacter ainsi de manière négative et indirecte le revenu. Dans le même sens, Taylor (1992) indique qu'il est indispensable de prendre en considération l'accumulation d'actifs productifs par les transferts quand on examine l'impact net des transferts sur les inégalités. Pour cela, l'auteur procède à la décomposition des coefficients de Gini en utilisant des données longitudinales relatives aux ménages mexicains résidant en milieu rural entre 1983 et 1989. L'auteur montre que, si on se limite seulement à évaluer l'effet direct des envois de fonds sur les inégalités, ces derniers entraîneront une hausse des inégalités. Cependant, si on s'intéresse à leur effet indirect, ces envois réduisent les inégalités en termes de revenus lorsque le réseau migratoire est bien constitué.

Enfin à long terme, Taylor et Wyatt (1996) montrent qu'en plus de l'impact direct et immédiat, les transferts de fonds allègent les contraintes financières des familles les plus pauvres. Ainsi, les auteurs trouvent que les transferts de fonds augmentent fortement le revenu et l'actif immobilier des ménages ruraux car ils permettent aux plus pauvres d'accéder aux crédits. Selon Taylor et Wyatt (1996), l'intensité de l'impact indirect des remises de fonds sur les inégalités est une fonction inverse du degré de liquidité des actifs détenus par les familles récipiendaires de fonds. Les auteurs affirment que les envois de fonds desserrent les contraintes financières des ménages ayant un membre de la famille à l'étranger. En revanche, en menant une étude similaire sur des données concernant les Philippines, Carlos (2002) montre que les remises de fonds amplifient les inégalités de revenus. L'auteur explique que les émigrés sont souvent issus de familles riches ou aisées et que ce sont de fait ces familles riches qui recevront les fonds. En outre, l'étude montre qu'une affectation efficace (accumulation du capital physique et humain) de ces transferts de fonds ne fait qu'augmenter les inégalités de revenus.

En outre, les effets, qu'ils soient directs ou indirects concernent non seulement les ménages récipiendaires mais également les familles qui ne disposent pas de migrants et ne reçoivent pas de fonds soit par le biais du marché du travail, soit par l'effet multiplicateur. A cet égard, à partir de données mexicaines observées entre 1990 et 1992, McKenzie et Rapoport (2007) analysent l'effet de la taille du réseau de migrants et le niveau de l'éducation

sur la décision de migrer. Ils montrent que la probabilité de migrer augmente avec l'éducation dans les régions où les réseaux migratoires sont peu développés, mais qu'elle décroît avec l'éducation dans les régions où les réseaux de migrant sont importants. De même, Rapoport et Docquier (2005) montrent que le nombre de personnes instruites dépend du niveau initial de la richesse de la famille et de la part des transferts reçus alloués à l'éducation. Ainsi, les auteurs démontrent qu'à long terme l'économie atteint un sentier de croissance équilibrée dont les caractéristiques sont différentes de celles qu'elle aurait atteint en l'absence de transfert. En présence des transferts de fonds, l'économie atteint un sentier de croissance qui se caractérise par un ratio de personnes éduquées et un revenu par tête plus élevés. Lorsque cet équilibre est atteint, les bénéfices de la migration se diffusent également aux familles n'ayant aucun de leurs membres à l'étranger ou ne percevant aucun transfert. Ces familles voient leur situation s'améliorer et, par conséquent, les inégalités de revenus diminuent. Dans une autre étude basée sur un modèle d'équilibre général calculable d'accumulation intergénérationnelle englobant à la fois l'impact direct des envois de fonds et l'impact indirect de la migration, de la Croix et al. (2007) démontrent que l'effet des envois de fonds et de la migration sur les inégalités est étroitement lié à la distribution initiale des richesses. Les auteurs concluent que, dans le cas où les coûts migratoires endogènes sont nuls, le lien dynamique entre les envois de fonds et la migration, d'une part, et les inégalités des revenus, d'autre part, peut être représenté par une courbe en cloche.

Pour conclure, il ressort de cette littérature qu'aucune conclusion ne peut être tirée quant à l'impact direct des transferts de fonds sur l'inégalité du revenu. Toutefois, cet effet semblerait étroitement associé aux caractéristiques propres des migrants et des ménages récipiendaires, à leur histoire migratoire, à l'importance des envois de fonds dans le revenu global et aux inégalités initiales. L'évaluation empirique de cet impact est également probablement conditionnée non seulement par le choix de la population étudiée mais aussi par la démarche empruntée (étude microéconomiques ou macroéconomiques).

De manière générale, l'évaluation empirique de l'impact des transferts de fonds sur les inégalités des revenus s'appuie sur l'exploitation des données individuelles. Toutefois, compte tenu de la non disponibilité de ce type de données pour les pays de notre étude, nous proposons d'adopter une démarche macroéconomique inspirée de celle de Ebeké et Le Goff (2010). Cette démarche reste, à notre connaissance, la seule étude qui tente d'adapter un modèle microéconomique au niveau macroéconomique. En d'autres termes, les auteurs utilisent des variables macroéconomiques capables de prédire les caractéristiques

socioéconomiques de l'émigré et de sa famille. Ce choix est justifié pour au moins deux raisons : premièrement, à notre connaissance, il n'existe pas d'études ayant procédé de cette façon, à l'exception de celle de Ebeké et le Goff (2010) appliquée à la région MENA. Deuxièmement, les études basées sur des données individuelles sont multiples et n'ont pas abouti à des résultats tranchés.

2.1.2. L'effet des envois de fonds sur les inégalités des revenus : une tentative d'évaluation empirique

Notre analyse empirique se distingue de la plupart des études par le fait qu'elle s'intéresse à la relation non linéaire entre les transferts de fonds et les inégalités de revenus. Cette relation est sensée révéler la position des migrants dans l'échelle de la distribution des revenus selon les caractéristiques des pays d'origine. Ainsi, à partir des seules données macroéconomiques disponibles, nous sélectionnons certaines variables macroéconomiques susceptibles de nous renseigner sur cette position. En d'autres termes, nous tentons une adaptation ou intégration de fondements microéconomiques au niveau macroéconomique.

En effet, nous avons vu que la migration dépend du revenu du ménage du pays d'origine car elle engendre des frais qui ne sont pas à la portée de toutes les franges de la population, surtout lorsque le marché du crédit est défaillant voire inexistant. Ainsi, seules les couches moyennes (dont le revenu dépasse les coûts de la migration) ont la possibilité de contracter un projet migratoire tandis que les riches n'y ont pas intérêt parce que leur niveau de revenu est très proche du salaire moyen des pays d'accueil (Ebeke et le Goff, 2010). Il faut ajouter à cela que la migration n'a lieu que si les frais associés à la migration sont inférieurs ou égaux à l'écart de salaire entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Enfin, nous supposons que l'objectif final de l'émigration est le transfert de fonds à travers le revenu espéré. En d'autres termes, plus le différentiel de salaire (salaire perçu dans les pays d'accueil moins le salaire dans le pays d'origine) est important, plus la propension marginale à émigrer sera élevée. Intuitivement, les franges sociales pauvres auraient une propension marginale à émigrer plus forte et l'effet des transferts sur les inégalités serait plus visible. Ainsi, nous utilisons pour approcher les caractéristiques microéconomiques trois indicateurs : le PIB par habitant auquel nous ajoutons le coût de la migration et la distance entre le pays d'origine et le pays d'accueil comme indicateurs du milieu socioéconomique du migrant.

2.1.2.1. Le modèle économétrique

D'après nos hypothèses de base s'inspirant des travaux de Gonzalez-Konig et Wodon (2005), Acosta et al. (2008) et Ebeke et le Goff (2010), nous nous attendons à ce que l'effet des envois de fonds sur les inégalités des revenus soit non linéaire ; et la meilleure façon pour décrire l'intensité des inégalités est d'utiliser l'indice de Gini¹¹⁶ comme variable dépendante. Les données de cette variable sont disponibles dans la base de données sur la distribution des revenus de la Banque Mondiale¹¹⁷. La relation que nous cherchons à tester peut être décrite comme suit :

$$\text{Équation 3.1} \\ Gini_{it} = \alpha + \varphi_1 Rem_{it} + \varphi_2 (Rem \times \Gamma_{it})_{it} + \sigma \Gamma_{it} + \phi \Psi_{it} + \delta_i + \varepsilon_{it}$$

Où $i = 1.., N$ désignent les pays, et $t = 1.., T$ sont relatives à l'année de l'observation. $Gini_{it}$ représente l'indice de Gini du pays i à l'année t . Rem désigne les envois de fonds par habitant reçu par le pays d'origine. Les paramètres δ_i et ε_{it} sont respectivement les effets spécifiques et le terme d'erreur. Ψ et Γ sont respectivement les matrices des variables de contrôle et des variables conditionnelles.

D'après l'écriture de l'équation 3.1, nous constatons qu'il y a un risque de multicolinéarité, puisque les variables conditionnelles (le PIB, le coût et la distance) sont une combinaison linéaire des envois de fonds et d'autres variables. A cet égard, le modèle de base (équation 3.1) est réécrit en trois sous-modèles (équations 3.2, 3.3 et 3.4 de façon à éliminer une éventuelle colinéarité qui pourrait se présenter si nous utilisons seulement l'équation 3.1.

$$\text{Équation 3.2} \\ Gini_{it} = \alpha + \varphi_1 Rem_{it} + \varphi_2 (Rem \times PIB / H)_{it} + \sigma PIB_{it} + \phi \Psi_{it} + \delta_i + \varepsilon_{it}$$

$$\text{Équation 3.3} \\ Gini_{it} = \alpha + \varphi_1 Rem_{it} + \varphi_2 (Rem \times Coût)_{it} + \sigma Coût_{it} + \phi \Psi_{it} + \delta_i + \varepsilon_{it}$$

$$\text{Équation 3.4} \\ Gini_{it} = \alpha + \varphi_1 Rem_{it} + \varphi_2 (Rem \times Distance)_{it} + \sigma Distance_{it} + \phi \Psi_{it} + \delta_i + \varepsilon_{it}$$

¹¹⁶ Il faut signaler que la base de données (WDI) de la Banque Mondiale fournit l'indice de Gini obtenu par plusieurs méthodes. Dans notre étude, nous avons opté pour la base GINIALL, de Milanovic (2005). La base *GINI ALL* agrège plusieurs bases dont celle de Deininger et Squire et la base WDI.

¹¹⁷ <http://go.worldbank.org/9VCQW66LA0>.

2.1.2.2. Les variables conditionnelles

L'objectif de la matrice conditionnelle est de refléter le milieu socioéconomique des migrants et le coût de la migration. Selon notre hypothèse, la migration (par conséquent les envois de fonds) dépend du niveau socioéconomique initial de la famille et de l'émigré. Ainsi, plusieurs variables peuvent être utilisées : il s'agit par exemple du niveau de développement économique du pays d'origine mesuré par le PIB¹¹⁸ par habitant (*PIB*). Il est également possible d'utiliser comme variable conditionnelle en interaction avec les envois de fonds le pourcentage des migrants qualifiés par rapport à la population migrante totale (Defoor, 2008). Elle est définie par le rapport des émigrés âgés de plus de 25 ans ayant au moins un niveau secondaire d'éducation. Toutefois, nous ne retiendrons pas cette variable car les statistiques sur les qualifications des émigrés ne sont pas disponibles pour tous les pays. En revanche, la distance géographique entre le pays d'origine et le pays d'accueil peut être utilisée comme indicateur de la catégorie socioéconomique de la famille ainsi que du coût de la migration. En effet, pour les pays du Sud de la Méditerranée, les statistiques descriptives montrent que les familles aisées ou riches ont tendance à envoyer l'un des leurs dans des pays plus éloignés géographiquement (Etats-Unis-Canada-Royaume-Uni) tandis que les familles modestes privilégient des destinations géographiques plus proches comme l'Italie, l'Espagne ou la France. Enfin, la troisième variable de notre matrice conditionnelle est le coût associé à la migration. En l'absence d'une base de données mesurant le coût de la migration, nous choisissons de l'approximer par les frais d'obtention d'un passeport. Les données sont disponibles dans la base de données de McKenzie (2007)¹¹⁹. Comme nous contrôlons déjà les particularités individuelles de chaque pays à travers les effets fixes, le proxy du coût de la migration ne peut pas être intégré de manière additive dans notre modèle. Aussi nous utilisons seulement son interaction avec les transferts de fonds.

Dans les équations 3.2, 3.3 et 3.4, les coefficients φ_1 et φ_2 retiendront plus particulièrement notre attention. En effet, le coefficient φ_1 mesure l'effet des envois de fonds sur l'intensité des inégalités tandis que φ_2 mesure cet effet lorsque les transferts sont en interaction avec les variables conditionnelles. Lorsque les envois de fonds sont en interaction avec le PIB par habitant, le signe associé au coefficient φ_2 permet d'infirmier ($\varphi_2 > 0$) ou de

¹¹⁸ Le PIB est mesuré en parité de pouvoir d'achat et en dollar constant. Les variables explicatives correspondent à des moyennes calculées sur quatre années entre 1985 et 2010.

¹¹⁹ <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-3783>

confirmer ($\phi_2 < 0$) l'une de nos principales hypothèses à savoir que les envois de fonds atténuent les inégalités dans les pays relativement riches. Dans les pays relativement riches, ce sont essentiellement les pauvres qui migrent. L'origine de cet effet est que les migrants sont issus du quantile le plus pauvre. Toutefois, si la variable conditionnelle est le coût de la migration, le coefficient du terme d'interaction doit être positif pour que l'hypothèse soit vérifiée. Un coût relativement faible de la migration facilite le processus migratoire pour les pauvres et par conséquent les transferts. Enfin, si Γ correspond à la distance séparant le pays d'origine et le pays d'accueil, le coefficient associé doit rester positif afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle l'effet des envois de fonds est plus important lorsque la distance géographique est importante. Avant de procéder aux estimations de ces trois équations, nous commençons d'abord par une première estimation sans inclure les variables conditionnelles. Cette estimation permet non seulement de vérifier l'effet des envois de fonds sur les inégalités de revenus sans prendre en considération le milieu dont est issu le migrant, mais aussi d'infirmer ou de confirmer certaines hypothèses issues des travaux cités dans la partie théorique de cette section.

2.1.2.3. Les variables de contrôle

En nous appuyant sur la littérature macroéconomique de la pauvreté et des inégalités, nous contrôlons notre modèle par l'utilisation de variables telles que le niveau de développement financier, l'ouverture commerciale, l'inflation, les dépenses publiques et la qualité institutionnelle et politique des pays d'origine.

La littérature économique examinant l'effet du développement financier (le ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire par rapport au PIB) sur la pauvreté et les inégalités aboutit en général à des conclusions contradictoires (Claessens et Perotti, 2005). En effet, certaines études théoriques et certains modèles économétriques trouvent que la profondeur des marchés financiers favorise la croissance économique et réduit les inégalités : l'imperfection des marchés financiers telle que le manque d'information et les coûts de transaction peuvent être particulièrement contraignants pour les franges de la population les plus défavorisées souhaitant accéder au système financier (crédits et garanties). Dès lors, tout assouplissement de ces contraintes ne peut être que bénéfique pour les pauvres. En somme, l'amélioration de l'efficacité de l'allocation du capital permet de réduire les inégalités de revenus en facilitant l'accès des segments les plus pauvres de la population au financement de

projets d'investissement productifs (Galor et Zeira, 1993 ; Aghion et Bolton, 1997 et Galor et Moav, 2000).

Cependant, d'autres théories affirment l'inverse. Elles estiment que les individus pauvres comptent plutôt sur les liens familiaux pour accéder aux capitaux informels¹²⁰ et que les améliorations du secteur financier formel ne profitent qu'aux riches. Greenwood et Jovanovic (1990) développent un modèle semi-paramétrique qui établit une relation non linéaire entre le développement financier, les inégalités des revenus et le développement économique. Les auteurs trouvent qu'à tous les stades du développement économique, le développement financier optimise l'allocation du capital, stimule la croissance globale et améliore les conditions des pauvres. Cependant, l'impact net du développement financier sur le quantile de la population la plus défavorisée dépend du niveau de développement économique. Dans les premières phases du développement, seuls les riches peuvent se permettre d'accéder directement aux marchés financiers et ce n'est qu'à un niveau plus élevé de développement économique qu'un nombre croissant de personnes peuvent y accéder, notamment les plus pauvres. Dans la mesure où les canaux de transmission théoriques de l'effet du développement financier sur la croissance économique semblent complexes, il n'est pas a priori possible de prédire la nature de l'effet de cette variable sur les inégalités de revenus pour notre échantillon.

Tout comme le développement financier, le lien entre l'ouverture commerciale (la somme des importations et exportations par rapport au PIB) et les inégalités de revenus a fait l'objet de plusieurs travaux empiriques (Rama, 2003 et Anderson et al., 2005). Au sein de cette littérature, il est possible d'identifier quatre écoles de pensée. Les modèles commerciaux standard admettent que l'ouverture commerciale devrait réduire l'écart salarial entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés. Elle devient par conséquent une source de réduction des inégalités de revenus (Mundell, 1957 et Stolper et Samuelson, 1941). D'ailleurs, des études récentes ont produit des évidences empiriques de cet effet parmi lesquelles nous pouvons citer les travaux de Ben-David (1993), Grossman et Rossi-Hansberg (2008). Un autre courant prétend au contraire que l'ouverture commerciale aggrave les inégalités de revenus (Stiglitz, 2010 ; Bergh et Nilsson, 2011). En marginalisant certaines couches sociales ou certaines régions, le commerce international peut accroître les disparités d'éducation et de compétences. Un dernier courant met en exergue une relation non linéaire entre l'ouverture commerciale et

¹²⁰ La notion de capital informel est utilisée dans ce paragraphe afin de désigner les capitaux privés familiaux prêtés de façon informelle.

les inégalités de revenus (Aghion et Howitt, 1998 ; Barro, 2000 ; Feenstra et Hanson, 1996 ; Ghosh, 2003 et Savvides, 1998). Pour Bergh et Günter (2008), il existe une corrélation positive entre le degré de la libéralisation et les inégalités de revenus. Toutefois, les résultats restent sensibles à l'exclusion de certains pays de l'échantillon et à la mesure de l'ouverture commerciale. Fischer (2003) démontre également que le type d'exportation détermine en grande partie les effets de la libéralisation sur les inégalités. Malgré les divergences qui caractérisent cette littérature, les contradictions apparentes entre les études peuvent être expliquées par les modèles utilisés, l'échantillon choisi et par le type de données employées.

En maintenant l'hypothèse selon laquelle la couche sociale la plus défavorisée a un accès restreint à la migration, les transferts peuvent engendrer un taux d'inflation élevé entraînant une augmentation dans des disparités de revenu. En effet, les plus pauvres débourseront une proportion plus élevée de leur revenu au titre de la taxe d'inflation, car ils consacrent une part plus importante de leur revenu que les riches pour l'achat d'un même bien (Rubens et al, 2005). Ainsi, l'inflation pourrait affecter les inégalités de revenus via le système financier en freinant les possibilités de la croissance économique.

En effet, l'inflation peut affecter négativement le secteur financier au moins de trois façons. D'abord, une forte inflation est généralement l'image d'une grande instabilité macroéconomique et engendre des insuffisances de l'information et des inquiétudes sur le rendement des projets d'investissements (Kpodar, 2006). Ces insuffisances nuisent au secteur financier dans la mesure où sa principale fonction, qui est d'allouer le capital efficacement, est affectée ; une augmentation du taux d'inflation entraîne une baisse du taux de rendement réel de la monnaie en particulier, et des actifs en général. L'inflation affecte aussi négativement le système financier car elle peut s'apparenter dans certaines conditions à une taxe sur les banques. C'est le cas lorsque les banques répercutent les charges liées aux réserves obligatoires et le taux d'inflation sur les épargnants à travers la réduction du taux d'intérêt créditeur et l'augmentation des taux d'intérêt sur les prêts. Enfin, l'inflation peut inhiber le développement du secteur financier en décourageant les investissements de long terme. Les intermédiaires financiers préfèrent alors détenir leurs actifs sous forme de liquidités en raison de possibles difficultés de financement à long terme.

S'agissant des autres variables de contrôle, il est généralement avéré que les dépenses publiques (dépenses de l'administration centrale par rapport au PIB) notamment dans l'éducation, la santé ou de manière générale dans le secteur social ont un effet positif sur les

inégalités de revenu (Bergh et Günther, 2008 ; Sylwester, 2002 ; Zhang, 2008 ; de Mello et Tiongson, 2008). Au delà des variables que nous venons de mentionner, il est possible d'identifier d'autres variables de nature politico-économique et sociale qui peuvent affecter l'inégalité de revenus. A titre d'exemple, un régime politique démocratique a sans doute des effets qui ne peuvent être que positifs sur la réduction des disparités des revenus (Tavares et Wacziarg, 2001).

2.1.2.4. Stratégie d'identification et échantillon

Comme pour l'étude sur les déterminants des transferts de fonds, nous commençons par effectuer un ensemble de tests économétriques usuels. Il s'agit des tests de stationnarité, des tests de colinéarité, de Hausman et d'endogénéité.

Etant donné que la variable dépendante (l'Indice de Gini) n'est disponible que tous les trois ans et ce dans le meilleur des cas, nous avons dû élargir notre échantillon de telle sorte à obtenir un nombre suffisant d'observations afin d'estimer avec robustesse et efficacité notre modèle. Ainsi, l'estimation est conduite sur 70 pays receveurs de fonds. La liste des pays ainsi que les périodes d'estimation sont présentées dans l'annexe 3.5.

2.1.2.4.1. Les tests de stationnarité

Les résultats présentés en annexe 3.2 indiquent que toutes les variables du modèle sont stationnaires. Nous n'avons pas appliqué les tests de stationnarité de la deuxième génération à savoir le test de Im et al. (2003) et Levin et al. (2002).

2.1.2.4.2. Les tests de colinéarité

D'après la forme de l'équation 3.1, nous pouvons soupçonner un risque de colinéarité. Un ensemble de tests de colinéarité a été appliqué à cette équation. Les résultats sont présentés en annexe 3.3 confirme cette intuition. En conséquence, nous décomposons l'équation 3.1 en trois sous-équations de telle sorte que chacun de ces modèles ne comporte qu'une seule de ces variables. Le problème de colinéarité est ainsi résolu.

2.1.2.4.3. Les tests de Hausman

Pour l'ensemble des équations présentées ci-dessus, un test de Hausman a été appliqué afin de justifier le choix entre le modèle à effets fixes ou modèle à effets aléatoires. La procédure ainsi que les résultats reportés dans l'annexe 3.4 nous conduisent à retenir le modèle à effets fixes (la probabilité du test est inférieure à 10%).

2.1.2.4.4. *Les tests d'endogénéité*

Tout comme pour l'étude du chapitre précédent, nous soupçonnons que certaines variables explicatives ne sont pas indépendantes du terme d'erreur. Ainsi, des tests d'endogénéité ont été effectués sur l'ensemble de nos variables explicatives et les résultats indiquent que l'ouverture commerciale, la consommation publique ainsi que les envois de fonds¹²¹ sont endogènes. Pour les transferts de fonds, les sources d'endogénéité sont multiples. Elles peuvent être à l'origine d'une causalité inverse entre les inégalités de revenus et les envois de fonds. Il a été démontré théoriquement et empiriquement que les pays pauvres présentant un indice de Gini relativement élevé sont également ceux qui reçoivent le plus de transferts de migrants. L'endogénéité peut résulter également des problèmes de mesure et de l'omission de variables. La prise en compte de l'endogénéité des variables explicatives est donc fondamentale pour évaluer correctement l'impact des envois de fonds sur l'inégalité de revenus. Dans cette perspective, recourir aux données de panel et à la méthode de Double Moindres Carrés/ Variables Instrumentales (DMC/VI) reste la meilleure alternative possible. Compte tenu de la difficulté de trouver des instruments, les variables endogènes sont instrumentées par leurs valeurs retardées d'au moins une année (Majeed, 2014).

2.1.2.4. Présentation et interprétation des résultats

Les estimations ont été effectuées par la méthode des DMC/VI et le t-Student est basé sur les écart-types robustes à l'hétéroscédasticité. Le tableau 3.1 présente les résultats obtenus. Les résultats reportés dans la colonne 1 correspondent à l'estimation du modèle de base épuré de notre variable d'intérêt (Rem) en interaction avec nos variables conditionnelles. En revanche, Les colonnes 2, 3, et 4 du tableau 3.5 présentent respectivement les résultats des estimations économétriques des équations 3.2, 3.3 et 3.4 dont l'objet est précisément de tester l'effet conditionnel des transferts.

¹²¹ En interaction avec le coût du passeport et la distance

Tableau 3.1. Effet non linéaire des transferts de fonds des migrants sur les inégalités de revenu

Variables indépendantes	Variable dépendante : Coefficient de Gini			
	1	2	3	4
(Transferts de fonds) (log)	0,1845 (0,15)	-3,3347 (1,51)**	-0,4486 (0,21)**	-0,7290 (0,36)**
log (Transferts de fonds) × log (PIB par habitant)		0,4655 (0,20)**		
log (Transferts de fonds) × log (Coût de passeport)			2,6166 (1,04)**	
log (Transferts de fond) × log (Distance)				4,8193 (1,97)**
PIB (log)	-38,4719 (10,41)***	-29,5850 (9,23)***	-24,0565 (11,54)*	-55,1551 (14,21)**
(PIB (log)) ²	1,7864 (0,65)**	0,9022 (0,65)*	0,7097 (0,79)**	-141,023 (1,11)***
Inflation	-0,4972 (0,22)	-0,5775 (0,22)*	-0,4539 (0,19)**	-0,3256 (0,23)
Développement financier (log)	0,0485 (0,01)***	0,0509 (0,01)***	0,0480 (0,01)**	0,0460 (0,04)***
Dépenses publiques (% du PIB) (log)	-0,1499 (0,15)		0,3728 (0,04)*	-0,2164 (-1,59)
Ouverture commerciale (log)	0,0994 (0,03)***	0,0530 (0,04)	0,0110 (0,04)	-0,0161 (-0,48)
Investissements directs étrangers (% du PIB) (log)	0,1375 (0,09)	0,1217 (0,10)	0,2864 (0,09)**	0,2509 (0,07)***
Démocratie	-0,0162 (0,01)	-0,0178 (0,01)*	-0,0106 (0,02)*	-0,1729 (0,11)
Ratio de dépendance démographique		-0,3121 (0,13)**	-0,4446 (0,15)**	-0,7140 (0,16)***
Test de Hansen (J)	2,374	2,208	2,479	0,297
P-value	(0,108)	(0,100)	(0,115)	(0,585)
F ou Chi2	9,00	9,62	8,64	11,06
Prob > F ou Chi2	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
R ² -centré	0,31	0,30	0,28	0,26
Observations	193	213	213	217

*Note : ***, **, * indiquent une significativité à 1%, 5% et 10%, respectivement. Les écarts-types sont entre parenthèses. Le test de Hansen correspond à la statistique du test de Hansen de validité des instruments : l'hypothèse nulle est que les instruments sont valides. Le test de Wald est la statistique du test de significativité conjointe des variables explicatives : l'hypothèse nulle est la non-significativité conjointe des variables explicatives.*

Si l'on examine d'abord la colonne 1, les résultats montrent que le coefficient associé aux envois de fonds est statistiquement non significatif. A priori, les envois de fonds n'ont aucun effet sur les inégalités de revenu lorsque nous ne prenons pas en considération les

caractéristiques socioéconomiques du migrant ou de sa famille. Toutefois, le coefficient devient significatif et négatif lorsqu'on introduit de manière additive dans l'équation les transferts en interaction avec le PIB. D'ailleurs, le coefficient associé à **log (Transferts de fonds) × log (PIB par habitant)** est positif et significatif (colonne 2). Cela suggère que l'effet des transferts de fonds de migrants sur les inégalités de revenu semble dépendre du niveau de développement économique (le PIB par habitant). De ce fait, l'effet marginal des transferts de fonds est négatif pour un niveau de PIB/ habitant inférieur à 1291,67¹²² US\$, au-delà de ce seuil il s'avère que, les transferts baissent les inégalités de revenu. Contrairement à nos attentes, ce résultat nous ne permet pas de valider, du moins à ce stade, notre hypothèse de base à savoir que lorsqu'un pays receveur de fonds se développe, les envois de fonds de migrants sont de plus en plus favorables aux classes pauvres. Par conséquent, nous ne pouvons pas confirmer qu'ils exercent un effet égalisateur ou de péréquation¹²³. C'est-à-dire que lorsque le pays se développe (augmentation du PIB/ par habitant), les transferts issus de la migration concernent de plus en plus les populations qui se trouve dans le bas de l'échelle de la distribution des revenus. Cependant, il est important de souligner que ces résultats sont valables uniquement lorsque l'on exclut du modèle la variable consommation publique¹²⁴. En revanche, lorsque la variable conditionnelle est le coût de la migration (colonne 3), les estimations soutiennent cette fois-ci notre hypothèse. En effet, les envois de fonds augmentent les inégalités dans les pays où les coûts de migration sont relativement importants. En d'autres termes, les remises de fonds sont susceptibles d'atténuer les inégalités à condition que les coûts liés au projet migratoire ne soient pas trop élevés. Etant donné que le coefficient associé aux transferts est significativement négatif, l'effet marginal des remises de fonds sera d'autant plus important que les frais d'acquisition d'un passeport seront faibles. A partir de nos estimations, le coût du passeport en dessous duquel les transferts de fonds exercent un effet négatif sur l'inégalité du revenu est 1.19US\$¹²⁵. Par ailleurs, l'hypothèse selon laquelle l'effet des envois de fonds sur les inégalités de revenu dépend du milieu socio-économique (en utilisant la distance comme proxy) est confirmée par les résultats de la colonne 4. Le coefficient associé à la distance est positif et statistiquement significatif et le coefficient des

¹²² $\varphi_{1+} \varphi_2 \times \log(\text{PIB}) \leq 0 \Leftrightarrow -3,3347 + 0,4655 \times \log(\text{PIB}) \leq 0 \Rightarrow \text{PIB} \leq 0 \Rightarrow e^{(3,3347)/0,4655} \Rightarrow \text{PIB} \leq 1291,67$.

¹²³ La péréquation est un mécanisme de redistribution qui vise à réduire les écarts de richesse.

¹²⁴ Si nous incluons la variable consommation publique, le coefficient associé au terme d'interaction devient non significatif.

¹²⁵ $\varphi_{1+} \varphi_2 \times \log(\text{cout}) = 0 \Leftrightarrow -0,4486 + 2,6166 \times \log(\text{cout}) \Rightarrow \text{cout} = e^{(0,4486/2,6166)} \Rightarrow \text{cout} = 1,19$. Ce qui représente 0,04% du PIB pour l'ensemble de l'échantillon (calculé par rapport à la moyenne de l'échantillon : annexe 3.1).

envois de fonds négatif suggèrent que l'impact marginal des envois sur les inégalités est négativement corrélé à la distance pays d'origine-pays d'accueil.

S'agissant de l'impact des variables de contrôle, leur effet sur les inégalités varie. Si le développement financier contribue à accentuer les inégalités, les résultats des autres variables ne nous permettent pas de conclure.

Tableau 3.2. Moyenne du PIB, le coût du passeport et la distance selon les régions

Régions (nombre de pays)	PIB/habitant	Coût du passeport (% du PIB/H)	Distance (Km)
Afrique subsaharienne (19)	1298	3,40	4528
Amérique Latine et Caraïbes (16)	2710	1,38	1664
Asie de l'Est et du Pacifique (6)	3511	0,84	6787
Asie du Sud (4)	2615	0,90	1405
Europe et Asie centrale (16)	2826	1,11	1630
PSM ¹²⁶ (9)	2897	2,14	1664
Echantillons Total	2573,65	1,48	3059

Source : Notre base de données

Cependant, une simple lecture des statistiques descriptives de nos variables conditionnelles par zone géographique (Tableau 3.2) nous révèle l'existence d'une forte hétérogénéité inter-régionale de notre l'échantillon qui peut expliquer le fait que nous n'ayons pas pu confirmer l'effet égalisateur des transferts selon les caractéristiques socio-économiques (PIB/habitant). Bien que les hétérogénéités intra-régionales soient contrôlées par l'effet fixe, ce n'est pas le cas pour les hétérogénéités inter-régionales. Si nous prenons l'exemple de la région de l'Afrique subsaharienne, nous constatons que les valeurs des variables d'intérêt sont très éloignées de la moyenne de l'ensemble des pays ; le PIB par habitant se situe au-dessous de la moyenne tandis que le coût de migration et la distance sont supérieurs à la moyenne. Cela indique, a priori, que les transferts n'auront pas un effet égalisateur des revenus puisque les inégalités sont souvent présentes dans cette région. Lorsqu'on s'intéresse aux autres régions, nous constatons également que les moyennes des variables conditionnelles sont trop élevées ou trop faibles par rapport à la moyenne de l'échantillon. Ce constat ne permet pas de prédire l'effet des transferts sur les inégalités dans ces régions. En revanche, pour les PSM, les valeurs des variables d'intérêt sont en général proches de la moyenne de l'échantillon et il est fortement probable que les envois de fonds aient un effet sur la répartition des revenus.

¹²⁶ L'échantillon des PSM est augmenté par l'Iran, Israël, la Jordanie, la Syrie la Turquie pour élargir le nombre d'observation.

Afin de prendre en considération l'hétérogénéité de l'échantillon et confirmer nos hypothèses, nous proposons de prendre en considération les hétérogénéités régionales dans notre modèle. Ainsi, nous remplaçons nos variables conditionnelles par des variables muettes pour décrire les spécificités de chaque région. Notre nouveau modèle peut ainsi être reformulé de la manière suivante :

$$\text{Équation 3.5}$$

$$Gini_{it} = \alpha + \varphi_1 Rem_{it} + \varphi_2 (Rem \times Reg)_{it} + \phi\Psi + \sigma\Gamma + \delta_i + \varepsilon_{it}$$

Où Reg est une variable muette qui vaut 1 si le pays appartient à la région considérée et 0 dans le cas échéant. Les coefficients δ_i et ε_{it} désignent respectivement les effets spécifiques et le terme d'erreur. Tandis que Ψ et Γ sont respectivement la matrice des variables de contrôle et la matrice des variables conditionnelles.

Ainsi, comme le suggère Wooldridge (2003), nous interprétons les résultats à partir du signe des coefficients φ_1 et φ_2 qui indiquent l'effet des remises de fonds sur les inégalités dans chaque région. Pour que notre hypothèse de départ (l'effet des transferts de fonds sur les inégalités est non linéaire) soit valide, il faut que le coefficient φ_2 associé aux envois de fonds en interaction avec la variable muette soit statistiquement significatif et négatif et que le coefficient φ_1 associé soit positif et significatif. Il s'ensuit que l'impact des remises de fonds sur les inégalités dans une région donnée par rapport au reste du monde sera mesuré par le coefficient φ_2 tandis que le coefficient φ_1 mesure l'effet des envois de fonds dans les autres régions ou dans le reste du monde. La somme ($\varphi_1 + \varphi_2$) représente l'effet global des transferts de fonds sur l'inégalité dans une région donnée. Comme dans l'étude précédente, les paramètres du modèle sont également estimés par la DMC/VI. Les statistiques de Student sont robustes à l'hétéroscédasticité. Le tableau 3.7 présente les résultats de l'estimation de l'équation 3.5.

Tableau 3.3. Effet des transferts sur les inégalités de revenu selon les régions

Variables indépendantes	Variable dépendante : Coefficient de Gini					
	ASH	ALC	AEP	AS	EAC	PSM
(Transferts de fonds) (log)	0,0061 (0,06)	0,1313 (0,67)	-0,0688 (-0,59)	-0,0445 (-0,38)	0,1231 (0,95)	0,1048 (0,36)
Transferts (log) * Muette régionale	0,7304 (2,56)**	-0,0017 (-3,23)***	-2,6947 (-1,10)	0,1315 (0,78)	-0,0162 (-0,27)	-0,0805 (-2,45)**
PIB (log)	-9,4833 (-0,97)	-38,2763 (-2,07)**	-30,7277 (-2,98)***	-12,8761 (-1,18)***	-13,7055 (-1,23)	10,6964 (0,56)
PIB ² (log)	-0,3264 (2,53)**	1,6846 (1,56)	1,1926 (1,77)**	0,0284 (0,04)**	0,0636 (2,56)**	-1,3676 (-1,14)
Inflation	0,00094 (1,79)	0,00062 (0,84)	0,00017 (0,31)	0,00056 (1,11)	0,00062 (1,26)	0,00078 (0,88)
Développement financier	0,0467 (3,39)***	0,0370 (2,08)**	0,0334 (2,58)**	-0,0376 (2,90)***	0,0345 (2,16)**	0,0465 (1,71)*
Consommation publique	-0,1117 (-0,53)	0,2069 (0,70)	0,0651 (0,54)	0,0414 (0,22)	0,0173 (0,09)	0,1574 (1,41)
Ouverture commerciale	0,0092 (0,20)	0,0370 (0,46)	0,0339 (0,88)	-0,0052 (-0,11)	-0,0028 (-0,06)	0,0942 (1,41)
Investissements directs étrangers	0,2243 (1,69)*	0,2009 (1,83)*	0,2821 (2,58)**	0,2459 (2,02)***	0,2513 (3,68)***	0,2553 (2,73)
Démocratie	0,0253 (1,70)*	0,0951 (0,93)	-0,0020 (-0,13)**	-0,0304 (2,07)**	-0,0294 (2,03)**	0,0403 (0,31)
Ratio de dépendance démographique	-0,7027 (-5,37)***	-0,4843 (-3,90)***	-0,5009 (-5,08)***	-0,5991 (-3,26)***	-0,5432 (-4,14)***	-0,5147 (-2,79)**
Test de Hansen (<i>J</i>)	(0,104)	(0,214)	(0,100)	(0,190)	(0,124)	(0,189)
F ou Chi2	15,12	22,18	10,17	15,26	15,87	11,49
Prob > F ou Chi2	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
R ² –Centré	0,40	0,44	0,32	0,37	0,36	0,29
Observations	178	145	233	178	233	134

*Note : ASH : Afrique Sub-saharienne, ALC : Amérique Latine et Caraïbes, AEP : Asie de l'Est et du Pacifique, AS : Asie du Sud, EAC : Europe et Asie centrale, PSM : Pays du Sud de la méditerranée, et. ***, ** et * indique une significativité à 1%, 5% et 10%, respectivement. Les écarts-types sont entre parenthèses. Le test de Hansen correspond à la statistique du test de Hansen de validité des instruments. Le test de Wald est la statistique du test de significativité conjointe des variables explicatives : l'hypothèse nulle est la non-significativité conjointe des variables explicatives.*

Le tableau 3.3 présente les estimations des effets des envois de fonds des migrants sur l'inégalité de revenus. Il apparaît que les coefficients associés aux transferts de fonds sont certes de signes différents mais surtout non significatifs. Cela indique que l'effet global des transferts ne dépend donc que de l'effet multiplicatif (effet indirect). Du point de vue du coefficient associé aux envois de fonds en interaction avec la variable régionale, les résultats indiquent que les remises de fonds sont susceptibles d'influencer les inégalités dans trois régions : la région d'Amérique Latine et Caraïbe (ALC), les pays du Sud de la Méditerranée (PSM) et l'Afrique subsaharienne (ASH). Pour ALC et PSM, les remises de fonds ont

tendance à réduire les inégalités de revenus respectivement de 0,0017 et 0,0805. En d'autres termes, une augmentation des transferts de fonds de 10% réduira les inégalités de revenus de 0,017% en ALC et 0,8% dans les PSM. En revanche dans la région de l'Afrique subsaharienne (ASH), les transferts de fonds ont tendance à accentuer les inégalités (le coefficient du terme multiplicatif des transferts vaut 0,7304). Ce dernier résultat est conforme aux prédictions théoriques. Il peut être expliqué par le fait que le migrant représentatif de cette région est plutôt issu de la couche sociale favorisée, les envois qu'il effectue ne font donc qu'accentuer les inégalités. D'ailleurs, cette région inclut les pays les plus pauvres et les plus défavorisés où le coût de migration est le plus élevé. Pour les autres régions, nous ne pouvons pas confirmer l'effet des remises de fonds sur les inégalités de revenu car ϕ_1 et ϕ_2 ne sont pas statistiquement significatifs. Ce résultat peut être expliqué par la présence d'une forte hétérogénéité au sein de ces régions.

Avant de conclure cette section, nous souhaitons signaler quelques limites à ces résultats. Tout d'abord, les envois de fonds peuvent être endogènes et, dans ce cas, un problème économétrique survient lorsque l'analyse de l'inégalité tente d'intégrer les effets indirects des transferts de fonds sur les autres sources de revenus du ménage récipiendaire (Taylor, 1992). Par ailleurs, l'effet des remises de fonds sur les inégalités doit être confirmé par des études microéconomiques. Celles-ci permettent une comparaison de la situation étudiée (avec transferts) avec un scénario *contrefactuel* dans lequel il n'y aurait pas de remises de fonds. Ce scénario permettrait d'avoir une estimation approximative de la situation économique du ménage en l'absence de transferts. Cette méthode apparaît rigoureuse, cependant elle souffre de plusieurs limites car elle repose sur une hypothèse de sélection aléatoire des migrants. Or, nous avons pu confirmer qu'il existe, au moins dans les premiers stades de la migration, un mécanisme d'autosélection des migrants selon les caractéristiques déjà citées. Aussi, il faut signaler que celle-ci ne prend pas en considération les différences de rendements des facteurs de production entre les ménages dont un membre est migrant et ceux dont aucun n'est migrant (biais de sélection). Enfin, bien que ces résultats soient valables avec les régressions incluant les spécificités régionales, il importe dans des études futures de vérifier s'ils restent valables en incluant variables conditionnelles sous forme d'interaction.

En résumé, dans ce point nous avons examiné le lien entre les envois de fonds des migrants et les inégalités de revenu sur un échantillon de 70 pays en développement receveurs de fonds. En utilisant un modèle non linéaire, nous avons pu confirmer l'hypothèse selon laquelle l'effet des envois de fonds sur les inégalités est influencé par le milieu

socioéconomique de l'émigré (effet conditionnel). Etant donné que l'on ne connaît pas directement le nombre de migrants par catégorie socioéconomique, nous avons utilisé un ensemble de proxy afin d'évaluer cet effet. Nous avons utilisé comme proxy le PIB par habitant, le coût de la migration et la distance entre le pays d'origine et le pays d'accueil. En outre, les résultats des estimations confirment l'hypothèse de l'existence de spécificités régionales. Un revenu relativement élevé, une migration peu coûteuse et la proximité géographique avec le pays d'accueil caractérisant les pays du Sud de la Méditerranée permettent à ces derniers de tirer profit des remises de fonds, en contribuant à une réduction significative des inégalités.

Au niveau des implications politiques, les résultats suggèrent notamment que les transferts de fonds peuvent réduire les inégalités lorsque le migrant est issu du segment la plus pauvre de la population. Ainsi, des politiques migratoires qui permettraient de diminuer les coûts de la migration notamment les frais de passeport œuvreraient favorablement dans ce sens. Le coût de transferts de fonds est également un problème qui pourrait être résolu en partie en favorisant la concurrence entre les institutions bancaires qui pourrait abaisser ces coûts.

2.2. Effet des transferts sur la pauvreté dans les PSM : une tentative de validation empirique

Avant d'aborder l'analyse empirique de l'effet des envois de fonds sur la pauvreté, il nous paraît judicieux de signaler l'importance de la définition préalable des indices de pauvreté que sont l'incidence, l'intensité et la sévérité (inégalité) de la pauvreté qui seront utilisés dans notre analyse théorique et empirique.

Ainsi, toute mesure de pauvreté repose sur le choix préalable d'un indicateur de bien-être qui est souvent réduit au revenu ou à la dépense¹²⁷. D'un point de vue quantitatif, une fois l'indicateur de bien-être choisi, il reste à déterminer qui est pauvre, ce qui suppose le choix d'un seuil de pauvreté ou d'une ligne de pauvreté. En général, pour les pays en développement ce seuil correspond à 1.25 ou 2,5 US\$ par jour et par personne (Banque Mondiale). En revanche, pour les pays développés, en Europe notamment, un seuil relatif est utilisé. Il prend pour référence un pourcentage du revenu médian. Après le choix de la

¹²⁷ Ces dernières décennies on assiste à un élargissement du concept de pauvreté ou du bien-être de sa seule dimension monétaire pour y intégrer des aspects plus sociaux ou qualitatifs.

définition et du seuil qui permet d'identifier qui est pauvre (étape d'identification selon Sen (1979)), la deuxième étape consiste à agréger l'information (étape d'agrégation selon Sen) ce qui suppose le choix d'une mesure de pauvreté¹²⁸. Cette dernière doit vérifier certaines propriétés axiomatiques. Ainsi, les mesures de pauvreté les plus couramment utilisées sont les indices de Foster-Greer et Thorbecke (FGT)¹²⁹. Cette famille d'indices peut être définie comme suit:

$$FGT = \frac{1}{N} \sum_{i=1}^p \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^\alpha$$

Cette famille d'indices FGT est basée sur les déficits de revenus des pauvres par rapport à la ligne de pauvreté (z) élevés à la puissance α . Le paramètre α est un indicateur d'aversion d'inégalité parmi les pauvres. Ainsi, lorsque $\alpha = 0$, l'indice se réduit à une mesure de l'incidence de la pauvreté indiquant le pourcentage des pauvres dans la population¹³⁰. Par ailleurs, lorsque $\alpha = 1$, l'indice fournit une mesure de l'écart de pauvreté ou de l'intensité de la pauvreté qui permet d'ailleurs d'obtenir une mesure du coût minimum d'éradication de la pauvreté (income gap ratio)¹³¹. Enfin, lorsque $\alpha = 2$, nous obtenons une mesure de la sévérité de la pauvreté ou de l'inégalité parmi les pauvres¹³².

2.2.1. Effet sur la pauvreté : une revue de la littérature théorique et empirique

D'un point de vue macroéconomique, l'interaction entre les envois de fonds et la pauvreté tout comme le lien entre les inégalités des revenus et transferts de fonds ont fait l'objet de peu d'études théoriques ou empiriques. Pourtant, dans la mesure où la majorité des migrants dans le monde proviennent des zones rurales où la pauvreté est largement concentrée, l'examen de cette relation nous semble incontournable.

D'un point de vue théorique, l'effet de la migration et des transferts sur la pauvreté a donné lieu à deux visions opposées : l'école optimiste et l'école pessimiste. Selon l'école optimiste, représentée par la théorie migratoire néoclassique, les migrations et les transferts

¹²⁸ Toute mesure de pauvreté implique en général deux étapes.

¹²⁹ Foster et al. (1984)

¹³⁰ Cet indice ne tient pas compte de l'intensité de la pauvreté car il ne change pas si un pauvre devient encore plus pauvre.

¹³¹ Cet indice ne tient pas compte de l'inégalité parmi les pauvres

¹³² Cette mesure est sensible à l'inégalité parmi les pauvres mais elle est moins couramment utilisée car elle est plus difficile à interpréter.

réduisent la pauvreté dans le pays d'origine en déplaçant la population des régions à faible revenu vers une région dont le revenu est relativement plus élevé. Ainsi, les transferts de fonds envoyés par les migrants contribuent à augmenter le revenu des ménages restés dans le pays d'origine et leur permettent d'accéder aux soins et d'améliorer leur quotidien. En revanche, du point de vue de l'école pessimiste (causalité cumulative et syndrome du migrant), les transferts ne permettent pas la réduction de la pauvreté parce que la migration est risquée et coûteuse. Ainsi, la population pauvre ne dispose pas de moyens financiers suffisants pour s'acquitter des coûts de la migration et des frais de formation afin d'intégrer facilement le marché du travail du pays d'accueil et de recevoir, par conséquent, des transferts. Les transferts de fonds peuvent également réduire la compétitivité d'un pays (syndrome hollandais) et augmenter la désincitation au travail (Cf. section 3)

Plusieurs études empiriques ont tenté de quantifier l'effet des transferts de fonds sur la réduction de la pauvreté (FMI, 2005 ; Adams et Page, 2005 ; Anyanwu et Erhijakpor, 2011 ; Adams et Cuecuecha, 2013). Elles montrent que les remises de fonds diminuent significativement l'intensité et la gravité de la pauvreté mais pas nécessairement son incidence. Au Lesotho, à partir de données d'enquête de budget des ménages Gustafsson et Makonnen (1993) trouvent que l'absence de transferts entraîne une augmentation de la pauvreté. De même, en s'appuyant sur des données tirées de l'enquête prioritaire nationale de 1994-1995 du Burkina Faso, Lachaud (1999) examine, en réalisant des simulations de distributions contrefactuelles, l'effet des transferts de fonds sur l'inégalité des revenus et sur la pauvreté. L'auteur démontre que les transferts agissent comme des substituts potentiels du revenu, augmentent le niveau de vie des ménages et diminuent l'incidence de la pauvreté rurale. Pour le Zimbabwe, à partir de données d'enquête de ménages de 2005, Bracking et Sachikonye (2010) montrent que les envois de fonds diminuent la pauvreté pour les ménages recevant ou non des transferts. De même, pour le Ghana, Adams et Cuecuecha (2013) utilisent une vaste enquête nationale auprès des ménages pour évaluer l'impact des envois de fonds nationaux et internationaux sur la pauvreté. Les auteurs analysent la structure des dépenses des ménages recevant ou pas des transferts et montrent que les transferts de fonds internes réduisent le risque pour un ménage d'être pauvre de 17% tandis que les transferts externes réduisent ce risque de 97%. Enfin, pour l'Égypte, en exploitant les données d'enquêtes auprès des ménages menées entre 1986 et 1987 dans les grands villages de la province « Minya », Adams (1991) compare les milieux ruraux avec migration et transferts

avec d'autres sans migration ni remises de fonds et montre que les transferts de fonds engendrent une légère baisse de la pauvreté.

Compte tenu de son histoire migratoire, l'Amérique Latine a donné lieu à plusieurs études tentant d'évaluer l'impact des transferts sur la pauvreté. Ainsi, pour le Mexique, Stark et al. (1986) montrent que le développement de la migration dans une communauté augmente les effets positifs des transferts sur la pauvreté. Cette constatation sera validée plus tard par l'étude de Taylor et al. (2005). En effet, les auteurs décomposent les indices de la pauvreté mesurés à partir des données de l'enquête nationale de 2003 et trouvent que les remises de fonds internationaux réduisent la pauvreté plus que les transferts internes. De même, dans une étude similaire mais basée sur des données locales de l'année 2000, Lopez-Cordova et Olmedo (2006) étudient la relation entre la migration, la pauvreté et les remises de fonds et mettent en évidence que toute augmentation de la proportion des familles recevant des remises engendre une baisse de la pauvreté pour l'ensemble de la communauté.

Par ailleurs, Esquivel et Huerta-Pineda (2007) utilisent une méthode d'appariement des ménages basée sur le score de propension afin d'évaluer l'effet net des transferts sur la pauvreté corrigé du biais de sélection. L'évaluation est menée en considérant trois formes de pauvreté basée sur les dépenses. La première est pour assurer les besoins nutritionnels, elle est liée à la consommation quotidienne minimale. La seconde est monétaire inclut la pauvreté alimentaire et la pauvreté en matière d'éducation et de santé. Le troisième niveau est celui de pauvreté de capacité. En d'autres termes, c'est la pauvreté en matière d'actifs qui inclut la seconde définition ainsi que les dépenses de transports. Pour le cas du Mexique et à partir des données de l'enquête nationale de 2002, les auteurs constatent que les envois de fonds diminuent la probabilité qu'un ménage soit pauvre en matière de capacités et que l'effet ne concerne que les ménages ruraux. Selon les auteurs, les envois de fonds représentent un bon moyen de sortir cette catégorie de ménages de la pauvreté. Toujours pour le Mexique, en s'intéressant à la vulnérabilité des régions rurales mexicaines à la pauvreté, de la Fuente (2010) cherche à vérifier si les transferts peuvent atteindre un ménage dont les conditions socioéconomiques sont susceptibles de se détériorer dans le futur (ménages vulnérables). Dans cette perspective, l'auteur élabore un modèle permettant de prévoir les dépenses futures de consommation en fonction des caractéristiques sociodémographiques actuelles des ménages et montre qu'une augmentation future du risque de pauvreté se traduit par une forte probabilité de recevoir de l'aide monétaire de la part de la famille installée à l'étranger.

A l'instar du Mexique, d'autres pays à forte émigration ont fait l'objet d'études similaires. Pour la Thaïlande, Osaki (2003) utilise les données de l'enquête nationale sur les migrations de 2002 et trouve que l'effet des transferts sur le revenu et la pauvreté est loin d'être marginal. Les envois de fonds ont un effet positif sur la pauvreté pour les ménages les plus défavorisés. L'argent reçu est considéré comme un revenu supplémentaire indispensable pour la subsistance. De même, pour la Chine, Zhu et Luo (2008) examinent deux sortes de données d'enquêtes complémentaires auprès de ménages et trouvent que les transferts de fonds sont un moyen efficace de réduire l'absence de revenus et par conséquent de réduire la pauvreté alimentaire et de santé mesurée par les indices Foster et al. (1984).

Par ailleurs, aux Philippines, Yang et Martinez (2006) trouvent que les transferts de fonds réduisent l'effet des chocs exogènes et permettent de réduire la pauvreté. Les retombées positives des envois de fonds ne concernent pas seulement les ménages dont un des membres est à l'étranger, elles s'étendent aux autres ménages de la communauté. Les auteurs montrent que la migration (par conséquent les transferts de fonds) engendre une baisse de la pauvreté avec un effet non négligeable sur le taux de scolarisation des enfants. Au Bangladesh, à partir d'une simulation macroéconomique, Annabi et al. (2006) montrent aussi que toute augmentation des envois de fonds entraîne un recul de la pauvreté. Enfin, Sayan (2004) étudie les envois de fonds à destination de la Turquie et conclut qu'ils exercent un effet faible sur la pauvreté.

Les études empiriques que nous venons de présenter correspondent à des études de cas par pays. Or, à notre connaissance, très peu d'études abordent la relation d'un point de vue macroéconomique. Elles sont en effet peu nombreuses ou, du moins, il semble que le lien ne soit pas généralement abordé de manière directe. Ainsi, sur un échantillon de 71 pays, Adams et Page (2005) montrent que les envois de fonds aident les pays à réduire l'incidence et l'intensité de la pauvreté. Par ailleurs, dans une autre étude, Page (2007) utilise des données de panel plus étendues pour démontrer que les envois de fonds permettent d'augmenter le revenu moyen du quintile le plus pauvre. Pour les pays d'Amérique Latine, Acosta et al. (2008) confirment que les envois de fonds réduisent effectivement la pauvreté dans des proportions différentes selon les pays. Cependant, Canales (2007) remet en question ce résultat pour l'Amérique Latine. Il démontre que les transferts n'altèrent pas la consommation quotidienne de la population et ne leur permettent pas de sortir de la pauvreté.

En résumé, il ressort que les envois de fonds opèrent comme un système de protection sociale qui soit quasi-inexistant, soit d'accès limité pour les plus pauvres. Le pouvoir d'achat des émigrés relativement plus riches est transféré aux membres de la famille ou de la communauté relativement plus pauvres. Ainsi, dans certains cas, les transferts permettent la réduction de la pauvreté. Toutefois, quelle que soit la démarche retenue (microéconomique ou macroéconomique), ces études se concentrent généralement sur l'effet direct des transferts (Cf. Tableau 3.4). Or, dans les pays en développement, la majorité de la population n'a pas accès à l'assurance et aux marchés financiers. Les transferts de fonds de migrants pourraient, notamment à travers leur caractère stabilisateur, empêcher les personnes démunies de sombrer dans la pauvreté. Dans cette optique, l'étude empirique de cette section a pour objectif d'analyser comment les envois de fonds peuvent affecter la pauvreté monétaire par le biais des autres facteurs (effet indirect).

Tableau 3.4. Résumé de la littérature sur les transferts et la pauvreté

Elasticité ¹³⁴	Instruments	Estimateur	Période	Méthode	Spécificité ¹³³	Etude
-0,2	Aucun	MCO	1980-2003	Cross-section (101) pays	$\log(P_{it})=b_0 + b_1\log(PCY_{it}) + b_2\log(GINI_{it}) + b_3\log(REMRAT_{it})+u_{it}$	FMI (2005)
-0,35	Distance, Education, Stabilité politique	MCO, Variables Instrumentales	1980-1998	Panel non cylindré	$\log(P_{it})=b_0 + b_1\log(PCY_{it}) + b_2\log(GINI_{it}) + b_3\log(REMRAT_{it}) + b_4REGION_{ij} + u_{it}$	Adams et Page (2005)
-0,28	Interne	GMM Système	1993-2003	Panel, Pays de l'Asie pacifique	$\log(P_{it})=b_0 + b_1\log(GRit) + b_2\log(GINI_{it}) + b_3\log(REMRAT_{it}) + b_4X_{it} + u_{it}$	Jongwanich (2007)
-0,13	Système à équation Simultanée	MCO, 3SLS	1981-2003	Panel non cylindré, 24 pays africains	$\log(P_{it})=b_0 + b_1\log(PCY_{it}) + b_2\log(GINI_{it}) + b_3\log(REMRAT_{it}) + b_4REGION_{ij} + u_{it}$ $\log(P_{it}) = b_5 + b_6\log(P_{it}) + b_7\log(TRAT_{it}) + b_8\log(SCHOOL_{it}) + b_9(Distance) + b_{10}\log(Dual) + b_{11}\log(REMRAT_{it-l})$	Gupta, Pattillo et Wagh (2009)
-0,29	Transferts retardés de 1 ou 2 périodes	OLS, GMM-IV	1990-2005	Panel, 33 pays africains	$\log(P_{it})=b_0 + b_1\log(PCY_{it}) + b_2\log(GINI_{it}) + b_3\log(REMRAT_{it}) + b_4X_{it} + u_{it}$	Anyanwu et Erhjakpor (2011)
-0,25	Aucun	OLS, OLS-FE		Panel 40 pays les plus receveurs	$\log(P_{it})=b_0 + b_1\log(PCY_{it}) + b_2\log(GINI_{it}) + b_3\log(REMRAT_{it}) + b_4REGION_{ij} + n_i + v_t + u_{it}$	Hassan (2010)
-	Aucun	Two-Stage multinomial M.	2005-2006	Ghana	$C_i/Exp = b_1 + a_i /Exp + y_i(\logexp)$	Adams Jr. et Cuecuecha (2013)

Source : Tableau complété par l'auteur à partir de Hassan (2010)

¹³³ P = pauvreté, PCY= revenu par habitant, GINI= indice de Gini, REMRAT= transferts de fonds en pourcentage du PIB, Xit= matrice des variables de contrôle, GRit=taux de croissance, TRATit= taux d'ouverture commerciale, Distance= distance en miles entre le pays d'accueil et le pays d'origine, SCHOOLit=taux de scolarisation des plus 25 ans, DUAL=existence de marché de change bilatéral.

¹³⁴ Pauvreté par rapport aux transferts de fonds.

2.2.2. Effet des envois de fonds sur la pauvreté : une analyse empirique

La plupart des travaux théoriques et empiriques que nous venons d'exposer se concentrent sur l'effet direct des envois de fonds sur la réduction de la pauvreté (Gustafsson et Makonnen, 1993 ; Lachaud, 1999 ; Bracking et Sachikonye., 2010 ; Taylor et al., 2005 ; Yang et Martinez, 2006 ; Annabi et al., 2005 ; Dimova et Wolff, 2009 ; Adams et Page, 2005 ; Page, 2007 et Acosta et al, 2008). Cependant, peu d'études explorent l'effet indirect ou conditionnel des envois de fonds sur la réduction de la pauvreté. En outre, il a été démontré précédemment (chapitre 1, section 2.1 ; chapitre 2, section 1.2) que les transferts de fonds se présentent comme la source la plus stable de financement extérieur pour les pays en développement en répondant souvent à une stratégie de diversification du revenu en l'absence de marché du crédit et de l'assurance. Ainsi, cette manne financière stable soutient l'économie du pays d'origine lorsque les conditions économiques se détériorent. Notre objectif est de tester l'effet des transferts sur la pauvreté à travers leur caractère stabilisateur.

Alors que rares sont les travaux macroéconomiques qui ont examiné l'effet des transferts de fonds sur la pauvreté dans les pays souffrant d'instabilité politique et d'une faible qualité institutionnelle (chocs internes), notre étude examine l'effet des envois de fonds sur la réduction de la pauvreté monétaire dans les pays subissant des chocs externe souvent caractérisés par une forte volatilité notamment du commerce extérieur. En d'autres termes, notre objectif est de vérifier si les transferts de fonds réduisent la pauvreté dans les pays qui subissent des chocs macroéconomiques. Du reste, nous mesurons ces chocs par le biais de l'instabilité des termes de l'échange. Il a en effet été démontré que les termes de l'échange sont fortement sensibles aux chocs macroéconomiques (Mendoza, 1997 et Grimes, 2006). Notre étude se différencie des études précédentes par le fait qu'elle tente de croiser deux littératures souvent traitées de manière séparée : la première est relative à l'effet des transferts sur la pauvreté, la seconde traite du lien entre les transferts et l'instabilité.

2.2.2.1. La variable d'intérêt

Notre variable d'intérêt est l'instabilité des termes de l'échange dont la valeur est calculée à partir d'une moyenne sur cinq ans, comme c'est le cas pour toutes les autres variables de contrôle. Pour mesurer l'instabilité, deux méthodes sont le plus souvent utilisées. La première consiste à calculer l'écart-type du taux de croissance de la variable considérée (Combes et Ebeke, 2011) tandis que la seconde méthode correspond à la moyenne des résidus

en valeur absolue obtenus en régressant la variable sur sa valeur retardée avec tendance comme le suggèrent Guillaumont et Kpodar (2006). Ainsi, l'instabilité est définie comme suit :

$$1) \text{ L'écart-type du taux de croissance : } Inst^x = \sqrt{\sum_{t=1}^n \frac{1}{n-1} (g_t^x - \bar{g}^x)^2}, \text{ où } Inst^x \text{ est un}$$

indicateur de l'instabilité d'une variable x et g son taux de croissance.

$$2) \text{ La moyenne des résidus en valeur absolue: } Inst^x = \frac{1}{n} \sum_{t=1}^n |\varepsilon_t|, \text{ } \varepsilon_t \text{ étant obtenu à partir}$$

de l'équation suivante : $x_t = a + bx_{t-1} + c \times t + \varepsilon_t$, où x_t et ε_t sont respectivement la composante tendancielle et cyclique.

Dans ce qui suit, nous adopterons cette seconde mesure car, d'une part, elle prend en considération la tendance déterministe et la tendance stochastique. D'autre part, la méthode développée par le CERDI¹³⁵ est adoptée par le Comité des Politiques de Développement des Nations Unies. Etant donné la structure en panel de nos données, nous tenons à contrôler les effets spécifiques de chaque pays et à traiter un éventuel problème d'endogénéité. Pour ce qui est de l'instabilité des termes de l'échange (Inst), nous régressons la variable des termes de l'échange sur sa valeur retardée et une tendance linéaire sur la période 1985-2010. Puis, pour chaque observation de notre variable relative à la mesure de la pauvreté, l'instabilité des termes de l'échange est calculée comme une moyenne des résidus en valeur absolue sur cinq ans (l'année de mesure de la pauvreté et les quatre années précédentes).

2.2.2.2. Le modèle économétrique

Nous examinons comment les transferts de fonds influent sur la pauvreté en testant l'hypothèse d'une non linéarité se traduisant par la présence d'un seuil au-delà duquel les transferts de fonds seraient en mesure de réduire les effets négatifs de l'instabilité macroéconomique sur la pauvreté. Le modèle économétrique est basé sur les travaux de Adams et Page (2005), Gupta et al. (2009), Hassan (2010) et Imai et al. (2014). Nous exprimons l'indice de pauvreté en fonction du PIB/habitant du pays d'origine, de l'indice de GINI et des transferts de fonds par rapport au PIB. Pour la pauvreté, nous utilisons des mesures internationales telles que le ratio de la population pauvre vivant avec moins de 1,25

¹³⁵ CERDI : Centre d'Etude et de Recherche sur le Développement International.

US\$¹³⁶ par jour dans la population totale (FGT(0)) et l'écart de pauvreté qui est la différence moyenne entre le revenu et le seuil de pauvreté¹³⁷ exprimée en tant que pourcentage du seuil de pauvreté (FGT(1))¹³⁸. La base de données concernant cette variable est établie par la Banque Mondiale (Ravallion, Chen et Sangraula, 2008) et couvre un grand panel de pays. Cependant, cette base de données repose sur des enquêtes de ménages réalisées toutes les trois ou cinq années, ce qui explique que notre base de données soit non cylindrée. Cela justifie également le choix d'un nombre réduit de variables explicatives. L'originalité de notre modèle réside dans l'introduction d'une relation non linéaire permettant de vérifier si les transferts de fonds affectent différemment la pauvreté dans les pays confortés à des chocs externes importants. La non linéarité est exprimée sous forme d'interaction entre les transferts de fonds (*rem*) et une variable mesurant les chocs exogènes. Ainsi, l'estimation de l'effet des transferts de fonds sur la pauvreté à travers la réduction de l'effet des chocs exogènes est donc prise en compte par deux variables : l'instabilité des termes de l'échange (*inst*) et une interaction entre les transferts et l'instabilité des termes de l'échange (*Rem x inst*). Ainsi, notre modèle s'écrit :

$$\begin{aligned} \text{Équation 3.6} \\ \log Pov_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 \log PIB_{it} + \alpha_2 \log Gini_{it} + \beta_1 \log Rem_{it} + \beta_2 \log Inst_{it} \\ + \beta_3 (\log Rem_{it} \times \log Inst_{it}) + \eta_i + \varepsilon_{it} \end{aligned}$$

où Pov_{it} , représente la variable qui mesure la pauvreté (les trois indices FGT(0), FGT(1) et FGT(2) sont utilisés) dans le pays i pour l'année t . PIB , $Gini$ et Rem sont respectivement le PIB/habitant qui mesure le niveau de revenu du pays, l'indice de Gini qui évalue les inégalités de revenus et les transferts de fonds en pourcentage du PIB. $Inst$ et ($Inst \times Rem$) sont respectivement l'instabilité des termes de l'échange et le terme d'interaction entre les transferts de fonds, et l'instabilité des termes de l'échange ; η_i et ε_{it} désignent respectivement l'effet spécifique à chaque pays et le terme d'erreur.

Les coefficients α_1 et α_2 mesurent respectivement l'élasticité de la pauvreté par rapport au revenu et par rapport à la distribution du revenu. D'un point de vue théorique, α_1 devrait être négatif, un revenu élevé étant synonyme d'une diminution du nombre de pauvres (Hassan, 2010) et α_2 devrait être positif car une baisse de l'inégalité de revenus devrait réduire

¹³⁶ Exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA).

¹³⁷ Un écart de zéro correspondant aux personnes qui ne sont pas jugées pauvres.

¹³⁸ <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/index.htm>

la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Le coefficient β_1 mesurant l'élasticité de la pauvreté par rapport aux transferts de fonds devrait être a priori négatif. En effet, les envois de fonds à destination des familles restées dans le pays d'origine constituent un revenu supplémentaire. Ce revenu supplémentaire s'ajoute au revenu global du ménage et permet par conséquent d'alléger leurs contraintes financières (notamment pour l'accès au crédit) qui empêchent les ménages de consacrer leurs dépenses dans l'éducation et la santé.

Les coefficients β_2 et β_3 sont respectivement l'élasticité de la pauvreté par rapport à l'instabilité commerciale et par rapport à l'instabilité commerciale en interaction avec les transferts. Le terme « instabilité commerciale \times transferts » saisit si les transferts de fonds affectent différemment la pauvreté dans les pays connaissant une forte instabilité commerciale. Étant donné que ces deux variables sont censées jouer en sens contraire sur la pauvreté, ce terme permettrait d'observer si ces deux éléments se compensent ; autrement dit les transferts de fonds évitent à une certaine couche de la population de sombrer dans la pauvreté. Ainsi, comme le suggère Wooldridge (2003) et d'après l'équation 3.6, l'effet marginal des transferts de fonds et l'instabilité sur la pauvreté vaut :

$$\frac{\partial Pov_{it}}{\partial Rem_{it}} = \beta_1 + \beta_3 \times (Inst_{it}) \quad \text{Équation 3.7}$$

$$\frac{\partial Pov_{it}}{\partial Inst_{it}} = \beta_2 + \beta_3 \times (Rem_{it}) \quad \text{Équation 3.8}$$

Nous nous attendons à ce que le coefficient β_1 soit négatif et le coefficient β_2 soit positif. Par ailleurs, nous supposons que l'effet marginal des transferts sur la pauvreté dépend de la valeur de l'instabilité et, que l'effet marginal de l'instabilité sur la pauvreté dépend à son tour de la valeur des transferts (équation 3.8). La relation entre les transferts, l'instabilité et la réduction de la pauvreté dépend donc de la significativité, du signe et de l'ampleur des coefficients β_1 , β_2 et β_3 .

2.2.2.3. Échantillon et méthodologie d'estimation

Sur un échantillon de 71 pays¹³⁹ en développement observés sur la période 1985-2010, les estimations ont été effectuées par la méthode des Variables Instrumentales à effets fixes, estimation robuste à un éventuel problème d'hétéroscédasticité. Toutefois, nous débutons notre étude économétrique par les tests économétriques usuels. Il s'agit des tests de stationnarités, de causalité au sens Granger (1969), de colinéarité et de spécification

¹³⁹ La liste des pays est présentée dans l'annexe 3.7

(Hausman). Les statistiques descriptives, les résultats issus de ces tests ainsi que la liste des pays sont présentés et détaillés dans les annexes 3.6 et 3.8. Les tests de colinéarité et de causalité au sens de Granger (1969) confirment respectivement qu'il n'existe pas de colinéarité entre les variables explicatives (tous les VIF sont inférieurs à 10) et l'absence de causalité au sens de Granger (1969), que ce soit dans un sens ou dans l'autre, entre la variable dépendante et les variables explicatives. En ce qui concerne la spécification de notre modèle (équation 3.6), le test d'Hausman est concluant ce qui nous conduit à retenir le modèle à effet fixe. Enfin, les tests d'endogénéité¹⁴⁰ montrent que toutes les variables ne sont pas endogènes. Toutefois, nous considérons que les transferts sont endogènes¹⁴¹ (Imai et al, 2014, Erhijakpor et Anyanwu, 2007 ; Adams et page, 2005) et sont instrumentalisés par leur valeur retardée au moins une période.

2.2.2.4. Présentation et interprétation des résultats

Les coefficients sont estimés par la méthode des Variables Instrumentales à effets fixes qui permet de corriger un éventuel problème d'endogénéité des transferts de fonds¹⁴². Les tableaux 3.5 et 3.6 présentent l'effet direct en termes d'élasticité des transferts sur la pauvreté et l'effet spécifique et conjoint de l'instabilité des termes de l'échange sur la pauvreté.

¹⁴⁰ Non rapportés en annexe. Nous avons suivi la même procédure que celle utilisée dans le deuxième chapitre.

¹⁴¹ Si les transferts de fonds et la pauvreté sont déterminés simultanément et de manière endogène, la causalité inverse entre ces deux variables peut être une source importante d'endogénéité. Le niveau de la pauvreté peut affecter le nombre de migrants et par conséquent les transferts de fonds.

¹⁴² Dans ce modèle, les transferts de fonds sont considérés comme endogènes et sont instrumentés par leur valeur retardée d'au moins une période.

Tableau 3.5 : Effet spécifique des transferts de fonds sur la pauvreté et l'intensité de la pauvreté

Variables indépendantes	Variables dépendantes					
	Incidence de la Pauvreté FGT(0)			Intensité de la pauvreté FGT(1)		
	1	2	3	4	5	6
(Gini) (log)	2,1327 (0,79)***	1,8963 (0,90)**		2,3303 (0,84)**	2,0453 (0,77)***	
(PIB) (log)	-0,5482 (1,96)***		-0,5335 (0,14)***	-0,5995 (0,16)***		-0,5305 (0,16)***
(Transferts) (log)	-0,4773 (0,23)**	-0,6579 (0,19)***	-0,2056 (0,21)	-0,4994 (0,24)**	-0,7926 (0,21)***	-0,3492 (0,23)
Prob > F ou Chi2	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
R ²	0,39	0,13	0,40	0,30	0,46	0,42
Sargan/Hansen p-Val.	(0,935)	(0,506)	(0,545)	(0,290)	(0,652)	(0,435)
Observations	145	145	145	145	145	145

*Note : ***, ** et * indiquent une significativité à 1%, 5% et 10%, respectivement. L'écart-types sont en parenthèse. Le test de Sargan/Hansen correspond au test de validité des instruments dont l'hypothèse nulle est la non validité des instrumentes.*

Tableau 3.6 : Effet conjoint des transferts de fonds et de l'instabilité des termes de l'échange sur l'incidence, l'intensité de la pauvreté et la sévérité de la pauvreté.

Variables indépendantes	Variables dépendantes					
	Incidence de la Pauvreté FGT(0)		Intensité de la pauvreté FGT(1)		Sévérité de la pauvreté FGT(2)	
	7	8	9	10	11	12
(Gini) (log)	1,9497 (0,73)***	1,4507 (0,76)***	2,1190 (0,77)***	1,8396 (0,63)**	4,2380 (0,42)***	3,6793 (0,63)***
(PIB) (log)	-0,6630 (0,14)**	-0,5380 (0,09)***	-0,7313 (0,15)***	-0,6138 (0,10)***	-1,4626 (0,31)***	-1,2277 (0,21)***
(Transferts) (log)	-0,3961 (0,20)***	-0,1805 (0,76)*	-0,4125 (0,21)**	-0,1159 (0,82)**	-0,3251 (0,82)**	-0,1251 (0,82)**
Instabilité (log)	1,4184 (0,55)**	0,4543 (0,02)**	1,2143 (0,58)***	0,3501 (0,02)**	1,2902 (0,02)**	0,2003 (0,01)*
log (Inst.) × log (Trst.)		-0,2895 (0,00)*		-0,1108 (0,00)**		-0,1217 (0,00)**
Prob > F ou Chi2	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)	(0,000)
R ²	0,36	0,35	0,42	0,38	0,42	0,39
Sargan/Hansen P. Value	(0,877)	(0,100)	(0,478)	(0,424)	(0,959)	(0,423)
Observations	145	145	145	145	145	145

*Note : ***, ** et * indiquent une significativité à 1%, 5% et 10%, respectivement. Les écart-types sont en parenthèse. Le test de Sargan/Hansen correspond au test de validité des instruments dont l'hypothèse nulle est la non validité des instruments.*

Afin de vérifier l'effet linéaire des envois de fonds et de l'inégalité de revenus sur la réduction de la pauvreté, nous estimons l'équation 3.6 sans nos variables d'intérêt (Colonne 1 et 4). Les résultats indiquent que les transferts de fonds contribuent à réduire la pauvreté tandis que l'inégalité de revenu l'accroît et ce quelle que soit l'indice de la pauvreté. Par ailleurs, comme nous l'avons montré dans la sous section 2.1.1, l'effet des transferts de fonds sur la pauvreté peut transiter à travers le revenu ou l'inégalité des revenus. Ainsi, lorsque nous n'incluons pas le niveau de revenu représenté par le PIB, nous constatons que le coefficient associé aux envois de fonds augmente (en valeur absolue) (Colonnes 2 et 5). Il varie de 0,4773 à 0,6579 pour l'incidence de la pauvreté et de 0,4994 à 0,7926 pour l'intensité de la pauvreté. Toutefois, il faut signaler que le niveau du revenu ainsi que la distribution de celui-ci peuvent être également influencés par les transferts de fonds. Dans ce cas, l'effet exercé par ces derniers sur la pauvreté peut être sous-estimé. Pour remédier à ce problème, le niveau du revenu et l'inégalité de celui-ci devraient être purgés de l'effet des transferts. Or, les données macroéconomiques ne permettent pas d'y procéder.

Puisque toutes les variables sont exprimées en log, les résultats peuvent être interprétés en termes d'élasticité. Ainsi, l'augmentation du 10% des transferts de fonds par rapport au PIB entraîne une baisse du ratio de la population pauvre vivant avec moins de 1,25 dollar par jour (incidence de la pauvreté) de 4,7% et réduit la distance qui sépare les pauvres de la ligne de pauvreté (intensité de la pauvreté) de 4,9%. Par ailleurs, pour vérifier notre hypothèse selon laquelle les envois de fonds amortissent les effets négatifs des chocs macroéconomiques sur la pauvreté, nous estimons cette fois notre équation de base (3.6) en conservant la variable d'instabilité ainsi que le terme d'interaction « transferts × instabilité des termes de l'échange ». Le tableau 3.6 présente les résultats de l'estimation sur les trois mesures de la pauvreté. D'après nos résultats, le coefficient associé à l'instabilité des termes de l'échange est positif (β_2) ce qui indique que l'instabilité accroît la pauvreté. En revanche, lorsqu'on intègre dans l'équation le terme d'interaction, le coefficient (β_3) est négatif et significatif ce qui suggère que l'effet négatif de l'instabilité est affaibli par la réception des transferts de fonds qui constituent un revenu supplémentaire. Ainsi, les transferts de fonds éviteraient à certaines couches de la population de basculer dans la pauvreté. Selon l'équation 3.7 et les résultats du colonne 8, pour une valeur moyenne de l'instabilité du terme de l'échange égale à 4,88¹⁴³, l'effet marginal des transferts sur la pauvreté vaut $-0,1805 + (-0,2895 \times 4,88) = -1,59$. De même, d'après l'équation 3.8, pour une valeur moyenne des

¹⁴³ Pour notre échantillon, la moyenne du niveau d'instabilité du terme de l'échange est 4,88 (en log).

transferts en log égale à -4,18, l'effet marginal de l'instabilité de l'échange sur la pauvreté est $0,4543+(-0,2895 \times -4,18) = 1,66$. Ainsi, ces résultats indiquent que lorsque les transferts de fonds augmentent au-delà d'un certain seuil, l'effet négatif de l'instabilité des termes de l'échange sur la pauvreté sera neutralisé (l'instabilité $< 0,62^{144}$) ou atténué (l'instabilité $> 0,62$) par les envois de fonds. Plus précisément, pour amortir l'effet négatif et indésirable de l'instabilité des termes de l'échange sur la pauvreté, les transferts de fonds doivent atteindre une valeur seuil de **4,80¹⁴⁵** % du PIB/H. Tandis que la moyenne des transferts de fonds pour notre échantillon est de 1,52 % du PIB/H, cela suggère que seuls quelques pays de notre échantillon tirent un effet indirect positif des transferts sur la pauvreté. Bien que l'Égypte, le Maroc, et la Tunisie aient respectivement un niveau¹⁴⁶ de transferts de 6,3%, 6,9% et 4,9% du PIB, il semble manifestement que ces pays retirent un effet positif indirect des transferts de fonds sur la pauvreté. En d'autres termes, pour ces pays, le montant des transferts reçus est manifestement suffisant pour neutraliser les effets des chocs.

A partir de données macroéconomiques relatives à un panel de 70 pays observés entre 1985 et 2010, l'objectif de cette section a été double. Le premier objectif a été d'examiner l'effet des transferts de fonds sur les inégalités des revenus. Le second a été de vérifier si les transferts de réduisent ou renforcent la pauvreté en cas de chocs externes. L'analyse théorique et empirique met en évidence la présence d'un effet non linéaire. En ce qui concerne les inégalités des revenus, l'analyse indique que les envois de fonds réduisent les inégalités de revenu lorsque le migrant est issu d'une couche de population défavorisée. Afin de d'identifier l'origine socioéconomique du migrant, nous avons utilisé le coût de la migration et la distance qui sépare les pays d'origine et les pays d'accueil et le revenu par habitant. Ce résultat est confirmé lorsqu'on tient compte des spécificités régionales. Pour les PSM, classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire dont le niveau de développement économique est proche de la moyenne du PIB de notre échantillon et pour lesquels les coûts de la migration sont relativement faibles par rapport à ceux de l'Afrique subsaharienne, les transferts de fonds ont tendance à réduire les inégalités de revenu.

Concernant l'impact des envois de fonds sur la pauvreté, notre objectif a été de tester si l'impact des transferts sur la pauvreté est amplifié ou renforcé en présence d'un choc exogène. Nous avons étudié l'impact direct et indirect des transferts de fonds des migrants sur

¹⁴⁴D'après l'équation 3.7, $\delta \text{Pov} / \delta \text{Rem} = 0 \Rightarrow -0,1805 + (-0,2895 \times \log(\text{Inst})) = 0 \Rightarrow \text{Inst} = 0,62$ (en log)

¹⁴⁵D'après l'équation 3.8, $\delta \text{Pov} / \delta \text{Inst} = 0 \Rightarrow 0,4543 + (-0,2895 \times \log(\text{Rem})) = 0 \Rightarrow \log(\text{Rem}) = 1,56 \Rightarrow \text{Rem} = 4,80$.

¹⁴⁶ Calculé sur l'ensemble de la période.

la pauvreté dans le pays d'origine. En contrôlant l'endogénéité des transferts de fonds par la méthode des Variables Instrumentales, nous avons montré qu'ils ont tendance à réduire la pauvreté. Par ailleurs, l'effet des transferts de fonds sur la pauvreté est plus important lorsque le pays d'origine subit des chocs macroéconomiques exogènes, émanant en particulier de l'instabilité du commerce extérieur. Cela témoigne aussi d'une capacité des transferts de fonds à atténuer les effets négatifs des chocs externes sur la pauvreté. Par conséquent, au niveau macroéconomique, cette étude confirme que les transferts de fonds ont bel et bien un rôle d'assurance pour les ménages récipiendaires.

Si les études sur l'effet des envois de fonds sur la pauvreté et les inégalités ont largement évolué et démontrent que cet effet est relativement positif, les avis restent partagés quant à leur effet sur la croissance économique. Selon la théorie de dépendance, les migrants ou les récipiendaires de fonds investissent rarement dans des projets productifs, ils auraient tendance à destiner les fonds reçus à la consommation ce qui pourrait être préjudiciable pour l'économie du pays d'origine notamment lorsque la demande est supérieure aux capacités de production du pays. Les transferts de fonds peuvent donc conduire à un effet de syndrome hollandais se manifestant par une appréciation du taux de change réel accompagné d'une allocation des ressources vers le secteur des biens non échangés au détriment du secteur des biens échangés. Par conséquent, selon les tenants de cette théorie, les pays devraient mettre en œuvre des mesures politiques pour canaliser ces transferts vers des projets productifs et rentables. D'ailleurs, Chami et al. (2005) réfutent l'idée selon laquelle les transferts de fonds jouent le même rôle que les investissements directs étrangers IDE. Toutefois, ces études ont été critiquées pour l'insuffisance de leur approche méthodologique (Özden et Schiff, 2006) car elles tendent à négliger certains canaux par lesquels les transferts de fonds peuvent affecter positivement la croissance économique. Ainsi, la section suivante se propose d'examiner cette relation en mettant l'accent sur le lien existant entre les transferts, le développement financier, la croissance économique et l'investissement lien qui est à notre connaissance insuffisamment traité par la littérature.

Section 3. Transferts de fonds, développement financier et croissance économique

Nous avons démontré dans la section précédente que les remises de fonds pouvaient, sous certaines conditions, réduire les disparités dans la distribution du revenu et éviter que certaines couches de la population ne sombrent dans la pauvreté monétaire. Ainsi, les transferts de fonds peuvent, via ces canaux notamment, stimuler la croissance économique.

Bien que certaines études mettent en évidence les différentes sources de la croissance telles que l'investissement en capital humain et physique (Solow, 1956 ; Mincer, 1958; Becker, 1964, 1974 ; Schultz, 1961), la recherche et développement (Romer, 1986), l'ouverture du compte capital (Honig, 2008), le développement financier (Klein et Olivei, 2008), peu d'études se sont intéressées aux transferts de fonds comme source de financement, c'est-à-dire comme un catalyseur de la croissance économique dans les pays receveurs. La littérature théorique et empirique traitant de l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique se concentre essentiellement sur leurs effets directs et aboutit à des résultats très mitigés. De ce point de vue, trois types de résultats s'affrontent. Selon les premiers, les envois de fonds peuvent stimuler la croissance économique à travers l'augmentation du revenu national disponible et, par conséquent, la demande globale (Jumah et Kunst, 2008). En revanche, pour les seconds, les transferts de fonds peuvent être nuisibles à la croissance économique. C'est le cas où ils affectent négativement la compétitivité du pays d'origine en provoquant l'appréciation du taux de change, lorsqu'ils génèrent des tensions inflationnistes ou lorsqu'ils produisent une demande supérieure à la capacité d'économie du pays d'origine (Rajan et Subramanian, 2005 ; Chami et al, 2003). En effet, ces études remettent en cause l'idée d'assimiler les transferts de fonds aux IDE et démontrent que les transferts ont un effet potentiellement nuisible sur la croissance économique à moyen et à long terme. Pour ces études, les transferts de fonds peuvent notamment aggraver le déficit extérieur, ce qui entraîne un déséquilibre de la balance commerciale et une perte de compétitivité (Kireyev, 2006 ; Lueth et Ruiz-Arranz, 2007). Enfin, la troisième catégorie de résultats avance l'idée de la neutralité des transferts. Selon ces études, les transferts de fonds sont des sources de revenus complémentaires souvent utilisées pour lisser la consommation des ménages. En d'autres

termes, les transferts d'argent n'ont aucun effet sur la croissance économique (Catrinescu et al, 2009 ; Chami et al, 2006, 2009 ; FMI, 2005).

La plupart de ces études s'intéressent à la relation directe entre les transferts d'argent et la croissance économique. Or, les remises de fonds peuvent, à court terme comme à long terme, influencer indirectement la croissance économique en agissant sur ses déterminants. Pour cela, il faut d'abord identifier les canaux par lesquels cet effet peut s'exercer. Ensuite, choisir la nature de l'effet à court terme ou à long terme. Enfin, pour isoler cet effet, l'estimation doit être effectuée dans un cadre approprié. A notre connaissance, très peu d'études antérieures ont procédé de cette manière pour évaluer l'effet des transferts de fonds sur la croissance économique. Dans notre travail, nous choisissons l'effet de court terme et nous nous concentrons sur son principal canal qui est l'investissement. Ainsi, l'objectif de cette section est d'abord d'identifier le lien entre les transferts de fonds et les déterminants de la croissance économique et de saisir à travers quels canaux les rémittances peuvent affecter la croissance économique dans les pays d'origine en utilisant un modèle de croissance endogène.

3.1. Transferts et croissance économique : canaux de transmission

Bien que ces dernières années la plupart des travaux aient tendance à mettre en perspective les effets potentiellement bénéfiques des rémittances sur le bien-être des communautés d'origine, leur effet sur la croissance économique suscite encore des débats de telle sorte que la nature de cet effet n'est pas encore clairement établie (Banque mondiale, 2006). En effet, les envois de fonds augmentent le revenu disponible dans les pays d'origine et peuvent réduire la pauvreté et les inégalités de revenus (section 2) ; toutefois, il n'est pas facile de démontrer que les envois de fonds peuvent contribuer à la croissance économique. De ce fait, il existe plusieurs canaux indirects par lesquels les remises de fonds affectent la croissance économique. Les transferts de fonds peuvent augmenter le revenu national disponible, l'épargne, l'investissement domestique et réduire la volatilité de la production et de la consommation. Toutefois, les remises de fonds peuvent aussi réduire la compétitivité d'un pays ou augmenter la désincitation au travail. Dans ce qui suit, nous présentons une liste

de quelques canaux indirects par lesquels les transferts de fonds peuvent affecter la croissance économique¹⁴⁷.

3.1.1. Transferts de fonds, pauvreté et croissance

Comme nous l'avons montré dans la première section du deuxième chapitre, les sommes envoyées par les migrants augmentent le revenu disponible, allègent les contraintes de crédits souvent présentes dans les pays en développement et peuvent favoriser l'épargne qui peut se transformer en investissements privés. En effet, un revenu disponible élevé permet à un ménage d'allouer une part plus importante du revenu aux dépenses de santé et d'éducation afin d'améliorer sa productivité et ses qualifications. Il lui permet par conséquent d'échapper à la pauvreté et d'améliorer son niveau de vie, deux phénomènes qui pourraient stimuler la croissance économique. Enfin, il existe des études théoriques et empiriques montrant que la cause et l'effet œuvrent dans les deux directions entre la croissance et la pauvreté.

Les effets positifs des envois de fonds sur la croissance économique peuvent émerger à travers un certain nombre de canaux dont la pauvreté. En effet, le lien entre la pauvreté et la croissance économique a fait l'objet de plusieurs travaux empiriques et théoriques admettant que la cause et l'effet fonctionnent aussi dans le sens inverse (ie, la réduction de la pauvreté peut contribuer à augmenter le taux de la croissance économique mais aussi pour que la pauvreté diminue, il faut de la croissance augmente). Ainsi, il existe d'autres canaux par lesquels la réduction de la pauvreté peut stimuler la croissance économique, dont l'investissement en capital humain (physique et éducatif), l'innovation et la mobilité.

D'un point de vue empirique, pour les pays d'Amérique latine, Perry et al. (2006) démontrent que la pauvreté persistante est un obstacle à la réalisation d'un taux de croissance plus élevé. Selon les auteurs, la pauvreté crée un cercle vicieux qui empêche les familles et les régions de contribuer à la croissance économique. Cependant, toute politique augmentant les revenus des pauvres, tel l'investissement dans l'enseignement primaire, les infrastructures rurales ou la santé, contribue à renforcer la capacité productive de l'économie dans son ensemble (Rodrik, 2000). Pour les Philippines, Tuano (2004, 2005) montre que l'élasticité de la croissance par rapport à la pauvreté régionale est de -0,7. En d'autres termes, toute augmentation de 1% de l'incidence de la pauvreté réduit le niveau du revenu régional par

¹⁴⁷ Nous présentons dans ce point les canaux que nous n'avons pas mentionnés dans la section 1 de ce chapitre.

habitant de 0,7%. Il en résulte que la pauvreté peut freiner la croissance économique et l'augmentation du revenu. Or, ce dernier n'est pas seulement primordial pour lisser la consommation et le financement de l'investissement via l'épargne, mais il est aussi important pour que les couches pauvres puissent profiter des opportunités offertes par l'ouverture sur l'extérieur, les nouvelles technologies de production et la diversification des marchés. Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) analysent l'impact des envois de fonds sur l'investissement et la croissance. Les auteurs montrent que l'impact des remittances sur l'investissement est plus important dans les pays disposant d'un système financier non développé. Selon cette étude, les transferts se substituent à un marché financier défaillant. Ainsi, en fournissant les services en matière de crédit et d'assurance, les transferts permettent d'allouer efficacement les ressources à des investissements productifs et favorisent ainsi l'accumulation du capital et la croissance.

Jusqu'ici, il a été démontré que la pauvreté pourrait freiner la croissance économique en réduisant les capacités d'une économie à accumuler les diverses formes de capital productif. Un autre lien d'ailleurs insuffisamment exploré a trait à la capacité d'un pays à innover, à améliorer sa productivité et l'efficacité des facteurs de production. En effet, la pauvreté peut ralentir l'innovation lorsque des investissements nécessaires à l'innovation ne sont pas réalisés. Par exemple, l'arrivée sur le marché domestique de nouveaux produits d'importation peut nécessiter des investissements en capital humain afin de comprendre la réglementation du marché et les normes des produits, ou tout simplement d'expérimenter différents plans d'activité pour atteindre un processus de production efficace. De même, les innovations les plus sophistiquées avec une valeur commerciale importante ne peuvent être réalisées que grâce à des investissements dans la recherche et développement, pour lesquels un minimum d'éducation est requis. Ainsi, une pauvreté élevée associée à un faible niveau de capital humain et physique peut être à l'origine d'un faible niveau d'innovation à l'échelon national. Par ailleurs, la pauvreté peut limiter fortement le nombre d'innovateurs potentiels, non pas que les membres de la communauté soient incompetents mais parce qu'elle entrave la réalisation des investissements nécessaires pour apporter des innovations économiques significatives (Fajnzylber et al., 2006).

Dans une étude empirique sur les moteurs et les déterminants de l'innovation et du progrès technique réalisée sur un échantillon de 70 pays entre 1994 et 2003, Klinger et Lederman (2006) mettent en perspective l'impact négatif de la pauvreté sur deux types d'innovation, à savoir l'introduction de nouveaux produits d'exportation et l'activité de brevet

dans un pays au fil du temps. Les auteurs trouvent que pour chaque augmentation de 1% du taux de pauvreté d'un pays, le nombre de brevets baisse de 0,06% et le nombre d'innovations à l'exportation baisse de 0,02%. Comme la valeur monétaire des exportations et des brevets peut être très élevée, les conséquences économiques de la pauvreté à travers le canal de l'« innovation » seraient fortement préjudiciables. En effet, les études empiriques insistent sur le fait que la pauvreté affecte l'innovation en agissant sur le nombre d'innovateurs potentiels dans un pays. En d'autres termes, la pauvreté réduit le nombre de personnes avec un capital humain et physique suffisant pour produire l'innovation ou les brevets.

Par ailleurs, comme le relèvent De Ferranti et al. (2000), les pays dont la pauvreté est élevée présentent souvent un risque économique et financier plus élevé. En effet, les pays à faible revenu dont l'accès aux financements externes est moins diversifié sont exposés à une grande volatilité des salaires et du chômage. Dans le même ordre d'idées, Hart (1981) montre que la pauvreté réduit considérablement la mobilité. Or, cette dernière est un indicateur d'efficacité d'une économie car elle est une preuve que les individus se déplacent d'une région à l'autre en réponse aux changements de l'offre et de la demande de travail. Pour l'auteur, les contraintes, notamment financières et institutionnelles, qui empêchent les individus de migrer vers d'autres régions plus prospères conduisent en fin de compte à une mauvaise allocation des ressources. En revanche, il faut signaler que le caractère imprévisible de la mobilité que ce soit au niveau géographique ou au niveau de la distribution des salaires, constitue un risque qui affecte négativement le bien-être. C'est la raison pour laquelle les sociétés développées ont créé des systèmes d'assurance sociale et d'autres mécanismes de transferts (sociaux) pour réduire le risque. Ainsi, Krebs¹⁴⁸ (2003) montre que la pauvreté a des effets négatifs sur la croissance. A cet égard, les transferts de fonds empêchent tout un pan de la population de basculer dans la précarité et dans la pauvreté. Ainsi, en atténuant l'effet des chocs externes, les transferts de fonds peuvent stimuler la croissance. Un autre déterminant de la croissance économique étroitement lié à la pauvreté est la volatilité de la consommation.

3.1.2. Transferts, volatilité de la consommation et croissance

Les récentes crises économiques et financières ont conduit les décideurs politiques et les économistes à réétudier les instruments assurant la stabilité économique. L'objectif recherché est d'éviter les fluctuations excessives de l'activité économique, les poussées d'inflation, la volatilité du taux de change et des cours financiers et la volatilité de la

¹⁴⁸ Voir également les travaux de Krebs et al. (2013) et Cunha et al. (2005).

consommation qui sont préjudiciables à la production. En particulier, l'instabilité de la consommation affecte non seulement l'équilibre macroéconomique mais a également des répercussions sur le bien-être des ménages en ayant des effets dommageables sur l'accumulation du capital humain et physique (Athahasoulis et Van Wincoop, 2000 ; Pallage et Robe, 2003).

La volatilité de la consommation est ainsi le résultat de plusieurs facteurs complexes dont le niveau dépend des caractéristiques financières, politiques et économiques du pays. Elle est le résultat des chocs économiques, des déterminants de l'élasticité du revenu du ménage par rapport aux chocs (système de gestion de risque) et des déterminants de l'élasticité de la consommation par rapport au revenu du ménage (système d'adaptation) (Wolf, 2004). Au niveau empirique, plusieurs études ont montré que les grandes économies caractérisées par une diversification de la production sont celles qui réussissent le mieux à faire face aux chocs sectoriels. Ces mêmes études montrent également qu'il existe une corrélation négative entre la taille d'une économie, son degré d'ouverture et les chocs macroéconomiques. Quant au développement du secteur financier, il est susceptible d'atténuer l'instabilité de la consommation à travers les possibilités de diversification qu'il offre. Par ailleurs, une politique budgétaire ciblée peut être utilisée comme un remède contre les chocs pour lisser la consommation. Toutefois, les grands déséquilibres budgétaires sont aussi un facteur d'instabilité de la consommation à cause de l'interconnexion entre le secteur public et le budget des ménages (Herrera et Vincent, 2008).

Par conséquent, lorsque nous consultons la littérature économique, nous sommes surpris de constater que les transferts ne sont pas présents dans la littérature expliquant l'instabilité de la consommation. De fait, comme nous l'avons démontré dans le premier chapitre, pour certains pays, les transferts de fonds ont un caractère contracyclique par rapport aux fluctuations du PIB. Ainsi, ils peuvent garantir une protection à la consommation des ménages contre les effets des chocs économiques (Chami et al., 2009 ; Bugamelli et Patterno, 2009 ; FMI, 2005 et la Banque Mondiale, 2006).

Les envois de fonds pourraient avoir un effet sur la consommation des ménages au travers de deux mécanismes. En premier lieu, les envois de fonds peuvent agir comme un mécanisme de gestion des risques. En effet, au Burkina Faso et au Ghana, les ménages recevant des envois de fonds sont en mesure de construire leur logement en béton plutôt qu'en boue comme le font les autres ménages ; ils seront de ce fait moins victimes des catastrophes

naturelles (Ebeke et Combes, 2011). En Ethiopie, en périodes de crise alimentaire, les ménages bénéficiaires des remises de fonds comptent davantage sur les réserves de trésorerie que sur la vente de leurs actifs productifs (Mohapatra et al. 2012). De ce point de vue, les envois de fonds se présentent comme un facteur de croissance économique. En contribuant au financement du système de protection, ils contribuent à augmenter les capacités de production à travers l'investissement et la consommation. En second lieu, les envois de fonds pourraient réduire l'instabilité de la consommation des ménages à risque. Une illustration de ce phénomène se trouve dans Mohapatra et al. (2012) qui montrent que le volume des envois de fonds augmente lorsque l'économie du pays bénéficiaire souffre d'une catastrophe naturelle. Ce constat rejoint celui de Yang (2008) qui démontre, à travers des données de panel, que les pays pauvres les plus exposés aux ouragans sont les plus receveurs de fonds de migrants et que les transferts de fonds permettent partiellement de faire face aux catastrophes naturelles. A l'inverse, Yang (2008) constate que les autres flux financiers privés tels que les prêts commerciaux, les IDE et les investissements de portefeuille diminuent fortement en période de crises et de catastrophes.

3.1.3. Transferts et investissement

Si les transferts de fonds augmentent l'investissement, ils pourraient affecter positivement la croissance économique. L'effet serait d'autant plus important s'ils allègent les contraintes financières auxquelles est confrontée la plupart des ménages des pays en développement (Woodruff et Zenteno, 2007). Du reste, lorsque le migrant effectue un transfert dans le but de réaliser un investissement, les sommes envoyées peuvent prendre la forme de capitaux déguisés. En d'autres termes, le migrant conserve la propriété de l'argent envoyé et le récipiendaire investit en son nom. Dans une étude analysant les flux monétaires de migrants reçus par 61 pays en développement entre 2002 et 2007, Vaaler (2011) montre que les transferts améliorent l'environnement des investissements et qu'en général, ils promeuvent l'accès au capital¹⁴⁹. Mis à part leurs effets sur le volume de l'investissement, les transferts de fonds peuvent augmenter d'une part la demande de monnaie suite à la réception des transferts et, d'autre part, réduire l'incertitude. Au niveau des statistiques, les envois de fonds peuvent améliorer certains indicateurs comme le ratio M2/PIB et, par conséquent, la profondeur du système bancaire (Aggarwal et al., 2011). L'effet des transferts de fonds sur

¹⁴⁹ L'étude de Vaaler (2011) montre aussi que les transferts de fonds contribuent à l'intégration du pays d'origine dans le commerce international. C'est la raison pour laquelle les transferts de fonds peuvent avoir des effets indirects sur la croissance économique.

l'investissement ne se limite pas à leurs effets directs (volume), ils affectent la croissance via l'accumulation du capital.

Il existe une multitude de canaux par lesquels les envois de fonds des migrants stimulent le taux d'accumulation du capital. Le canal le plus simple et le plus évident est que les envois de fonds financent directement l'accumulation du capital par rapport à ce qui aurait été observé si les transferts n'existaient pas. Sans les transferts, le pays d'origine devrait compter uniquement sur ses sources nationales de revenus pour financer les investissements. Au niveau microéconomique et dans un contexte de développement financier faible, les transferts de fonds peuvent réduire les contraintes financières d'un ménage et l'inciter à investir. En outre, l'effet des transferts sur le financement des investissements intérieurs ne s'exerce pas seulement à travers les sources supplémentaires de revenu que les transferts fournissent mais aussi en augmentant la solvabilité des investisseurs nationaux et en réduisant le coût du capital dans l'économie du pays d'origine. Un autre mécanisme par lequel les envois de fonds peuvent agir sur l'accumulation du capital national est à travers leurs effets de stabilisateur macroéconomique interne. Nous avons en effet démontré dans le premier chapitre que les transferts de fonds sont les flux financiers les moins volatils, ils peuvent donc réduire la prime de risque exigée par les entreprises afin de réaliser des investissements.

Selon la première section de ce chapitre, les transferts de fonds des migrants pourraient éventuellement engendrer des investissements supplémentaires sous la forme d'accumulation du capital humain et ce par le biais de dépenses dans le secteur de l'éducation et de la santé. Toutefois, l'effet sur la croissance dépend de la manière dont ce capital humain est utilisé et notamment des opportunités offertes sur le marché du travail domestique car le risque est aussi que cette main d'œuvre émigre.

Par ailleurs, il faut signaler que les transferts de fonds peuvent affecter la croissance économique à travers leur effet politique et cela via les trois canaux déjà mentionnés. En effet, comme les transferts représentent un revenu domestique totalement indépendant du processus de production nationale, ils peuvent rendre moins revendicatifs les receveurs de fonds sur les efforts exigés des pouvoirs publics en matière de développement des services publics et de transferts sociaux. Les coûts engendrés par une mauvaise performance macroéconomique interne sont souvent répercutés sur les migrants qui augmentent leurs transferts lorsque l'activité économique ralentit. Dans ce cas, les envois de fonds créent aussi un problème d'aléa moral pour le pays d'origine ; l'entrée massive de ces capitaux peut porter atteinte à la

bonne gouvernance interne avec des implications importantes pour la qualité de l'environnement politique qui peut avoir, à son tour, des effets néfastes sur l'accumulation du capital, sur la productivité totale des facteurs et sur la main d'œuvre. Abdih et al. (2012) montrent que les transferts de fonds ont un impact négatif sur la qualité des institutions dans les pays d'origine car ils élargissent l'assiette fiscale permettant au gouvernement de s'approprier davantage de ressources et de les redistribuer à la classe dirigeante.

Enfin, d'autres facteurs économiques, institutionnels et sociaux ont des effets sur l'ampleur des sommes transférées et, par conséquent, sur la croissance économique. Parmi ces facteurs figurent la taille de la population migrante, la durée du séjour dans les pays d'accueil, le revenu du migrant et celui de sa famille, la volatilité des taux de change, la liberté économique des pays d'origine, les frais de transferts et la probabilité d'un retour définitif. Ainsi, à partir de statistiques descriptives, Canas et al. (2007) démontrent que la baisse des coûts¹⁵⁰ de transferts d'argent et les nouvelles techniques de mesure¹⁵¹ adoptées par la Banque du Mexique expliquent une part importante de l'augmentation des transferts. Par contre, la taille de la population mexicaine migrante, le revenu et l'attachement au pays auraient une incidence moins importante dans la détermination du volume. Ainsi, les envois de fonds ont le potentiel d'augmenter indépendamment de la situation du pays d'origine si les coûts des transferts d'argent baissent.

La littérature que l'on vient de mentionner permet ainsi d'identifier de manière essentiellement théorique plusieurs canaux par le biais desquels les transferts de fonds affectent la croissance économique. La sous-section suivante 3.2 se concentre plutôt sur les travaux empiriques qui ont traité cette question.

3.2. L'effet des transferts sur la croissance : les enseignements de la littérature empirique

La littérature empirique relative aux effets macroéconomiques des rémittances sur la croissance économique, a abouti à différents résultats sans parvenir à un consensus. A titre illustratif, considérons le cas des Philippines qui a fait l'objet de plusieurs études donnant lieu à des résultats contradictoires. Pour Burgess et Kaksar (2005), les envois de fonds affectent

¹⁵⁰ De 50% depuis 2000.

¹⁵¹ La généralisation des cartes de crédit chez les familles des migrants et l'obligation des banques commerciales de déclarer mensuellement les transferts de fonds reçus.

négativement la croissance économique mesurée par le taux de croissance du PIB par habitant. Toutefois, Ang (2006) trouve au contraire un effet positif et significatif.

De même, pour un panel de pays d'Amérique centrale, Mundaca (2009) montre que les transferts de fonds exercent un effet positif sur la croissance économique. Pour l'auteur, l'effet s'intensifie lorsque le niveau de développement financier est pris en considération dans le modèle. En effet, Mundaca montre que toute augmentation de 10% des transferts en pourcentage du PIB contribue à augmenter le PIB par habitant de 3,49%. En revanche, lorsque l'auteur ignore cette variable, le PIB par habitant n'augmente qu'à hauteur de 3,18%. En revanche, Chami et al. (2005) démontrent qu'il existe au contraire une corrélation négative entre les transferts et la croissance économique. Les auteurs expliquent ce résultat par le fait que les transferts sont des flux contracycliques jouant le rôle de revenus compensatoires qui sont destinés à la consommation quotidienne plutôt qu'à l'investissement. Ainsi, leur impact sur la croissance économique serait négligeable voire insignifiant¹⁵².

Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) mènent une étude similaire à celle de Mundaca (2009) en intégrant le développement financier dans la liste des variables explicatives. En effet, considérant plusieurs indicateurs reflétant le niveau de développement tels que le ratio M2 par rapport au PIB et le ratio des crédits accordés au secteur privé par le secteur bancaire, les auteurs constatent que les transferts ont un impact positif et significatif sur la croissance dans les pays présentant un système financier non développé. Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) expliquent ce résultat par le fait que les rémittances agissent comme des substituts au secteur financier et fournissent en conséquence des crédits aux ménages privés porteurs de projets d'investissement. Cependant, l'effet devient négatif ou nul lorsque le pays d'origine dispose d'un système financier suffisamment développé. Selon les auteurs, cet effet peut être expliqué par l'omission de variables explicatives, par le problème d'aléa moral et surtout par l'effet décourageant des transferts de fonds sur l'offre de travail. Par ailleurs, Zieseimer (2006) produit des estimations suggérant que l'impact des transferts sur la croissance économique est plus visible dans les pays dont le revenu par habitant est faible (inférieur à 1200 \$US). En outre, l'auteur trouve que les envois de fonds représentent environ 2% du PIB par habitant et que le taux de croissance en présence des transferts est supérieur de 1,39% à celui sans transferts. Pour l'Égypte, Glytsos (2002) met en perspective une relation non monotone entre transferts et croissance. Les envois de fonds auraient eu un impact positif sur la croissance

¹⁵² Pour Lucas (2005), les conclusions de Chami et al. (2005) ne sont pas robustes car la méthodologie empirique mise en œuvre n'est pas adéquate pour ce genre d'estimation et remet en cause les instruments utilisés.

économique pendant les années soixante-dix et un effet négatif au cours les années quatre-vingt. L'auteur explique ce résultat par l'utilisation finale des transferts et les anticipations rationnelles des receveurs de fonds. En effet, il constate qu'au niveau de la consommation, les bénéficiaires sont fortement dépendants des transferts et que ces derniers sont susceptibles d'être investis dans l'achat de biens d'équipement si les anticipations futures des receveurs sont positives et les risques perçus faibles.

On peut noter toutefois que, jusqu'à une période récente, la plupart des études empiriques semblaient négliger d'autres canaux par lesquels les envois de fonds peuvent stimuler la croissance économique. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les envois de fonds peuvent augmenter le volume de l'épargne et agir ainsi sur l'investissement et la croissance économique. En effet, Adams Jr. (2003) montre que les envois de fonds internationaux ont un effet positif sur le taux d'épargne au Pakistan. La propension marginale à épargner relative aux envois de fonds internationaux est de 0,71 alors que la propension marginale à épargner sur les revenus locatifs n'est que de 0,085. En dépit du caractère incertain des fréquences d'envois, l'auteur montre que les ménages pakistanais recevant des fonds auraient tendance à épargner davantage pour l'avenir. Pourtant, comme le souligne Adams Jr. (2003) l'effet sur la croissance pourrait être amplifié si transferts étaient canalisés par le secteur bancaire. De même, les transferts peuvent stimuler la consommation et augmenter la demande globale de biens et services. Intuitivement, les rémittances peuvent stimuler les industries nationales et accroître leur production créant ainsi de l'emploi. L'effet n'est pas pourtant automatique car l'effet multiplicateur est d'autant plus important que la demande additionnelle est tournée vers les produits nationaux.

Au Kirghizistan, Aitymbetov (2006) constate que les rémittances affectent positivement la croissance économique car environ 10% des transferts sont investis. Dans ce sens, Woodruff (2006) met en évidence une relation positive entre les dépenses d'investissement et la croissance des micro-entreprises. Pour l'auteur, 5% des transferts reçus sont investis dans des micro-entreprises. Celles-ci peuvent être considérées comme une « locomotive de croissance » de long terme du fait qu'elles sont abondantes en main d'œuvre. Enfin, à partir des données macroéconomiques d'un panel de 24 pays d'Asie et du Pacifique, Imai, K. et al. (2014) réexaminent l'effet des transferts de fonds sur la croissance économique et sur la pauvreté ; ils trouvent que les transferts de fonds stimulent la croissance économique. Par contre, la volatilité de ces transferts et d'autres flux financier lui sont nuisibles.

Si la plupart des études s'intéressent à l'effet direct des envois de fonds sur la croissance économique, d'autres suivent une démarche différente qui consiste à explorer l'effet indirect des transferts sur la croissance. En effet, des études récentes intègrent dans les modèles de base des variables explicatives sous forme de termes d'interaction entre les rémittances et d'autres variables susceptibles de compléter l'effet direct des transferts sur la croissance économique. Dans ce sens, Fajnzylber et Lopez (2008) testent, pour les pays d'Amérique latine, l'effet des envois de fonds sur le taux de croissance en incluant dans le modèle un terme d'interaction entre les transferts et le capital humain, entre les transferts et les institutions politiques et entre les transferts et la profondeur du système financier. Les auteurs trouvent que le signe du coefficient associé aux envois de fonds est négatif tandis que celui du terme d'interaction devient positif lorsque le capital humain et les institutions sont introduits. En revanche, lorsque le modèle inclut les transferts de fonds en interaction avec la profondeur financière, le coefficient associé aux envois de fonds ainsi que celui du terme d'interaction restent négatifs. Ils en concluent que l'effet des envois de fonds sur la croissance économique dépend des caractéristiques du pays d'origine. En d'autres termes, l'accumulation du capital humain et le développement des institutions politiques renforcent l'effet positif des envois de fonds sur la croissance économique. Toutefois, les transferts de fonds sont jugés néfastes pour la croissance économique lorsque le pays d'origine manque d'institutions politiques développées ou de capital humain. A partir de ces résultats, Fajnzylber et Lopez (2008) concluent qu'un faible niveau de développement financier renforcerait l'effet des envois de fonds sur la croissance économique.

En outre, en utilisant des variables politiques et institutionnelles comme termes d'interaction avec les envois de fonds, Catrinescu et al. (2009) trouvent des résultats significatifs et positifs quant à l'effet des transferts sur la croissance économique. Toutefois, en utilisant des variables microéconomiques comme instruments pour contrecarrer l'endogénéité des transferts de fonds, Barajas et al. (2009) obtiennent des résultats non significatifs pour un large panel de 84 pays en développement. De même, d'autres études empiriques menées sur un petit nombre de pays mettent en évidence une corrélation non significative voire négative entre les transferts de fonds et la croissance économique. C'est le cas de l'étude de Le (2009) qui constate un impact négatif des envois de fonds sur la croissance. Enfin, à partir d'estimations semi-paramétrique utilisant des moyennes calculées sur une période de quatre ans pour 24 pays, Ruiz et al. (2009) montrent que les transferts ont un effet négatif sur la croissance. Les différences dans les résultats de ces études peuvent être

expliquées par les méthodes utilisées, les instruments employés pour contourner le problème d'endogénéité de certaines variables explicative et/ou par le choix de l'échantillon.

3.3. Transferts de fonds et croissance économique : une analyse empirique

La littérature théorique et empirique a largement traité l'effet direct des envois de fonds sur la croissance économique sans parvenir à trancher sur le signe de cet effet. Sur ce point, nous n'alimenterons pas ce débat car notre étude empirique sera focalisée sur l'effet indirect des rémittances sur la croissance économique qui reste une thématique encore insuffisamment exploitée. Par ailleurs, nous nous limitons au court terme et nous proposons deux approches empiriques. La première a pour objectif d'évaluer l'effet indirect et conditionnel des transferts sur la croissance économique. En d'autres termes, elle consiste à déterminer le rôle du développement financier en tant que canal à travers lequel les transferts de fonds pourraient stimuler la croissance économique. Quant à la seconde approche, elle cherche à évaluer l'effet des transferts sur les déterminants de la croissance économique ; en nous basant sur l'approche de l'école de la synthèse, nous testons l'effet direct et indirect des envois de fonds sur l'investissement considéré comme le principal déterminant de la croissance économique.

3.3.1. Approche économétrique : spécification des modèles et approche méthodologique

3.3.1.1. Modèles économétriques

Pour étudier l'effet indirect et conditionnel des transferts, nous nous sommes basé sur une version étendue du modèle de croissance de Barro (1996) et sur le modèle de Giuliano et Ruiz-Arranz (2009), Ahmada et Coulibaly (2011), Bettin et Zazzaro (2011), Combe et Ebeke (2011) et Imai, K. et al. (2014). Ainsi, notre modèle peut être formulé de la manière suivante :

Équation 3.9

$$GDP_{it} = \alpha_0 + \alpha_1 IGDP_{it-1} + \beta_1 Rem_{it} + \delta DevFin_{it} + \beta_2 [Rem \times DevFin]_{it} + \sum_{j=1}^N \psi_j X_{jit} + \eta_i + \varepsilon_{it}$$

Où GDP_{it} est le taux de croissance du PIB par habitant du pays i à l'instant t tandis que $IGDP_{it-1}$, Rem et $DevFin$ sont respectivement le PIB par habitant initial, les transferts de fonds

en pourcentage du PIB et le développement financier du pays d'origine. En nous inspirant de Levine, Loayaza et Beck (2000) et de Beck, Demirguc-kunt, et Levine (2006), la variable liée au développement financier est mesurée par deux indicateurs : le ratio des réserves liquides bancaires par rapport aux actifs bancaires qui est lié au développement du marché des capitaux (qui sera désigné par *développement financier 1* ou *DF1*) et le ratio des crédits domestiques accordés au secteur privé par rapport au PIB (qui sera désigné par *développement financier 2* ou *DF2*) qui mesure le développement du secteur bancaire relativement au PIB. Enfin, η et ε sont respectivement l'effet spécifique à chaque pays et l'effet aléatoire.

La matrice des variables¹⁵³ de contrôle (X_{jit}) contient les mêmes variables qui sont utilisées dans l'étude de Giuliano et Ruiz-Arranz, (2009) notamment l'ouverture commerciale, la capital humain, l'investissement et les dépenses gouvernementales. En outre, comme le suggère la théorie néoclassique de la croissance, nous contrôlons d'abord notre modèle par le niveau initial du PIB par habitant ce qui permet de tester l'hypothèse de convergence selon laquelle les pays pauvres ont un taux de croissance plus élevé que les pays riches (Barro, 1991). Ensuite, nous contrôlons notre modèle par les déterminants standard de la croissance économique. Parmi eux figurent le taux d'investissement, mesuré par la formation brute du capital fixe (FBCF) par rapport au PIB qui est censé avoir un effet positif sur la croissance économique. De même, nous incorporons dans le modèle le taux de croissance de la population qui, selon Solow (1956), affecte négativement le capital par habitant et diminue donc la production et le revenu par habitant. Par ailleurs, nous contrôlons notre modèle par le capital humain¹⁵⁴, les dépenses du gouvernement¹⁵⁵ et l'ouverture commerciale¹⁵⁶. En effet, selon la théorie de la croissance endogène, le capital humain devrait accélérer la croissance économique (Romer, 1986). De même, les dépenses du gouvernement (Barro, 1991 ; Harrera et Vincent, 2008) et l'ouverture commerciale peuvent stimuler les performances économiques (Rivera-Batiz et Romer, 1991 ; Barro, 1991 ; Baldwin, 2003).

Comme dans l'étude précédente relative à l'effet des transferts sur l'inégalité et la pauvreté, l'équation 3.10 nous permet de vérifier si les transferts de fonds affectent différemment la croissance économique dans les pays connaissant un haut développement financier par rapport à ceux dont le développement financier est moindre. En d'autres termes,

¹⁵³ Les statistiques descriptives, la définition des variables et la source de données sont présentés dans l'annexe 3.10.

¹⁵⁴ Il est mesuré par le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire.

¹⁵⁵ Il est défini par les dépenses de l'administration centrale par rapport au PIB.

¹⁵⁶ Il est mesuré par la somme des exportations et des importations rapportée au PIB.

l'équation permet d'évaluer l'effet marginal des transferts sur la croissance d'une part et via le développement financier d'autre part. Ainsi, la sensibilité de la croissance économique aux transferts est mesurée ϖ .

Équation 3.10

$$\varpi = \frac{\partial GDP}{\partial REM} = \beta_1 + \beta_2 DevFin$$

Ainsi, ce sont donc les coefficients β_1 et β_2 qui retiennent particulièrement notre attention. Lorsque $\beta_2 < 0$, les transferts de fonds stimulent plus la croissance économique dans les pays caractérisés par un système financier peu développé. Dans ce cas, les transferts de fonds se substituent au système financier. En revanche, lorsque $\beta_2 > 0$, le système financier et les transferts sont complémentaires ; le bon fonctionnement du système financier renforcerait l'impact des transferts de fonds sur la croissance.

Par ailleurs, d'après l'équation 3.10, il est possible de déduire le seuil du développement financier à partir duquel les transferts de fonds peuvent accélérer la croissance économique. Ainsi, l'effet positif des transferts sur la croissance économique est observé lorsque $\varpi > 0$, ce qui implique que $\beta_1 + \beta_2 DevFin > 0$. De ce fait, le seuil du développement financier à partir duquel l'effet marginal est nul donné par l'équation 3.11.

Équation 3.11

$$DevFin > \left(-\frac{\beta_1}{\beta_2} \right)$$

Enfin, compte de l'équation 3.10, nous pouvons également calculer l'effet global des transferts de fonds sur la croissance économique (ϑ) :

Équation 3.12

$$\vartheta = (\beta_1 + \beta_2 \times DevFin) \times Rem$$

3.3.1.2. Echantillon

Bien que nos pays d'intérêt soient les pays du Sud de la Méditerranée, l'étude est menée sur un échantillon élargi de 23 pays¹⁵⁷ de toutes zones géographiques confondues afin d'augmenter le nombre de pays et éviter les problèmes liés à une estimation menée à partir d'un nombre trop faible d'observations. Ces observations sont une moyenne calculée sur trois

¹⁵⁷ Notre échantillon se compose des pays suivants : l'Algérie, le Bangladesh, le Brésil, la Chine, la Colombie, l'Equateur, l'Egypte, le Gabon, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya, le Mexique, la Malaisie, le Mexique, le Maroc, le Nigéria, le Pakistan, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la Roumanie, le Sri Lanka, la Tunisie et la Turquie.

années (l'année d'enregistrement des transferts et les deux années précédentes). Comme l'indiquent Ziesemer (2012), Loayza et al. (2000) et Attanasio et al. (2000), l'utilisation d'une moyenne de trois années ou plus permet d'éviter les effets des cycles économiques de certaines variables explicatives et le problème de la multicollinéarité des variables. Les données macroéconomiques proviennent de la base de données du FMI et de la Banque Mondiale. La période d'étude retenue pour notre échantillon s'étend de 1985 à 2011. Ce choix tient d'une part à la disponibilité des données ne nous permet pas d'élargir la période d'étude, et d'autre part à la nécessité de disposer d'un panel cylindré. Enfin, cette période englobe des crises financières susceptibles d'affecter les envois de fonds et constitue de fait une période dont l'analyse est intéressante.

3.3.1.3. Difficultés méthodologiques

D'après l'équation 3.10, nous sommes en présence d'un panel dynamique, car la variable dépendante retardée figure parmi les variables explicatives. La structure de l'équation est très importante pour obtenir des estimateurs efficaces des paramètres tout en supposant que les coefficients de la variable dépendante retardée n'ont pas d'effet direct (Bond, 2002). Dans ce cas, la méthode standard d'estimation est la méthode des moments généralisés (GMM)¹⁵⁸ en panel dynamique développée par Arellano et Bond (1991), Arellano et Bover (1995) et Blundell et Bond (1998).

L'avantage d'une estimation par GMM, à la différence des méthodes classiques (MCO) est qu'elle permet d'obtenir des estimateurs efficaces des paramètres du modèle (Kpodar, 2005). La méthode GMM permet également de contrôler les effets spécifiques individuels et d'apporter des solutions aux problèmes d'endogénéité causés notamment par les erreurs de mesure, la simultanéité de certains régresseurs, la causalité inverse et l'omission de certaines variables (Guillaumont et Kpodar, 2006).

La méthode d'estimation par GMM¹⁵⁹ en panel dynamique fournit deux types d'estimateurs : un estimateur GMM en différence première et un estimateur GMM en système. Le premier, développé par Arellano et Bond (1991), consiste pour chaque période, à calculer la différence première du modèle afin d'éliminer les effets spécifiques des pays puis à instrumenter les variables explicatives du modèle en différence par leurs valeurs retardées

¹⁵⁸ General Method of Moment.

¹⁵⁹ L'idée fondamentale de la méthode des moments généralisés GMM revient aux travaux de Hansen (1982) mais le concept remonte aux travaux de Sargan (1958).

d'au moins une période. Le second estimateur développé par Bond et Blundell (1998) consiste à intégrer les équations en différence première à celles en niveau. Pour cette dernière, les instruments sont les variables explicatives retardées d'une période. En comparant les résultats des deux estimateurs à l'aide de simulations de Monte Carlo, Bond et Blundell (1998) ont montré que l'estimateur GMM en système est plus performant que celui en différence première. En effet, l'estimateur en différence première donne des résultats biaisés lorsque la taille de l'échantillon est réduite ou lorsque les instruments sont faibles. La robustesse de l'estimateur GMM en système est basée sur la validité du test de Sargan/Hansen de validité des instruments¹⁶⁰ et le test d'autocorrélation¹⁶¹ d'Arellano et Bond (1991).

Par ailleurs, le choix des instruments (variables retardées) est étroitement lié à la forme de la variable explicative. En effet, lorsque nous sommes en présence de variables exogènes, ce sont généralement les valeurs courantes des variables qui sont utilisées comme instruments. Toutefois, dans le cas des variables prédéterminées ou faiblement exogènes, les instruments utilisés sont leurs valeurs retardées d'au moins une période. Enfin, pour les variables endogènes, seules les valeurs retardées d'au moins deux périodes peuvent être employées comme instruments valides (Zieseimer, 2012 et Beji, 2009).

3.3.1.3. Tests économétriques

A l'instar des études précédentes, plusieurs tests usuels ont été menés sur les variables explicatives de cette équation. Il s'agit des tests de stationnarité, de colinéarité, de causalité et d'endogénéité. Etant donné que la méthode d'estimation est la méthode GMM en système, les instruments utilisés sont uniquement les valeurs retardées des variables explicatives endogènes (Imai et al., 2014 ; Bettin et Zazzaro, 2011). Ainsi, le test d'endogénéité¹⁶² montre que seules les variables *investissement* et *démographie* sont endogènes. En revanche, d'après la structure du modèle d'une part et les erreurs de mesures et la causalité inverse d'autre part, nous pouvons avoir des doutes sur l'exogénéité stricte des transferts de fonds. En effet, comme nous l'avons montré dans la section 3 du premier chapitre un ralentissement de la croissance peut être à l'origine d'un flux important de transferts de fonds si le migrant cherche à compenser le manque ou la diminution du revenu de sa famille (migrant altruiste). Ces variables (investissement, démographie et transferts de fonds) seront instrumentées par

¹⁶⁰ H_0 = Les instruments sont valides, c'est à dire non corrélés avec les erreurs.

¹⁶¹ H_0 = Absence de corrélation des erreurs d'ordre 1.

¹⁶² Test de Nakamura et Nakamura (1998).

leur valeur retardée d'au moins une période. Par ailleurs, en ce qui concerne les tests de stationnarité, les résultats montrent que toutes les variables sont stationnaires¹⁶³ (les résultats sont reportés en annexe 3.9). Enfin, dans le cas d'un estimateur GMM en panel dynamique, deux autres tests sont à mener. Il s'agit du test de suridentification de Sargan/Hansen qui permet de valider le nombre de retards utilisés comme instruments et le test d'autocorrélation des erreurs de premier ordre de l'équation en niveau. Les résultats de ces deux tests sont reportés dans le tableau d'estimation (tableau 3.7). Selon Arellano et Bond (1991), l'hypothèse d'absence d'autocorrélation des erreurs ne sera pas rejetée lorsque la p-value dépasse 10%. Pour le test de validité des instruments, l'hypothèse nulle (les instruments sont valides) ne sera pas rejetée lorsque la p-value dépasse 10%.

3.3.2. Présentation des résultats et discussions

Les estimations¹⁶⁴ de l'équation 3.10 ont été effectuées par la méthode GMM en système et les résultats sont reportés dans le tableau 3.7.

Les résultats de l'équation 3.10 indiquent la présence d'un processus de convergence et une corrélation positive entre l'investissement et la croissance économique. Cependant, le taux de croissance de la population, l'ouverture commerciale et les dépenses du gouvernement semblent affecter négativement le taux de croissance (Jongwanich, 2007 ; Acosta et al., 2008). Enfin, l'effet du capital humain est non significatif bien que le coefficient change de signe d'une spécification à l'autre.

Les coefficients qui nous intéressent dans ces estimations sont ceux qui sont relatifs au développement financier, aux transferts de fonds ainsi qu'à l'interaction entre ces deux variables. La lecture de ces résultats nous révèle que le développement financier a une incidence positive sur développement économique du pays d'origine, et ce pour les deux indicateurs du développement financier que nous avons retenus : le ratio des crédits domestiques accordés au secteur privé par rapport au PIB (développement financier 1) d'une part et le ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire par rapport au PIB (développement financier 2) d'autre part (colonnes 2 et 3). Par ailleurs, l'effet direct des transferts de fonds n'est pas significatif si l'on introduit les transferts de manière additive. Ces résultats ne rejoignent pas les récentes études microéconomiques où il est démontré que les

¹⁶³ Pour l'ensemble des variables, nous avons utilisé les tests de première et de deuxième génération de Im, Pesaran et Shin (1997) et Pesaran (2007).

¹⁶⁴ Les estimations ont été effectuées à l'aide du Logiciel StataSE.12

envois de fonds ont un effet significatif sur la consommation, l'investissement et sur l'amélioration de l'état de santé de la population. En revanche, dès lors que l'on conditionne les transferts par le niveau de développement financier, l'effet devient négatif et significatif suggérant que le développement financier renforce l'effet (caché) des envois de fonds sur la croissance économique.

Tableau 3.7. Effet indirect des transferts de fonds sur la croissance économique (canal développement financier)

Variables indépendantes	Variable dépendante : Taux de croissance du PIB/habitant					
	<i>GMM en système</i>					
	1	2	3	4	5	6
PIB/habitant (-1) (log)	-0,7950 (0,07)***	-0,8843 (0,10)***	-0,8391 (0,09)***	-0,9093 (0,09)***	-0,7492 (0,11)***	-0,7986 (0,07)***
Investissement (log)	0,5181 (0,21)**	0,4157 (0,24)*	0,6284 (0,24)**	1,0927 (0,41)**	0,8248 (0,32)**	0,5976 (0,20)***
Capital humain (log)	0,1625 (0,19)	0,0029 (0,16)	0,0380 (0,23)	-0,1348 (0,47)	0,0229 (0,31)	0,1298 (0,19)
Dépenses gouvernementales (log)	-0,5890 (0,18)**	-0,5583 (0,20)**	-0,5027 (0,20)**	-1,0023 (0,41)**	-0,1531 (0,29)	-0,5398 (0,18)***
Démographie (log)	-0,2962 (0,09)***	-0,3720 (0,10)***	-0,3438 (0,10)***	-0,2633 (0,24)	-0,1231 (0,12)	-0,2846 (0,09)***
Ouverture (log)	-0,2415 (0,13)	-0,0975 (0,14)*	-0,1958 (0,15)	-0,6507 (0,31)**	-0,1628 (0,20)	-0,2132 (0,13)*
<i>Développement financier 1 (log)</i>		0,2623 (0,11)**		0,2947 (0,23)*		
<i>Développement financier 2 (log)</i>			0,1830 (0,09)**		0,2424 (0,14)*	
Transferts (log)	-0,0688 (0,04)	-0,0339 (0,04)	0,0694 (0,04)	-0,7203 (0,03)**	-0,4352 (0,18)**	
Transferts (log) × développement financier 1 (log)				0,2215 (0,10)**		
Transferts (log) × développement financier 2 (log)					0,1873 (0,01)**	
Nombre d'observations	161	161	160	161	160	161
Nombre de pays	23	23	23	23	23	23
AR (1)	(0,000)	(0,001)	(0,000)	(0,001)	(0,001)	(0,000)
AR (2)	(0,342)	(0,331)	(0,539)	(0,198)	(0,761)	(0,313)
Hansen (p-value)	(0,394)	(0,144)	(0,136)	(0,487)	(0,368)	(0,263)

*Note : ***, **, * indiquent une significativité à 1%, 5% et 10%, respectivement. Les écarts-types sont entre parenthèses. Développement financier 1 : ratio des crédits domestiques accordés au secteur privé par rapport au PIB ; Développement financier 2 : ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire par rapport au PIB ; Démographie : le taux de croissance de la population.*

Intéressons-nous à l'effet global des transferts de fonds sur la croissance économique : les envois de fonds sont supposés agir directement sur la croissance économique par le biais du coefficient β_1 (Cf. Eq. 3.10 page 222) et d'une manière indirecte et conditionnée par le niveau du développement financier via le coefficient β_2 (Cf. Eq. 3.10. page 222). En ce sens, les résultats des colonnes 4 et 5 montrent que les coefficients β_1 et β_2 sont respectivement

négatif et positif et, conformément à nos hypothèses, les envois de fonds semblent agir comme un complément et non comme un substitut au système financier. Autrement dit, pour les pays de notre échantillon, un système financier suffisamment développé conduirait les envois de fonds à stimuler davantage la croissance économique.

Ces résultats rejoignent les conclusions de Bettin et Zazzaro (2011) et Nyamongo et al. (2012) qui montrent que les transferts de fonds et le système financier sont des compléments. En revanche, ils ne rejoignent pas les conclusions de Barajas et al. (2009) et Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) pour qui les transferts fonctionnent comme un substitut au système financier. Par rapport à cette dernière étude, la différence dans les conclusions peut s'expliquer par le choix du proxy du développement financier¹⁶⁵, le choix de l'échantillon¹⁶⁶ et la démarche utilisée¹⁶⁷. A partir de ces résultats, et en retenant le ratio des crédits domestiques alloués par le secteur bancaire par rapport au PIB (*développement financier 2*) comme indicateur de développement financier, le seuil de développement financier à partir duquel les transferts de fonds ont un effet positif sur la croissance économique est 10,17¹⁶⁸. La figure 3.1 confronte ce seuil avec le niveau de développement financier 2 dans les PSM et pour l'ensemble de l'échantillon.

A partir de cette figure, nous remarquons que notre échantillon se subdivise en deux sous-échantillons¹⁶⁹ : le premier regroupe les pays dont le ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire par rapport au PIB est supérieur à 2,32, et le second comporte les pays dont le niveau de développement est supérieur à ce seuil. Ainsi, nous nous attendons à ce que les transferts n'aient un effet positif que pour les pays dont le ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire par rapport au PIB est supérieur à 2,32, ce qui n'est pas le cas des pays du Sud de la Méditerranée

¹⁶⁵ Barajas et al. (2009) utilisent la variable M2/PIB pour mesurer le niveau du développement financier.

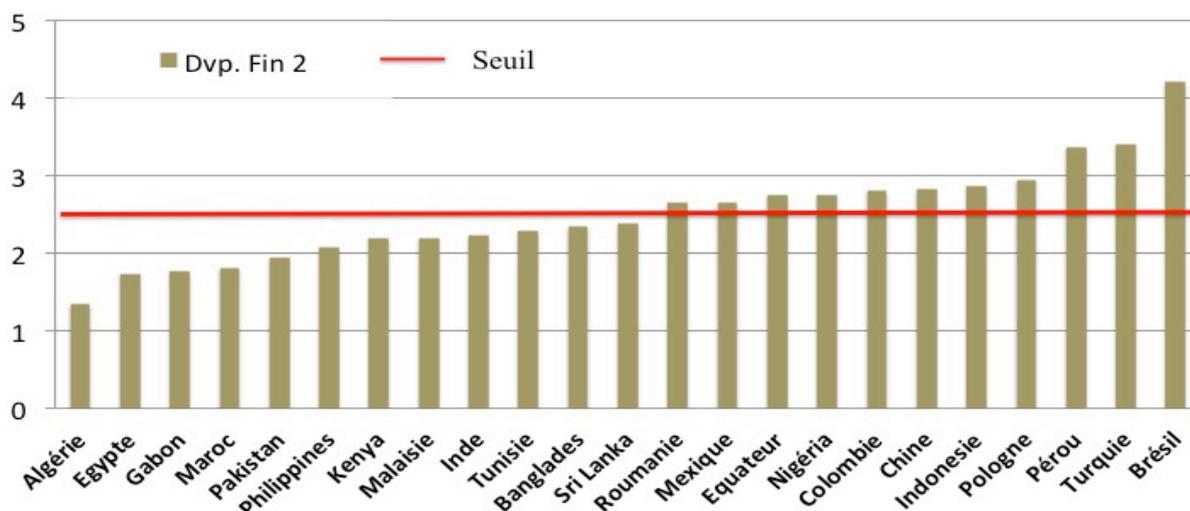
¹⁶⁶ Dans l'étude de Giuliano et Ruiz-Arranz (2009), les années d'observation ne sont pas les mêmes pour l'ensemble de l'échantillon.

¹⁶⁷ Barajas et al. (2009) ne prennent pas en considération le caractère dynamique du modèle puisqu'ils utilisent la méthode des VI à effets fixes.

¹⁶⁸ $-\beta_1/\beta_2 = -(-0,4352/0,1873) = 2,32$ (en log) $\Rightarrow \exp(2,32) = 10,17$.

¹⁶⁹ L'analyse reste la même si nous prenons le seuil du développement financier en niveau.

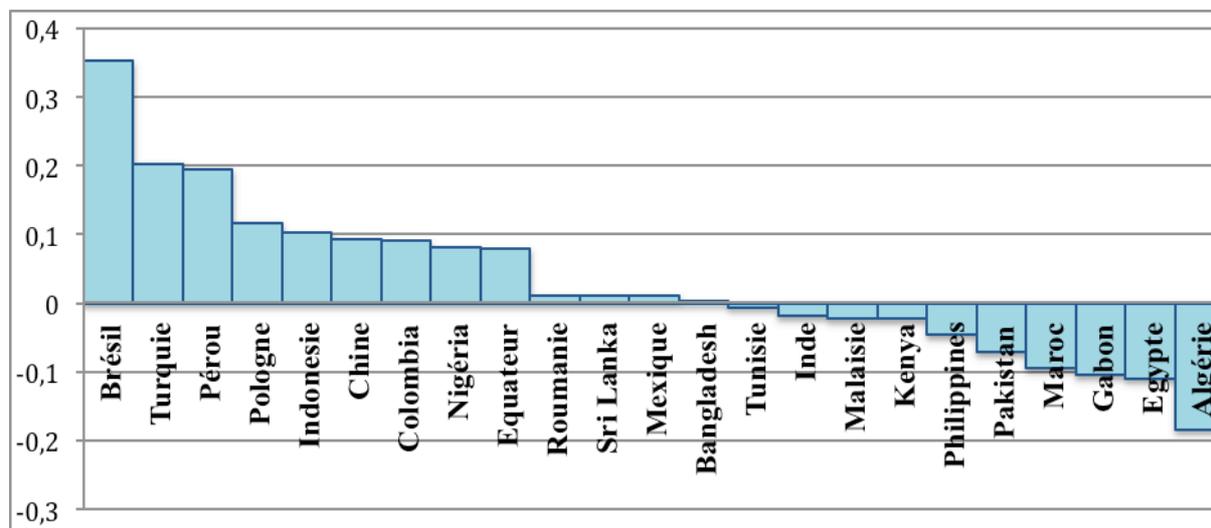
Figure 3.1. Seuil et moyenne de l'indicateur du niveau développement financier par pays (valeurs en log)



Source : Elaboré par l'auteur

La figure 3.2 présentent, pour différents pays l'effet marginal total des transferts de fonds sur la croissance économique. Il faut signaler que cet effet prend en considération l'effet direct (β_1) et l'effet indirect via le développement financier (β_2).

Figure 3.2. L'effet marginal total (θ) des transferts de fonds sur la croissance économique



Source : Calcul de l'auteur

Ainsi, la figure 3.2 indique l'effet marginal total des transferts sur la croissance économique pour chaque pays à partir de la moyenne de l'indicateur de développement financier 2 sur la totalité de la période. Ainsi, l'élasticité de la croissance économique par

rapport aux transferts de fonds varie de +0,35 pour le Brésil à -0,18 pour l'Algérie. Pour les pays du Sud de la Méditerranée aucun pays n'enregistre un effet positif des transferts de fonds sur la croissance économique (la Tunisie enregistre un effet marginal de -0,0060). Ce résultat est conforme aux conclusions du chapitre précédent qui montrent que les migrants issus de ces pays sont plutôt altruistes et que les sommes envoyées sont généralement destinées à la consommation. Par ailleurs, le Sri Lanka et le Bangladesh font exception. Pour ces pays, les transferts de fonds affectent positivement la croissance économique bien que le ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire par rapport au PIB soit inférieur au minimum requis. Ces résultats suggèrent que l'effet positif passe par le biais d'autres canaux que le développement financier.

Afin de mieux illustrer cet effet, nous cherchons à présent à évaluer les effets directs et indirects des transferts de fonds sur les déterminants de la croissance. D'après le tableau 3.7, les résultats suggèrent que le canal par lequel les transferts peuvent agir sur la croissance est a priori l'investissement¹⁷⁰ ; le coefficient associé à l'investissement est le seul à être significatif et positif dans les quatre spécifications. Pour vérifier la validité de ce canal de transmission de l'impact des transferts sur la croissance, nous estimons le modèle 3.9 en écartant les transferts de fonds des variables explicatives. Si l'investissement canalise l'effet des transferts de fonds vers la croissance, son coefficient devrait enregistrer une augmentation significative. Les résultats de ce modèle sont rapportés dans la colonne 6 du tableau 3.7 et montrent que le coefficient associé à l'investissement enregistre une augmentation significative (il est passé de 0,5181 à 0,5976). Ces résultats démontrent alors le rôle joué par l'investissement en tant que canal de transmission de l'impact des transferts sur la croissance. Pour confirmer cette conclusion, nous spécifions une seconde relation modélisant les déterminants de l'investissement. Cette spécification prend en compte non seulement le niveau de développement financier mais aussi la qualité des institutions politiques. Celle-ci est une variable déterminante pour établir la nature de la relation entre finance et croissance (Demetriade et Law, 2004). Nous estimons ainsi la fonction d'investissement suivante :

¹⁷⁰ Cette deuxième étude permet également d'infirmer ou de confirmer que l'investissement est le canal par lequel les transferts de fonds stimulent la croissance dans les PSM.

Équation 3.13

$$\begin{aligned}
 Inv_{it} = & \alpha_0 + \alpha_1 Inv_{it-1} + \beta_1 Rem_{it} + \delta_1 DevFin_{it} + \beta_2 [Rem \times DevFin]_{it} \\
 & + \delta_2 Inst_{it} + \beta_3 [Rem \times Inst]_{it} \\
 & + \sum_{j=1}^N \psi_j X_{jit} + \eta_i + \varepsilon_{it}
 \end{aligned}$$

Modèle dans lequel Inv et Inv_{t-1} représentent respectivement l'investissement rapporté au PIB qui est mesuré par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) rapportée au PIB et le niveau d'investissement initial. Rem , $DevFin$ et $Inst$ sont respectivement les transferts de fonds en pourcentage du PIB, le développement financier et la qualité institutionnelle et politique du pays d'origine. L'indicateur de développement financier correspond au ratio des crédits domestiques distribués par le secteur bancaire par rapport au PIB (développement financier 2)¹⁷¹. Par ailleurs, la qualité institutionnelle et réglementaire est évaluée à partir d'un indicateur que nous appelons « qualité institutionnelle¹⁷² » prenant en considération la stabilité politique, l'efficacité du gouvernement et le niveau de corruption. Enfin, η et ε sont respectivement l'effet spécifique à chaque pays et l'effet aléatoire.

Par ailleurs, la matrice X_{jit} regroupe les principaux déterminants de l'investissement et inclut le taux de croissance du PIB¹⁷³ par habitant (selon le principe de l'accélérateur de l'investissement, le PIB est corrélé positivement avec la variation de la demande), le niveau de développement du système financier qui pourrait exercer un effet positif sur l'investissement notamment en facilitant les opérations de financement) et l'inflation afin de capturer l'effet de l'instabilité macroéconomique. Cette dernière est supposée affecter négativement le taux d'investissement. Enfin, pour prendre en considération l'effet des importations et des exportations, nous intégrons l'ouverture commerciale qui, a priori, doit stimuler l'investissement. Du reste, l'échantillon, la méthode employée et les tests économétriques seront les mêmes que pour l'étude précédente.

Tout comme pour l'équation 3.10, l'endogénéité de la variable transferts de fonds persiste bien que les tests standard ne le révèlent pas. En effet, lorsque nous examinons de

¹⁷¹Des résultats comparables ont été obtenus en utilisant l'indicateur développement financier 1 : le ratio des crédits domestiques accordés au secteur privé par rapport au PIB.

¹⁷²Cet indicateur est construit par nos soins en agrégeant deux sous indicateurs relatifs à la stabilité politique et aux conditions socioéconomiques. L'indicateur se présente sous la forme de scores (0 à 10). Il prend également en considération le risque de changement soudain et violent du gouvernement et sa capacité à mettre en œuvre de bonnes politiques ainsi que le respect des droits fondamentaux. La méthode de calcul est exposée dans l'annexe 3.10.3.

¹⁷³ Nous trouvés les mêmes résultats le PIB/habitant en niveau.

près la relation entre les transferts de fonds et l'investissement, il est commun d'admettre qu'une augmentation des investissements dans les pays d'origine puisse conduire à une augmentation dans les envois de fonds (les migrants envoient plus d'argent pour financer les opportunités d'investissement). La méthode GMM corrige ce biais et le tableau 3.8 présente les résultats des estimations des effets de transferts sur l'investissement.

Tableau 3.8. Effet des transferts de fonds sur l'investissement

Variables indépendantes	Variable dépendante : Investissement (FBCF/PIB)			
	6	7	8	9
Investissement (-1) (log)	-0,1630 (0,05)***	-0,0865 (0,04)**	-0,1495 (0,05)***	-0,1353 (0,05)**
Taux de croissance du PIB /habitant (log)	0,0476 (0,01)***	0,0463 (0,01)***	0,0360 (0,01)**	0,0439 (0,01)**
Ouverture commerciale (log)	0,0181 (0,02)	-0,0278 (0,02)	-0,0293 (0,02)	-0,0662 (0,03)**
Capital humain (log)	0,0866 (0,04)**	0,0330 (0,03)	0,0492 (0,05)	0,0517 (0,00)
Inflation	-0,00029 (0,00)*	-0,00012 (0,00)	-0,00075 (0,00)**	-0,000021 (0,00)*
Développement financier 2 (log)		0,0321 (0,01)*		-0,0175 (0,01)**
Qualité Institutionnelle			-0,1150 (0,07)*	-0,0178 (0,07)*
Transferts (log)	-0,00214 (0,01)	-0,0643 (0,02)**	-0,1126 (0,05)***	-0,1848 (0,06)***
Transferts × Développement financier 2		0,0237 (0,01)**		0,0288 (0,06)***
Transferts × qualité institutionnelle			0,0079 (0,00)*	0,0093 (0,00)**
Nombre d'observation	176	175	175	175
Nombre de pays	23	23	23	23
AR (1)	(0,002)	(0,052)	(0,000)	(0,006)
AR (2)	(0,443)	(1,000)	(0,988)	(0,566)
Sargan/Hansen p-value	(0,498)	(0,577)	(0,971)	(0,955)

*Note : ***, **, *indiquent une significativité à 1%, 5% et 10%, respectivement. Les écarts-types sont entre parenthèses. Les tests d'endogénéité effectués sur le modèle 2 montrent que les transferts sont endogènes. Ils sont instrumentés par leur valeur retardée d'au moins une période.*

Les résultats montrent que la croissance économique et le capital humain augmentent les dépenses d'investissement tandis que l'inflation et l'ouverture commerciale ont un effet non significatif ou négatif. Par ailleurs, sans prendre en considération le niveau du développement financier et la qualité institutionnelle du pays d'origine, les transferts de fonds ont un impact non significatif sur l'investissement (colonne 6). A priori, cela suggère que les transferts de fonds sont destinés principalement à la consommation plutôt qu'à

l'investissement. Ce résultat est compatible avec les conclusions de Amuedo-Dorantes et Pozo (2006) et Adams (2007).

Par ailleurs, lorsque nous contrôlons le modèle par nos variables conditionnelles (colonnes 7 et 8), l'effet des transferts sur les dépenses d'investissement devient significatif et varie avec le niveau de développement financier et la qualité institutionnelle. En conservant les mêmes hypothèses sur les coefficients associés aux transferts de fonds et aux termes d'interaction (ie. les hypothèses relatives à β_1 et β_2 de l'équation 3.9), les résultats obtenus indiquent qu'il existe une relation de complémentarité¹⁷⁴ entre les transferts de fonds et le système financier, d'une part, et entre la qualité institutionnelle et les transferts, d'autre part. Ces résultats confirment nos estimations précédentes et suggèrent que le développement financier et la qualité institutionnelle renforcent l'effet des transferts sur l'investissement. Ainsi, les transferts de fonds fonctionnent comme un complément et ne se positionnent pas comme un substitut au système financier et aux institutions politiques pour promouvoir l'investissement. Ces résultats confirment les conclusions de Catrinescu et al. (2009) qui montrent que l'effet des transferts sur les variables macroéconomiques, notamment les dépenses d'investissement, est nettement plus important dans les pays disposant d'institutions solides par rapport à ceux qui en sont dépourvus.

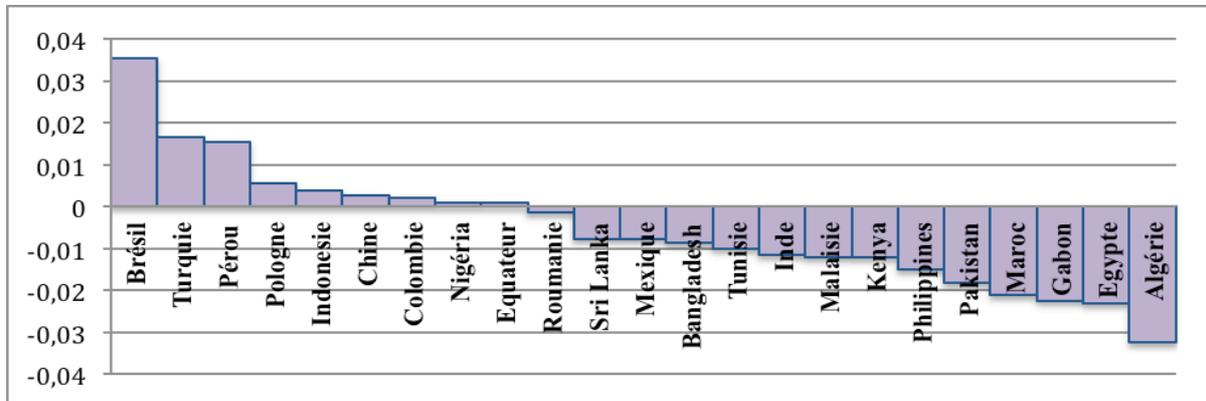
A partir des coefficients estimés reportés dans les colonnes 7 et 9 du tableau 3.8, nous pouvons calculer l'effet marginal global des transferts sur l'investissement avec et sans qualité institutionnelle. Ainsi, la figure 3.3 montre l'effet marginal des transferts de fonds sur l'investissement par le biais du développement financier 2, tandis que la figure 3.4 montre l'effet marginal total¹⁷⁵ des transferts de fonds sur l'investissement pour chaque pays. Ainsi, l'observation de la figure 3.3 montre que l'effet marginal des transferts sur les dépenses d'investissement varie d'un pays à l'autre, il est de -0,032 pour l'Algérie contre 0,035 pour le Brésil. Ainsi, les résultats suggèrent que l'existence d'un système financier développé permet d'encourager l'épargne provenant des transferts et d'augmenter par conséquent l'investissement privé (effet marginal devient positif) ; c'est le cas du Brésil, de la Turquie, du Pérou, de la Pologne, de l'Indonésie, de la Chine, de la Colombie, du Nigéria et de l'Equateur. En revanche, pour les autres pays, dont les PSM, le niveau du développement financier

¹⁷⁴ Le coefficient associé aux envois de fonds (β_1) est significatif et négatif tandis que le coefficient associé au terme d'interaction (β_2) est positif et significatif.

¹⁷⁵ En utilisant la moyenne du développement financier 2 et la moyenne de la qualité institutionnelle sur la totalité de la période.

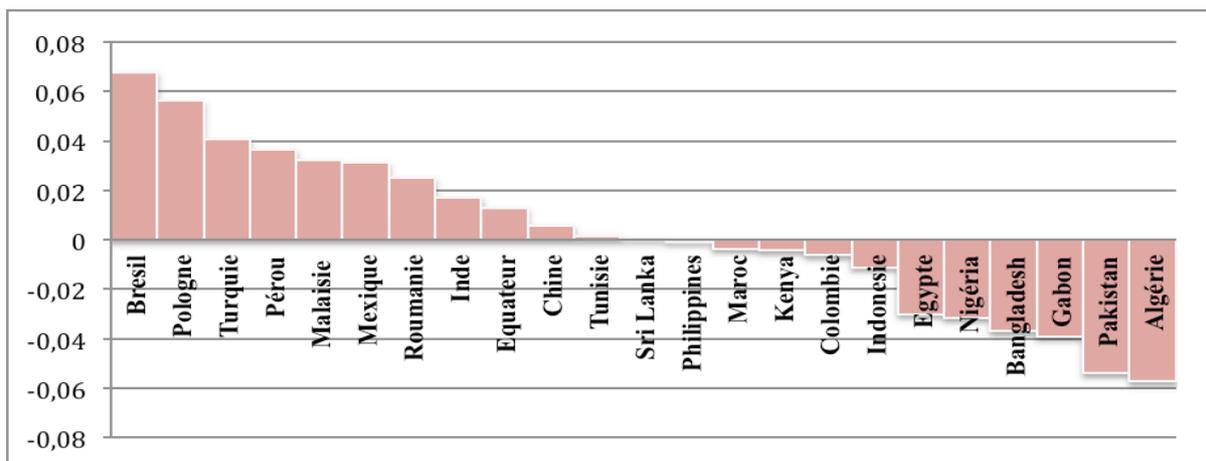
enregistré reste insuffisant pour que les transferts de fonds affectent positivement l'investissement.

Figure 3.3. Effet marginal des transferts de fonds sur la FBCF/PIB par le biais du développement financier (valeur en log)



Source : Calcul de l'auteur

Figure 3.4. L'effet marginal total des transferts sur la FBCF/PIB par le biais de développement financier et de la qualité institutionnelle (valeur en log)



Source : Calcul de l'auteur

Par ailleurs, la figure 3.4 montre que le niveau de développement des institutions et de l'environnement politique permet à certains pays de renforcer ou d'inverser le signe de l'effet des transferts de fonds sur l'investissement. C'est le cas de la Roumanie, du Mexique, de la Tunisie, de l'Inde et de la Malaisie. Toutefois, pour d'autres, la qualité institutionnelle annihile l'effet positif des rémittances sur l'investissement, notamment en Indonésie, en Colombie et au Nigéria.

En comparant les figures 3.2, 3.3 et 3.4, nous constatons qu'à l'exception de l'Indonésie, du Bangladesh et du Nigéria, tous les pays enregistrant un effet positif sur

l'investissement sont aussi concernés par un effet positif sur la croissance économique. De la même façon, à l'exception notable de la Malaisie, les pays pour lesquels les transferts ont un effet négatif sur le PIB sont également sujets à un effet négatif sur l'investissement. Cela veut dire que l'investissement se présente, pour près de 80% des pays de notre échantillon, comme le canal le plus important par lequel les transferts sont susceptibles d'affecter la croissance. En revanche, dans les pays pour lesquels l'effet des transferts sur la croissance est positif mais opposé à l'effet sur l'investissement (l'Indonésie, le Bangladesh, le Nigéria), le mécanisme de transmission est sans doute affecté par un autre déterminant tel que la consommation ou l'accumulation de capital humain. Enfin, pour les pays connaissant un effet négatif sur la croissance notamment la Malaisie, ce sont vraisemblablement les externalités négatives (syndrome hollandais, aléa moral, fuite des cerveaux par exemple) qui l'emportent sur les externalités positives.

Des conclusions peuvent être tirées de ces études empiriques. Tout d'abord, les transferts de fonds peuvent avoir un effet positif sur l'investissement à condition que les gouvernements soient en mesure de gérer l'économie de façon à limiter tout effet négatif potentiel. Ceci vient corroborer un ensemble d'études traitant l'effet des transferts sur l'investissement. Ensuite, les résultats économétriques ont révélé que l'accélération de la croissance économique par les transferts de fonds nécessite une affectation efficace de ces flux financiers vers des investissements productifs lorsque la demande supplémentaire générée par les transferts de fonds n'est pas satisfaite par la production intérieure. Pour cela, les gouvernements des pays d'accueil ont besoin d'abord d'attirer des transferts de fonds par le biais des canaux officiels et ensuite, de favoriser l'établissement d'un système financier et bancaire solides. Enfin, les Etats doivent créer un environnement économique et politique stable en incitant les migrants et les non migrants à canaliser leur épargne vers l'investissement.

Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons étudié l'effet des transferts de fonds sur l'inégalité de revenus, la pauvreté et la croissance. Une attention particulière a été portée sur l'effet indirect qu'ils peuvent avoir.

La littérature considérant l'effet des transferts de fonds sur les inégalités est abondante et s'est attachée à étudier plus particulièrement l'effet direct, les études faisant souvent apparaître des résultats hétérogènes. Toutefois, elles se rejoignent sur le fait que l'effet des transferts de fonds dépend en particulier de la place initiale des ménages dans la hiérarchie des revenus. Ainsi, si le migrant est issu d'une frange sociale riche, les transferts accroîtront les inégalités. En revanche, si le migrant appartient au segment le plus pauvre, les envois de fonds entraîneront une réduction des inégalités de revenus.

Pour ce qui est de l'effet des transferts sur la pauvreté, les études sont moins hétérogènes et plus concluantes. Elles montrent que les transferts de fonds opèrent comme un système de protection sociale. Ils permettent de transférer le pouvoir d'achat des émigrés relativement plus riches vers les membres de la famille ou de la communauté relativement plus pauvres.

Enfin, la littérature relative aux effets macroéconomiques des remittances sur la croissance économique a abouti à différents résultats sans parvenir à un consensus. Pour certains, les transferts de fonds améliorent le revenu national disponible, l'épargne, l'investissement domestique et réduisent la volatilité de la production et de la consommation. En revanche, pour d'autres, les remises de fonds réduisent la compétitivité d'un pays et augmentent la désincitation au travail.

L'effet des transferts de fonds ne peut cependant pas être réduit au seul effet direct. En effet, il existe d'autres effets dynamiques et indirects non négligeables ayant autant d'importance que les effets directs. Cela se manifeste notamment lorsque les transferts jouent le rôle de stabilisateur des revenus ou lorsqu'ils influencent la croissance économique en stimulant ses déterminants. De ce point de vue, des interconnexions entre les facteurs potentiels de la croissance et les transferts de fonds peuvent exister. Ainsi, au-delà de la diversité des méthodes d'estimation proposées, le recours à cette démarche constitue indéniablement l'apport original de notre étude parce qu'il a permis de tenir compte de l'effet des envois de fonds sur l'inégalité du revenu, sur la pauvreté et la croissance. Pour ce faire, des études empiriques ont été menées sur des données de panel regroupant un échantillon de 70 pays observés entre 1980 et 2012.

Nos résultats économétriques révèlent, quant à eux, que les transferts de fonds n'affectent pas les inégalités de revenus de manière directe, l'effet est indirect et conditionné par le milieu socioéconomique de l'émigré et de sa famille. En d'autres termes, l'effet dépend

du revenu initial de la famille, du coût de la migration et de la distance entre le pays d'origine et d'accueil. Nos résultats sont également valables lorsque les hétérogénéités inter-régionales sont prises en considération. Nous avons aussi pu démontrer que les remises de fonds ont tendance à réduire les inégalités de revenus dans les PSM, en Amérique Latine et aux Caraïbes. Ces résultats ne sont toutefois guère surprenants compte tenu de l'ampleur de la migration internationale dans ces deux régions. Contrairement à l'inégalité de revenus, les résultats que nous avons obtenus indiquent que les transferts de fonds ont tendance à affecter directement le niveau de la pauvreté en abaissant celle-ci de 3% lorsque les transferts de fonds par rapport au PIB augmentent de 10%. Par ailleurs, s'agissant de l'effet indirect ou conditionnel, les résultats semblent valider l'hypothèse selon laquelle les envois de fonds amortissent les effets négatifs des chocs macroéconomiques et évitent alors à certaines couches de la population défavorisée de sombrer dans la pauvreté. Cet effet positif indirect ne concerne toutefois pas tous les pays de l'échantillon. Nous avons en outre montré que, afin d'amortir l'effet négatif et indésirable des chocs macroéconomiques sur la pauvreté, (représentés dans notre étude par l'instabilité des termes de l'échange) les transferts de fonds devraient atteindre 1,15 % du PIB.

Enfin, s'agissant de l'effet des transferts de fonds sur la croissance économique, nos estimations montrent que les transferts de fonds et le système financier sont complémentaires et que les envois de fonds stimulent la croissance dans les pays disposant d'un système financier suffisamment développé dont l'indice de développement financier est supérieur ou égal à 10,17. Pour ce qui est de l'investissement, les transferts de fonds ont a priori un effet négatif mais cet effet négatif est atténué dès lors que l'on tient compte du niveau de développement financier et du niveau de développement des institutions politiques qui permettent de canaliser les ressources et de les allouer aux investissements productifs.

Ces résultats ont plusieurs implications en termes de politique économique. Premièrement, dans la mesure où l'effet des transferts de fonds sur les inégalités de revenu semble fortement dépendre du niveau de richesse initial des ménages bénéficiaires, des efforts visant à faciliter la migration des pauvres doivent être engagés lorsque les stratégies de développement comptent intégrer la migration. En donnant aux familles pauvres la possibilité de contracter des projets migratoires, ces efforts sont susceptibles de diminuer les inégalités et de soutenir le développement économique du pays d'origine. Deuxièmement, les efforts engagés en faveur de l'éducation doivent être poursuivis. En effet, l'impact des transferts sur le bien-être est positivement influencé par l'utilisation productive des transferts. La littérature

montre que les ménages dont les chefs de famille ont un certain niveau d'instruction ont tendance à utiliser les transferts pour financer les dépenses d'éducation. Toutefois, afin que l'investissement des envois de fonds dans l'éducation des enfants profite aux pays d'origine, il est indispensable que ces pays permettent aux personnes instruites de trouver un travail correspondant à leurs qualifications. Dans le cas contraire, le risque pour le pays d'origine est que les personnes éduquées grâce à l'investissement public et aux transferts de fonds émigrent (phénomène de Brain Drain). Les pays d'origine perdraient alors tous les bénéfices associés à l'éducation. Enfin, pour que les transferts influencent la croissance économique, des efforts notamment en matière d'information sur les opportunités d'investissement, l'accompagnement et le renforcement des institutions politiques financières doivent être entrepris par les pays d'origine.

Dans des recherches futures, il conviendrait de poursuivre l'analyse menée dans ce chapitre sur les autres facteurs macroéconomiques, notamment l'accumulation du capital humain et de les valider à l'aide des données individuelles plus complètes. Cela permettrait de comparer les résultats et de comprendre les différences constatées selon les pays d'origine. Il serait également intéressant de vérifier si les résultats mis en évidence dans ce chapitre s'appliquent aussi dans le cas de la migration Sud-Sud.

Annexes chapitre 3

Annexe 3.1. Statistiques descriptives pour l'étude des inégalités

Equation 3.1					
Variables (log) ¹⁷⁶	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	N. d'obs.
Gini	42,82985	10,47633	19,4000	67,4000	581
Rem_Pib	35,07927	26,44947	1,665564	134,6481	568
Rem_cout	182,4533	244,6309	1	2140,537	581
Rem_dist	34,90633	27,36359	1,59769	140,7892	581
Rem	-4,703464	3,635309	0,2278942	-18,16162	581
Pib	7,418287	1,020426	4,735071	9,870621	568
Pib2	56,07042	14,78855	22,4209	97,42915	568
Dfin	0,135131	1,598405	1,385387	158,385	599
Cp	-0,4320892	0,6009616	2,975538	41,65941	532
Oc	0,0722765	1,784043	12,67771	220,4068	553
Inf	2,304405	1,260522	-23,47888	2735,488	538
Dem	-0,213345	0,8691642	-88	12,03676	246
Cout du passeport en dollars (US)	40,18083	39,73823	1	333,5	581
Ide	3,160093	3,787015	-3,468654	51,89585	564
Dep_dem	35,81984	9,626804	20,07743	61,52502	581

Annexe 3.2. Etudes de stationnarité pour l'étude des inégalités

Variables	Spécification du Modèles	Lm, Pesaran et Shin (2003) t-stat (prob)	Levin, Lin et Chu (2002)
Gini	Modèle sans tendance	-1,9442 (0,0250)	-3,71642 (0,0001)
PIB	Modèle sans tendance	2,31205 (0,9896)	-2,90204 (0,0019)
Rem	Modèle sans tendance	4,69719 (1,0000)	-4,93484 (0,0000)
Dfin	Modèle sans tendance	-0,03826 (0,0000)	-6,55091 (0,0000)
Cp	Modèle sans tendance	-12,5881 (0,0000)	-29,5446 (0,0000)
Oc	Modèle sans tendance	-8,08774 (0,0000)	-18,7210 (0,0000)
Dem	Modèle sans tendance	-1,94314 (0,0000)	-8,64782 (0,0000)
Ide	Modèle sans tendance	-4,29017 (0,0000)	-7,30043 (0,0000)
Dep_dem	Modèle sans tendance	-17,9464 (0,0000)	-6,38473 (0,0000)
Rem_dist	Modèle avec tendance	-8,96137 (0,0000)	-35,3488 (0,0000)
Rem_pib	Modèle sans tendance	4,17742 (1,0000)	-6,17437 (0,0000)
Rem_cout	Modèle sans tendance	-8,96143 (0,000)	-35,4191 (0,000)

¹⁷⁶ Notes: Gini = log (Coefficient de Gini); Rem_pib = log (Transferts de fonds/habitant) × log(PIB) ; Rem_cout = log (Transferts de fonds/habitant) × log(Coût du passeport); Rem_dist = log (Transferts de fonds/habitant) × log (la distance géographique entre e pays d'origine et d'accueil) ; Rem = log (transfert de fonds/habitant) ; Pib = log (le Produit intérieur brut par habitant en PPA), Pib2 = log (PIB²); Dfin = log (Développement financier) ; Cp = log (Consommation publique); Oc = log (Ouverture commerciale); Ide = log (Investissements directs étrangers) ; Inf = Inflation Dem = Démocratie ; Dep_dem = Ratio de dépendance démographique.

Annexe 3.3. Tests de colinéarité pour l'étude des inégalités

Annexe 3.3.1. Tests de colinéarité (équation 3.1 et 3.2)

Equation 3.1					Equation 3-2				
Var,	VIF	SQRT VIF	Tolerance	R-Squared	Variables	VIF	SQRT VIF	Tolerance	R-Squared
Rem	66,73	8,17	0,0150	0,9850	Rem	1,97	1,40	0,5074	0,4926
Ide	1,19	1,09	0,8414	0,1586	Ide	1,17	1,08	0,8519	0,1481
Pib	3,48	1,87	0,2874	0,7126	Pib	1,16	1,07	0,8656	0,1344
Inf	1,14	1,07	0,8802	0,1198	Inf	1,12	1,06	0,8955	0,1045
Cp	1,35	1,16	0,7398	0,2602	Cp	1,34	1,16	0,7475	0,2525
Oc	1,52	1,23	0,6591	0,3409	Oc	1,09	1,04	0,9208	0,0792
Dfin	1,20	1,09	0,8357	0,1643	Dfin	1,51	1,23	0,6613	0,3387
Dem	1,10	1,05	0,9108	0,0892	Dem	1,19	1,09	0,8422	0,1578
Dep_dem	1,30	1,14	0,7681	0,2319	Dep_dem	1,30	1,14	0,7687	0,2313
Rem_dist	5,94	2,44	0,1684	0,8316	Rem_cout	1,74	1,32	0,5763	0,4237
Rem_pib	65,49	8,09	0,0153	0,9847					
Rem_cout	2,03	1,42	0,4930	0,5070					

Annexe 3.3.2. Tests de colinéarité (équation 3.3 et 3.4)

Equation 3.3					Equation 3.4				
Var.	VIF	SQRT VIF	Tolerance	R-Squared	Var.	VIF	SQRT VIF	Tolerance	R-Squared
Rem	3,93	8,00	0,0156	0,9844	Rem	5,26	2,29	0,1900	0,8100
Ide	1,18	1,09	0,8444	0,1556	Ide	1,18	1,08	0,8505	0,1495
Pib	3,43	1,85	0,2918	0,7082	Pib	1,15	1,07	0,8693	0,1307
Inf	1,12	1,06	0,8893	0,1107	Inf	1,12	1,06	0,8941	0,1059
Cp	1,34	1,16	0,7476	0,2524	Cp	1,32	1,15	0,7560	0,2440
Oc	1,51	1,23	0,6639	0,3361	Oc	1,51	1,23	0,6602	0,3398
Dfin	1,15	1,07	0,8667	0,1333	Dfin	1,19	1,09	0,8393	0,1607
Dem	1,02	1,01	0,9787	0,0213	Dem	1,29	1,13	0,7766	0,2234
Dep_dem	1,29	1,13	0,7768	0,2232	Rem_dist	5,07	2,25	0,1971	0,8029
Rem_pib	64,66	8,04	0,0155	0,9845					

Annexe 3.4. Test de Hausman pour l'étude des inégalités

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

$$\chi^2(12) = (b-B)'[(V_b - V_B)^{-1}](b-B) = 20,30$$

Prob > chi2 = 0,0616 (V_b - V_B is not positive definite)

Annexe 3.5. Liste des pays utilisés pour l'étude des inégalités

Albanie, Algérie, Argentine, Arménie, Bangladesh, Belarus, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Camerone, Chile, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cyprès, Tchèque, Djibouti, Dominicaine, Equateur, Égypte, El Salvador, Estonie, Éthiopie, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Jamaïque, Jordan, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Lituanie, Madagascar, Malawi, Malaysia, Mali, Mauritanie, Mexique, Moldavie, Maroc, Niger, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Philippines, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Soudan, Syrie, Thaïlande, Trinidad et Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Annexe 3.6. Statistiques descriptives pour l'étude sur la pauvreté

Variables (log)	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	Nombre d'observation
Pov	2,512237	1,511793	-2,207275	4,455277	213
Pov_gab	1,367444	1,754195	-3,912023	4,050219	212
Pov_int	2,734887	3,50839	-7,824046	8,100437	212
Rem	-4,182995	1,912359	-10,29287	4,787887	213
Gini	3,784239	0,2133697	3,266522	4,308515	211
Pib	7,688999	2,710136	7,417471	9,984911	213
Ins	4,889395	-2,3504982	0,1049927	5,594934	211
Inst (log) × Rem (log)	579,7354	285,7684	-574,7736	2615,105	213

Notes: Pov = indice de la pauvreté ; Pov_gab = gravité de la pauvreté ; Pov_int= intensité de la pauvreté ; Gini = indice de Gini ; TE = terme de l'échange ; Rem = Transferts de fonds/PIB ; Inst = Instabilité du terme de l'échange ; Inst_Rem = Instabilité du terme de l'échange en interaction avec les transferts de fonds ; PIB = PIB/habitant.

Annexe 3.7. Echantillons de pays pour l'étude de la pauvreté

Albanie, Algérie, Argentine, Arménie, Bangladesh, Belarus, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Camerone, Chile, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cyprès, Tchèque, Djibouti, Dominicaine, Equateur, Égypte, El Salvador, Estonie, Éthiopie, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, Israël, Jamaïque, Jordan, Kazakhstan, Kenya, Lesotho, Lituanie, Madagascar, Malawi, Malaysia, Mali, Mauritanie, Mexique, Moldavie, Maroc, Niger, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Philippines, Roumanie, Sénégal, Slovaquie, Soudan, Syrie, Thaïlande, Trinidad et Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Yémen, Zambie, Zimbabwe

Annexe 3.8. Tests économétriques usuels pour l'étude de la pauvreté

Annexe 3.8.1. Tests de stationnarité

Variables (log)	Spécification du Modèles	Lm, Pesaran et Shin (1997) t-stat (prob)	Levin, Lin et Chu (2002)
Pov log	Modèle sans tendance	-5,71829 (0,0000)	-7,19235 (0,0000)
Pov_int	Modèle avec tendance	-4,06740 (0,0000)	-17,0310 (0,0000)
Pov_Gap	Modèle sans tendance	-10189,6 (0,0000)	-32963,4 (0,0000)
Gini	Modèle sans tendance	-14,7718 (0,0000)	-18,9669 (0,0000)
Transferts	Modèle sans tendance	-7,38614 (0,0000)	-12,1289 (0,0000)
Instabilité	Modèle sans tendance	-12,5718 (0,0000)	-19,6266 (0,0000)
Inst (log) × Rem (log)	Modèle sans tendance	-36,9365 (0,0000)	-57,0509 (0,0000)

Notes: Pov = Pauvreté ; Povint = Intensité de la pauvreté ; Povgap= Gravité de la pauvreté ; Gini = Coefficient de Gini ; Transferts = Transferts de fonds/habitant ; Inst × Rem = Instabilité des termes de l'échange × transferts de fonds, Toutes les variables sont exprimées en logarithme népérien.

Annexe 3.8.2. Test de causalité (équation 3.6)

Equation 3.6			
Pairwise Granger Causality Tests - Date: 09/04/14 Time: 11:44 Time: 15:38 - Sample : 1986 201 Lags: 2			
Hypothèse nulle	Obs,	t-Stat,	Prob,
Pov does not Granger Cause Gini (Gini does not Granger Cause Pov)	84	1,3488 (0,5717)	0,5668 (0,2655)
Pov does not Granger Cause Rem (Rem does not Granger Cause Pov)	86	1,0633 (0,5804)	0,3501 (0,5619)
Pov does not Granger Cause Inst (Inst does not Granger Cause Pov)	86	1,7922 (7,7055)	0,1678 (0,0005)
Povint does not Granger Cause Gini (Gini does not Granger Cause Povint)	84	3,0152 (0,0756)	0,0547 (0,9272)
Povint does not Granger Cause Rem (Rem does not Granger Cause Povint)	85	1,2818 (0,3438)	0,2832 (0,7101)
Povint does not Granger Cause Inst (inst does not Granger Cause Povint)	85	1,3388 (0,1288)	0,2679 (0,8793)
Povgap does not Granger Cause Gini (Gini does not Granger Cause Povgap)	85	3,0152 (0,0756)	0,0547 (0,9272)
Povgap does not Granger Cause Rem (Rem does not Granger Cause Povgap)	84	1,2818 (0,3438)	0,2838 (0,7101)
Povgap not Granger Cause Inst (Inst does not Granger Cause Povgap)	85	1,3388 (0,1288)	0,2679 (0,8793)
Pov not Granger Cause Rem_inst (Rem_inst does not Granger Cause Povgap)	85	0,0460 (0,4875)	0,9550 (0,6159)
Povint does not Granger Cause Rem_inst (Rem_inst does not Granger Cause Povint)	85	0,2461 (0,6928)	0,5456 (0,5007)
Povgap does not Granger Cause Rem_inst (Rem_inst does not Granger Cause Povgap)	85	0,2344 (0,0234)	0,0760 (0,2739)

Notes: Pov = incidence de la pauvreté ; Pov_gab = gravité de la pauvreté ; Pov_int= intensité de la pauvreté ; Gini = indice de Gini ; Inst = instabilité des termes de l'échange ; Rem = Transferts de fonds/PIB ; Inst = Instabilité des termes de l'échange ; Inst_Rem = Instabilité des termes de l'échange en interaction avec les transferts de fonds.

Annexe 3.8.3. Test de colinéarité (équation 3.6)

Variables	VIF	SQRT VIF	Tolerance	R-Squared
Gini (log)	1,03	1,01	0,9721	0,0279
Transferts (log)	7,37	2,72	0,1357	0,8643
PIB (log)	2,06	1,44	0,9686	0,0314
Instabilité (log)	1,48	1,02	0,9788	0,0212
Inst (log) × Trsfts (log)	6,16	1,21	0,5563	0,4437

Annexe 3.9. Tests et statistiques descriptives pour l'étude de la croissance et de l'investissement

Annexes 3.9.1. Test de stationnarité

Variables (log)	Spécification du Modèles	Lm, Pesaran et Shin (1997) t-stat (prob)	Levin, Lin et Chu (2002)
PIB/H en PPA	Modèle sans tendance	-1,9442 (0,0250)	-3,71642 (0,0001)
FBCF/PIB (log)	Modèle sans tendance	2,31205 (0,9896)	-2,90204 (0,0019)
Capital humain (log)	Modèle avec tendance	-8,88284 (0,0000)	-8,88284 (0,0000)
Dép. de Gouv. (log)	Modèle sans tendance	4,69719 (1,0000)	-4,93484 (0,0000)
Démographie (log)	Modèle sans tendance	-0,03826 (0,0000)	-6,55091 (0,0000)
Ouve. commerciale (log)	Modèle sans tendance	-12,5881 (0,0000)	-29,5446 (0,0000)
Devp Fin 1 (log)	Modèle sans tendance	-8,08774 (0,0000)	-18,7210 (0,0000)
Devp Fin 2 (log)	Modèle avec tendance	-53,4219 (0,0000)	-142,083 (0,0000)
Transferts (REM) /PIB (log)	Modèle sans tendance	-1,94314 (0,0000)	-8,64782 (0,0000)
REM (log) × DF1 (log)	Modèle sans tendance	-4,29017 (0,0000)	-7,30043 (0,0000)
REM (log) × DF2 (log)	Modèle sans tendance	-17,9464 (0,0000)	-6,38473 (0,0000)
Inflation	Modèle avec tendance	-8,96137 (0,0000)	-35,3488 (0,0000)

Annexe 3.10. Définitions des variables et Statistiques descriptives pour l'étude de la croissance et de l'investissement

Annexe 3.10.1. Statistiques descriptives (en moyenne de 3 ans)

Variables	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum	Nombre d'observation
PIB (log)	0,9836051	0,7544911	0,7544911	2,434339	198
INV (log)	0,155297	1,650417	-5,153613	2,536367	207
KH (log)	4,039198	0,3789662	2,962043	4,622686	207
DG (log)	-4,182995	1,912359	-10,29287	4,787887	207
DEM	0,4549814	0,6491109	-4,294941	1,296307	198
OC (log)	3,926199	0,50362	2,513527	5,335191	207
DF1 (log)	3,31735	0,6943403	0,9604724	5,045263	207
DF2 (log)	2,497484	0,9895822	0,5662819	7,570125	205
REM (log)	3,784239	0,2133697	3,266522	4,308515	211
REM (log) × DF1 (log)	0,6476901	5,332407	-16,47818	9,204031	207
REM (log) × DF2 (log)	0,0544334	4,64859	-28,34545	8,865421	205
Insq	8,865421	3,263181	4,805555	20,30556	213

Notes: PIB = Taux de croissance du PIB/habitant ; INV = FBCF/PIB ; KH = Capital humain ; DG = Dépenses de Gouvernement ; DEM = Démographie ; OC = Ouverture commerciale ; DF1 = Développement financier 1 ; DF2 = Développement financier 2 ; REM = Transferts de fonds /PIB ; REM×DF1 = Développement financier 1 ; REM×DF2 = Développement financier 1 ; INF = Inflation ; Insq = Qualité institutionnelle. Toutes les variables sont exprimées en logarithme népérien.

Annexe 3.10.2. Définitions des variables et base de données

Variabiles	Description	Source
Taux de croissance du PIB/H	taux de croissance du PIB réel par habitant dollar constant (2000)	WDI (2013)
Transferts de fonds	La somme des remises de travailleurs, indemnités des employés	BOPSY (FMI) et (2013)
Capital humain	Le taux d'inscription à l'enseignement secondaire.	WDI (2013)
Investissement	FBCF/PIB	WDI (2013)
Dépense de Gouvernement	Dépenses totales de l'administration centrale /PIB	WDI (2013)
Démographie	Taux de croissance de la population	WDI (2013)
Ouverture Commerciale	Exportations + Importations /PIB	WDI (2013)
Développement Financier 1	Ratio des réserves liquides bancaires par rapport aux actifs bancaires	WDI (2013)
Développement Financier 2	Ratio des crédits domestiques accordés au secteur privé par rapport au PIB	WDI (2013)
Inflation	CPI Inflation	WDI (2013)

Annexe 3.10.3. Définitions et mesure de la variable qualité institutionnelle

Qualité institutionnelle = (indicateur 1 + indicateur 2)	
Indicateur 1	Stabilité du gouvernement + Risque de conflit interne+ Risque de conflit externe + Démocratie + Intervention des militaires dans la politique
Indicateur 2	La loi et l'ordre + Conditions socioéconomiques + Profile d'investissement
Les définitions, la méthode de calcul ainsi que la base de données de chaque sous-indicateur sont disponibles dans la base de données ICRG/PRS : https://epub.prsgroup.com/products/international-country-risk-guide-icrg http://www.prsgroup.com/wp-content/uploads/2014/08/icrgmethodology.pdf	

Conclusion générale

Depuis quelques années, les migrations internationales et les transferts de fonds qui en résultent représentent de nouveaux défis pour beaucoup de pays. Cette attention particulière et croissante s'explique par l'accroissement considérable des migrants internationaux, et par l'augmentation des transferts de fonds enregistrée, ainsi que par les tendances démographiques futures. Le déséquilibre entre l'offre et la demande de travail dans les pays d'origine et d'accueil, l'écart important des salaires entre le Nord et le Sud et les conflits politiques actuels risquent d'accentuer la pression migratoire. Les enjeux des politiques migratoires à venir sont, par conséquent, importants pour les pays d'origine et d'accueil, mais également pour les migrants eux-mêmes.

Associés à ces flux migratoires, les transferts de fonds ont connu une augmentation importante ces dernières décennies. Pour certains pays en développement, les transferts de fonds ont surpassé l'aide publique au développement et sont devenus la seconde source de flux d'échange après les fonds directs étrangers. Entre 1980 et 2014, le montant des transferts de fonds est passé de 25 milliards de dollars américains à plus de 440¹⁷⁷ milliards de dollars, soit une hausse de 1660%.

Comme les transferts de fonds affectent les économies des pays d'origine, l'analyse de cet effet a, pendant des années, été conditionnée par la disponibilité des données ou le manque de fiabilité de celles-ci. Plusieurs modèles théoriques ont ainsi été développés sans qu'il soit initialement possible de les tester empiriquement. Ensuite, l'importance du phénomène des transferts a permis l'apparition et le développement de bases de données qui, par la suite, ont donné naissance à une multitude de travaux empiriques aussi bien microéconomiques que macroéconomiques.

En adoptant une démarche macroéconomique, cette thèse apporte quatre contributions à la littérature sur les transferts de fonds internationaux. D'abord, nous avons étudié l'importance des transferts de fonds pour les économies des pays d'origine (en terme de cycle d'affaires). Ensuite, nous nous sommes intéressés aux facteurs et motivations qui influencent

¹⁷⁷ Estimation de la Banque Mondiale.

les transferts. Enfin, nous avons analysé l'impact de ces flux financiers sur le bien-être et la croissance économique des pays d'origine.

Afin de répondre à ces questions, nous avons utilisé des données macroéconomiques relatives à un large échantillon de pays et sur une période de temps relativement étendue.

Comme le démontre le premier chapitre, les transferts de fonds représentent une source de financement non négligeable et sont en augmentation régulière et constante. Pour certains pays, ils dépassent l'APD et se positionnent derrière les IDE. Une attention particulière a été par ailleurs accordée à leur importance. Nous avons notamment testé la réaction de ces flux aux chocs macroéconomiques subis par les pays d'origine et d'accueil pour le cas de l'Algérie, de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie. Nous avons, ainsi, démontré qu'il existe un niveau élevé de synchronisation entre les séries étudiées, et que les transferts de fonds ne présentent pas les mêmes caractéristiques cycliques pour tous les pays de l'échantillon. Par rapport au PIB du pays d'origine, les transferts de fonds sont contracycliques pour l'Algérie et l'Égypte et procycliques pour la Tunisie et le Maroc. En revanche, par rapport au cycle d'affaires du pays d'accueil, les transferts de fonds sont procycliques, exception faite de l'Algérie. Ces résultats ont été confirmés en partie par l'estimation en VAR (fonction d'impulsion-réponse).

La question relative aux motivations et aux déterminants des transferts de fonds a été abordée dans le second chapitre. À l'aide de données macroéconomiques concernant un échantillon de dix pays, nous avons, d'abord, mis en exergue les différentes motivations microéconomiques, ainsi que le rôle des facteurs macroéconomiques en matière de transferts. Ensuite, nous avons montré que les transferts augmentent avec l'activité économique du pays d'accueil et baissent avec le niveau de vie du pays d'origine. L'effet non significatif du taux d'intérêt révèle que les transferts sont motivés par des considérations altruistes confirmant ainsi les résultats du chapitre 1. Par ailleurs, les résultats indiquent également que le rôle du système financier, du risque financier et de la qualité institutionnelle dans le processus d'envoi ne doit pas être négligé.

Enfin, dans le dernier chapitre, nous avons traité l'effet des transferts de fonds sur le bien-être et la croissance économique du pays d'origine, en portant une attention particulière à leur effet indirect. À l'aide de données macroéconomiques de la Banque Mondiale, nous avons mis en évidence que les transferts de fonds n'affectent pas directement les inégalités du revenu. L'effet indirect dépend au niveau initial de la richesse initiale du migrant. Plus

précisément, les transferts de fonds sont susceptibles de réduire les inégalités de revenu lorsque les couches de la population se trouve au bas de l'échelle des revenus accèdent à la migration. Les résultats montrent également que les remises de fonds sont susceptibles d'influencer les inégalités dans les régions où le PIB par habitant est relativement élevé. Ainsi, les transferts ont tendance à réduire les inégalités de revenus en Amérique Latine, aux Caraïbes et dans la région des PSM. En revanche, les transferts de fonds affectent directement la pauvreté, et évitent également à certaines couches de la population d'y sombrer. Les estimations empiriques montrent que cet effet ne concerne que les pays dont les transferts de fonds atteignent 1,15 % de leur PIB. De même, les résultats montrent que les transferts de fonds ne peuvent stimuler la croissance économique que lorsque le pays dispose d'un système financier développé, dont l'indice est supérieur ou égal à 10,17. Ils peuvent, également, stimuler la croissance en agissant sur les investissements domestiques. En effet, l'ampleur de l'effet est d'autant plus importante que le pays se dote d'institutions politiques solides, d'un système financier développé et canalise les transferts vers des projets productifs. L'identification de seuils associés à l'effet des transferts sur la croissance économique permet d'établir plusieurs conclusions. Tout d'abord, les transferts de fonds permettent dans certains pays d'accélérer les investissements. Ainsi, les transferts de fonds peuvent agir en complémentarité avec les politiques publiques visant au développement l'investissement domestique. En outre, lorsque les gouvernements mettent en place des politiques encourageant l'investissement, les transferts de fonds vont davantage financer ce dernier, et exercer un effet plus important sur la croissance.

Pour conclure, les principaux apports de ce travail sont au nombre de deux. Le premier s'intéresse à l'effet indirect des transferts de fonds, notamment leur effet sur le bien-être et sur la croissance économique des pays d'origine. Le second réside dans l'adaptation au niveau macroéconomique des fondements microéconomiques. Il s'agit d'utiliser des variables macroéconomiques pour approximer les caractéristiques socioéconomiques du migrant et de sa famille. Les analyses menées dans les trois chapitres présentent toutefois trois grandes limites qui méritent d'être soulignées. La première renvoie à la qualité des données utilisées. Lors de l'analyse de l'importance des transferts de fonds, nous nous sommes, en effet, rendu compte que les données relatives aux transferts enregistrées par la Banque Mondiale et le FMI sont mal renseignées pour au moins deux raisons. D'une part, les montants envoyés qui échappent aux statistiques sont très importants et, par conséquent, les résultats issus des études économétriques peuvent être biaisés. D'autre part, au sein même de ces montants

déclarés, il existe une grande différence entre les statistiques fournies par les pays, et celles de la Banque Mondiale et du FMI. La deuxième limite est liée à l'endogénéité des transferts de fonds. Malgré les techniques économétriques mises en place (Variables Instrumentales et GMM) pour traiter le problème d'endogénéité, celles-ci ne permettent pas de purger totalement l'endogénéité des transferts de fonds dans les régressions. Enfin, une troisième limite réside dans le problème lié à l'hétérogénéité des échantillons qui peut également biaiser les estimations.

Compte tenu de ces limites, il serait donc intéressant dans des recherches futures d'approfondir l'analyse à l'aide de données plus fines, notamment, au niveau du revenu de l'émigré et du ménage bénéficiaire. Ainsi, l'effet des remises de fonds sur le bien-être devrait s'appuyer sur une comparaison entre une situation avec transferts et une autre dans laquelle il n'y aurait pas de remises de fonds. Cela permettrait de déterminer si les conclusions mises en évidence dans ce travail se vérifient avec des données microéconomiques. Ensuite, en raison de l'ampleur et de l'importance grandissante des migrations Sud-Sud, il serait intéressant d'étudier l'impact des transferts de fonds réalisés dans ce cadre. Enfin, compte tenu de ces résultats, il apparaît important d'explorer les autres effets des transferts de fonds sur l'économie des pays d'origine, notamment leur effet sur le capital humain.

Bibliographie

- Abdih, Y., Chami, R., Dagher, J., et Montiel, P. (2012). Remittances and institutions: are remittances a curse? *World Development*, 40(4), 657–666.
- Abraham-Frois, G. (2001). *Dynamique économique*. Paris: Dalloz.
- Acosta, P. A. (2006). *Labor supply, school attendance, and remittances from international migration: the case of El Salvador* (No. WPS3903). Washington, DC.
- Acosta, P., Calderón, C., Fajnzylber, P., et Lopez, H. (2008). What is the Impact of International Remittances on Poverty and Inequality in Latin America? *World Development*, 36(1), 89–114.
- Adams Jr, R. H., Cuecuecha, A., et Page, J. (2008). *Remittances, consumption and investment in Ghana* (No. WPS4515). Washington, DC.
- Adams Jr, R. H., et Cuecuecha, A. (2013). The Impact of remittances on investment and poverty in Ghana. *World Development*, 50(1), 24 – 40.
- Adams Jr, R. H., et Page, J. (2003). *International migration, remittances, and poverty in developing countries* (No. WPS3179). Washington, DC.
- Adams, Jr, R. H. (1989). Worker remittances and inequality in rural Egypt. *Economic Development and Cultural Change*, 38(1), 45–71.
- Adams, Jr., R. H. (2006). *Remittances and poverty in Ghana* (No. 3838). Washington, DC.
- Adams, Jr., R. H., Cuecuecha, A., et Page, J. (2008). *The impact of remittances on poverty and inequality in Ghana* (No. 4732). Washington, DC.
- Adams, R. H. (1991). The Effects of international remittances on poverty, inequality and development in rural Egypt. *Research Report*, 96.
- Adams, R. H. (2009). The determinants of international remittances in developing countries. *World Development*, 37(1), 93–103.
- Adams, R. H., et Page, J. (2005). Do international migration and remittances reduce poverty in developing countries? *World Development*, 33(10), 1645–1669.
- Agarwal, R., et Horowitz, A. W. (2002). Are international remittances altruism or insurance ? evidence from Guyana using multiple migrant households. *World Development*, 30(11), 2033–2044.
- Agbegha, V. O. (2006). *Does political instability affect remittances*. Vanderbilt University.

- Agenor, P. R., McDermott, C. J., et Prasad, E. S. (2000). Macroeconomic fluctuations in developing countries: some stylized Facts. *The World Bank Economic Review*, 14(2), 251–285.
- Aggarwal, R., Demirgüç-Kunt, A., et Pería, M. S. M. (2011). Do remittances promote financial development? *Journal of Development Economics*, 96(2), 255–264.
- Aghion, P., et Bolton, P. (1997). A Theory of Trickle Dow. *The Review of Economic Studies*, 64(2), 151–172.
- Aghion, P., et Howitt, P. (1998). *Endogenous growth theory*. (B. Brant-Collet, Ed.) MIT. Cambridge, MA.
- Ahamada, I., et Coulibaly, D. (2011). How does financial development influence the impact of remittances on growth volatility? *Economic Modelling*, 28(6), 2748–2760.
- Ahlburg, D. A. (1996). Remittances and the income distribution in Tonga. *Population Research and Policy Review*, 14(4), 391–400.
- Airola, J. (2005). Labor supply in response to remittance income : the case of Mexico. *The Journal of Developing Areas*, 41(2), 69–78.
- Airola, J. (2007). The use of remittance income in Mexico. *International Migration Review*, 41(4), 850–859.
- Aitymbetov, S. (2006). *Emigrant remittances: impact on economic development of Kyrgyzstan* (No. 31). Bishkek.
- Akkoyunlu, S., et Kholodilin, K. A. (2006). *What affects the remittances of turkish workers: Turkish or German Output?* (No. 622). Berlin.
- Alarcón, R. (2002). The Development of Home Town Associations in the United States and the Use of Social Remittances in Mexico. In R. O. de la Garza et B. L. Lowell (Eds.), *Sending Money Home: Hispanic Remittances and Community Development*. Rowman et Littlefield.
- Allen, F., et Gale, D. (2000). *Comparing financial systems*. MIT Press. Cambridge, MA: MIT Press.
- Allen, F., et Gale, D. (2004). Competition and financial stability. *Journal of Money, Credit, and Banking*, 36(3), 453–480.
- Amuedo-Dorantes, C., Bansak, C., et Pozo, S. (2005). On the remitting patterns of immigrants: evidence from Mexican survey data. *Economic Review*, 90(1), 37–58.
- Amuedo-Dorantes, C., et Pozo, S. (2006). Remittances as insurance: evidence from Mexican immigrants. *Journal of Population Economics*, 19(2), 227–254.
- Anas, J., et FERRARA, L. (2002). *Detecting Cyclical Turning Points: the ABCD approach and Two Probabilistic Indicators*. 26th CIRET Conference.

- Anderson, G., Crawford, I., et Liecester, A. (2005). *Statistical Tests for Multidimensional Poverty Analysis*. Brasilia.
- Annabi, N., Khondker, B., Raihan, S., Cockburn, J., et Decaluwe, B. (2006). *Implications of WTO Agreements and Unilateral Trade Policy Reforms for Poverty in Bangladesh :Short versus Long-Run Impacts* (No. 3976). Washington, DC
- Anyanwu, J. C., et Erhijakpor, A. (2011). Do international remittances affect poverty in Africa? *African Development Review*, 22(1), 828–839.
- Arellano, M., et Bond, S. (1991). Some tests of specification for panel data: Monte Carlo evidence and an application to employment equations. *The Review of Economic Studies*, 58(2), 277–297.
- Arelliano, M., et Boverb, O. (1995). Another look at the instrumental variable estimation of error-components models. *Journal of Econometrics*, 68(1), 29–51.
- Athanasoulis, S. G., et Wincoop, E. Van. (2000). Growth uncertainty and risksharing. *Journal of Monetary Economics*, 45(3), 477–505.
- Attanasio, O., Picci, L., et Scorcu, A. (2000). Saving, growth, and investment: a macroeconomic analysis using a panel of countries. *Review of Economics and Statistics*, 82(1), 182–211.
- Augustin, T. E. (2013). *Synchronisation des cycles , vulnérabilité financière et politique Vers une réforme en Haïti*. Université de Rennes 1.
- Aydas, T., Neyapti, B., et Metin-ozcan, K. (2005). Determinants of workers’ remittances: The case of Turkey. *Emerging Markets Finance and Trade*, 41(3), 53–59.
- Azam, J.-P., et Gubert, F. (2006). Migrants’ Remittances and the household in Africa: A review of evidence. *Journal of African Economies*, 15(Supplement 2), 426–462.
- Baldwin, R. E. (2003). *Openness and growth: what’s the empirical relationship?* (No. 9578). Cambridge, MA.
- Banerjee, B. (1984). The probability, size and uses of remittances from urban to rural areas in India. *Journal of Development Economics*, 16(3), 293–311.
- Banque Mondiale (2005). *Lessons from experience.” finance, private sector and infrastructure management unit, Latin American and Caribbean Region*. Washington, DC.
- Banque Mondiale. (2005). *Brazil regional economic development: lessons from experience. Finance, Private Sector and Infrastructure Management Unit, Latin American and Caribbean Region*. Washington, DC.
- Banque Mondiale. (2011). *Recueil de statistiques 2011 sur les migrations et les envois de fonds*. Washington, DC.

- Banque Mondiale. (2013). *Migration and remittance flows: recent trends and outlook 2013-2016*. Washington, DC.
- Banque Mondiale. (2014). *Migration and development brief*. Washington, DC.
- Barajas, A., Chami, R., et Fullenkamp, C. (2009). *Do workers' remittances promote economic growth?* (No. 09/153). Washington, DC.
- Barham, B., et Boucher, S. (1998). Migration, remittances, and inequality: estimating the net effects of migration on income distribution. *Journal of Development Economics*, 55(2), 307–31.
- Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross section of countries. *The Quarterly Journal of Economics*, 106(2), 407–443.
- Barro, R. J. (1996). *Democracy et growth* (No. WPS5326). Washington, DC.
- Barro, R. J. (2000). Inequality and growth in a panel of countries. *Journal of Economic Growth*, 32(3), 5–32.
- Baxter, M., et King, R. G. (1999). Measuring Business Cycles Approximate Band-Pass Filters for Economic Time Series. *The Review of Economics and Statistics*, 81(4), 575–593.
- Bayoumi, T., et Eichengreen, B. (1994). Monetary and exchange rate arrangements for NAFTA. *Journal of Development Economics*, 43(1), 125–165.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., et Levine, R. (2006). Bank concentration, competition, and crises: First results. *Journal of Banking et Finance*, 30(5), 1581–1603.
- Becker, G. (1974). A theory of Social Interactions. *Journal of Political Economy*, 82(6), 1063–1093.
- Becker, G. (1974). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. (G. S. Becker, Ed.) (Vol. I). New York: University of Chicago Press.
- Becker, G. S. G. (1974). A Theory of Social Interactions. *Journal of Political Economy*, 82(6), 1063–1093.
- Beine, M., et Coulombe, S. (2003). Regional perspectives on dollarization in Canada. *Journal of Regional Science*, 43(3), 541–570.
- Béji, S. (2009). *Le développement financier pour les pays du sud de la Méditerranée à l'épreuve de la mondialisation financière*. Université Paris XIII-Nord. Thèse de doctorat en sciences économiques.
- Bergh, A., et Günther, F. (2008). Higher Education Policy, Enrollment, and Income Inequality. *Social Science Quarterly*, 89(1), 217–235.

- Bergh, A., et Nilsson, T. (2011). *Globalization and Absolute Poverty: A Panel Data Study* (No. 862). Stockholm.
- Bettin, G., et Zazzaro, A. (2012). Remittances and financial development: Substitutes or complements in economic growth. *Bulletin of Economic Research*, 64(4), 509–536.
- Bilsborrow, R. E. (1997). *International migration statistics: guidelines for improving data collection systems* (p. 441). International Labour Organization.
- Bjuggren, P., Dzansi, J., et Shukur, G. (2010). *Remittances and investment* (No. 216). Toronto.
- Black, R., King, R., et Tiemoko, R. (2003). *Migration, return and small enterprise development in Ghana: a Route Out of Poverty* (No. WPS9). Brighton.
- Blundell, R., et Bond, S. (1998). Initial conditions and moment restrictions in dynamic panel data models. *Journal of Econometrics*, 87(1), 115–143.
- Bohnstedt, A. (2007). Have phone, will Send Cash. *African Business*, 1(336), 1–31.
- Bond, S. (2002). Dynamic panel data models: a guide to micro data methods and practice. *Portuguese Economic Journal*, 1(2), 141–162.
- Borraz, F. (2005). Assessing the impact of remittances on schooling: the Mexican experience. *Global Economy Journal*, 5(9), 1–30.
- Bouhga-Hagbe, J. (2004). *A Theory of workers' remittances with an application to Morocco* (No. WP/04/194). Washington, D.C.
- Bracking, S., et Sachikonye, L. (2010). Migrant remittances and household wellbeing in urban Zimbabwe. *International Migration*, 48(5), 203–227.
- Bry, G., et Boschan, C. (1971). *Cyclical analysis of Time Series: selected procedures and computer programs*. National Bureau of Economic Research, Inc.
- Buga, N. (2011). *Les diasporas*. Université de Grenoble. Thèse de doctorat en sciences économiques.
- Bugamelli, M., et Paterno, F. (2008). *Output growth volatility and remittances* (No. 673). Roma.
- Bugamelli, M., et Paternò, F. (2009). Do Workers' remittances reduce the probability of current account reversals? *World Development*, 37(12), 1821–1838.
- Burda, M. C. (1995). Migration and the option value of waiting. *The Economic and Social Review*, 27(1), 1–19.
- Burgess, R., et Haksar, V. (2005). *Migration and Foreign Remittances in the Philippines* (No. WP/05/111). Washington, DC.

- Burns, A. F., et Mitchell, W. C. (1946). Measuring Business Cycles. In A. F. Burns et W. C. Mitchell (Eds.), *NBER Book Series Studies in Business Cycles*. NBER.
- Canales, C. A. I. (2008). Remittances, development and poverty in Mexico: A critical view. In Zarate-Hoyos (Ed.), *New perspectives from remittances from Mexicans and Central American in the United States*. Kassel University Press.
- Cañas, J., Coronado, R. A., et Orrenius, P. (2007). Explaining the increase in remittances to Mexico. *Southwest Economy*, (Jul), 3–7.
- Carlos, M. R. (2002). International remittances and size distribution of income in the Philippines. *Journal of International Cooperation*, 10(1), 55–81.
- Castaldo, A., et Reilly, B. (2007). Do migrant remittances affect the consumption patterns of Albanian households. *South-Eastern Europe Journal of Economics*, 1(06), 25–54.
- Catrinescu, N., Leon-Ledesma, M., Piracha, M., et Quillin, B. (2009). Remittances, institutions, and economic growth. *World Development*, 37(2139), 81–92.
- Cerrutti, M., et Parrado, E. A. (2007). Remittances of Paraguayan migrants to Argentina : Prevalence , Amount , and Utilization. *Integration et Trade Journal*, 27(1), 1–35.
- Chami, R., Brajas, A., Fullenkamp, C., Gapen, M. T., et Montiel, P. (2008). *Macroeconomic consequences of remittances* (No. 259). Washington, DC.
- Chami, R., Cosimano, T., et Gapen, M. (2006). Beware of emigrants bearing gifts: optimal fiscal and monetary policy in the presence of remittances. *Revue Économique*, 58, 735–744.
- Chami, R., Jahjah, S., et Fullenkamp, C. (2005). *Are immigrant remittance flows a source of capital for development* (No. WP/03/189). Washington, DC.
- Chandavarkar, A. G. (1980). Use of migrants' remittances in labor-exporting countries. *Finance et Development*, 17(2), 36–9.
- Charef, M. (1999). *La circulation migratoire marocaine : un pont entre deux rives*. [Agadir]: Ed. Sud Contact.
- Chauvet, L., Gubert, F., et Mesplé-Somps, S. (2008). Are remittances more effective than aid to improve child health? An empirical assessment using inter and intra-country data.
- Chiodi, V., Jaimovich, E., et Montes-rojas, G. (2010). Migration, remittances and capital accumulation : evidence from Rural Mexico, *Carlo Albe*.
- Chiquiar, D., et Hanson, G. H. (2005). Distribution of Wages : Evidence from Mexico and the United States. *Journal of Political Economy*, 113(2), 239–281.
- Claessens, S., et Perotti, E. (2005). The links between finance and inequality: channels and evidence, 1–65.

- Coate, S., et Ravallion, M. (1993). Reciprocity without commitment. *Journal of Development Economics*, 40(1), 1–24.
- Coiffard, M. (2011). *Les déterminants et impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*. Université de Grenoble. Thèse de doctorat en sciences économiques
- Combes, J.-L., et Ebeke, C. (2011). Remittances and Household Consumption Instability in Developing Countries. *World Development*, 39(7), 1076–1089.
- Cox, D. (1987). Motives for private income transfers. *Journal of Political Economy*, 95(3), 508–546.
- Cox, D., et Jimenez, E. (1992). Social security and private transfers in developing countries: The case of Peru. *The World Bank Economic Review*, 6(1), 155–169.
- Cox, D., et Jimenez, E. (1998). Risk sharing and private transfers: what about urban households? *Economic Development and Cultural Change*, 46(3), 621–637.
- Cox, D., Hansen, B. E., et Jimenez, E. (2004). How responsive are private transfers to income: evidence from a Laissez-Faire Economy. *Journal of Public Economics*, 88(9-10), 2193–2219.
- Cunha, F., Heckman, J. J., et Navarro, S. (2005). Separating Uncertainty from Heterogeneity in Life Cycle Earnings. *Oxford Economic Papers*, 57, 191–271.
- De Ferranti, D., Perry, G. E., Gill, I. S., et Servén, L. (2000). *Securing Our Future in a Global Economy* (No. 20655). Washington, DC.
- De Haas, H. (2006). Migration, remittances and regional development in Southern Morocco. *Geoforum*, 37(4), 565–580.
- De Haas, H. (2007). *Remittances, migration and social development a conceptual review of the literature*. Genova: Development, United Nations Research Institute for Social.
- De la Brière, B., Sadoulet, E., De Janvry, A., et Lambert, S. (2002). The roles of destination, gender, and household composition in explaining remittances: An analysis for the Dominican Sierra. *Journal of Development Economics*, 68, 309–328.
- De la Croix, D., Docquier, F., et Liégeois, P. (2007). Income growth in the 21st century: Forecasts with an overlapping generations model. *International Journal of Forecasting*, 23(4), 621–635.
- De la Fuente, A. (2010). Remittances and Vulnerability to Poverty in Rural Mexico. *World Development*, 38(6), 828–839.
- De Mello, L., et Tiongson, E. R. (2009). What Is the Value of (My and My Family's) Good Health. *Kyklos*, 62(4), 594–610.

- Deléchat, C. (2001). International migration dynamics: The role of experience and social networks. *International Migration Dynamics*, 15(3), 457–686.
- Demetriades, P., et Law, S. H. (2004). *Finance, Institutions and Economic Growth* (No. 04/5). Leicester.
- Di Bartolomeo, A., Fakhoury, T., et Perrin, D. (2010). *Egypt Migration Profile. CARIM-Consortium for Applied Research on International Migration* (pp. 1–10). Firenze.
- Dickey, D. A., et Fuller, W. A. (1979). Distribution of the estimators for autoregressive Time Series with a Unit Root. *Journal of the American Statistical Association*, 74(336), 427–431.
- Diebold, F., et Rudebusch, G. (1992). Have postwar economic fluctuations been stabilized? *The American Economic Review*, 82(1), 993–1005.
- Dimova, R., et Wolff, F.-C. (2009). *Remittances and Chain Migration: Longitudinal Evidence from Bosnia and Herzegovina* (No. 4083). Bonn.
- Docquier, F., et Marfouk, A. (2004). *Measuring the international mobility of skilled workers*. Washington, DC: International Bank for Reconstruction and Development Trade Team.
- Docquier, F., et Rapoport, H. (2003). Ethnic discrimination and the migration of skilled labor. *Journal of Development Economics*, 70(1), 159–172.
- Docquier, F., Paddison, O., et Pestieau, P. (2007). Optimal accumulation in an endogenous growth setting with human capital. *Journal of Economic Theory*, 134(1), 361–378.
- Drapier, C., Jayet, H., et Rapoport, H. (1997). Les motifs des migrations et des transferts associés. *Région et Développement*, 6(1), 1–28.
- Drinkwater, S., Levine, P., et Lotti, E. (2009). The Labour Market and Investment Effects of Remittances. In G. S (Ed.), *Development Macroeconomics* (Routledge., Vol. 44). London.
- Durand, J., Kandel, W., Parrado, E. A., et Massey, D. S. (1996). International migration and development in mexican communities. *Demography*, 33(2), 249–264.
- Dustmann, C., et Kirchkamp, O. (2002). The optimal migration duration and activity choice after re-migration. *Journal of Development Economics*, 67(1), 351–372.
- Duval, L. (2009). L'effet des transferts des migrants sur la déforestation dans les pays en développement : impact of remittances on deforestation in developing countries. *Revue d'Economie du Développement*.
- Ebeke, C., et Le Goff, M. (2010). *Impact des envois de fonds des migrants sur les inégalités de revenu dans les pays en développement. Revue économique*.

- Edwards, A. C., et Ureta, M. (2003). International migration, remittances, and schooling: evidence from El Salvador. *Journal of Development Economics*, 72(2), 429–461.
- El Qorchi, M., Munzele, M. S., et Wilson, J. F. (2003). *An analysis of the informal Hawala System* (No. IMF Occasional Paper 222). Washington, DC.
- EL-Hamma, I., et Ejbari, A. (2013). Determinants of banking liquidity in South Mediterranean countries: The case of Morocco. In M. Peeters, N. Sabri, et W. Shahin (Eds.), *Financial Integration A Focus on the Mediterranean Region* (Vol. 36, pp. 159–171). Berlin, Springer, Berlin Heidelberg.
- El-Sakka, M. I. T., et McNabb, R. (1999). The Macroeconomic determinants of emigrant remittances. *World Development*, 27(8), 1493–1502.
- Elbadawi, A., et Rocha, R. de R. (1992). *Determinants of expatriate workers ' remittances in North Africa and Europe*.
- Elbadawy, A., et Roushdy, R. (2010). *Impact of international migration and remittances on child schooling and child work: the case of Egypt* (No. 545). Cairo.
- Eltayeb, S. M., et Sidiropoulos, M. G. (2010). Does workers' remittances affect growth: Evidence from seven MENA labor exporting countries'. *International Research Journal of Finance and Economics*, 46(46), 181–194.
- Errachid, K. (1993). *L'émigration internationale de travail et ses implications spatiales dans la Wilaya du Grand Casablanca : Etude de cas géographique et cartographique*.
- Esquivel, G., et Huerta-Pineda, A. (2007). Remittances and poverty in Mexico: a propensity score matching approach. *Integration et Trade Journal*, 27(1), 45–72.
- Faini, R. (1994). Workers remittances and the real exchange rate - A quantitative framework. *Journal of Population Economics*, 7, 235–245.
- Faini, R. (2006). *Remittances and the Brain Drain* (No. 2155).
- Fajnzyblber, P., Lopez, J. H., Boschi, R., Gaitán, F., et Acosta, P. (2008). Remittances and development: lessons from Latin America. In P. Fainzyblber et J. H. Lopez (Eds.), *Brazilian Political Science Review* (Vol. 3, pp. 21–49). World Bank.
- Feenstra, R. C., et Hanson, G. H. (1996). *Foreign Investment, Outsourcing and Relative Wages* (No. 5121). Cambridge, MA.
- Fischer, S. (2003). Globalization and its challenges. *American Economic Review*, 93(2), 1–30.
- FMI. (2005). *IMF Research Bulletin*. Washington, DC.
- Freund, C., et Spatafora, N. (2008). Remittances: transaction costs, determinants, and informality. *Journal of Development Economics*, 86(2), 356–366.

- Funkhouser, E. (1995). Remittances from international migration: A comparison of El Salvador and Nicaragua. *The Review of Economics and Statistics*, 77(1), 137–146.
- Galor, O., et Zeira, J. (1993). Income distribution and macroeconomic. *The Review of Economic Studies*, 60(1), 35–52.
- Gedeshi, I. (2002). Role of remittances from Albanian Emigrants and Their Influence in the Country's Economy. *Eastern European Economics*, 40(5), 49–72.
- Germenji, E., Beka, I., et Sarris, A. (2001). *Estimating remittance functions for rural based Albanian emigrants* (No. WPS97-8158). Maastrich.
- Ghosh, B. (2003). Return migration: reshaping policy approaches. In B. Ghosh (Ed.), *Return Migration: Journey of Hope or Despair?* (pp. 181–226). Geneva: International Organization for Migration.
- Giuliano, P., et Ruiz-Arranz, M. (2009). Remittances, financial development, and growth. *Journal of Development Economics*, 90(1), 144–152.
- Glytsos, N. P. (1993). Measuring the income effects of migrant remittances: A Methodological Approach Applied to Greece. *Economic Development and Cultural Change*, 42(1), 131–68.
- Glytsos, N. P. (1997). Remitting Behaviour of “Temporary” and “Permanent” Migrants: The Case of Greeks in Germany and Australia. *Labour*, 11(3), 409–435.
- Glytsos, N. P. (2002). *A Model of remittance determination applied to Middle East and North Africa Countries* (No. WPS37). Athens.
- Gonzalez-Konig, G., et Wodon, Q. (2005). *Remittances and inequality*. Washington, DC.
- Grabel, I. (2008). *The political economy of remittances: What Do We Know? What Do We Need to Know?* (No. 184). Amherst.
- Greenwood, J., et Jovanovic, B. (1990). Financial development, growth, and the distribution of income. *The Journal of Political Economy*, 98(5), 1076–1107.
- Grimes, A. (2006). A smooth ride: Terms of trade, volatility and GDP growth. *Journal of Asian Economics*, 17(4), 583–600.
- Grossman, G., et Rossi-Hansberg, E. (2008). *External economies and international trade redux*. *The Quarterly Journal of Economics* (Vol. 152, pp. 829–858).
- Gubert, F. (2002). Do migrants insure those who stay behind? evidence from the Kayes Area (Western Mali). *Oxford Development Studies*, 30(3), 267–287.
- Guillaumont S, J., et Kpodar, K. R. (2006). Développement financier, instabilité financière et croissance économique. *Economie et Prévision*, 174(3), 87–111.

- Gunder, A. F. (1969). *Capitalism and underdevelopment in Latin America*. Thèse de doctorat en sciences économiques.
- Gupta, P. (2005). *Macroeconomic determinants of remittances: Evidence from India* (No. 05/224). Washington, DC.
- Gupta, S., Pattillo, C., et Wagh, S. (2007). Making remittances work for Africa. *Finance and Development*, 44(2), 1–8.
- Gupta, S., Pattillo, C., et Wagh, S. (2009). Impact of remittances on poverty and financial Development in Sub-Saharan Africa. *World Development*, 37(1), 104–115.
- Gustafsson, B., et Makonnen, N. (1993). Poverty and remittances in Lesotho. *Journal of African Economies*, 2, 49–73.
- Halliday, T. (2008). *Migration, risk and the Intra-Household allocation of labor in El Salvador* (No. 3322). Bonn.
- Hamilton, J. D. (1989). A New approach to the economic analysis of Non-Stationary Time Series and the Business Cycle. *Econometrica*, 57(2), 357–384.
- Hansen, P. L. (1982). Large sample properties of Generalized Methode of Moments Estimators. *Econometrica*, 50(4), 1029–1054
- Hanson, G., et Woodruff, C. (2003). Emigration and educational attainment in Mexico. *Documento de Trabajo Del IR/PS*.
- Harding, D., et Pagan, A. (2002). Dissecting the cycle: a methodological investigation. *Journal of Monetary Economics*, 49, 365–381.
- Harris, J. R., et Todaro, M. P. (1970). Migration, unemployment et development: A two-Sector Analysis. *American Economic Review*, 60(1), 126–42.
- Hart, P. (1981). *The Statics and Dynamics of income distributions: A survey* (No WP05/13). Stellenbosch.
- Hernandez, C. R. (2005). *The U. S. – Mexico remittance corridor lessons on shifting from informal to formal*.
- Herrera, S., et Vincent, B. (2008). *Public expenditure and consumption volatility* (No. WP4633). Washington, DC.
- Higgins, M. L., Hysenbegasi, A., et Pozo, S. (2004). Exchange-rate uncertainty and workers' remittances. *Applied Financial Economics*, 14(6), 403–411.
- Hildebrandt, N., et Mckenzie, D. J. (2005). *The Effects of Migration on Child Health in Mexico* (No. WPS3573). Washington, DC.
- Hoddinott, J. (1994). A Model of migration and remittances applied to Western Kenya. *Oxford Economic Papers*, 46(3), 459–476.

- Hodrick, R., et Prescott, E. (1997). Postwar US Business Cycles: an empirical investigation. *Journal of Money, Credit, and Banking*, 29(1), 1–16.
- Honig, A. (2008). Addressing causality in the effect of capital account liberalization on growth. *Journal of Macroeconomics*, 30(4), 1602–1616.
- Ilahi, N. (1999). Return migration and occupational change. *Review of Development Economics*, 3(2), 170–186.
- Ilahi, N., et Jafarey, S. (1999). Guestworker migration, remittances and the extended family: evidence from Pakistan. *Journal of Development Economics*, 58(2), 485–512.
- Im, K. S., Pesaran, M. H., et Shin, Y. (2003). Testing for unit roots in heterogeneous panels. *Journal of Econometrics*, 115(1), 53–74.
- Imai, K. S., Gaiha, R., Ali, A., et Kaicker, N. (2014). Remittances, growth and poverty: New evidence from Asian countries. *Journal of Policy Modeling*, 36(3), 524–538.
- Joiner, A. (2001). Monetary policy effects in an Australian Bayesian VAR model. In *The Australasian Macroeconomics Workshop*. Wellington.
- Jongwanich, J. (2007). *Workers' remittances, economic growth and poverty in developing Asia and the Pacific Countries* (No. WP/07/01). New York.
- Jumah, A., et Kunst, R. M. (2007). *Inflation in the West African countries: the impact of Cocoa prices, budget deficits, and migrant remittances* (No. 219). Vienna.
- Kalaj, E. H. (2013). *Hidden Consequences of Remittances: The micro impact of remittance flows in the Albanian remittance-receiving households' behavior*. University of Trento.
- Kanaiaupuni, S. M., et Donato, K. M. (1999). Migradollars and mortality: The effects of migration on infant survival in Mexico. *Demography*, 36(3), 339–353.
- Kapur, D. (2004). *Remittances : the new development mantra?* New York: United Nations.
- Karpowicz, I. (2006). *Determinants of Emigrant Deposits in Cape Verde* (No. WP/06/130). Washington, D.C.
- Katseli, L. T., et Glytsos, N. (1986). *Theoretical and empirical determinants of international labour mobility: a Greek-German perspective*. CEPR Discussion Papers. London.
- Kaufman, D., et Lindauer, D. L. (1986). *Income transfers within extended families to meet basic needs: the evidence from EL Salvador* (No. SWP644). Washington, D.C.
- Keely, C. B., et Saket, B. (1980). Jordanian migrant workers in the Arab region: a case study of consequences for labor supplying countries. *Middle East Journal*, 38(4), 685–698.
- Kimhi, A. (1995). Differential human capital investments and the choice of successor in family farms. *American Journal of Agricultural Economics*, 77, 719–724.

- Kireyev, A. (2006). *The macroeconomics of remittances: The case of Tajikistan* (No. 06/2). Washington, DC.
- Klinger, B., et Lederman, D. (2006). *Sectoral concentration in the search for innovations and export Booms* (No. WPS3983). Washington, DC.
- Knowles, J. C., et Anker, R. (1981). An Analysis of income transfers. *Journal of Development Economics*, 8(1), 205–226.
- Koska, O. a., Saygin, P. Ö., Çağatay, S., et Artal-Tur, A. (2013). International migration, remittances, and the human capital formation of Egyptian children. *International Review of Economics et Finance*, 28, 38–50.
- Kpodar, K. (2006). *Développement financier, instabilité financière et croissance économique : implications pour la réduction de la pauvreté*. Université d'Auvergne-Clermont 1. Thèse de doctorat en sciences économiques.
- Krebs, T. (2003). Human Capital Risk and economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 118(2), 709–744.
- Krebs, T., Krishna, P., et Maloney, W. (2013). *Income Mobility and Welfare* (No. WP/13/12). Washington, DC.
- Kumar, R. R., Stauvermann, P. J., Patel, A., et Kumar, R. D. (2014). Exploring the effects of energy consumption on output per worker: A study of Albania, Bulgaria, Hungary and Romania. *Energy Policy*, 69, 575–585.
- Kwiatkowski, D., Phillips, P. C. B., Shin, Y., et Schmidt, P. (1992). Testing the null hypothesis of stationarity against the alternative of a Unit Root : how sure are we that Economic Time Series Are Nonstationary? *Journal of Econometrics*, 54, 159–178.
- Lachaud, J. (1999). Envois de fonds, inégalité et pauvreté au Burkina Faso. *Revue Tiers Monde*, 793–827.
- Lachaud, J. P. (1999). Envois de fonds inégalité et pauvreté au Burkina Faso. *Tiers-Monde*.
- Lartey, E. K. K. (2013). Remittances, investment and growth in sub-Saharan Africa. *The Journal of International Trade et Economic Development*, 22(7), 1038–1058.
- Le, T. (2009). Trade, remittances, institutions, and economic growth. *International Economic Journal*, 23(1), 391–408.
- Lee, E. S. (1966). A Theory of Migration. *Demography*, 3(1), 47–57.
- León-Ledesma, M., et Piracha, M. (2004). International migration and the role of remittances Eastern Europe. *International Migration*, 42(4), 65–83.

- Leones, J., et Feldman, S. (1998). Nonfarm activity and rural household income: evidence from Philippine Microdata. *Economic Development and Cultural Change*, 48(4), 887–888.
- Lewis, W. A. (1954). Economic development with Unlimited Supplies of Labour. *The Manchester School*, 22(2), 139–191.
- Lianos, T. P. (1997). Factors determining migrant remittances: the case of Greece. *The International Migration Review*, 31, 72–87.
- Lindley, A. (2009). The early morning phonecall: remittances from a refugee diaspora perspective. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 35(8), 1–33.
- Lindstrom, D. P., et Muñoz-Franco, E. (2006). Migration and maternal health services utilization in rural Guatemala. *Social Science et Medicine (1982)*, 63(3), 706–21.
- Loayza, N., Schmidt-Hebbel, K., et Servén, L. (2000). What drives provates saving across the world? *The Review of Economics and Statistics*, 132(0), 165–181.
- Lopez Cordova, J. E. (2005). Globalization, migration, and development: The role of Mexican migrant remittances. *Economía*.
- López-Córdova, E. (2004). Globalization , Migration and development : The role of Mexican migrant remittances. *Economía*, 6(October), 217–256.
- López-córdova, E., et Olmedo, A. (2006). *International remittances and development: existing evidence, Policies, and Recommendations* (No. 41).
- Lowell, B. L., et de la Graza, R. (2000). *The developmental role of remittances in US Latino Communities and in Latin American countries. Inter-American Dialogue*. Washington, D.C.
- Lucas, R. E. (1977). Understanding business cycles. *Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy*, 5, 7–29.
- Lucas, R. E. B. (1987). Emigration to South Africa’s mines. *The American Economic Review*, 77(3), 313–330.
- Lucas, R. E. B. (2005). *International migration and economic development: Lessons from Low-income Countries* (p. 360). Edward Elgar Publishing.
- Lucas, R. E. B., et Stark, O. (1985). Motivations to remit: evidence from Botswana. *Journal of Political Economy*, 93(5), 901–918.
- Lueth, E., et Ruiz-Arranz, M. (2006). *A Gravity Model of workers ’ remittances* (No. 06/290). Washington, DC.
- Lueth, E., et Ruiz-Arranz, M. (2006). *A Gravity Model of workers ’ remittances* (No. 06/290). Washington, DC.

- M Mouhoud, E. M. (2008). Migration et déterminants des transferts de fonds dans les PSM: Quand l'histoire compte. In *Fourth Annual Conférence OECD*.
- Maimbo, S. M., et Ratha, D. (2005). *Remittances : development impact and future prospects*. *Journal of Economic Literature* (Vol. 44, pp. 1074–1075). World Bank Publications.
- Majeed, M. T. (2014). Poverty effects of remittances: a comparative analysis. *Journal of International Development*, 27(1), 1–14.
- Makhlouf, F. (2013). *Transferts de fonds vers le Maroc : enjeux , comportement et impacts*. Université de Pau et des Pays de l'Adour. Thèse de doctorat en sciences économiques.
- Mallick, D., et Cooray, A. (2010). *International Business Cycles and remittances flows* (No. 25675). Munich.
- Mandelman, F. S., et Zlate, A. (2012). Immigration, remittances and business cycles. *Journal of Monetary Economics*, 59(2), 196–213.
- Mansuri, G. (2006). *Migration, school attainment, and child labor: evidence from rural Pakistan* (No. WPS3945). Washington, DC.
- Martínez, J. D. L. (2005). *Workers ' Remittances to developing countries : A survey with Central Banks on Selected Public Policy Issues* (No. WPS3638) (pp. 1–43). Washington, DC.
- Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., et Taylor, J. E. (1994). Theories of international migration: a review and appraisal. *Population and Development Review*, 19(3), 431–466.
- Massey, D. S., et Basem, L. C. (1992). Determinants of savings, remittances, and spending patterns among U.S. migrants in four Mexican communities. *Sociological Inquiry*, 62(2), 185–207.
- Massey, D. S., et Parrado, E. A. (1998). International migration and business formation in Mexico. *The Quarterly Journal of Economics*, 79(1), 1–20.
- Mazzucato, V. (2009). Informal Insurance Arrangements in Ghanaian Migrants' Transnational Networks: The Role of Reverse Remittances and Geographic Proximity. *World Development*, 37(6), 1105–1115.
- Mckenzie, D. (2007). *A Profile of the World' s Young developing country migrants* (No. WPS4021). Washington, DC.
- Mckenzie, D., et Rapoport, H. (2006). *Can migration reduce educational attainment? Evidence from Mexico* (No. WPS3952). Washington, DC.
- Mckenzie, D., et Rapoport, H. (2007). Network effects and the dynamics of migration and inequality: Theory and evidence from Mexico. *Journal of Development Economics*, 84(1), 1–24.

- Mckenzie, D., et Rapoport, H. (2010). Self-Selection Patterns in Mexico-U.S migration: the role of migration networks. *The Review of Economics and Statistics*, 92(4), 811–821.
- Mendoza, E. G. (1997). Terms-of-trade uncertainty and economic growth. *Journal of Development Economics*, 54(1997), 323–356.
- Mesnard, A. (2004). Temporary migration and capital market imperfections. *Oxford Economic Papers*, 56, 242–262.
- Mesnard, A., et Ravallion, M. (2001). *Wealth distribution and self-employment in a developing country* (pp. 1–30). London.
- Milanovic, B. (1987). Remittances and income distribution. *Journal of Economic Studies*, 14(5), 24–37.
- Mincer, J. (1958). Investment in Human Capital and personal income distribution. *Journal of Political Economy*, 66(4), 281–302.
- Miotti, L., Mouhoud, E. M., et Oudinet, J. (2009). Migrations and determinants of remittances to southern mediterranean countries: When history matters. In *Second International Conference on Migration and Development* (pp. 1–38). Washington, DC.
- Mitchell, W. C. (1927). *Business cycles: the problem and its settings*. New York. New York: National Bureau of Economic Research.
- Mohapatra, S., Joseph, G., et Ratha, D. (2012). Remittances and natural disasters: Ex-post response and contribution to ex-ante preparedness. *Environment, Development and Sustainability*, 14(3), 365–387.
- Molina, J. J. F. (2006). *Remittances, Saving, investment, and school enrollment in developing countries*. Fordham University.
- Mondiale Banque. (2009). *Migration and development brief*. Washington, DC.
- Morgenstern, O. (1959). International financial transactions and Business Cycles. In O. Morgenstern (Ed.), *The International Spread of Business Cycles* (pp. 3–39). New Jersey: Princeton University Press.
- Mouhoub, M. El, Oudinet, J., et Unan, E. (2008). *Macroeconomic Determinants of Migrants' Remittances in the Southern and Eastern Mediterranean Countries* (No. WP4). Dubaï.
- Mundaca, B. G. (2009). Remittances, financial market development, and economic growth: The case of Latin America and the Caribbean. *Review of Development Economics*, 13, 288–303.
- Mundell, R. (1957). International trade and factor mobility. *The American Economic Review*, 47(3), 321–335.
- Myrdal, G. (1957). *Rich lands and poor : the road to world prosperity*. New York: Harper et Row.

- Naiditch, C. (2009). *Trois essais sur les transferts de fonds des migrants*. Paris I- Panthéon Sorbonne. Thèse de doctorat en sciences économiques.
- Naiditch, C., et Vranceanu, R. (2010). Equilibrium migration with invested remittances: The EECA evidence. *European Journal of Political Economy*, 26, 454–474.
- Nakamura, A., et Nakamura, M. (1998). Model specification and endogeneity. *Journal of Econometrics*, 83(1), 213–237.
- Nations Unies. (2013). *International migration report 2013*. New York.
- Naufal, G. S. (2008). *Why remit? The case of Nicaragua* (No. WPS3276). Bonn.
- Neagu, I., et Schiff, M. (2009). *Remittance stability, cyclicalité and stabilizing impact in developing countries* (No. 5077).
- Niimi, Y., Ozden, C., et Schiff, M. (2008). *Remittances and the brain drain: Skilled migrants do remit less* (No. 126). Washington, DC.
- Nyamongo, E. M., Misati, R. N., Kipyegon, L., et Ndirangu, L. (2012). Remittances, financial development and economic growth in Africa. *Journal of Economics and Business*, 64(3), 240–260.
- Oberai, A., et Singh, H. (1980). Migration, remittances and rural development: Findings of a case study in the Indian Punjab. *Int'l Lab. Rev.*, 119(2), 229–41.
- Organisation de Coopération et de développement Economique (OCDE). (2005). *Migrations, transferts de fonds et développement Migrations, transferts de fonds et développement*.
- Organisation de Coopération et de développement Economique (OCDE). (2012). *International Migration Outlook 2012*. Paris.
- Organisation Internationale pour la Migration (OIM). (2013). *Etat de la migration dans le monde 2013 : le bien-être des migrants et le développement* (p. 228). Genève.
- Orozco, M. (2002). Globalization and Migration: The Impact of Family Remittances in Latin America. *Latin American Politics and Society*, 44, 41–66.
- Osaki, K. (2003). Migrant remittances in Thailand: economic necessity or social norm? *Journal of Population Research*, 20(2), 203–222.
- Osili, U. O. (2007). Remittances and savings from international migration: Theory and evidence using a matched sample. *Journal of Development Economics*, 83(2), 446–465.
- Özden, Ç., et Schiff, M. (2006). *International migration, remittances, and the Brain Drain*. (Ç. Özden et M. Schiff, Eds.). Washington, DC: The World Bank, Palgrave Macmillan.

- Özden, Ç., Parsons, C. R., Schiff, M., et Walmsley, T. L. (2011). Where on earth is everybody? The evolution of global bilateral migration 1960-2000. *World Bank Economic Review*, 25, 12–56.
- Pallage, S., et Robe, M. A. (2003). On the welfare cost of economic fluctuations in Developing Countries. *International Economic Review*, 44(2), 677–698.
- Paris, T. R., Rola-Rubzen, M. F., Luis, J., Chi, T. T. N., Wongsanum, C., et Villanueva, D. (2009). Comparative analysis of the impact of labor out migration and remittances on income and rice productivity In The Philippines, Thailand And Vietnam, (48165).
- Parsons, C. R., Walmsley, T. L., et Winters, L. A. (2007). *Quantifying international migration : a database of bilateral migrant stocks*.
- Perry, G. E., Arias, O. S., Maloney, W. F., et Servén, L. (2006). *Poverty reduction and growth: virtuous and vicious circles*. Washington, DC.
- Pesaran, M. H. (2007). A simple panel unit root test in the presence of cross-section dependence. *Journal of Applied Econometrics*, 22, 265–312.
- Piore, M. J. (1979). Birds of Passage: migrant labor and industrial societies. *Journal of Social History*, 7(3), 775–778.
- Plaza, S., Navarrete, M., et Ratha, D. (2011). *Migration and remittances household surveys in Sub-Saharan Africa Methodological aspects and main findings* (No. WPS2011). Washington, DC.
- Poirine, B. (1997). A theory of remittances as an implicit family loan arrangement. *World Development*, 25(4), 589–611.
- Poirine, B., et Franguise, U. (1997). A theory of remittances as an implicit family loan arrangement. *World Development*, 25(4), 589–611.
- Portes, A., et Bach, R. L. (1985). La mondialisation par le bas. *Actes de La Recherche En Sciences Sociales*, 129(1), 15–25.
- Portier, F. (1994). Business Cyclical french formation Markups Business and in the Cycle. *Annales d'Économie et de Statistique*, 37(38), 411–440.
- Rajan, R., et Subramanian, A. (2005). *What undermines aid's impact on growth?* (No. 05/126). Washington, DC.
- Rama, M. (2003). *Globalization and workers in developing Countries* (No. 2958). Washington, DC.
- Rand, J., et Tarp, F. (2002). Business Cycles in developing countries: are they Different? *World Development*, 30(12), 2071–2088.
- Rao, B. B., et Hassan, G. M. (2011). A panel data analysis of the growth effects of remittances. *Economic Modelling*, 28(1-2), 701–709.

- Rapoport, H., et Docquier, F. (2006). Economics of migrants' remittances. In S.-C. Kolm et J. M. Ythier (Eds.), *The Economics of Migrants' Remittances, Handbook on Economics of Giving, Reciprocity and Altruism* (pp. 1135–1198). Elsevier Inc.
- Ratha, D. (2003). *Workers' remittances: An important development finance*. *Global Development Finance*. Washington, DC: World Bank.
- Ratha, D. (2003). *Workers' Remittances: An important development finance*. *Global Development Finance*. Washington, DC: World Bank.
- Ratha, D. (2006). *Remittances trend* (No. 40088). Washington, DC.
- Ratha, D., et Shaw, W. (2007). *South-South migration and remittances*. Washington, DC.
- Ravallion, M., Chen, S., et Sangraula, P. (2008). *Dollar a Day Revisited* (No. 4620). Washington, DC.
- Reanne, F., Palma-Coca, O., Rauda-Esquivel, J., Olaiz-Fernández, G., Díaz-Olavarrieta, C., et Acevedo-García, D. (2009). The relationship between remittances and health care provision in Mexico. *American Journal of Public Health*, 99(7), 1227–1231.
- Rivera-batiz, L. A., et Romer, P. M. (1991). International technological trade with endogenous change. *European Economic Review*, 35(4), 971–1001.
- Rodriguez, E. R. (1998). International migration and income distribution in the Philippines. *Economic Development and Cultural Change*, 46(2), 329–350.
- Rodriguez, E. R., et Horton, S. (1995). *International Return Migration and Remittances in the Philippines*. University of Toronto, Department of Economics.
- Rodriguez, E. R., et Tiongson, E. R. (2001). Temporary migration overseas and household labor supply: evidence from Urban Philippines. *International Migration Review*, 35(3), 709–725.
- Rodrik, D. (2000). Participatory politics, social cooperation, and economic stability. *The American Economic Review*, 90(2), 140–144.
- Romer, P. (1986). Increasing returns and long-run growth. *The Journal of Political Economy*, 94(5), 1002–1037.
- Rosenzweig, M. (1986). Risk, implicit contracts and the family in rural areas of low-income countries. *Economic Journal*, 2(86), 1148–1170.
- Rostow, W. W. (1960). The Stages of Economic Growth. *The Economic History Review*, 12(1), 1–16.
- Ruiz, I., Shukralla, E., et Varagas-Silva, C. (2009). Remittances, institutions and growth: a semiparametric study. *International Economic Journal*, 23(1), 111–119.

- Russell, S. S. (1986). Remittances from international migration: A review in perspective. *World Development*.
- Sana, M., et Massey, D. S. (2005). Household composition, family migration, and community context: Migrant remittances in four countries. *Social Science Quarterly*.
- Sander, C., et Maimbo, M. S. (2003). *Migrant labor remittances in Africa: reducing obstacles to developmental contributions* (No. WPS64). Washington, DC.
- Savvides, A. (1998). Trade policy and income inequality: new evidence. *Economics Letters*, 61(May), 365–372.
- Sayan, S. (2004). Guest workers' remittances and output fluctuations in Host and Home countries: The case of remittances from Turkish workers in Germany. *Emerging Markets Finance and Trade*, 40(6), 68–81.
- Sayan, S. (2006). *Business Cycles and workers' remittances: how Do migrant workers Respond to Cyclical Movements of GDP At Home?* Washington, DC: International Monetary Fund.
- Schiff, M. (1996). *South-North migration and trade - A survey* (No. 1696). Washington, DC.
- Schrooten, M. (2006). *Workers' remittances to former Soviet States* (No. DIW476). Berlin.
- Schultz, T. W. (1961). Investment in Human Capital. *The American Economic Review*, 51(1), 1–17.
- Secondi, G. (1997). Private monetary transfers in rural China: Are families altruistic? *Journal of Development Studies*, 33(4), 487–512.
- Shahbaz, M. (2009). Determinants of workers' remittances: Implications for poor people of Pakistan. *European Journal of Scientific Research*, 25(1), 130 – 144.
- Shahbaz, M., et Aamir, N. (2011). Macroeconomic Environment and Financial Sector's Performance: Econometric Evidence from Three Traditional Approaches. *Journal of Women's Health*, 20(1), 505–8.
- Singer, D. A. (2010). Migrant remittances and exchange rate regimes in the Developing World. *American Political Science Review*, 104(02), 307–323.
- Singh, R. J., Lee, K., Haacker, M., et Le Goff, M. (2011). Determinants and macroeconomic impact of remittances in Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 20(2), 312–340.
- Sirkeci, I., Cohen, J. H., et Ratha, D. (2012). *Migration and remittances during the global financial crisis and beyond*. Washington, DC: World Bank.
- Solimano, A. (2003). *Remittances by Emigrants - Issues and Evidence* (No. 2003/89). Washington, DC.

- Solow, R. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65–94.
- Ssengonzi, R., Jong, G. De, et Stokes, C. (2002). The effect of female migration on infant and child survival in Uganda. *Population Research and Policy*, 21, 403–431.
- Stark, O. (1991). *The Migration of Labor*. (O. Stark, Ed.) (First., p. 396). Cambridge, Massachusetts: University of Massachusetts Press.
- Stark, O., et Bloom, D. E. (1985). The new economics of labor migration. *The American Economic Review*, 75(2), 173–178.
- Stark, O., et Levhari, D. (1982). On migration and risk in LDCs. *The University of Chicago Press*, 31(1), 191–196.
- Stark, O., et Lucas, R. E. B. (1988). Migration, remittances, and the family. *Economic Development and Cultural Change*, 36, 465.
- Stark, O., et Wang, Y. (2002). Inducing human capital formation: migration as a substitute for subsidies. *Journal of Public Economics*, 86(1), 29–46.
- Stark, O., Taylor, J. E., et Yitzhaki, S. (1986). Remittances and inequality. *The Economic Journal*, 96(383), 722–740.
- Stark, O., Taylor, J. E., et Yitzhaki, S. (1988). Migration, remittances and inequality. *Journal of Development Economics*, 28(3), 309–322.
- Stiglitz, J. (2010). *Le triomphe de la cupidité*. Paris: Arles: Babel.
- Stock, J., et Watson, M. (1991). *A probability model of the Coincident Economic Indicators*. Cambridge (England): Cambridge University Press.
- Stolper, W. F., et Samuelson, P. A. (1941). Protection and real wages. *The Review of Economic Studies*, 9(1), 58–73.
- Straubhaar, T. (1986). The determinants of workers' remittances: The case of Turkey. *Weltwirtschaftliches Archiv*, 122(4), 728–740.
- Sylwester, K. (2002). Can education expenditures reduce income inequality? *Economics of Education Review*, 21, 43–52.
- Taghlobi, M. (2012). *Interaction entre capital humain et émigration : le cas du Liban*. Université du Maine.
- Tavares, J., et Wacziarg, R. (2001). How democracy affects growth. *European Economic Review*, 45, 1341–1378.
- Taylor, J. E. (1992). Remittances and inequality reconsidered: direct, indirect, and intertemporal effects. *Economic Modelling*, 14(2), 187–208.

- Taylor, J. E., et Wyatt, T. J. (1996). The shadow value of migrant remittances, income and inequality in a household-farm economy. *Journal of Development Studies*.
- Taylor, J. E., Mora, J., et Adams, R. H. (2005). *Remittances, inequality and poverty: Evidence from rural Mexico* (No. WPS05-003). Mexico.
- Thierry, X. (2008). Migrations : le défi statistique européen. *Population et Société*, 442, 1–4.
- Thorsen, B., et Martínez Pería, M. S. (2011). What explains the cost of remittances? An examination across 119 Country Corridors. *World Bank Economic Review*, 25(1), 105–131.
- Todaro, M. P., et Maruszko, L. (1987). Illegal migration and US immigration reform: a conceptual framework. *Population and Development Review*, 13(1), 101–114.
- Vaaler, P. M. (2011). Immigrant remittances and the venture investment environment of developing countries. *Journal of International Business Studies*, 42(9), 1121–1149.
- Vahid, F., et Engle, R. F. (1993). Common Trends and Common Cycles. *Journal of Applied Econometrics*, 8(4), 341–360.
- Van Norden, S. (2004). Filtres pour l'analyse courante. *L'Actualité Économique*, 80(2-3), 523.
- Vanwey, L. K. (2004). Altruistic and contractual remittances between Male and female migrants and households in rural Thailand. *Demography*, 41(4), 739–756.
- Vargas-Silva, C., et Huang, P. (2006). Macroeconomic determinants of workers' remittances: host vs. home country's economic conditions. *The Journal of International Trade and Economic Development*, 14(1), 81–99.
- Wahba, J. (2004). The transmission of Dutch Disease and labor migration. *The Journal of International Trade et Economic Developmen*, 7(3), 355–365.
- Wahba, S. (1991). What determines workers' remittances? *Finance and Development*, 28, 41.
- Wallerstein, I. (1976). The Modern World-System. *Academic Press*, 229–233.
- Wolf, H. (2004). *Accounting for consumption volatility differences* (No. WPS51). Washington, DC.
- Woodruff, C., et Zenteno, R. (2001). Remittances and microenterprises in Mexico. *Unpublished Paper*, 1–40.
- Woodruff, C., et Zenteno, R. (2007). Migration networks and microenterprises in Mexico. *Journal of Development Economics*, 82(2), 509–528.
- Wooldridge, J. (2003). *Introductory econometrics : a modern approach* (Third.). Australia ; Cincinnati Ohio: South-Western College Pub.

- Wouterse, F. (2010). Remittances, poverty, inequality and welfare: evidence from the central plateau of Burkina Faso. *Journal of Development Studies*.
- Yang, D. (2005). *Are remittances insurance? evidence from Rainfall Shocks in the Philippines* (No. WPS535). Washington, DC.
- Yang, D. (2008). International migration, remittances and household investment: Evidence from Philippine migrants' exchange rate shocks. *Economic Journal*, 118, 591–630.
- Yang, D., et Choi, H. (2007). Are remittances insurance? evidence from Rainfall Shocks in the Philippines. *The World Bank Economic Review*, 21(2), 219–248.
- Yang, D., et Martínez, C. A. (2006). *Remittances and poverty In migrants' Home Areas: Evidence from the Philippines, International Migration, Remittances and the Brain Drain* (No. 3).
- Zachariah, K. C., Mathew, E. T., et Rajan, S. I. (2001). Social, Economic and Demographic Consequences of Migration on Kerala. *International Migration*, 39(2), 43–71.
- Zamora, R. G. (2005). Collective Remittances and the 3x1 program as a transnational social learning process. In *Mexican Migrant Social and Civic Participation in the United States*. Washington, DC.
- Zelinsky, W. (1971). The hypothesis of the mobility transition. *Geographical Review*, 30(1), 219–249.
- Zhang, L. (2008). Political economy of income distribution dynamics. *Journal of Development Economics*, 87(1), 119–139.
- Zhu, N., et Luo, X. (2008). *The impact of remittances on rural poverty and inequality in China* (No. WPS4673). Washington, DC.
- Ziesemer, T. H. W. (2006). *Worker remittances and growth: The Physical and Human Capital Channels* (No. 2006-020). New York.
- Zlotnik, H. (2003). Théories sur les migrations internationales. In G. Caselli, J. Vallin, et G. Wunsch (Eds.), *Démographie: analyse et synthèse. Les déterminants de la migration. Tome IV* (INED., pp. 1–26). Paris.
- Zolberg, A. R. (1981). Origins of the modern world system: A missing link. *World Politics*, 33(02), 253–281.

Tables des Matières

Sommaire	III
Liste des tableaux.....	IV
Liste des figures	V
Introduction générale.....	1
Chapitre 1. Les transferts de fonds des migrants : une source importante de devises.....	13
Introduction	13
Section 1. Les transferts comme la conséquence d'une migration forte.....	15
1.1. Les théories générales expliquant la migration	15
1.1.1 Approche structuraliste ou macroéconomique	16
1.1.1.1. La théorie macroéconomique néoclassique.....	16
1.1.1.2. Le modèle historico-structurel des systèmes mondiaux.....	17
1.1.1.3. La théorie dualiste du marché du travail	18
1.1.1.4. La théorie de la transition vers la mobilité.....	20
1.1.2. Les modèles microéconomiques de la migration	23
1.1.2.1. Le modèle microéconomique néoclassique	23
1.1.2.2. La nouvelle économie de la migration.....	24
1.1.2.3. Le modèle répulsion-attraction.....	25
1.1.3. Les théories intégrées des migrations internationales.....	27
1.1.3.1. Approche des sciences politiques.....	27
1.1.3.2. L'approche systémique	28
1.1.3.3. L'approche institutionnaliste et la théorie des réseaux.....	28
1.1.3.4. La théorie de la causalité cumulative.....	30
1.2. Tendances des migrations internationales des pays du Sud de la Méditerranée	31
1.2.1. Définition et sources de données	32
1.2.1.1. Définition de la migration internationale	32
1.2.1.2. Bases de données de la migration internationale.....	34
1.2.2. État des lieux des migrations internationales et des PSM.....	35
1.2.2.1. État des lieux et tendances de la migration internationale	36
1.2.2.2. Tendance et état des lieux de la migration dans les PSM.....	39
Section 2. Transferts : définitions et mesures.....	41
2.1. Source de données et tendances.....	42
2.1.1. Définitions et sources de données	42
2.1.2. Tendances des transferts.....	45
2.2. Modalités d'envois et d'utilisations des transferts de fonds de migrants.....	52
2.2.1. Canaux d'envois et de transferts.....	53
2.2.1.1. Les dispositifs de transferts formels	53
2.2.1.2. Les dispositifs de transferts informels.....	55
2.2.2. Affectation des transferts de fonds.....	58
Section 3. Propriétés cycliques des transferts de fonds des PSM.....	60
3.1. Définition, méthodes de comparaison et revue de littérature du cycle d'affaires	61
3.1.1. Définition, méthodes d'extraction et de comparaison de deux cycles d'affaires.....	62
3.1.1.1. Définition et phases d'un cycle d'affaire	62
3.1.1.2. Techniques d'analyse de la synchronisation des séries temporelles.....	64
3.1.2. Revue de littérature empirique du cycle d'affaires des transferts de fonds.....	67
3.2. Estimation du cycle d'affaires des transferts de fonds dans les PSM.....	69
3.2.1. Extraction du cycle d'affaires	69
3.3.2. Approche par l'indice de concordance.....	72

3.2.3 Approche par les corrélations	74
3.2.4. Approche par un modèle VAR et fonctions de réponses impulsionnelles.....	77
Conclusion	81
Annexes chapitre 1	83
Annexe 1.1. Choix des pays d'accueil et leur pondération	83
Annexe 1.2. Statistiques descriptives.....	83
Annexe 1.3. Etudes de stationnarité	84
Annexe 1.4. Points de retournement de la composante cyclique des séries étudiées	84
Chapitre 2. Les déterminants des transferts de fonds	87
Introduction	87
Section 1. Les déterminants microéconomiques	89
1.1. Les motifs individuels.....	90
1.1.1. Le motif altruiste	91
1.1.2. Echange de services et investissement.....	94
1.1.3. Le motif stratégique	97
1.2. Les motifs familiaux	99
1.2.1. Le contrat familial implicite de remboursement de prêt.....	99
1.2.2. Le contrat familial implicite d'assurance et de coassurance	101
Section 2. Les déterminants macroéconomiques	106
2.1. Les déterminants démographiques et économiques.....	107
2.1.1. Les déterminants démographiques.....	107
2.1.2. Les déterminants économiques.....	109
2.2. Les déterminants institutionnels.....	112
2.2.1. Le niveau de développement du système financier	113
2.2.2. Stabilité politique	116
Section 3. Des déterminants macro-économiques aux motifs individuels : une estimation empirique.....	123
3.1. Modélisation des déterminants des transferts	123
3.1.1. Présentation du modèle et des variables.....	124
3.1.1.1. Présentation du modèle.....	124
3.1.1.2. Présentation des variables et des sources de données	126
3.1.2. Tests économétriques et méthodologie	130
3.1.2.1. Tests économétriques.....	130
2.2. Présentation des résultats et interprétations	134
2.2.1. Présentation des résultats.....	134
2.2.3. Discussion et interprétations des résultats	136
Conclusion	139
Annexes chapitre 2	142
Annexe 2.1. Statistiques descriptives.....	142
Annexe 2.2. Etudes de la stationnarité des variables.....	142
Annexe 2.3. Test de normalité des résidus	143
Annexe 2.4. Méthode de calcul des variables et sources de données.....	143
Chapitre 3. Impacts des transferts de fonds sur le bien-être et la croissance	144
Introduction	144
Section 1. Transferts de fonds et déterminants de la croissance : les enseignements de la littérature	147
1.1. Transferts de fonds et capital physique et humain	147
1.1.1. Transferts de fonds et accumulation du capital physique.....	147
1.1.1.1. L'impact des transferts sur l'investissement privé	147
1.1.1.2. L'impact des transferts sur l'investissement public et les IDE	149
1.1.2. Transferts de fonds et capital humain	151
1.1.2.1. Transferts et éducation	151
1.1.2.2. Transferts de fonds et santé.....	154

1.2. Transferts de fonds, participation au marché du travail et investissement domestique	156
1.2.1. L'effet des transferts sur la participation au marché du travail	156
1.2.2. L'effet des transferts sur l'investissement domestique.....	158
Section 2. Transferts de fonds, inégalité de revenus et pauvreté	160
2.1. Effet des envois de fonds sur les inégalités des revenus : un effet conditionnel	160
2.1.1. Une revue de littérature théorique et empirique.....	161
2.1.2. L'effet des envois de fonds sur les inégalités des revenus : une tentative d'évaluation empirique.....	166
2.1.2.1. Le modèle économétrique	167
2.1.2.2. Les variables conditionnelles	168
2.1.2.3. Les variables de contrôle.....	169
2.1.2.4. Stratégie d'identification et échantillon.....	172
2.1.2.4. Présentation et interprétation des résultats	173
2.2. Effet des transferts sur la pauvreté dans les PSM : une tentative de validation empirique	180
2.2.1. Effet sur la pauvreté : une revue de la littérature théorique et empirique.....	181
2.2.2. Effet des envois de fonds sur la pauvreté : une analyse empirique	187
2.2.2.1. La variable d'intérêt.....	187
2.2.2.2. Le modèle économétrique	188
2.2.2.3. Echantillon et méthodologie d'estimation.....	190
2.2.2.4. Présentation et interprétation des résultats	191
Section 3. Transferts de fonds, développement financier et croissance économique . 196	
3.1. Transferts et croissance économique : canaux de transmission	197
3.1.1. Transferts de fonds, pauvreté et croissance.....	198
3.1.2. Transferts, volatilité de la consommation et croissance.....	200
3.1.3. Transferts et investissement.....	202
3.2. L'effet des transferts sur la croissance : les enseignements de la littérature empirique	204
3.3. Transferts de fonds et croissance économique : une analyse empirique	208
3.3.1. Approche économétrique : spécification des modèles et approche méthodologique.....	208
3.3.1.1. Modèles économétriques	208
3.3.1.2. Echantillon.....	210
3.3.1.3. Difficultés méthodologiques	211
3.3.1.3. Tests économétriques.....	212
3.3.2. Présentation des résultats et discussions.....	213
Conclusion	222
Annexes chapitre 3	226
Annexe 3.1. Statistiques descriptives pour l'étude des inégalités	226
Annexe 3.2. Etudes de stationnarité pour l'étude des inégalités	226
Annexe 3.3. Tests de colinéarité pour l'étude des inégalités	227
Annexe 3.3.1. Tests de colinéarité (équation 3.1 et 3.2).....	227
Annexe 3.3.2. Tests de colinéarité (équation 3.3 et 3.4)	227
Annexe 3.4. Test de Hausman pour l'étude des inégalités	227
Annexe 3.5. Liste des pays utilisés pour l'étude des inégalités.....	228
Annexe 3.6. Statistiques descriptives pour l'étude sur la pauvreté	228
Annexe 3.7. Echantillons de pays pour l'étude de la pauvreté	228
Annexe 3.8. Tests économétriques usuels pour l'étude de la pauvreté	229
Annexe 3.8.1. Tests de stationnarité	229
Annexe 3.8.2. Test de causalité (équation 3.6)	229
Annexe 3.8.3. Test de colinéarité (équation 3.6)	229
Annexe 3.9. Tests et statistiques descriptives pour l'étude de la croissance et de l'investissement.....	230
Annexes 3.9.1. Test de stationnarité	230

Annexe 3.10. Définitions des variables et Statistiques descriptives pour l'étude de la croissance et de l'investissement.....	230
Annexe 3.10.1. Statistiques descriptives (en moyenne de 3 ans)	230
Annexe 3.10.2. Définitions des variables et base de données.....	231
Annexe 3.10.3. Définitions et mesure de la variable qualité institutionnelle	231
Conclusion générale	232
Bibliographie	236
Tables des Matières	259